

ÉMILE FERRÉ



# Croquis et Notes d'Occupation

VIE INTIME ET ANECDOTIQUE DE LILLE

de 1914 à 1918

*... Ah ! gardons intactes les convictions qui sont  
la lumière de notre vie, mais aussi gardons  
notre haine pour les ennemis de la France et  
pour leur cruauté*

(PAUL DESCHANEL. — ORAISON FUNÈBRE  
DE MM. BRIQUET ET TAILLANDIER).

PARIS-LILLE

LIBRAIRIE J. TALLANDIER

A PARIS

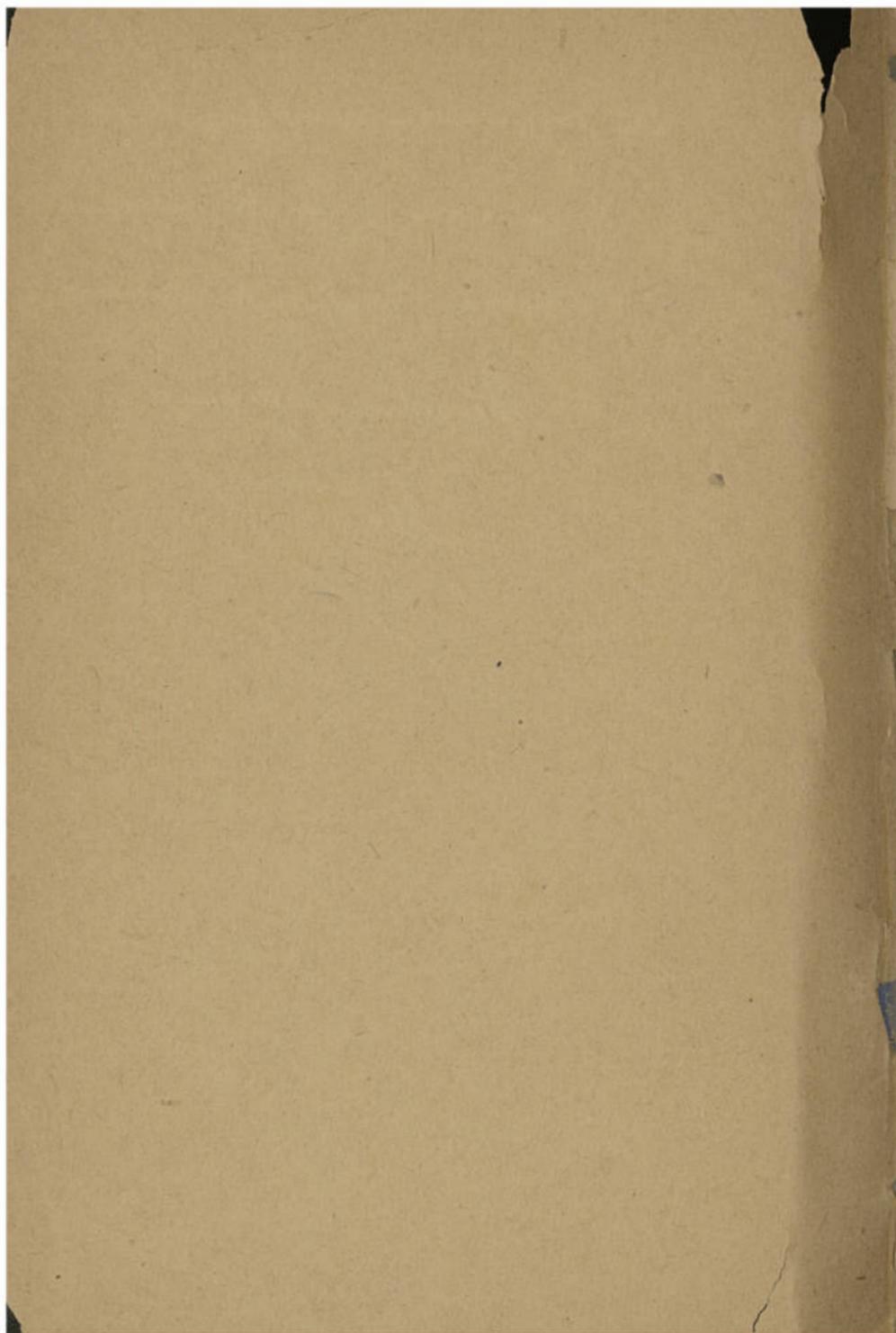
Rue Dareau

A LILLE

52 bis, Rue Esquermoise

DÉPÔT GÉNÉRAL EST A LA MAISON DE LILLE)

Prix : 5 fr. 90



A Monsieur le Recteur Joly  
à qui nous avons eu, pendant  
l'occupation, tant de réconfort

Respectueux hommage

M. Ferry

1840

...

...

...

IRHIS - Lille 3

- 2 AVR. 2013

ÉMILE FERRÉ



CHRN - C28647

# Croquis et Notes d'Occupation

VIE INTIME ET ANECDOTIQUE DE LILLE

de 1914 à 1918

*... Ah ! gardons intactes les convictions qui sont  
la lumière de notre vie, mais aussi gardons  
notre haine pour les ennemis de la France et  
pour leur cruauté !*

(PAUL DESCHANEL. — ORAISON FUNÈBRE  
DE MM. BRIQUET ET TAILLANDIER).

PARIS-LILLE

LIBRAIRIE J. TALLANDIER

A PARIS

75, Rue Dareau

A LILLE

52 bis, Rue Esquermoise

(LE DÉPÔT GÉNÉRAL EST A LA MAISON DE LILLE)

21/2 P8

Ce ne sont que des notes et des croquis. On ne trouvera pas ici l'histoire de l'occupation. Cette histoire sera longue et comportera une infinité de documents. C'est le métier d'un historien d'en tirer la substantifique moelle. Un chroniqueur avait autre chose à faire.

Il s'agissait pour lui de noter au jour le jour les incidents caractéristiques de cette douloureuse période. Je l'avais fait très consciencieusement. Une partie de ces écrits a disparu dans la bonne douzaine de déplacements qu'ils ont dû subir pour échapper aux perquisitions et, principalement, pendant mon séjour en Lithuanie comme ôtage de représailles. Je publie ce qu'il en reste. C'est nécessairement rapide et fragmentaire.

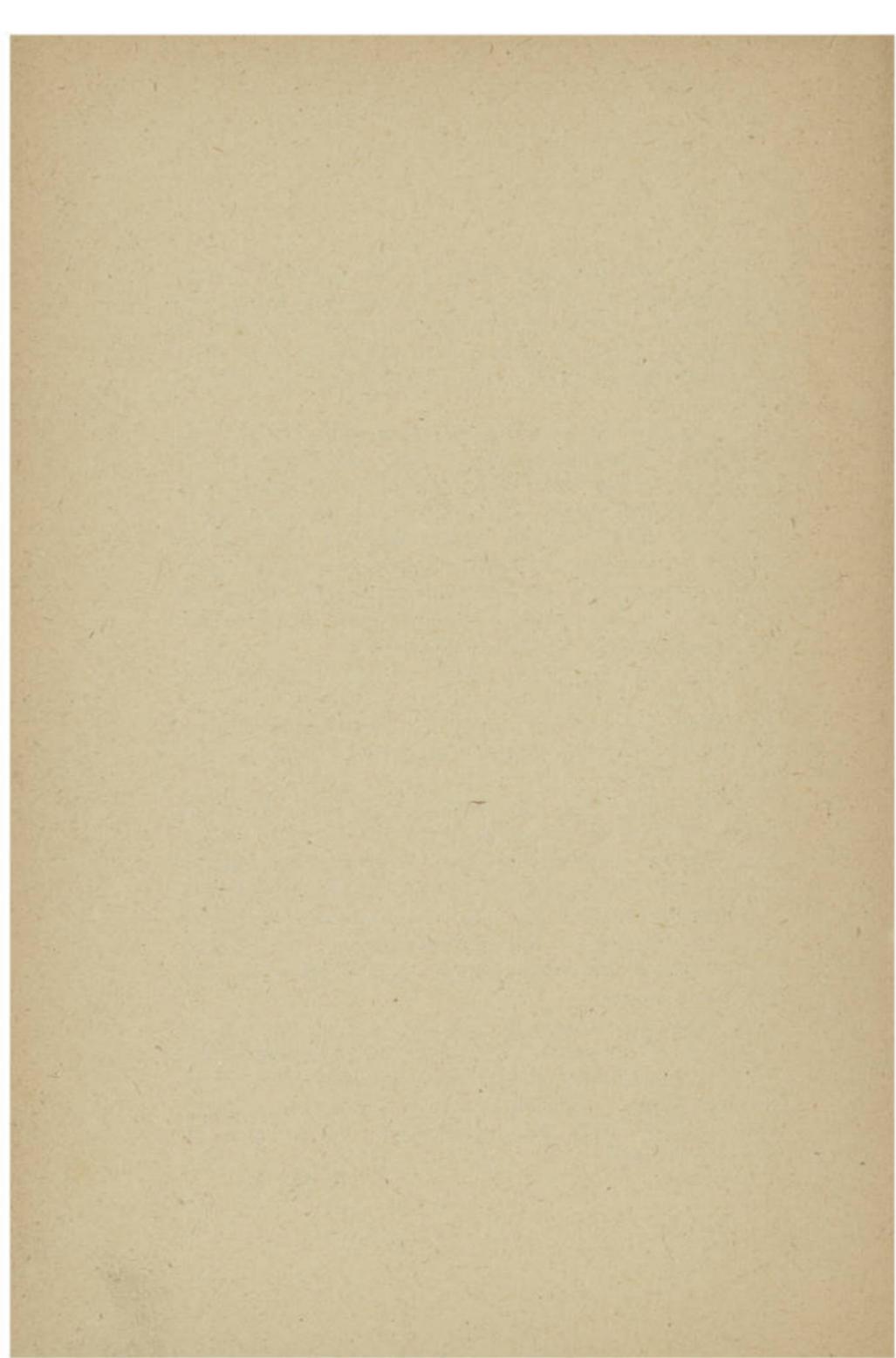
On n'y trouvera ni la mort de Jacquet ni celle de Trullin. Ces tragiques événements sont connus. Les livres qui ont déjà paru sur l'occupation les relatent très complètement. Je ne pourrais que tomber dans les redites.

Aussi bien, mon but était surtout de donner un aperçu de la vie intime de Lille de 1914 à 1918. J'avais donc à me préoccuper beaucoup plus de ce que M<sup>me</sup> de Boigne appelle «les petites circonstances».

D'ailleurs tout ne fut pas constamment tragique dans l'occupation. La vie continuait, si pénible qu'elle fût, et l'humour même n'y perdait pas toujours ses droits.

Je pense que ceux qui ont vécu à Lille les années tragiques retrouveront dans ces pages quelques-unes de leurs impressions et que ceux qui avaient la bonne fortune d'être «de l'autre côté» pourront se faire, en les lisant, une idée assez juste de ce que fut notre esclavage.

EM. F.



## LENDEMAIN DE BOMBARDEMENT

*Octobre 1914.*

Le spectacle que présentaient les rues de Lille au lendemain du bombardement est indescriptible. Je ne saurais mieux le comparer qu'à celui d'une fourmilière dans laquelle un passant a donné un coup de pied. Même effarement, même fièvre, même désordre. Des quartiers incendiés, les habitants fuyaient dans toutes les directions, emportant dans des valises, dans des paniers, parfois dans des serviettes ou même dans des mouchoirs le peu qu'il avaient à grand'peine disputé aux flammes. Tous les visages étaient défaits ; tous les yeux rougis par les larmes.

Des femmes de condition bourgeoise qui, en d'autres temps, eussent considéré comme inconvenant de sortir sans chapeau, s'en allaient les vêtements en désordre, les cheveux dans la figure, le corset dans un journal, accompagnées

de petits enfants trottant à pas menus et suivies du chien qui, fidèlement, semblait partager les tristes pensées des maîtres.

Et quant aux vieillards, que la catastrophe surprenait à la fin de leur vie, alors qu'ils espéraient pour leurs derniers jours le calme et la sérénité, rien ne peut dire leur désolation. Ils ne pleuraient pas, ils ne parlaient pas. Ils étaient frappés de stupeur. Ils marchaient comme des automates, allaient devant eux, sans direction, sans but, comme perdus dans un monde d'épouvantements.

J'ai vu de ces lamentables cortèges traverser cinq ou six fois, en sens divers, le même carrefour ou la même rue. On eut dit que, jouets d'un infernal destin, ils s'égarèrent toujours davantage et perdaient de plus en plus la notion des choses et le sens de la direction.

Où aller, d'ailleurs ? Où se réfugier ?... On courait chez des amis. Les amis étaient incendiés eux aussi, ou terriblement bombardés. On voulait sortir des portes et gagner la campagne. Les portes étaient gardées par d'impitoyables fonctionnaires. Repoussé d'un côté, on espérait être plus heureux de l'autre. Et l'on marchait toujours... Il y a certainement des familles qui ont ainsi fait des lieues et des

lieues dans l'intérieur de la ville, leurs misérables paquets à la main, sans pouvoir trouver un asile convenable...

L'aspect général de Lille, en dehors même des quartiers brûlés, était celui d'une ville morte. Tous les magasins étaient fermés. Tout commerce était suspendu. Et le soir, les rares personnes qui avaient à sortir marchaient à pas circonspects dans d'épaisses ténèbres, que les cigares des officiers allemands étoilaient çà et là...

---

## II

### PARMI LES RUINES

*Octobre 1914.*

Vision inoubliable ! Les récits de l'Histoire sur les invasions qui, aux premiers siècles de l'ère chrétienne, dévastèrent notre sol, n'ont rien évoqué de plus sinistre.

La destruction de plusieurs quartiers de Lille ne fut pas, en effet, le résultat d'un sac

opéré par des soldats ivres de poudre et fous de victoires. Ce fut une destruction préméditée, systématique et, en quelque sorte, scientifique. Ce fut le froid calcul d'ingénieurs militaires, incendiant par principes, suivant des équations savamment résolues.

Nous avons, le mardi 13 octobre, de grand matin, tenté une promenade parmi les rues sinistrées, — celles, du moins, qu'un danger immédiat ne fermait pas à toute circulation.

C'est une main sur les yeux tour à tour et sur la bouche, pour n'être pas aveuglé de flammèches ou suffoqué de fumées, que nous parcourons, le cœur serré, les rues en feu.

Le crépitement du bois qui brûle, le grincement des fers qui se tordent, le bruit de cascade de l'eau des pompes lancée partout où il est possible de limiter le fléau, tout cela fait sur la ville hier si florissante, une rumeur de désastre...

Et l'on arpente les grandes voies détruites, à pas lents, parmi les poutres dont la chute fait des feux d'artifices d'étincelles et les flaques d'eau où l'on patauge.

De temps à autre, un pompier court porter un ordre ou transmettre une observation à des équipes voisines.

Alors, on est tout surpris de reconnaître, sous les casques de cuivre noircis et bossués, des têtes qu'on n'avait point encore vues ainsi coiffées.

— Bonjour ! me dit fébrilement un pompier qui se hâte.

Je réponds : « bonjour ! » sans savoir à qui je m'adresse, lorsque, plus loin, m'étant retourné, je reconnais notre confrère, M. Lejeune, administrateur du *Réveil du Nord*.

D'une équipe à l'autre va et vient, dirigeant les secours, le commandant Boivin.

M. Charles Delesalle, maire de Lille, accompagné de plusieurs conseillers municipaux, regarde, navré, se consumer les ruines...

A ce moment, le Café Jean, l'Alhambra et les immeubles qui le suivent en montant vers la gare, les maisons de la place du Théâtre qui s'amorcent au Café Jean, c'est-à-dire le Bon Patriote, le Bas-Vert au-dessus duquel était installé le *Nord Illustré* de nos confrères Lante et Fage, sont encore intactes. Mais la pâtisserie Debruyne est entamée : l'on a la certitude qu'elle ne sera bientôt plus qu'un brasier et qu'elle communiquera le feu aux susdites maisons, qui le communiqueront elles-mêmes au côté pair de la rue Faidherbe. Ce côté-là

sera aussi pris entre deux feux, car le Grand-Hôtel, à l'autre extrémité, brûle déjà...

Du côté impair, c'est la destruction complète et le sinistre s'étend à la rue du Marché-aux-Poulets dont il ne restera rien.

Cependant le vent qui, tout à l'heure, soufflait de l'ouest et dirigeait les flammes du coin de la rue de Paris sur la « Taverne Viennoise » — menaçant de destruction tout le pâté de maisons où se trouve l'*Echo du Nord*, — a passé insensiblement à l'est. Autre danger : de grandes flammèches, des tisons même, s'en vont tomber sur le Nouveau Théâtre, et l'on se demande si le monument, encore inachevé, va y passer aussi... Des hommes sont sur le toit et se multiplient.

Dans tous les quartiers sinistrés, c'est la même hâte, la même fièvre, les mêmes innombrables dévouements, et aussi, hélas ! le même spectacle d'enfer.

Le hasard de ces lugubres pérégrinations nous ramène rue Faidherbe, par la place de la Gare, au moment où la maison de maroquinerie Soyez père (coin de la dite rue et de la rue des Ponts-de-Comines), fortement menacée, distribue aux passants, à charge de les rapporter, les valises, les sacs, les serviettes, tout ce qui peut s'emporter à la main...

Voilà donc ce qu'est devenue la grande artère à laquelle nous avons donné le nom de notre glorieux général, le vestibule somptueux que nous avons fait en 1870 à notre accueillante cité !

Cette rue était comme la synthèse du Tout-Lille-Commerçant, et nous n'étions pas peu fiers lorsque l'étranger, débarquant à Lille, nous disait : « Mais c'est un coin de Paris, votre rue Faidherbe ! »

On trouvait là, pour ainsi dire sur le même palier, tous les agréments de la vie moderne, dans des magasins qui rivalisaient d'élégance et de confort.

C'était la rue où l'on se rencontrait, dans les flâneries d'après-midi, où l'on échangeait des propos sur les événements du jour, où l'on s'attablait, pour le café ou l'apéritif, à des terrasses agréablement aménagées.

Disparu le « Café Jean », rendez-vous de tant de Lillois du commerce et de l'industrie que, le mercredi, on avait peine à y trouver une place. Construction de style Louis XIV, que l'architecte Hanotin, dans ses bons jours, avait dessinée avec beaucoup de goût et de savoir, décorée de dorures que le temps et la fumée avaient heureusement patinées, le Café

Jean constituait un grand salon à la Française, qui avait ses coins où les joueurs de bridge et de jacquet aimaient à se retrouver, sans parler de superbes salles de billard où se rejoignaient de passionnés amateurs.

En face, à côté de la Grande Pharmacie de France, que M. Poirson dirigeait avec une activité remarquable, c'était la librairie Tallandier, que le sourire du directeur, M. Morand, faisait si hospitalière. L'après-midi, les cours terminés, les professeurs y coudoyaient les bourgeois et il se tenait là, sur les nouveautés littéraires du jour, une parlotte documentée et savoureuse.

Disparus, les magasins de modes, de corsets, de lingerie, de fantaisies parisiennes, où les passants jetaient des yeux chargés de convoitises.

Le feu a détruit encore deux de nos grands hôtels : le « Grand Hôtel » et l' « Hôtel Continental », ce dernier Parvis Saint-Maurice ; des restaurants renommés comme Divoir et le « Rocher de Cancale » ; des brasseries très fréquentées comme la Taverne Charles ; des maisons de traiteurs avantageusement connues comme Preys et Doublet.

Le Kursaal qui devait, à la reprise des affaires, rouvrir ses portes avec un programme nouveau, l'Alhambra, presque achevé et dont la guerre avait arrêté les travaux, ne sont plus que ruines.

Ceux qui, ayant quitté notre ville, la reverront à la fin de la guerre, auront peine à retrouver dans cet amas de ruines les endroits qui leur étaient familiers et certains quartiers que le pittoresque de leurs noms désignait à la curiosité publique.

Ils auront peine à reconstituer par la pensée la place du Vieux-Marché-aux-Poulets, la rue du Vieux-Marché-aux-Moutons, le passage Santenaire, dont il ne reste absolument rien et les rues de la Quennette, Saint-Genois, du Plat, du Bourdeau, sans parler de la place Fernig, dont il ne reste que peu de chose.

Ils retrouveront difficilement les perspectives autrefois si caractéristiques des rues de Paris, du Molinel, la trouée que faisait dans la rue des Ponts-de-Comines la petite rue Schepers (ancienne rue des Douze-Apôtres) et, dans la rue d'Amiens, la vieille rue du Court-Debout, où s'amorçait la rue du Bleu-Mouton ouverte à la suite de l'agrandissement de 1603.

Tout le quartier sinistré est, à présent, dominé par la silhouette imposante de l'église Saint-

Maurice, qui prend, du fait de ces démolitions, une majesté nouvelle.

La flèche, magnifiquement élancée, du monument apparaît dans toutes les perspectives et l'on se prend à rêver une reconstruction des quartiers avoisinants selon des alignements qui feraient jouer à l'église un rôle élégamment décoratif.

---

### III

## A " L'ÉCHO DU NORD "

*Octobre 1914.*

Dans les derniers jours d'octobre 1914, plusieurs officiers se présentaient aux bureaux de notre imprimerie, rue Saint-Nicolas, de la part du gouverneur allemand de Lille. Ils étaient reçus par MM. Emile Ferré, rédacteur en chef de *l'Écho du Nord* et Félix Destringuet, chef du bureau des commandes. Et voici, notée au lendemain de cette visite, la conversation qui s'engageait et à laquelle prenaient part, tour à tour, MM. Ferré et Destringuet :

— Vous avez des linotypes et des machines rotatives ?...

— Oui.

— Bien. Nous voulons faire ici des journaux.

— En caractères allemands ?

— Oui, autant que possible.

— Nous n'avons pas de caractères allemands. D'ailleurs, nos machines, arrêtées depuis longtemps, sont en mauvais état. Enfin, le peu de personnel que nous avons suffit tout juste pour les travaux courants et je n'ai pas besoin de vous dire que c'est un personnel français...

— Oui, oui... Vous ne voulez pas travailler pour les « Boches ». Je comprends. Mais vous, vous ne comprenez pas comment la question se pose. Nous ne vous demandons pas s'il vous plaît que nos journaux s'impriment ici. Nous vous disons : nos journaux s'imprimeront dans cette maison si, tout bien examiné, la maison nous convient...

— Mais encore une fois nous n'avons pas de caractères allemands.

L'officier eut un moment d'hésitation ; il consulta un de ses collègues ; puis :

— Nous allons toujours visiter la maison. Nous verrons après.

Ils visiterent donc l'imprimerie et il ne fut pas difficile de voir, à l'examen qu'ils firent des machines, qu'on avait affaire à des connaisseurs.

Ensuite ils partirent.

Deux d'entre eux revinrent le surlendemain après-midi.

— Eh bien ! voilà, dit celui qui parlait le mieux le français : nous allons faire nos journaux ici. Nous les composerons en caractères romains...

— De quel corps ?

Il désigne deux ou trois corps de caractères. Nous objectons :

-- Il nous manque plusieurs magasins des types en question.

-- Nous en ferons venir d'Allemagne.

— Nos rotatives ne sont pas appropriées au format que vous voulez donner à ce journal.

— Il y a toujours moyen de s'arranger.

— Nous manquons de plomb, de talc, de beaucoup d'autres matières.

— Nous en aurons.

— Enfin, notre personnel ne voudra pas...

L'officier a un mouvement d'impatience.

— Mais vous pensez bien que nous avons un personnel allemand !...

Et se tournant vers son collègue, il lui dit en langue allemande, ne se doutant pas qu'il était compris de notre mécanicien présent à la scène :

— Ils ont l'air de faire la mauvaise tête ici... Nous n'en viendrons à bout qu'en occupant militairement.

Et le dialogue reprend avec nous :

— Bref, dit M. Ferré, vous réquisitionnez notre maison ?

— Nous la « saisissons » — c'est le mot dont l'officier se servit, — et votre imprimerie devient l'imprimerie du gouvernement de Lille... D'ailleurs, pour couper court à tout, nous l'occuperons militairement.

Il fit quelques pas vers la porte. M. Ferré lui dit :

— Mais, Monsieur, nous avons nous-mêmes des commandes à exécuter pour des clients, pour diverses administrations et notamment pour la mairie de Lille...

— Il ne vous sera permis de faire ces travaux qu'autant que nous n'aurons pas besoin des caractères et des machines qu'il faudra pour les exécuter.

Le 5 novembre, vingt allemands, le fusil à l'épaule, venaient prendre possession de notre

imprimerie et se mettaient au travail, leur fusil à côté de la casse.

Deux officiers, le capitaine Hoecker et le baron G. d'Ompeda, romanciers allemands, s'installaient dans le bureau de M. Gustave Dubar. Des sous-officiers prenaient possession des bureaux des employés : service technique, correction, comptabilité, messageries. Des hommes se répartissaient dans les divers ateliers : journal, conscience, etc., etc.

Ceux de nos ouvriers que nous avons gardés pour l'exécution des commandes françaises, acceptèrent d'exercer une discrète surveillance sur nos machines et sur nos matières. Cette surveillance ne fut pas une sinécure. Plus d'une fois des heurts se produisirent, par exemple lorsque les occupants, par inexpérience et par manque de soins, en arrivaient à détraquer, — et c'était journellement, — notre outillage.

Quant à la tenue générale de la maison, on s'en fera une idée lorsque nous aurons dit que quatre hommes de peine, journellement employés, suffisaient à peine au nettoyage des salles et des escaliers...

Pendant quatre ans et demi, notre maison fut ainsi occupée. Plusieurs de nos machines,

parmi les plus importantes, furent enlevées et emmenées on ne sait où. Nos caractères furent pillés, et la plupart des typos allemands, petits imprimeurs dans leur pays, ne partirent jamais en permission sans en emporter plein leurs poches. Après avoir jeté notre rédacteur en chef à la citadelle, ils donnèrent deux heures à notre personnel pour déménager, — deux heures, — alors que notre maison, fondée en 1819, avait tout un étage consacré à ses archives ! La bibliothèque de notre service économique — qui contenait, par exemple, les délibérations du Conseil général — a complètement disparu. Il en est de même de celle de la rédaction, dont le meuble a disparu également. De notre librairie, il ne reste que des épaves.



Et, lorsque, le 15 octobre 1918, deux jours avant la libération, M. Ferré a pénétré dans l'immeuble, du rez-de-chaussée aux combles il n'a marché que sur des caractères et des papiers, systématiquement mélangés et qui formaient comme une litière...

---

## AU " CRÉDIT DU NORD "

1914.

Au Crédit du Nord, rue Jean-Roisin. Les grands otages sortent de la Conférence obligatoire avec le gouverneur Von Heinrich. Ils sont dans le bureau de M. G. Dubar, président du Conseil d'Administration. Tous les jours, en quittant Von Heinrich, ils viennent échanger là leurs idées sur la situation et se communiquer les nouvelles. Parmi les présents, outre M. Dubar : le préfet, M. Trépont ; M. Borromée, secrétaire-général ; le maire, M. Ch. Delesalle ; Mgr Charost, l'évêque, accompagné de son fidèle secrétaire, M. le chanoine Pajot, et diverses autres personnalités lilloises.

C'était une des heures les plus intéressantes de la journée. On commentait les communiqués publiés par les journaux boches. On en épluchait les termes. On y notait les omissions. On rapprochait le texte des textes français, que des journaux passés en fraude nous apportaient

avec une certaine régularité ou que des feuilles clandestines, imprimées en territoire occupé, répandaient dans certains milieux.

Je donnai connaissance, un jour, à cette réunion, de la conversation que j'avais eue à l'*Echo du Nord*, où je pouvais encore pénétrer, avec le baron d'Ompfeda, l'un des collaborateurs de *Liller-Kriegszeitung*.

— Voyez-vous, m'avait dit ce baron dans un langage extrêmement mielleux, voyez-vous la France et l'Allemagne peuvent très bien s'entendre et finir la guerre. Dans les milieux impériaux que je fréquente, — et où l'on a beaucoup d'admiration pour la France, — on ne demande que cela.

— Et comment pourrait-on s'entendre ? questionnai-je assez intrigué.

— C'est bien simple, vous allez voir : la Belgique ne sera jamais reconstituée... Eh bien ? vous prendriez la partie wallonne ; nous garderions la partie flamande... Et nous signerions un bon petit traité... Qu'en dites-vous ?..

— Je dis que ce que vous proposez là est profondément immoral au regard de notre mentalité latine... Comment ! voilà un peuple qui s'est sacrifié pour nous. — et nous en profiterions pour aider à son démembrement !...

— Oh ! conclut le baron d'Ompteda, cela vous paraît énorme parce que nous sommes en pleine guerre... Mais je vous assure que, les fumées de la bataille dissipées, ma combinaison vous semblerait très bonne...

Je n'ai pas besoin de dire que les propos du baron d'Ompteda causèrent parmi les grands otages un véritable scandale et quelles sévérités de langage ils provoquèrent...

Ce bureau du Crédit fut un des endroits les plus curieux de Lille occupée. Tout le jour, on y voyait défiler des industriels, des commerçants, des maires, de simples particuliers qui venaient solliciter, pour vivre, pour entretenir leur outillage, alors intact, pour payer les amendes infligées par les Boches, des avances de fonds. Ces avances étaient accordées presque sans discussion, même si l'on était débiteur de la Banque. Il suffisait qu'on présentât des garanties morales suffisantes. Que d'infortunes cachées, que d'évacués, que de partants pour la France libre trouvèrent au Crédit les secours discrets et le viatique dont ils avaient besoin !...

---

## LA RUE PENDANT L'OCCUPATION

1914.

La physionomie des rues de Lille pendant les premières semaines de l'occupation fut assez originale. Nous ne parlons pas seulement du spectacle, assurément peu banal, que présentaient les allées et venues des soldats et du tumulte de guerre que firent journellement les fourgons, les chariots, poids lourds et autos légères qui défilèrent à travers la ville, ni des régiments en marche, de tout uniforme et de toute provenance, qui s'en allaient au front en chantant des chansons d'un caractère plutôt religieux que guerrier, dont les phrases aux brusques terminaisons faisaient sur nos oreilles françaises une impression inattendue... Nous voulons parler surtout du spectacle de la vie populaire qui, du fait de la suppression de la douane, se transforma tout à coup.

C'est ainsi qu'à tous les coins de rues, surgit une nuée de petits marchands, — femmes, fillettes, enfants de tout âge, — de tabacs, cigares, cigarettes, d'allumettes, de cartes postales, de saucisson, de viande au morceau, de chocolat, de beurre, voire de pain, car il y eut des jours où le pain fut plutôt rare dans les boulangeries urbaines.

C'est dans les rues Nationale, Neuve, des Manneliers, de Paris, de Béthune et, naturellement, sur la Grande-Place, — sans parler des rues et carrefours des quartiers populaires, — que s'exerça principalement ce petit commerce qui trouva tout de suite une abondante clientèle.

Les marchands étalaient leur pacotille sur le pavé, sur une baladeuse, dans un parapluie ouvert, dans une boîte, sur un journal.

On achetait pour quatre sous douze boîtes d'allumettes qu'on aurait payées à la régie 1 fr. 20.

Les cigarettes, aux marques plus ou moins égyptiennes, étaient vendues couramment 40 et 50 centimes la boîte. Et les marchands faisaient encore un sérieux bénéfice, ces cigarettes étant marquées 25 et 30 centimes originellement. Il est vrai que les vendeurs avaient des

frais : voyage et nourriture, car c'est en Belgique qu'ils allaient s'approvisionner.

Pendant ce temps-là, les dépôts français manquaient naturellement de tout. C'est pourquoi l'on voyait à peu près sur tous les débits cette inscription manuscrite : « Plus de tabac ni de prises. »

Mais ces petits commerçants eurent bientôt des concurrents ennemis et la rue ne tarda pas à leur être interdite. Traqués par la police allemande, ils durent se réfugier sous les portes cochères, dans les estaminets, dans des coins de boutique pour lesquels ils payaient une modeste location. Les commerçants patentés eux-mêmes ne tardèrent, d'ailleurs, pas à transformer leur magasin en maison d'alimentation ou en débit de tabacs belges. Il serait impossible d'énumérer les bonnetiers, les marchands de chaussures, les cabaretiers, les fleuristes, voire les marchands de musique qui se mirent à vendre du beurre, des œufs, de la charcuterie, des allumettes et des cigares.

---

## DANS UNE MAISON OCCUPÉE

Comment ils s'installent. — Officiers combattants et Officiers d'État-major. — Monsieur " Il faut " — Outrecuidance et bêtise.

1914.

Une maison des plus confortables dans le Parc Monceau. Grandes pièces meublées avec goût. Grand jardin où les dernières roses achèvent de mourir : on est en novembre. Communs séparés de la maison par un parterre en terrasse. Pièces d'eau, avec des canards ici, des poissons rouges là-bas. Sur le côté, à quelque cent mètres de la demeure principale, une petite maison blanche fait une jolie tache dans les feuillages déjà roux.

Trois officiers occupent la grande maison. Ils sont modestes et peu bruyants. Il y a un capitaine, un lieutenant et un vétérinaire. Ils parlent très difficilement le français.

Ils mangent à la maison; mais ils apportent les vivres. Le service est facile, car ils ne sont pas exigeants. Les ordonnances habitent dans les dépendances d'une usine toute proche. Ils apparaissent aux heures voulues, puis disparaissent sans jamais causer la moindre gêne.

Le capitaine a, dans le quartier, la réputation d'un homme bienveillant. Comme il y a eu des villas dévalisées, on vient se plaindre à lui. Il écoute les doléances et promet de les transmettre à qui de droit. Il fait mieux : un soir, il emporte une couverture et s'en va coucher dans une petite maison où l'on assure que des soldats vont la nuit chaparder tout ce qui leur tombe sous la main.

Le vétérinaire est élégant et narquois. En rentrant, le soir, il dit un mot de plaisanterie aux servantes. Il aime le bon vin.

Le lieutenant est réservé et même froid. Dans la chanson de Marlborough, il y avait celui qui ne portait rien. Ce jeune officier est celui qui ne dit rien.

Tous les trois mènent une vie calme et régulière. Ils se plaisent beaucoup dans cette maison. Ils expriment tant bien que mal leur satisfaction chaque fois que l'occasion s'en présente. Ils voudraient y rester longtemps...

Mais quelqu'un troubla la fête. Une après-midi de novembre 1914, — c'était le 4, si je ne me trompe, — un grand diable d'officier, accompagné d'un chien, se présente, monocle à l'œil et badine à la main. Les servantes accourent. Il ne se donne pas la peine de saluer et, d'un ton cassant, demande :

— Combien de chambres ici ?

— Quatre.

— C'est bien, montrez-les moi.

Il se précipite dans les escaliers. Les femmes s'essoufflent à le suivre.

Il ouvre lui-même les portes des chambres. Il inscrit à la craie les noms des officiers auxquels il les attribue.

— Pardon, lui fait remarquer l'une des bonnes... Ces chambres sont prises par des officiers...

— Ils s'en iront !

— Et celle-ci est la chambre de Monsieur.

— Je la prends. !

— Mais...

— Il n'y a pas de mais... Monsieur couchera ailleurs, voilà tout.

Puis, regardant les parquets des escaliers et du vestibule, veufs de tout tapis, car la maison avait été « déshabillée » en prévision des vacances :

— Ce n'est pas propre cela, dit-il... Où sont les tapis ?

— Les tapis sont au grenier.

— Il faut les remettre.

Alors, les bonnes commencent à trouver que cet Allemand abuse et l'une d'elles répond :

— Monsieur, ce n'est pas l'ouvrage des femmes. En France, pour remettre des tapis, on prend un tapissier.

L'officier se tait. Mais la réponse l'a piqué et il va la faire payer aux femmes, en insolences et en exigences.

— Il faut préparer toutes les chambres.... Toutes, vous entendez !... Il faut que tout soit prêt ce soir à six heures. Il faut mettre du beau linge partout. Vous serez rendues responsables si les chambres ne sont pas prêtes à l'heure dite...

Cela n'a l'air de rien. Mais il fallait entendre le ton sur lequel ces paroles étaient prononcées. Le chien présent à la scène n'eût pas mieux aboyé.

En descendant les étages, l'officier s'en va visiter la salle du moteur, les accumulateurs et les commans. Et comme il revient de cette visite, il se trouve nez à nez avec « monsieur » qui rentre. Celui-ci s'incline, à la française et

fait mine de porter la main à son chapeau. Mais l'Allemand ne salue pas et « monsieur » rengaine sa politesse.

— Monsieur, s'écrie l'officier du ton teuto-niquement aimable qui lui est habituel, il faudra faire de la lumière ; il faut qu'il y ait de l'eau dans les chambres ; il faut que le moteur marche...

C'était toujours : « Il faut ». On finit, du reste, par appeler cet officier : « Monsieur Il-faut ».

Le monsieur objecta que le moteur était détraqué, qu'il n'avait personne pour faire la réparation et le remettre en route.

— Adressez-vous à la mairie de La Madeleine, répondit l'officier ; on vous enverra des hommes. Et vous savez, ajouta-t-il en donnant un coup de cravache sur sa botte, je vous rends responsable...

C'était de l'outrecuidance et c'était de la bêtise. Le monsieur se contenta de faire, du ton le plus calme, cette simple remarque :

— Responsable de quoi ?... De la démarche que je vais faire à la Mairie de La Madeleine, d'accord... Mais responsable du plus ou moins de hâte que mettra la mairie à m'envoyer des hommes ? responsable du plus ou moins de

compétence de ces hommes ? responsable, enfin, de la marche du moteur ? Vous n'y pensez pas...

L'officier rongea son frein et, pour faire diversion, dit en montrant le bûcher :

— Il y a du bois ici, beaucoup de bois.... J'en ferai prendre demain matin plusieurs voitures pour allumer les calorifères du Boulevard.

— Avec une réquisition en règle, n'est-ce pas ? Parce que sans réquisition régulière, je ne donnerai rien...

L'officier tourna les talons et s'en fut sans rien répondre.

Quand le capitaine, le lieutenant et le vétérinaire furent mis, le soir, au courant de cette visite, ils s'entre-regardèrent et, haussant les épaules, tinrent des propos évidemment peu respectueux pour l'état-major qui les délogeait avec autant de désinvolture. Tout de suite, ils firent leurs malles et, après s'être confondus en remerciements, émigrèrent dans une maison inhabitée où les ordonnances leur firent désormais la popote.

Le lendemain, trois officiers de l'Etat-Major de la VI<sup>e</sup> Armée (A. O. K. 6), commandée par le Kronprinz de Bavière, prenaient possession

des trois chambres si rapidement vidées. C'était le major Hassenstein, le major Wintenberger et le capitaine Nagel.

On ne put s'empêcher de faire remarquer aux nouveaux venus la discourtoisie choquante dont avait usé à l'égard des servantes l'officier proposé aux logements. Le major Wintenberger qui parlait assez bien le français, l'excusa en mettant la chose sur le compte de la fonction, qui exigeait un travail rapide et un peu fébrile.

*Les Ordonnances. — Mangeailles et beuveries. — Une cuisine transformée en corps de garde. — Propreté allemande — Camaraderies à coups de couteau. — Sinistres plaisanteries. — La Petite balle et la grande frousse.*

Voilà donc nos trois nouveaux officiers installés. Ils ne prennent à la maison que le petit déjeuner du matin, pour lequel ils envoient le café, le beurre et le pain. C'est le capitaine Nagel qui est chargé de cet approvisionnement.

Le major Hassenstein mange avec son pain, — du pain blanc, — du foie gras, qu'il apporte dans de petits tubes en métal qui s'ouvrent

avec une clef, à la manière des boîtes de sardines. Le major Wintenberger lui, se fait servir du pain de troupe, coupé en tranches minces comme des lames. Le capitaine Nagel consomme du pain ordinaire.

Il est économe, le capitaine Nagel. Il apporte le beurre et le café par demi-livres. Et quand la cuisinière lui fait remarquer qu'il manque ceci ou cela, il ne rate jamais de dire :

— Déjà !... Cela va bien vite....

Les trois officiers prennent leur repas du midi et du soir au mess de l'Etat-Major, au Grand Boulevard. Ils rentrent généralement à 10 heures allemandes (9 heures françaises). Ils sont peu encombrants, si ce n'est qu'ils ont la déplorable habitude de demander tous les trois des bains à la même heure, comme si l'on disposait de trois baignoires. Et c'est le diable pour leur faire comprendre qu'ils doivent se succéder et qu'il serait beaucoup plus simple qu'ils s'entendissent une bonne fois pour choisir respectivement leur jour.

Mais s'ils sont peu encombrants, leurs ordonnances le sont beaucoup trop. Ils sont cinq, y compris deux chauffeurs. Max, qui est de Munich, est bavard comme une pie. Auguste, qui est de Breslau, est mauvais comme une

teigne. Ludwig, autre Munichois, est le loustic de la bande : farceur et taquin, comédien et chapardeur, au demeurant pas méchant garçon, pratiquant avec maîtrise l'art de se mettre bien avec la cuisinière pour bénéficier de quelque bon morceau. Quant aux deux chauffeurs, ce sont ce qu'on appellerait en France, des « gouapes ».

Tout ce monde là mange à la cuisine et couche à la maison blanche. C'est dire qu'on les a toute la journée sur le dos. Ils ne quittent guère la table, buvant après avoir mangé, mangeant après avoir bu, chantant à tue-tête des refrains plus ou moins patriotiques, dans la fumée épaisse des gros cigares prussiens. La cuisine est devenue un véritable corps de garde. Des tuniques sont jetées sur les chaises ; des baïonnettes pendent aux boutons des portes ; des bottes gisent pêle-mêle dans les coins. La table est poisseuse, le carrelage rayé et noir. Impossible de nettoyer comme on voudrait : ils sont toujours là. D'ailleurs, ils ne paraissent pas avoir le moindre sens de la propreté. Ils jettent le fond de leur tasse de café par terre ; ils écrasent leurs mégots sous leurs talons ; ils décrochent leurs chaussures devant les fourneaux. Le samedi est le jour

de désespoir des servantes. Quand elles ont bien lavé le carrelage et les tables, les Allemands prennent, dirait-on, une joie maligne à tout salir. Alors la cuisinière s'exclame :

— Max !... Ludwig !... Maman, Munich, propre ?...

— Oui, oui...

— Eh bien ! madame, ici, propre... Et vous, nix propres... Voyez !...

Max et Ludwig considèrent le carrelage maculé, se défendent énergiquement d'avoir contribué à ces saletés petites ou grandes et ils concluent d'un air fâché :

— Max et Ludwig nix cochons... Madame nix bonne !

Et c'est ainsi toutes les semaines et presque tous les jours.

La cuisinière fait cuire la viande que doivent, à chaque repas, se partager les ordonnances. Ce partage donne lieu aux plus violentes disputes. Aucune véritable sympathie entre ces soldats. Et même une hostilité très marquée jusque dans les plus petites choses se manifeste entre bavarois et prussiens. Un soir, Ludwig et Auguste en vinrent aux mains et l'on vit luire les couteaux. Il fallut les menacer de rapporter les choses aux majors pour

mettre fin à cette lutte qui pouvait devenir sanglante. Que nous voilà loin de la bonne humeur et de la franche camaraderie des soldats français !

Les chauffeurs font bande à part. Pensez donc : des mécaniciens habillés de cuir, dont le col porte de chaque côté une petite auto en métal et qui conduisent les états-majors dans de rutilantes carrosseries, ce n'est pas de la petite bière et de tels fonctionnaires ne se mêlent pas volontiers à la commune soldatesque !

Aussi parlent-ils très haut, d'un ton généralement épateur et n'admettent-ils aucune observation, fût-elle formulée le plus courtoisement du monde.

Entre temps, ils s'essaient à terroriser les femmes quand elles sont seules et ils leur répètent, avec des gestes appropriés :

— Madame kapout.... Monsieur kapout....  
Maison kapout....

Ces sinistres plaisanteries prennent de telles proportions qu'on finit par s'en plaindre au premier major, lequel fait faire par le capitaine une enquête qui aboutit au déplacement des deux chauffeurs. Bon voyage !

Les ordonnances sont d'une bravoure modérée, et ils excellent plutôt dans le genre froussard. Un jour, l'un d'eux trouve, dans le jardin, une balle française... Grand émoi ! Il montre la balle à tout le monde, avec des mines d'effarement. Il déclare qu'il va faire part de sa trouvaille au major et il porte, en effet, la balle à l'officier qui la jette négligemment dans un vide-poche, sans y attacher plus d'importance...

Eh bien ! pendant huit jours, quand ils devaient, le soir, gagner la maison blanche en traversant le jardin, les ordonnances s'en allaient à la queue leu-leu, sabre au clair ou revolver au poing, comme des soldats d'opérette !

---

## VII

### RÉQUISITIONS

1914.

Au début de l'hiver 1914, les Allemands réquisitionnaient des fourrures. C'était pour doubler les manteaux des officiers.

Mais ils ne se contentèrent pas des fourrures que les marchands possédaient en propre pour la vente. Ils s'emparèrent de celles qui avaient été mises en dépôt par les particuliers.

Ce fut une ruée des clientes chez les dépositaires, où les Allemands allaient et venaient, comme chez eux, parcourant les magasins de la cave au grenier.

— Mais, messieurs, leur dit une dame dont les fourrures, déjà aux mains des réquisitionneurs, excitaient fort leurs convoitises, il faut bien que nous ayons, nous aussi, de quoi nous couvrir cet hiver !...

Un gros Allemand, à figure rougeaude, qui, un monocle à l'œil, prenait des poses avantageuses, se tourna vers la dame :

— Oh ! matame, les vrançaises elles n'ont jamais vroid !...

Et il pirouetta sur les talons, — avec quel sourire et quelle grâce !... —

---

## VIII

### VON HEINRICH Gouverneur de Lille

Visage glabre où, dans la graisse qui le bouffit, se creusent d'énormes sillons, — de véritables tranchées. Lèvres pincées, avec à la commissure un pli qui les prolonge en babines de fauve. Double menton débordant sur le col aux palmettes d'or ; œil petit et sournois profondément encaissé dans de lourdes paupières, que surmonte, ridicule sur une aussi grosse tête, le casque à boule de l'artilleur...

Evidemment, cet être n'a jamais souri et cette figure, qui a exactement la couleur de leur drap de campagne, semble faite pour orner funèbrement quelque cénotaphe, à la manière des bucrânes au tombeau de Cécilia Métella.

L'ensemble est lourd, épais, mastoc. On sent que sous le manteau ceinturoné de cuir, la chair tombe en cascades.

Le caractère, d'après les renseignements qu'on possède et qui viennent soit de l'entourage immédiat, soit d'observations faites directement par de rares Français, répond assez exactement à cette apparence. Cet homme n'est pas précisément un homme, c'est un Prussien.

Pour être un homme, au sens moral et policé du mot, il faut posséder un certain nombre de qualités et d'attributs qui manquent généralement à cette race encore primitive, dont Von Heinrich paraît être, dans sa lourde architecture, un spécimen bien complet. Non pas, sans doute, que ces gens-là manquent de cœur, par exemple. Ils sont doués, comme tout le monde, d'un viscère qui, à considérer leur mine, accomplit très normalement sa fonction de propulseur du liquide sanguin.

Mais aucune émotion, autre que l'émotion purement fonctionnelle et physique, ne l'a jamais fait vibrer. Une exception pourtant : à de certaines heures, il bat plus fort ; c'est à la pensée d'une violence possible, d'un coup de force, d'un acte de barbarie qui les serve. Car c'est là l'essence même de leur morale, qui est purement utilitaire, et de leur patriotisme qui, dans sa spécialité, est très ardent et très tenace.

J'ai la preuve de cet état d'esprit au moment même où j'écris cette note, dans le discours prononcé au Langtag par le président de cette Assemblée (*Gazette de Cologne* du 18 janvier 1916,) et où je cueille cette phrase caractéristique :

« L'Empire allemand qui s'ouvre aujourd'hui *par le fer et à travers le sang* la route qui va lui permettre d'achever sa destinée politique, a été créé *par le fer et par le sang*, et ce fut l'œuvre de la Prusse d'accomplir la destinée allemande. »

Qu'un homme d'Etat, au vingtième siècle, à la tribune d'une assemblée, puisse se vautrer ainsi dans le sang devant des collègues qui approuvent, c'est bien là vraiment un signe de race.

Suivant ses familiers, von Heinrich, prussien dans l'âme, a le cœur aussi sec et aussi désolé que certaines landes de son pays, où la bruyère ne porte en tout temps que de maigres clochettes.

Dès son arrivée à Lille, cet homme qui a la haine de tout ce qui est Français, n'a eu qu'une préoccupation : brimer nos concitoyens, contrecarrer leurs habitudes. Chaque matin, en se levant, sa première pensée a dû être celle-ci :

— Qu'est-ce que je ferais bien aujourd'hui pour les embêter ?...

Alors, pour un oui, pour un non, pour rien, il faisait coller des affiches où l'on nous mettait en retenue ! Rentrée à 7 heures... Rentrée à 5 heures... sans parler des innombrables emprisonnements à la citadelle, au secret, sous la garde des baïonnettes, avec un repas par jour — et quel repas !

Cette manie de la persécution — de la persécution des autres — alla si loin que ses officiers d'ordonnance osèrent risquer quelques observations, représentant que le gouverneur laisserait à Lille la réputation d'un pion colérique. Rien n'y fit. Le Prussien continua.

Même il aboutit, par une pente naturelle, au sang répandu, qui est, pour ces natures-là, le fin du fin de la volupté.

Pour nous apprendre à vivre, il fit fusiller plusieurs de nos concitoyens, tandis qu'il en envoyait des fournées dans les geôles d'Allemagne.

On dit cependant, — est-ce une légende ? — qu'il hésita un peu à faire fusiller Jacquet et ses camarades. Alors il consulta Hœcker, romancier de son état, et capitaine de la Lands-

turm, qui venait de publier, dans son *Liller-Kriegszeitung* le plus haineux de ses articles contre ceux de ses compatriotes qu'il ne jugeait pas à la hauteur et qu'il appelait « les tendres ».

Hœcker est de ceux qui, s'agissant des Français, répond : Assomme ! quand on crie : Tue !... Il opina pour l'exécution, et la fusillade eut lieu.

Alors, de tous les cœurs lillois s'éleva un concert d'exécration, dont l'écho parvint, malgré tout, aux oreilles du gouverneur, qui en fut quand même affecté.

Pendant longtemps, on n'entendit plus parler de brimades, et von Heinrich parut avec ostentation, flanqué de son état-major, aux obsèques des victimes de la catastrophe de Moulins-Lille, préoccupé visiblement de faire contre-poids, par sa présence à cette cérémonie, à toutes les violences qu'il avait précédemment ordonnées.

Remords ?... Non. Un homme de cette trempe n'y paraît pas accessible. Habileté, sans doute ; mais habileté grossière, qui ne fera pas oublier que ce Prussien a les mains rouges du sang des nôtres. Et il aura beau s'écrier, comme dans *Macbeth* : « Va-t-en, maudite tache, va-t-en ! » Une voix de Lille lui répon-

dra : « Il y aura toujours là une odeur de sang qu'aucune eau, fût-elle de Cologne, ne parviendra pas à faire disparaître. »

---

## IX

## PHYSIONOMIES DE LILLE PENDANT L'OCCUPATION

### La Rue Nationale

La rue Nationale offrit pendant l'occupation un spectacle bien particulier. Ce fut proprement nos « Grands Boulevards ».

Tous ceux de nos concitoyens à qui l'invasion avait fait des loisirs ; tous ceux qui, l'hiver, se passionnaient pour la chasse et qui s'abandonnaient, dès le printemps, aux douceurs de la vie rustique, sevrés brusquement de leurs plaisirs favoris, se donnaient rendez-vous sur les deux trottoirs de la rue et, au hasard des ren-

contres, échangeaient des propos variés sur les événements du jour.

On faisait ainsi, sans le savoir, — comme M. Jourdain faisait de la prose, — ce qu'on pourrait appeler le *Journal de la rue Nationale*. Et nous devons à la vérité de reconnaître que si les journaux ordinaires se permettent parfois un peu d'inagination, celui-là fut remarquable par une fantaisie patriotiquement échevelée.

Comment pouvait-il en être autrement ?... Quand on en est réduit, pour toute information, — et ce fut longtemps notre cas, — à interpréter des mouvements de troupes dont on ignore le point de départ et la destination, des bruits dont l'origine est tellement insaisissable qu'ils apparaissent comme des générations spontanées, on comprend très bien qu'on en arrive à certaines incohérences et déviations.

Ce qu'il se débita de fausses nouvelles au début de l'occupation dans nos après-midis lilloises est inimaginable. C'est à ce point qu'il était devenu courant de s'aborder en se posant cette question :

— Est-ce que les fausses nouvelles sont bonnes aujourd'hui ?...

Plus tard, la lecture de quelques journaux belges, — le *Bien Public* et la *Belgique*, — la

diffusion des communiqués par les journaux allemands et, notamment, par la *Gazette de Cologne*, permirent, en redressant mainte erreur, d'envisager la situation sous son véritable jour.

N'importe ! Les journalistes qui prenaient part à ces conversations, — MM. G. Dubar, Langlais, Martin-Mamy, J. Duthil, Emile Ferré, etc., — eurent plus d'une fois le sourire devant l'énormité des affirmations ou l'enfantillage des hypothèses, qu'aucun de nos grands organes lillois ne pouvait, hélas ! ni démentir ni rectifier.

Il faut convenir, du reste, que ces nouvelles, même fausses, contribuèrent pour une part au maintien de l'état moral de notre population qui fut, du commencement à la fin, admirable.

Parmi les personnalités lilloises habituées de la rue Nationale pendant l'occupation et dont la plupart faisaient aisément la critique des fantaisies journalièrement colportées, nous avons noté, pour une après-midi : MM. Ch. Delesalle, maire de Lille, accompagné du fidèle Assoinjon, Crépy-Saint-Léger, G. Dubar, Brackers d'Hugo, Baudon, Ovigneur, Descamps-Scrive, Charles Barrois, Gustave Barrois, Auguste Bonte, Edouard Masse, G. Masquelier, Albert Delesalle, Maurice Venot, Eug. Rogie, Ch. Ber-

nard, Prate, Joire, André Saint-Léger, E. Godron, A. Desmazières, Docteur Lambret, Duthilleul, Fockeu, Jules Decroix, Gabriel Crépy, Docteur Ingelrans, — et combien d'autres dont les noms ne viennent pas en ce moment sous notre plume...

### La Grande-Place, à Midi

Midi moins le quart. Au loin des sons aigus de fifres percent les bruits de la rue. Puis une musique tapageuse où dominant de formidables bruits de cymbales, se fait entendre. C'est la landsturm, la vieille et pesante landsturm qui vient, par la rue Nationale, à la parade quotidienne de la garde montante.

La petite troupe traverse la Place devant les cafés, la coupe à angle rigoureusement droit devant la Grand'Garde, dans la direction de la rue des Manneliers et va se ranger à l'endroit où stationnent d'ordinaire les fiacres, cependant que l'officier à cheval, s'étant détaché, va se porter derrière la colonne obsidionale, face à ses hommes.

Naturellement, le pas de parade, ce « pas de canard », qui nous a tant fait rire, martèle le pavé quand la landsturm passe devant l'officier.

Les promeneurs allemands, — officiers et civils, — s'arrêtent, se groupent pour assister à la banale cérémonie. Français et françaises poursuivent leur chemin, indifférents ou dédaigneux...

Des commandements gutturaux, tirés de si loin qu'on dirait qu'ils sortent des bottes de l'officier. Et les soldats portent les armes, présentent les armes, tournent la tête à droite, à gauche, avec ensemble, puis se tiennent rigides.

Encore un commandement, plus rauque s'il se peut que le premier. La musique joue quelque chose qui fait songer à quelque intermède de cirque ou de ménagerie. C'est heureusement très bref.

Alors, un dernier commandement racle les oreilles. C'est fini. La landsturm défile devant l'officier, plus que jamais honoré du pas de canard. La troupe s'en va par petits paquets, sous la conduite de sous-officiers, relever les gardes sur les divers points où elles « factionnent ».

Les musiciens se dispersent, leurs instruments sous le bras.

Et les officiers allemands qui ont admiré la manœuvre, s'en vont prendre l'apéritif...

*La Grande-Place, un Soir*

(QUAND ON RENTRAIT A 8 HEURES)

Un beau soir de fin d'avril. Le haut des maisons, au tournant de la rue Esquermoise, se profile en noir dans les dernières lueurs du soleil couchant.

Sept heures et demie... Des consommateurs français sortent des cafés. Ils regardent l'heure en traversant la Grande-Place. Mais personne ne se hâte encore.

Les cafés brillent de tous leurs feux. Les lampes électriques jettent sur la Place une lumière diffuse. Des pompiers dont le casque étincelle s'en vont.

L'animation est grande vers toutes les rues ; chacun regagne son chez soi. Jamais l'horloge n'eut plus de contemplateurs.

Huit heures moins le quart... Les pas se précipitent. Des dames courent, affairées, les petits pieds piaffant sous la jupe étroite. Départ des derniers consommateurs français, — ceux qui avaient sans doute une partie à finir. On assujettit les chapeaux sur les têtes et l'on se hâte de toutes ses jambes en se donnant des torticolis pour constater l'heure toujours plus avancée... Des motocyclistes allemands traversent la place en de rapides et savants virages.

L'un d'eux s'arrête. Un officier lui dit un mot. Il repart, le moteur haletant.

Des enfants jouent devant le Café du Centre, un grand-papa au milieu d'eux. Leurs rires insouciantes fusent dans le silence. Les mamans regardent, un bon sourire aux lèvres.

Moins cinq... Une lampe électrique s'éteint près de l'Épicerie Parisienne. Les silhouettes se font plus rares. La place se fait, dirait-on, plus grande, vidée peu à peu de son contenu par les rues qui s'y amorcent. Les estaminets, sur la droite, sont éteints. Les cafés, à gauche, brillent toujours.

Huit heures. Presque plus personne. Les enfants rentrent dans le café. Les mamans restent encore sur le pas de la porte. Un garçon de restaurant passe, un plateau chargé de victuailles à la main. Il ne manque que la bouteille pour que le dîner soit complet. Et des plaisanteries s'échangent :

— Et la bouteille ?

— On l'a arrêtée... Il est huit heures passées !...

Au dernier coup de l'horloge, quatre soldats allemands, baïonnette au canon, quittent la Grand'Garde et s'en vont par la rue du Palais, pour relever un poste ou patrouiller.

Quelques passants se hâtent encore et prennent au pas de course la rue Neuve, loin de la patrouille qui s'en va.

Tout à coup, deux femmes débouchent en courant de la rue Nationale, traversent la place en poussant de petits cris, comme des poules effarouchées et, bloquées par les allemands qu'elles rencontrent, finissent par s'engouffrer chez elles rue des Manneliers...

Les dernières lampes électriques s'éteignent. Il ne reste plus que les modestes becs de gaz.

Des officiers font les cent pas sur le trottoir des cafés, en devisant. Plus de civils, si ce n'est des allemands facilement reconnaissables à leur démarche à dessein nonchalante, qui dit assez que la consigne n'est pas faite pour eux.

Les cafés sont toujours ouverts, pleins d'allemands qui boivent et fument. Près de la Déesse, trois fiacres, deux autos découvertes et un tonneau élégant stationnent, que des soldats tiennent à la disposition de leurs officiers.

Bientôt, Strasbourg ferme, puis le Café du Centre et le Café de la place d'Armes. La Paix et Bellevue sont encore ouverts.

Sur la Grand'Garde, un factionnaire va et vient, traînant ses grosses bottes sur les dalles.

Près du marché Saint-Nicolas, devant la vieille mitrailleuse modèle 1879 que les allemands ont sortie de la Citadelle pour l'exposer là, — on n'a jamais su pourquoi, — un autre factionnaire se promène.

Et les « polizei », casque en tête, fusil à l'épaule, arpentent de leur pas méthodique la Grande-Place silencieuse et morne.

---

## X

### LE COMMUNIQUÉ DU GÉNÉRAL BEURNONVILLE

Dans l'une des nombreuses perquisitions dont nous avons été l'objet à l'*Echo du Nord*, un policier tombe sur des papiers où j'avais crayonné des notes prises au hasard de mes lectures.

Un de ces papiers portait, parmi des abréviations plus ou moins indéchiffrables, ces mots que le policier lut et relut, non sans m'avoir lancé un coup d'œil scrutateur :

« Communiqué du Général Beurnonville. — 10.000 ennemis défaits. — Le petit doigt du chasseur. — Chansons populaires. »

Alors l'Allemand se tourna tout à fait vers moi, le papier à la main, et, d'un ton cassant :

— Ces lignes sont de vous ?

— Oui.

— C'est bien votre écriture ?

— Je viens de vous le dire.

— Ah ! ah !... Qu'est-ce que c'est que le communiqué auquel fait allusion cette note ?

— Mais...

— Je vous pose une question précise, Monsieur, et vous avez intérêt à y répondre avec précision.

— Vous ne me laissez pas parler... Mes papiers l'indiquent clairement : c'est le communiqué du Général Beurnonville.

— Vous avez donc des Communiqués en dehors de ceux que vous apporte la *Gazette de Cologne* !... Comment les avez-vous ? Qu'est-ce que c'est que ce général et où commande-t-il ? Et ces 10.000 tués ?... Donnez-moi le document d'où vous avez tiré cela ? C'est d'un journal français sans doute ?...

— Je n'ai pas de journaux français...

— Enfin, où avez-vous pris que les alliés avaient défait dix mille ennemis ?... Ce n'est

pas vrai. Ce ne peut être qu'un des nombreux canards de votre presse... Sur quel front ?

— Sur le front autrichien.

— Allons donc !... Les Autrichiens remportent justement des victoires, et vous prétendez qu'ils auraient perdu dix mille hommes !... Vous voyez la bêtise... Quand cela, s'il vous plaît ?...

— En 1792 !...

Le tonnerre tombant aux pieds du policier ne l'eut pas davantage surpris. Il se remit bientôt et, me foudroyant du regard :

— Monsieur, vous ne gagnerez rien à vous moquer de moi !...

— Monsieur, je ne me moque de personne... Je vous répons quand je puis placer un mot. Laissez-moi vous dire simplement l'histoire authentique qui a donné lieu à la note dont le résumé vous intrigue. Vous serez fixé.

Alors, tandis qu'il continuait plus ou moins fébrilement l'examen de mes papiers, je lui contai :

Il y avait, en 1792, un brave général qui s'appelait Beurnonville. Il eut à se battre, notamment, contre les Autrichiens. Comme ses succès étaient minces, ils les exagérait à plaisir, dans ses communiqués. C'est ainsi qu'un

jour, il envoya un message de victoire à peu près ainsi conçu :

« Après un combat acharné, nous avons mis 10.000 hommes hors de combat. Quant à nos pertes, elles se réduisent au petit doigt d'un chasseur ».

Le bon sens populaire ridiculisa ce communiqué par une chanson dont le refrain était :

Holà ! citoyen Beurnonville,  
Le petit doigt n'a pas tout dit...

Et voilà, Monsieur, l'anecdote dont mes papiers portent le sommaire. Vous voyez qu'il n'y a pas là de quoi prendre ombrage !...

Le policier ne répondit rien. Mais il me lança un regard de travers. Et j'ai vu que pendant que j'étais à la Citadelle, où il m'avait fait jeter après la perquisition il avait recommencé à fureter dans mon bureau, poussant ses recherches jusque sous les parquets...

J'ai toujours pensé qu'il avait voulu trouver à toute force le communiqué du général Beurnonville, sur le compte de qui mon anecdote ne le rassurait pas du tout.

---

## OFFICIERS ET SOLDATS

L'Allemagne, c'est un grand pays, mais l'officier et le soldat n'y sont pas parents, comme en France.

(R. BAZIN. — *Les Oberlé*).

Ils ne sont pas de la même caste. Il y a entre eux tout un monde de conceptions, d'habitudes, de préjugés. Ils sont toujours très loin les uns des autres. Jamais, sous aucun prétexte, ils ne fraternisent. Jamais on ne sent entre eux ce besoin d'expansion, de camaraderie, de reposante familiarité qui rapproche, à de certaines heures, les membres d'une même famille les plus opposés de tendances, de caractère, de situation.

Les uns sont faits pour commander, les autres ont été créés et mis au monde pour obéir. Un point, c'est tout. Cette dépendance étroite et cette espèce de domination régissent absolument tous les actes, influencent profondément toutes les relations, même en dehors du service. C'est une règle qui ne comporte aucune exception.

Aussi, le respect des chefs hiérarchiques, ou du moins les signes extérieurs qu'il comporte, est-il poussé jusqu'aux plus extrêmes limites sans que jamais aucune circonstance puisse en excuser le relâchement.

Nous avons tous vu rue Nationale, Grande-Place et ailleurs, l'instantanéité en quelque sorte électrique avec laquelle des soldats, arrêtés en groupe plus ou moins compact de badauds, s'immobilisaient tout à coup, les talons joints avec bruit, la tête haute sur le cou tendu, les mains sur la couture du pantalon, au passage des chefs. On aurait dit de ces soldats de bois, les jambes non séparées, les bras collés au corps, qui amusèrent notre enfance.

Mais cela n'est rien à côté de certaines autres manifestations également courantes. Il ne circulait pas un tramway que les soldats qui arpentaient les trottoirs ne fussent au guet pour découvrir dans la voiture quelque officier à saluer, avec le même empressement que s'il les avait coudoyés dans la rue.

Les soldats saluent d'un trottoir à l'autre, d'un bout de la Grande-Place à l'autre bout, avec ardeur, avec zèle, avec acharnement.

Mieux encore : un officier est dans une boutique ; il ne regarde pas dans la rue, absorbé

qu'il est pas ses achats ; des soldats passent ; ils saluent quand même, la tête obstinément tournée vers l'officier qui ne les voit pas.

J'ai même été témoin du fait suivant, qui montre jusqu'où va la recherche du salut : deux soldats, revenant du front, se tiennent le nez collé à la devanture d'un grand magasin de la rue Nationale, et ils contemplent avec amour des chaussettes et des caleçons. Tout à coup, la silhouette d'un officier qui passe se reflète dans la glace. Automatiquement, comme deux marionnettes dont on a tiré simultanément les ficelles, ils pivotent sur leurs talons et se retrouvent face à l'officier, tout d'une pièce, dans la position du soldat sans arme.

Et je ne prétends pas que cela soit toujours absolument stupide. Il est certain que cette rigidité de fer et cette contrainte sans répit donnent l'impression d'une discipline énergique et nous avons tous appris que la discipline est la force principale des armées. Tout de même, il y a des côtés à la fois excessifs et puérils dans cette servitude, et notre esprit latin y voudrait plus de souplesse.

Notre discipline n'est ni aussi méticuleuse, ni aussi inquiète. Cependant, elle a formé une armée qui fait l'admiration de nos ennemis

eux-mêmes. Certes, on y est à cheval sur les règlements et les écarts sont sévèrement réprimés. N'empêche qu'il y a entre les officiers et les soldats des relations qui vont souvent jusqu'à la cordialité.

Les hasards de l'occupation m'ont amené à observer pendant des mois l'attitude de plusieurs officiers allemands vis-à-vis de leurs ordonnances. C'étaient constamment de la part des chefs la raideur, l'arrogance, « l'engueulade ». Jamais de détente, jamais de bienveillance. Jamais un mot plaisant, amical, de bonne humeur. Que de fois j'ai vu sortir de chez son capitaine l'ordonnance José, la figure à l'envers et les yeux rouges !

— José pas content ? demandait curieusement la cuisinière.

Et José, le cœur gros, rassemblait tout ce qu'il savait de français :

— Oh ! madame, capitaine toujours, toujours, toujours « kritich » !...

Voilà ! C'est ce « toujours kritich » qui distingue les officiers allemands des officiers français.

---

## LE 14 JUILLET 1915 A LILLE

*Dans une École*

Il ne pouvait pas être question de célébrer sous quelque forme que ce fût la Fête du 14 juillet. L'occupant ne l'eût pas permis. On ne lui demanda rien. Mais il y eu çà et là quelques manifestations qui, pour être, en général, discrètes, empruntèrent aux circonstances une signification bien particulière...

Une école du centre. Décor habituel : buste de la République, gravures, cartes, tableaux. Dans un angle l'estrade du maître. Tout le mur à sa gauche est pris par le tableau noir auquel on accède par quelques marches. Devant, les élèves sont rangés deux par deux aux tables à pupitres.

C'est le 13 juillet. Il est 4 heures. La classe est finie. Le maître, cependant, retient les élèves. Il a une communication à leur faire.

— Nous allons tout d'abord fermer les fenêtres, dit-il ; nous serons plus chez nous...

On ferme les fenêtres et même on clôt les volets. On allume le gaz... Les élèves se regardent avec cette attention aiguë des enfants que d'inattendues précautions préparent à une grosse surprise.

L'instituteur est sur son estrade comme pour une leçon. Il parle avec gravité :

— Mes enfants, vous savez que c'est demain le 14 juillet. Pour la première fois depuis l'institution de cette fête, la ville de Lille ne pourra pas la célébrer. Nous ne sommes pas libres : l'ennemi est là... Nous ne devons cependant pas oublier cette date républicaine et française. Ce que nous ne pouvons pas faire solennellement et publiquement, nous allons le faire ici dans le recueillement et l'intimité...

Toutes les têtes sont tendues vers la parole du maître qui tombe dans un silence impressionnant.

Le maître poursuit :

— La Patrie subit de rudes épreuves. Elle en triomphera. La victoire est au bout de ses efforts ; elle ne peut pas lui échapper. Envoyons notre tribut d'admiration aux braves « Enfants de la Patrie » qui, dans les tranchées, travaillent à l'avènement du « jour de gloire ».

Et maintenant, nous allons chanter la « Marseillaise », — oh ! doucement, à mi-voix, pour ne pas être entendu des policiers du dehors... Plus tard, nous nous rattrapons... Voyons, Jean, toi qui as la voix juste et qui nuances déjà bien, chante... Voici les paroles...

L'instituteur, qui a déployé le drapeau, dont les belles couleurs se détachent vigoureusement sur le tableau noir, fait passer le texte de l'hymne national au « grand » qu'il vient de désigner et celui-ci, d'une voix d'abord tremblante, mais qui va se raffermissant, chante le premier couplet de la « Marseillaise » au milieu de l'émotion générale :

Allons, enfants de la Patrie,  
Le jour de gloire est arrivé...

Il fallait voir quels regards chargés d'éclairs échangea tout ce petit monde électrisé, à l'évocation de « l'étendard sanglant » de la tyrannie, et de ces « féroces soldats » dépassés par ceux d'aujourd'hui qui viennent de mettre en deuil tant de familles dans nos campagnes saccagées !...

Lorsque Jean arriva au refrain, tous ses camarades se joignirent à lui et c'est à grand peine qu'à force de gestes et de mimiques, le maître put obtenir que ces jeunes voix missent une sourdine à leur patriotique exubérance.

Et, ma foi ! vers la fin, au diable la sourdine !

Le chanteur venait de dire, avec beaucoup d'accent, ces quatre vers :

Sous nos drapeaux, que la victoire  
 Accoure à tes mâles accents,  
 Que tes ennemis expirants  
 Voient ton triomphe et notre gloire !

Le refrain jaillit, avec ensemble et sans contrainte, de toutes ces poitrines d'enfants, dont les pères étaient, pour la plupart, au front :

Aux armes, citoyens ! Formez vos bataillons !  
 Marchons ! (bis) Qu'un sang impur abreuve nos  
 [sillons !

Et le maître, à pleine voix, chantait aussi en levant le drapeau de toute la hauteur de son bras.

### XIII

## A LA CITADELLE

### Perquisitions à " l'Écho "

#### Mon Arrestation.— A la Citadelle.—

#### Impressions et Notes

Juillet 1915.

Le 14 juillet, à 5 heures, je rentrais à l'Écho du Nord où j'avais mon domicile de guerre.

On se souvient que nous étions encore en « retenue ». J'avais à peine mis le nez dans un livre qu'on sonnait à la porte de mon bureau, constitué par un reste de la grande salle de rédaction qu'une cloison de fortune séparait de la partie occupée : mes dernières tranchées, comme nous disions.

J'allai ouvrir. C'était la concierge, M<sup>me</sup> Trublin, à laquelle emboîtaient le pas plusieurs hommes que je distinguais mal, en raison de la demi-obscureté qu'occasionnait dans le vestibule une cloison de planches.

Ces hommes firent irruption chez moi avant même que la concierge eût pu placer un mot. Ils étaient cinq : un officier, un civil et trois sous-officiers ou soldats.

— Monsieur, me dit le civil, je viens vous signifier de la part de l'autorité allemande, d'avoir à quitter l'*Echo* dès demain, à 9 heures du matin, vous et ceux de vos employés qui couchent ici... (Il tire un papier de sa poche et le parcourt rapidement)... Oui, c'est bien cela. L'ordre s'applique à MM. Emile Ferré, directeur ; Trublin, concierge, et sa famille ; Antoine, mécanicien-concierge ; Charles Vandewalle, pointeau.

Je manifeste une extrême surprise.

— Pour quelle raison, monsieur ?... Et puis, si je trouve, moi, à me loger ailleurs, — car j'ai heureusement un autre domicile, — où vont aller les braves gens que vous chassez de chez moi, où ils sont chez eux ?...

— Je n'ai pas à discuter ni à donner des explications. C'est un ordre. Vos concierges s'arrangeront avec la Mairie pour avoir des billets de logement en ville... Et maintenant, nous allons faire une petite « visitation ».

— Très bien, monsieur, « visitationnez » !

Alors, tandis que l'officier disparaît après ces préliminaires, on se précipite sur mes papiers, on les prend un à un, on les médite, on les classe... On palpe les dossiers et les sièges des fauteuils ; on scrute le dessous des tables... Des soldats grimpent comme des chats aux rayons de la Bibliothèque ; puis, usant de leurs baïonnettes comme de pinces, ils forcent les tiroirs du bureau de M. Gobert dont je n'ai pas les clefs. Cependant l'un d'eux veille jalousement sur moi, me suit comme mon ombre, observe mes moindres gestes, ne me quitte pas des yeux. C'est l'Argus de la bande. Rien ne lui échappe. Il promène sans cesse autour de lui des regards méfiants. Le fils du concierge, — jeune homme de 18 ans, — étant en-

tré par hasard, en manches de chemise, le policier s'inquiète :

— Qu'est-ce que c'est que celui-là ? me dit-il d'une voix saccadée.

Je crois devoir le rassurer :

— C'est le fils du concierge... Soyez sans crainte : il n'est pas méchant !

Mon homme goûte médiocrement cette plaisanterie et roule des yeux encore plus soupçonneux.

Survient un deuxième civil, assez distingué, parlant fort bien notre langue. Il examine les papiers déjà saisis par son collègue. Puis, il les rejette après les avoir rapidement parcourus :

— Cela ne nous intéresse pas ! prononce-t-il d'un ton péremptoire.

Tout à coup, il tombe sur une collection d'extraits de la *Gazette de Cologne*, traduits en français et copiés à la machine à écrire, que le premier policier mettait dans sa serviette avec un ridicule empressement :

— Mais qu'est-ce que vous prenez là ? dit-il. Vous ne voyez pas que c'est « de la cuisine à la sauce allemande » ? Nous n'avons que faire de ces extraits...

Et il me les rend.

Au bout d'une demi-heure, militaires et civils quittent le bureau de la rédaction et demandent à voir les autres pièces. Je les conduis dans les cabinets du rédacteur en chef et du secrétaire-général, dont un me sert de chambre à coucher. Ils farfouillent dans les cartonniers, tripotent les dossiers électoraux, manipulent les livres des bibliothèques. Je leur ouvre mes tiroirs ; je déficelle quelques paquets contenant des papiers personnels, notamment des lettres. Ils mettent le nez dans ces intimités puis, un peu honteux, me rendent les paquets en faisant la moue.

Je leur présente ensuite un pli cacheté trouvé dans le bureau de l'un de nos collaborateurs mobilisés et qui porte en suscription ces mots : « Ceci est mon testament ».

Je dois à la vérité de dire qu'après l'avoir négligemment palpé, ils me l'ont rendu intact.

Enfin, dans le bureau de M. Gobert, sur l'appui de la bibliothèque, une enveloppe portant un en-tête commercial est en évidence. Ils tombent en arrêt dessus. L'un d'eux se précipite, tire fébrilement les papiers que l'enveloppe contient. C'est la copie des lettres échangées entre le Maire de Lille et le gouverneur au sujet de l'affaire des sacs.

— Qu'est-ce que c'est que ça ? dit-il.

— Vous le voyez ; ce sont les lettres de M. Ch. Delesalle et du général Von Heinrich. Elles se rapportent, comme vous savez, à des faits de notoriété publique. Ce ne sont donc pas des documents confidentiels.

— Mais qui vous a donné ces documents ?

— Un ami.

— Quel ami ?

— Vous me permettrez de ne pas vous le nommer.

— Il faut pourtant qu'on sache son nom.

— Vous ne le saurez pas par moi !...

Mais déjà le policier, heureux de sa trouvaille, a mis les documents dans sa poche. Il descend chez le capitaine Hœcker, dans le bureau de M. Dubar, suivi des militaires qui avaient aidé à la perquisition et il me laisse en tête-à-tête avec son collègue civil.

Celui-ci se tourne vers moi et, d'un air un peu narquois, sur le ton doucereux qui avait été le sien durant toute l'opération, il prononce :

— Vous voudrez bien me suivre à la « Mondiale ». (On sait que la « Militaer-Polizei » avait installé ses bureaux dans les locaux de cette société, rue Nationale, 104).

— Pour quoi faire ?

— Oh ! sans doute pour décliner vos nom, prénoms, etc.

— Rien de plus ?

— Je ne sais pas.

— Vous, lui dis-je en le regardant bien en face, pour lui montrer que je ne me fais aucune illusion sur le sort qui m'attend, vous allez me conduire à la Citadelle.

— Je ne sais pas.

Mais le petit sourire qui retrousse sa moustache blonde dit clairement qu'il sait bien et que j'ai deviné juste.

Toute cette scène se passe dans le couloir de la rédaction où sont accourus, très désarmés par l'ordre d'expulsion qui les frappe, le concierge Trublin, sa femme et notre mécanicien Antoine.

M<sup>me</sup> Trublin s'approche de moi. Elle pense bien, elle aussi, que ce n'est pas seulement à la « polizei » qu'on m'emmène et elle me dit, des larmes plein les yeux :

— Monsieur, vous ne pouvez pas partir comme cela. Il faut dîner. Je vais vous faire deux œufs sur le plat. Ce monsieur peut bien attendre un moment.

L'avis me paraît bon. Je me tourne vers le monsieur :

— Vous pouvez m'accorder dix minutes ?...  
Le temps de manger deux œufs et de boire un verre de bière.

Il réfléchit :

— Dix minutes ?... Oh ! oui, j'attendrai.

Je rentre à la rédaction où l'on avait coutume de dresser une table. On m'apporte deux œufs sur le plat. Je les expédie rapidement, non sans avoir la visite de l'aimable policier qui vient, comme dit Mme Beulemans, « jeter un œil ». Puis je passe un pantalon convenable (je m'étais mis en négligé) : je prends mon pardessus, (car il pleut assez fort) et me voilà parti, flanqué du policier avec qui j'échange des propos variés sur les misères de l'occupation. Notez, s'il vous plaît, qu'il est complètement d'accord avec moi et qu'il ponctue mes remarques, assez peu tendres pour les occupants, de réflexions comme celle-ci :

— Ah ! oui, monsieur, c'est dur, c'est très dur !

En route, je raisonne un peu mon cas. Je me dis qu'il n'est tout de même pas possible qu'on m'arrête pour si peu de chose. Je pense qu'une fois terminé mon interrogatoire, on va me remettre en liberté...

Nous arrivons à la « Mondiale ». Je monte au premier. On me fait asseoir dans un bureau

où travaillent des sous-officiers — et j'attends... J'attends une longue demi-heure. Alors, reparaît mon policier, des papiers à la main. Il a toujours son petit air doucereux et narquois. Il lève un peu les bras pour les laisser retomber, dans une attitude d'hypocrite commisération :

— A la Citadelle ! me dit-il.

Je réponds froidement :

— Allons-y !

Il ajoute :

— Mais nous avons une auto !

Je fais :

— Oh ! c'est comme dans le grand monde.

En quelques minutes, nous sommes à destination.

On me dépose dans un bureau, parmi des sous-officiers qui dînent sur un coin de table. Le policier disparaît pour aller, je suppose, faire enregistrer ses papiers au greffe. Il revient bientôt et, m'ayant souhaité le bonsoir de plus en plus doucereusement, il s'en va...

J'attends... Comme on ne m'a pas interrogé à la « polizei », je m'imagine qu'on va m'interroger ici. Point. Une grande heure se passe sans qu'on ait seulement fait attention à moi. Il est 7 heures et demie....

A ce moment, paraît un soldat porteur d'un trousseau de clefs. Il me fait signe de le sui-

vre... Cinq minutes après, ayant parcouru deux couloirs et franchi quelques portes, je suis bouclé dans une cellule extraordinairement sombre où règne une atmosphère saturée d'humidité.

Je regarde autour de moi, autant que le permet la lumière avare que m'envoie le reflet d'une lampe placée dans un couloir voisin et qui m'arrive par une vitre poussiéreuse encastree dans le haut du mur de séparation.

L'inventaire de mon mobilier n'est pas long. Il y a un petit lit de fer, tellement rouillé qu'on le dirait peint : quand je le touche, j'ai les doigts tout jaunes... Sur ce lit, une paillasse, en certains endroits plus basse que le cadre. Dans un coin, un seau, un broc et une cuvette, le tout en émaillé fort usagé et malheureusement verni d'une couche assez épaisse de crasse. Au milieu de la pièce, un guéridon d'estaminet, en fer, et sur ce guéridon une gamelle, de même qualité que la cuvette, mais plus propre. Une chaise complète cet ensemble peu réjouissant, qu'encadrent les murs jadis blanchis à la chaux et sur lesquels de primitifs *graffitti* voisinent avec des inscriptions lapidaires plus ou moins suggestives : *C'est pas une vie d'être ici, c'est la mort ! — Les Boches sont des...* ; ici le reste de la phrase a été effacé par la censure.

Je me mets en devoir de me coucher. Je tâte ma literie. Dans la paille, dont la platitude me frappait tout à l'heure, il n'y a que quelques copeaux. Pas de drap. Pour me couvrir, une autre paille, mais vide et une méchante couverture de coton. Impossible donc de me déshabiller. Je me couche en caleçon, avec ma chemise et je tâche de ramener sur moi mon pardessus que j'ai jeté sur mon lit.

La nuit est justement très fraîche. La pluie fait rage. Un vent du diable souffle dans les arbres du bois de la Deûle, à deux pas de ma cellule. C'est sinistre. On se croirait en mer, sous un ciel de tempête : il y a dans les branches qui se tordent et dans les feuillages violemment secoués comme des déferlements de vagues.

Tout la nuit, j'entends cela. Car naturellement, je ne dors pas. J'ai froid aux pieds...

A 6 heures du matin, je suis debout. Ma cuvette est tellement sale que je me dispense d'y verser de l'eau et j'essaie de me laver en trempant directement ma serviette dans mon broc. Mais cette serviette, en grosse toile de village et « dans son neuf », toute pleine encore de son apprêt, ne prend pas l'eau : on dirait que je trempe du caoutchouc.

J'opère alors avec ma main... J'ai à peine terminé l'opération, bien entendu sommaire, qu'un soldat entre en déverrouillant avec bruit ma cellule. Il porte un *seau hygiénique*. Je n'ai pas l'habitude des prisons : je m'imagine qu'il vient faire mon ménage. Pas du tout ! Il s'approche de mon guéridon avec son seau, y puise à l'aide d'une cuillère à pot un jus noir que je prends pour du café ; il en remplit au quart ma gamelle et il disparaît. C'est évidemment mon déjeuner. Je goûte le jus. Est-ce de l'eau passée sur de la chicorée ?... Est-ce du café de glands doux ?... Je ne saurais le dire. Le seul mérite, c'est que c'est chaud. J'en bois la moitié...

Le temps est désespérément long. Quand sera-t-il dix heures ?... Je ne sais pourquoi. Je pense qu'à cette heure-là, qui est celle de l'ouverture des bureaux, on viendra me chercher pour m'interroger et qu'alors, ayant constaté qu'on m'a arrêté sans raison plausible, on me mettra en liberté.

Dix heures arrivent enfin et je ne vois rien venir. A 11 heures, rien encore. Ah ! ça, que se passe-t-il ? Pourquoi suis-je arrêté ? Si au moins, je savais au juste pourquoi je suis arrêté ?... Il n'est pas possible que ce soit pour

avoir été trouvé possesseur de lettres que tout le monde a dans sa poche et sur lesquelles on a passionnément discuté à Lille, aussi bien entre Français qu'entre Allemands. Il doit y avoir autre chose. Mais quoi ? Dans le désarroi de mes pensées qui se heurtent à toutes les hypothèses, j'en viens à penser qu'au Maroc ou ailleurs, les Français ont pu arrêter un journaliste allemand et que, par compensation, les Allemands ont arrêté un journaliste français à Lille, celui-ci, devant être la rançon de celui-là..

J'en suis là, lorsque, midi approchant, le soldat que j'avait vu le matin ouvre ma cellule et, toujours dans le même seau hygiénique, m'apporte mon déjeuner : une cuillerée à pot de haricots nageant dans une eau à peine colorée, mais abondante, — *rari nantes in gurgite vasto*, — et un petit morceau de bœuf : il faut que je vide ma gamelle de ce qui reste du jus noir de ce matin, pour recevoir ce piètre ragoût. J'essaie d'en absorber un peu. J'y trempe une tranche du pain de munition qu'on m'a aussi apporté... Mais, ça ne passe pas : le pain est sûr. Ajoutez que la mince tranche de bœuf n'est pas cuite. J'en suis réduit à la mastiquer énergiquement pour en extraire le jus et je la rejette ensuite dans mon seau, — le seau à tout faire, c'est le cas de le dire !

J'ai d'ailleurs, l'estomac étrangement contracté, de fatigue et d'inquiétude. Car je pense aux miens, à leurs tourments, si la nouvelle de mon arrestation filtrant jusqu'en territoire non occupé, vient à paraître dans un journal qui leur tombe sous les yeux. Et si, toujours par compensation, j'étais fusillé !...

La plupart de ceux qui sont enfermés dans Lille ont envisagé la mort et fait d'avance le sacrifice de leur vie. Une bombe peut nous tuer demain ; un incident inattendu peut nous faire coller au mur. J'ai fait comme tout le monde. Mais à présent qu'il me semble que les événements pourraient se précipiter pour moi, mon cœur se serre à la pensée que je disparaîtrais sans revoir ma femme, sans dire adieu à mes grands enfants dont je suis séparé depuis bientôt une année... On a beau faire le malin, comme dit la chanson, ces idées-là, ça vous fait tout de même quelque chose !

Les heures passent, bien lentement ; mais enfin elles passent. Vers quatre heures, j'entends des bruits de voix dans la petite allée qui borde ma cellule. Je m'approche de la fenêtre grillée et je reconnais des Lillois dont un, Compagnon, fut un camarade de table à la pension Juillerat, à mon arrivée à Lille. Je me risque

à le questionner quand le factionnaire qui arpenté l'allée s'éloigne un peu. Il me chuchotte quelques mots et je comprends qu'il a été arrêté le 14 juillet, quelques heures avant moi, avec des amis qui fredonnaient, à la « Taverne royale », je ne sais quelle chanson patriotique. Leur cas n'est pas grave. Ils ne sont pas au secret. Ils sont ensemble dans la même cellule. Ils savent le pourquoi de leur arrestation. Toutes circonstances qui atténuent sensiblement les sévérités du régime.

Pendant qu'ils se promènent, je saisis quelques bribes de la conversation. Je distingue, notamment, qu'ils parlent d'un certain D..., qui a été condamné à mort parce qu'on a trouvé des armes chez lui. Les Allemands sont, en effet, impitoyables sur ce point. Nombreux déjà sont ceux qui ont payé de leur vie le fait d'avoir été trouvés possesseurs de revolvers, laissés, peut-être à leur insu, par des fils ou des parents mobilisés.

Et alors, je me dis :

— Est-ce qu'on n'a pas continué après mon départ la perquisition commencée en ma présence ? Est-ce qu'on n'a pas découvert une arme dans le tiroir de Gobert ? J'habitais ce bureau, transformé tant bien que mal en chambre

à coucher. Je serais sûrement rendu responsable et cette responsabilité-là, ce pourrait être la mort sans phrase... Je m'habitue tout doucement à cette idée qui finirait par perdre, dans les circonstances actuelles, tout ce qu'elle peut avoir de douloureux si la pensée de la famille qu'on ne reverra pas, à laquelle on ne pourra même pas dire le suprême adieu, ne s'y mêlait obstinément.

A 4 heures et demie, le factionnaire me dit, à travers mon grillage :

— Promener ?

Je crois bien que je veux me promener !... Depuis ce matin, je tourne dans ma cellule comme un ours de ménagerie dans sa cage. Et puis, j'ai vraiment besoin de respirer un peu d'air pur.

Me voilà dehors, dans la petite allée, sous la garde du soldat, baïonnette au canon. Compagnon et ses amis sont rentrés. Il n'y a dehors avec moi que deux autres prisonniers, également au secret, parmi lesquels je reconnais M. Delaplanche, ingénieur, directeur des ateliers Peugeot, arrêté depuis trois semaines et qui n'a pas encore été interrogé... Je m'oriente un peu. Ma cellule, qui porte le n° 18, est située du côté de la porte donnant sur la grande

allée du Bois. Le talus qui domine le fossé commence en pente douce à quelques mètres de ma fenêtre. De là l'humidité de mon réduit.

A 5 heures, on m'ordonne de rentrer. Il fait déjà très sombre entre mes quatre murs. A quoi vais-je passer cette lugubre soirée ?...

Si seulement j'avais été interrogé, je saurais quel cours donner à mes méditations...

Aucune nouvelle de personne... Que se passe-t-il à l'*Echo* ?... Où s'est réfugié le concierge ?... Qu'a-t-on fait de nos bibliothèques, des archives de la rédaction, des cartonnières où s'entassaient tant de documents si précieux pour nous ?... A-t-on pu emporter tout cela ? Et si, on ne l'a pas emporté, dans quel état allons-nous le retrouver, si on le retrouve ?...

A 6 heures, on vient m'apporter, — toujours dans le fameux seau, — du thé qu'on verse dans ma gamelle, que j'ai préalablement lavée tant bien que mal à l'eau froide.... Mais, en même temps, paraît un sous-officier porteur d'une valise jaune. Il la pose sur ma table en disant :

— Pour vous !

O joie ! Je reconnais la valise. Elle appartient à de bons amis, qui se sont évidemment mis en quatre pour me faire parvenir des dou-

ceurs. Comme c'est bon de sentir qu'on n'est pas oublié ! Ah ! les braves gens qui m'ont donné spontanément le réconfort de leurs attentions !

J'ouvre. Il y a des œufs, du pain, du chocolat, du lait, un petit flacon de curaçao, du papier blanc, un crayon.... Tout de suite, je demande aux Allemands de me faire cuire deux œufs sur le plat et je l'obtiens, moyennant un léger pourboire.

L'arrivée de ce bienheureux colis a, d'ailleurs pour moi un signification rassurante : c'est que je ne suis plus au secret absolu et que je vais pouvoir faire venir des vivres du dehors. Perspective qui n'est pas à dédaigner quand on en a été réduit, une journée durant, au menu de la prison.

Mais une chose me surprend : pourquoi ne m'a-t-on envoyé ni une chemise de nuit, ni mes objets de toilette ? Il n'y avait qu'à prendre ces choses indispensables dans ma chambre... C'est donc qu'on ne pénètre plus à l'*Echo* ?... C'est donc qu'on y perquisitionne encore ?... Qu'a-t-on pu y trouver ?... Quelque collaborateur n'y a-t-il pas, en partant, laissé des armes ?...

Je mange mes deux œufs, — avec quelle satisfaction ! — et je me couche, comme la veille,

sans me déshabiller complètement. Le lendemain, dès six heures, malgré le manque complet de sommeil, je suis debout et je rédige, à l'adresse des amis qui se sont occupés de moi, un mot de remerciements chaleureux et une liste de « desiderata ». Je demande, notamment, des livres. J'espère que je pourrai envoyer ce mot par le sous-officier qui m'a apporté la valise.

La matinée me semble interminable. Je ne suis toujours pas interrogé. A midi, je laisse là les haricots de l'ordinaire et je me fais faire encore deux œufs ; je mange du chocolat comme dessert ; je grignotte des petits pains. Si j'avais de la bière, ce serait parfait, malgré le manque d'appétit ; mais je n'ai que l'insipide mixture qui a l'apparence du café sans en avoir le goût. Je couronne ce luxueux repas par un petit verre de curaçao...

Après ce festin, j'arpente ma cellule. Je m'arrête de temps à autre pour contempler de ma fenêtre les grands arbres du bois de la Deûle, dont le feuillage a de grands remous sous le vent qui persiste. Et j'atteins ainsi 4 heures...

Je revois passer dans la petite allée les promeneurs de la veille. Je me réjouis en pensant que dans une demi-heure, ce sera mon tour de me dégourdir les jambes...

Voici 4 heures et demie... J'entends déverrouiller des cellules... Mais on passe devant la mienne sans s'arrêter... Je cours à la fenêtre... Je reconnais M. Delaplanche que j'avais croisé dans ma promenade d'hier... Pourquoi ne m'a-t-on pas fait sortir en même temps que lui ?...

Je me risque à lui dire un mot presque à voix basse quand il passe devant mon grillage.

— On ne me sort pas... Pourquoi ?...

Il reste impassible pour ne pas attirer l'attention du factionnaire, mais quand il revient, il trouve moyen de me jeter cette phrase :

— C'est sans doute que votre cas s'aggrave !...

C'est justement ce que je pensais.

Et me voilà repris par l'idée que je puis être fusillé, sans même avoir la consolation d'embrasser ma femme et mes enfants...

J'ai un horrible mal de tête. Je prends mon pardessus et je me jette sur mon lit. Je n'y suis pas depuis un quart d'heure, que ma cellule s'ouvre et qu'on m'annonce qu'il vient d'arriver un paquet pour moi.

On me conduit au greffe. On déficelle le paquet. Il y a de tout, même de l'argent.

On me compte l'argent, — 50 francs, — dont je donne reçu. Et j'emporte le colis dans ma cellule pour l'inventorier. Je trouve : des tran-

ches de jambon, de la confiture de fraises, encore des petits pains, encore du lait, des cigarettes, des livres...

A propos de livres, une coïncidence étrange se produit, bien faite pour augmenter le désarroi de mes pensées que la fièvre, qui ne me quitte guère, a singulièrement bouleversées.

Je prends un des volumes et je l'ouvre au hasard. Je m'aperçois que des pages sont cornées et, de plus, que les pages cornées ont des passages soulignés de coups de crayon.

Cette double constatation m'étonne d'abord. Je me demande comment la police militaire, — où les paquets sont déposés avant leur envoi à la citadelle, — a laissé passer ces livres qui peuvent être suspects d'apporter à un prisonnier des indications plus ou moins précieuses.

Puis, je pense qu'en effet ces pages cornées et crayonnées l'ont peut-être été à mon intention. Et fébrilement, je me jette sur la première venue.

Or justement, le passage souligné qui me tombe sous les yeux parle de la mort qu'il faut, à certains jours, savoir regarder en face !...

Tout s'en mêle décidément et les moindres circonstances me ramènent invinciblement à

l'idée que mon cas peut être sommairement réglé par quelques balles...

Je feuillette encore... Les autres passages ne s'adaptent pas du tout à la situation... Alors, je ne comprends plus... Je me demande qui a envoyé ce livre, lorsque, en le fermant, je remarque un envoi d'auteur à Martin-Mamy, mon distingué confrère du *Progrès du Nord*. Or, Martin-Mamy a fait de la critique littéraire : il a même eu le prix de l'Association des critiques de la presse parisienne. Les passages soulignés sont tout simplement ceux dont il a fait état dans l'article qu'il a consacré à ce livre. Encore un cauchemar qui se dissipe !

L'heure du dîner approche. Je vais encore me faire faire deux œufs et je compléterai mon repas par du jambon. Comme boisson, je prendrai du lait. Un menu princier.

Je mange sans appétit, malgré la succulence du jambon... Je prolonge le repas tant que je peux, en dépit de la demi-obscureté de ma cellule. Ensuite, je mets de l'ordre autour de moi ; je range mes provisions, je lave ma vaisselle, car j'ai oublié de noter que le prisonnier fait naturellement lui-même son ménage, va vider ses eaux sales, remplir son broc, etc.

A 7 heures, je me dispose à me coucher, très préoccupé que cette deuxième journée s'achève sans qu'une lueur ait éclairci ma situation.

Brusquement, on ouvre ma cellule :

Un sous-officier apparaît, qui me dit :

— Vous, partir !

Sa voix est impérieuse. Comme avec les Allemands, on imagine volontiers le pire, je crois qu'il m'annonce que je vais partir, comme tant d'autres, en Allemagne. Je n'ose trop le questionner. Je dis cependant :

--- Partir, où ?

--- A votre maison ! me répond-il.

Alors, un autre sous-officier, qui s'était montré pour moi d'une extrême complaisance, arrive à son tour :

— Oui, ajoutez-il, — car il parle le français en homme qui a longtemps séjourné en France, — vous êtes libre... Emportez tout ce qui est à vous... Ou plutôt, non : je vais ranger tout cela et vous pouvez le faire prendre demain.

Libre ! Libre !... Je ne saurais dire la magie de ce mot touchant dans le noir de mes pensées. C'est comme si le soleil rayonnait tout à coup en pleine nuit. Je ne sens plus la fatigue. Je pense aux miens que je reverrai, aux bons amis qui ont adouci mes tristes heures et que

je vais pouvoir remercier de vive et reconnaissante voix.

Du coup, j'oublie que les deux sous-officiers qui me parlent sont des ennemis. Je leur distribue joyeusement mes cigarettes, mes petits pains, mon chocolat et, guidé par l'un d'eux, je gagne la porte de la Citadelle. Dieu ! que l'avenue me paraît longue ! Je n'en finis pas d'arriver au pont, puis au Boulevard, où je saute dans le premier tramway qui passe...

Je me réfugie chez des amis. Je les trouve à table. Ils m'accueillent avec des cris de joie. Ils courent chercher le meilleur fauteuil de la maison, m'installent au milieu d'eux, insistent pour que je dine, chambardent l'appartement pour me préparer une chambre...

Ce fauteuil où je me carre, cette lumière sur la nappe blanche, ces couverts qui brillent, ces visages qui sourient, que tout cela est donc bon — et si seulement ma femme et mes enfants étaient là, je crois que ce serait la plus belle soirée de ma vie !

*Je suis enfin interrogé. — Chez le capitaine Himmel. — Conversation sur l'occupation allemande*

Quelques jours après ma sortie de la Citadelle, je recevais du gouvernement de Lille,

l'ordre d'avoir à me présenter, au matin, à dix heures précises, chez M. le capitaine Himmel, logé rue de Pas, n° 9 (maison de M. G. Dubar), qui est l'homme à tout faire de la Justice militaire.

Au jour dit, après les formalités habituelles, — nom, prénoms, âge, profession, religion, — mon interrogatoire commence. Je vais le noter aussi exactement que possible. L'officier, jeune homme d'une trentaine d'années, la figure coupérosée et coupée de profondes balafres, parle très bien le français et il en connaît même à fond les nuances.

D. — Monsieur, on a trouvé dans votre bureau les documents que voici : (Il me présente la copie à la machine à écrire des lettres du gouverneur et du Maire de Lille). Que ces lettres soient en votre possession, cela ne nous émeut guère ; mais une partie de ces lettres, le dernier feuillet, a été copié à la machine *Ronéo*. Or, la machine *Ronéo* est assimilée à une machine d'imprimerie et vous savez que par voie d'affiches, le Gouvernement a interdit d'imprimer quoi que ce soit, à moins d'une autorisation de la censure...

R. — Je suis incapable de distinguer entre une copie à la machine à écrire et une copie

au *Ronéo*. Je ne connais même pas le *Ronéo* et j'ignore ce qui le différencie de la classique machine à écrire. Mais ce que je sais, c'est que jusqu'ici on n'a considéré comme produit d'imprimerie que ce qui sort d'un établissement comme le nôtre, après avoir été tiré sur des machines semblables à celles que nous possédons et qui ne ressemblent en rien, je crois, au *Ronéo*. L'affiche du Gouvernement ne me paraît pas suffisamment explicite. Elle aurait dû mentionner très clairement que l'interdiction d'imprimer s'étendait même aux possesseurs de machines *Ronéo*...

D. — Je suis de votre avis. L'affiche, en effet, n'est pas assez explicite. Je n'en suis pas l'auteur... Mais enfin, son texte, si peu clair qu'il soit, est impératif... Une autre question me préoccupe. Comment cette copie est-elle parvenue entre vos mains ?

R. — C'est un ami qui me l'a donnée.

D. — Quel est cet ami ?

R. — Oh ! Monsieur, vous n'attendez pas que je vous le nomme.

D. — Pourquoi ?... Cela ne peut avoir aucune importance pour vous, puisque cela n'aura aucune conséquence pour lui.

R. — S'il en est ainsi, pourquoi me le demandez-vous ?

D. — Simple renseignement.

R. — Il y a des renseignements qu'un galant homme ne, donne pas.

D. — Vous savez que, sur une démarche d'un de vos amis, je suis intervenu pour vous faire sortir de la Citadelle... où vous seriez peut-être encore ?

R. — Je le sais, je vous en remercie.

D. — Eh bien ! dans mon pays, il y a un proverbe qui dit : « Une main lave l'autre ».

R. — Je ne comprends pas.

D. — C'est à dire que le service que je vous ai rendu justifierait le renseignement que vous me donneriez.

R. — Je vous ferais injure, Monsieur, en supposant que vous avez spéculé sur la démarche de mon ami. Cette démarche avait pour but de faire sortir de prison un homme injustement arrêté. Vous l'avez accueillie. Je vous en sais gré. Mais de là à trahir un ami pour vous être agréable...

D. — Il n'est pas question de trahir personne... Voyons, sans préciser, dites-moi au moins si ces papiers viennent de la Mairie....

R. — Je précise, au contraire, en vous disant : ces papiers ne viennent pas de la Mairie.

D. — Ma question n'a peut être pas le sens que vous croyez. Je n'entends pas dire que c'est

le Maire de Lille où l'un de ses adjoints qui vous a remis ces papiers. Ce pourrait être un employé.

R. — Je vous répète que ces papiers ne viennent pas de la Mairie et qu'il ne m'ont pas été remis par quelqu'un de la Mairie.

D. — Vous le déclarez formellement ?

R. — Je le déclare.

D. — Très bien... Alors je rédige sommairement vos déclarations. Vous affirmez donc... (et le capitaine écrit en même temps qu'il parle) :

1° Que vous ne pensiez pas qu'une copie au multiplicateur *Ronéo* pût être assimilée à un imprimé ;

2° Que ces papiers vous ont été remis par un aîni dont vous refusez de dire le nom ;

3° Que cet ami n'est pas un employé de la Mairie de Lille.

C'est bien cela, n'est-ce pas ?

R. — C'est bien cela.

D. — Voici la feuille qui contient votre déclaration. Celle-ci est, naturellement, rédigée dans notre langue. Mais je vous l'ai traduite exactement... Voulez-vous signer ?

R. — Volontiers.

Et le capitaine me passe sa feuille où je suis qualifié « Doktor », ce qui ne me rend pas peu fier ! Et je signe.

Alors, l'officier se lève, j'en fais autant et je me dispose à prendre congé, quand, ayant fait un geste de la main pour me retenir, il dit sur un ton familier :

— Eh bien ! maintenant, le juge d'instruction a disparu. Je ne suis plus qu'un allemand curieux de se renseigner. Dites-moi donc, vous qui êtes bien placé pour voir, pour entendre, pour observer, ce qu'on pense de l'occupation...

Diab!e ! Je ne m'attendais pas à pareille question et j'avoue qu'elle m'embarrasse... Je ne puis pas oublier que j'ai devant moi un ennemi, qui ne serait évidemment pas disposé à entendre sur ce point toute la vérité. Et cependant l'occasion est bonne de lui en dire au moins une partie... Je commence par tâter le terrain.

— Ce qu'on pense de l'occupation, je le dirai certainement un jour ; mais pour le moment, ma parole n'est pas plus libre que ma plume et alors...

— Oh ! Je ne vous demande pas de me dire ce qu'il y a dans les notes que vous avez écri-

tes... (Il ajoute en souriant) et que nous n'avons pas trouvées dans notre perquisition, mais simplement l'état actuel de l'opinion lilloise vis-à-vis de nous...

— C'est donc que vous me donnez mon franc-parler ?

— Mais oui !

— Eh bien ! on trouve que vous en arrivez à des violences indignes d'une nation comme la vôtre, qui se vante si volontiers de sa culture.

— Comment cela ?

— Les exemples abondent. Prenons-en deux : la violation du coffre-fort de la recette municipale de Lille et la déportation à Gustrow de 130 roubaisiens choisis parmi les notabilités industrielles sans distinction d'âge...

— Les Russes en ont fait bien d'autres en Prusse Orientale !... D'ailleurs les deux cas que vous me citez sont relatifs à la question du travail sur laquelle on nous a fait une résistance qu'il fallait briser à tout prix...

— En effet, il s'agissait des sacs ?...

— Mais non, il ne s'agissait pas seulement des sacs ; il s'agissait du travail en général. Car on en venait à nous refuser même la besogne la plus inoffensive. On ne voulait plus « travailler pour les Allemands » : c'était la for-

mule. Or, il y a des travaux que nous pouvons exiger, que les conventions internationales nous donnent le droit d'exiger. Nous avons voulu faire des exemples. Nous regrettons si peu nos actes, qu'en ce qui concerne le coffrefort de la recette de Lille, nous avons laissé, signé de nous, un procès-verbal des violences que vous nous reprochez...

— Eh bien ! et nous ?... et moi ?... Vous nous jetez sans souci de ce que nous pouvons devenir, de ce que peuvent devenir nos ouvriers, à la porte de notre maison ; vous nous obligez à déménager des archives accumulées depuis cent ans dans tous les coins de notre immeuble et, par-dessus le marché, vous me mettez à la citadelle, dans une cellule abominablement sale...

— Mais les cellules de la Citadelle, ce sont vos cellules...

— Pardon, monsieur... Ce sont des cellules faites pour des soldats, c'est-à-dire pour des jeunes gens qui ont gravement contrevenu aux lois militaires, mais non pas pour des bourgeois de mon âge auxquels vous ne pouvez reprocher que d'être français...

— Que voulez-vous ?... Nous avons beaucoup de besogne sur les bras et nous ne sommes pas

toujours derrière nos fonctionnaires... Quoi qu'il en soit, monsieur, si vous écrivez un jour quelque chose sur l'occupation, — et vous écrirez quelque chose j'en suis sûr, — je vous serais obligé de me le faire parvenir... Je touche de près votre profession, étant fils d'éditeur. Cela m'intéresse. Mon adresse est très simple à retenir : Docteur Himmel, à Berlin.

— C'est entendu, Monsieur.

Et l'entretien finit là.

---

#### XIV

### CE QU'ÉCRIVAIT UNE ENFANT

*Août 1915.*

Les temps que nous vivons exaltent tout ce qu'il y a de bons en nous. Ils nous épurent. Ils nous rendent meilleurs. Nous autres qui avons vécu, nous sentons remonter à la surface des sentiments que les passions recouvraient peu à peu de leur limon au fond de nous-mêmes. Et quant à ceux qui naissent à la vie morale,

on voit s'épanouir tout naturellement en eux les fleurs les plus délicates de la conscience et du cœur.

Voici ce qu'on a trouvé, écrit en brouillon, dans le carton d'une fillette de treize ans, — je n'en rectifie que l'orthographe en deux ou trois points :

*Mes sept désirs ou « je voudrais... »*

» 1° Je voudrais parmi tous ceux que j'aime vivre en paix.

» 2° Je voudrais les aimer, les choyer, qu'ils m'aiment et qu'ils me choyent.

» 3° Je voudrais rire, chanter, danser et que rien ne m'en empêche.

» 4° Je voudrais que chaque pauvre porte mon nom dans son cœur; je voudrais être la bienfaitrice de tous.

» 5° Je voudrais dans la cabane du pauvre mettre un peu d'aise, dans le logis du riche mettre un peu de tranquillité.

» 6° Je voudrais au voyageur qui passe souhaiter la bienvenue et qu'il ait des égards de tous ceux qu'il trouvera dans ses rudes courses.

» 7° Je voudrais, enfin, et par dessus tout, consoler le petit soldat, lui donner des nouvel-

les de sa famille et, si la mort l'appelle, mourir bravement avec lui au champ d'honneur. »

J'ai entre les mains cette page qui n'est pas un « devoir » composé sur un thème donné, mais qui a jailli spontanément de la plume de l'écolière, élève d'une école annexe de notre collège Fénelon. Elle est datée du 25 août 1915.

---

## XV

# LES OTAGES A LA CITADELLE DE LILLE

26 Juillet au 6 Août 1915

Le lundi 2 août, vers sept heures et demie du matin, un groupe de civils descendait lentement le boulevard de la Liberté, à Lille. Ceux qui le composaient étaient, pour la plupart, vêtus d'amples et chauds pardessus, pourvus de valises et de couvertures de voyage. On eut pu croire, en ce matin d'été, assister au débarquement d'un train venu de contrées

lointaines et froides. Nous avons simplement la bonne fortune de rencontrer, à leur sortie de la Citadelle de Lille, où ils avaient été internés le lundi précédent, les adjoints au maire et conseillers municipaux, otages de la ville.

A l'un d'eux que nous cueillons au passage :

— Vous ne nous refuserez pas, disons-nous, malgré votre désir bien légitime de regagner prestement votre home après une absence d'une semaine, quelques minutes de cause-rie ?...

— Allons-y ! Au reste, la promenade me paraît aujourd'hui délicieuse, sur l'asphalte et sous les platanes de ce boulevard de la Liberté, et je ne serai pas fâché, pour regagner mon home, comme vous dites, de prendre le chemin des écoliers.

» Je vois que vous attendez de moi la preuve que la vie d'otage n'est pas une sinécure. De fait, on les a quelque peu « ballotés », les malheureux otages, depuis le vendredi 9 octobre 1914, et leur histoire mériterait presque d'être écrite.

» Vous connaissez le motif de la dernière incarcération ; il est contenu dans la proclamation du 27 juillet dernier : « Des habitants de

Lille ont commis de graves infractions aux proclamations en logeant chez eux, pendant longtemps, des membres de l'armée ennemie. »

» L'autorité allemande avisa M. le Maire de Lille, le lundi, à quatre heures trente-cinq de l'après-midi, que, le jour même, à six heures, heure française (j'entendrai toujours, d'ailleurs, l'heure française), tous les otages devraient se rendre à la citadelle, pour y rester jusqu'à nouvel avis. Mgr Charost, évêque de Lille ; MM. Anjubault, sous-préfet, faisant fonctions de préfet ; Charles Delesalle, maire, et Crépy-Saint-Léger, adjoint aux finances, étaient exceptés de cette mesure, en raison de leurs fonctions. Ils étaient tenus, par contre, à dater du mardi 27 juillet, de se présenter deux fois par jour à la kommandantur, à onze heures du matin et à cinq heures du soir.

» Les otages, qui entrèrent à la citadelle, le 26 juillet, étaient au nombre de vingt-huit : MM. Delory et Ghesquière, députés ; Brackers d'Hugo, Rémy, Duburcq, adjoints au Maire ; Ovigneur, Duponchelle, Leleu, Boutry, Ducastel, Lesot, Guiselin, conseillers municipaux ; Lyon, recteur de l'Académie ; Guilbaut, Carlier, conseillers d'arrondissement ; Stahl, Maurice Wallaert, Masquelier, Maurice Decoster,

Deraet, membres de la Chambre de commerce ; l'abbé Virleux, doyen de Saint-Maurice ; le vicaire général Lecomte ; Merchier, juge de paix ; Franc, Bergot, conseillers prud'hommes ; Siauve-Evausy et Martin-Mamy, publicistes ; Delvinquier, propriétaire.

» Les otages furent reçus, au corps de garde, par un capitaine allemand, ne parlant qu'assez difficilement le français et qui était assisté d'un interprète. Ils furent conduits à la salle d'honneur du 43<sup>e</sup> régiment d'infanterie, qui est une ancienne chapelle, et le capitaine leur fit savoir, au nom du commandant de la citadelle, qu'ils ne devaient pas quitter le local où on les installait, jusqu'à nouvel ordre.

» L'ancienne chapelle présentait assez l'aspect d'une chambrée. Des lits-cage, envoyés par les soins de la mairie, y avaient été alignés côte à côte, à courts intervalles. Une longue table, où les otages devaient prendre leurs repas en commun, occupait le milieu de la pièce. Un lavabo, simple table garnie de trois cuvettes émaillées, dans un réduit attenant à la salle d'honneur, permettrait aux prisonniers de procéder, chaque jour, à une toilette nécessairement sommaire.

» Avant de se retirer, l'officier allemand, au grand étonnement des otages, leur formula,

de la part du commandant de la citadelle toujours, l'interdiction de converser entre eux, et quatre policiers militaires entreprirent, à travers la salle, dans les boyaux laissés libres entre les couchettes, une interminable promenade, afin de faire respecter la consigne imposée.

» La relève de ces sentinelles, poursuit l'aimable conseiller municipal qui veut bien nous documenter, s'effectuait de deux en deux heures, parmi un fracas d'armes et de chaussures fortement cloutées. Tout sommeil était impossible et les hôtes forcés des allemands durent se résigner, après un repas composé des quelques provisions dont ils s'étaient munis, à fumer ou à lire, allongés sur leurs couchettes, tout habillés. L'éclairage au gaz était suffisant et c'était une légère satisfaction.

» Imaginez le tableau de cette nuit, s'interrompt un instant notre édile : ces vingt-huit hommes, dont plusieurs ont les cheveux blancs, dans l'impossibilité de communiquer entre eux autrement qu'avec des ruses d'écoliers et obligés de solliciter la permission de « sortir », tout comme le font les enfants à l'étude.

» Tous nos gestes étaient épiés et un soldat en armes s'attachait sans cesse à nos pas.

» Nous avons ri d'abord, mais bien vite nous fûmes obsédés et, le mardi matin, MM. Lyon, Stahl et l'abbé Virleux, intervenant au nom de tous, priaient le capitaine de leur ménager une entrevue avec le commandant de la citadelle. Leur mission était de demander une amélioration dans le régime imposé aux otages. Le commandant fit répondre qu'il ne pouvait pas les recevoir et qu'il les invitait à lui écrire. Les délégués formulèrent donc, par lettre, les doléances communes. Ils réclamaient, notamment, le droit à la conversation. Le capitaine, qui avait transmis la requête au gouverneur, apporta, après une heure d'absence, une réponse verbale :

— Inutile d'insister, les ordres sont formels ; le régime doit être maintenu tel qu'il était dès la première soirée.

» Cependant, les otages furent admis à faire demander à leurs domiciles respectifs les objets dont ils avaient besoin. Ces objets seraient déposés à l'Hôtel de Ville et introduits dans l'enceinte de la citadelle par un employé de la mairie, sous le contrôle inévitable de l'autorité allemande. Nous mîmes à profit cette autorisation pour nous faire envoyer des draps de lit et compléter nos approvisionnements en linge et objets de toilette.

» D'autre part, à l'Hôtel de Ville, on s'était préoccupé de notre alimentation. Un restaurant fut chargé de la préparation de nos repas, à raison, quotidiennement, de douze francs par tête. Ces repas consistèrent : le matin, à huit heures et demie, en un petit déjeuner, composé de café et de lait ; à midi et demi, en un déjeuner comprenant potage ou hors-d'œuvre, un plat de viande, un plat de légumes, fromage et dessert, vin blanc ou rouge et eau de Vittel ; à six heures et demie du soir, en un diner qui ressemblait au déjeuner comme un frère.

» Les aliments à réchauffer étaient envoyés à la citadelle une heure environ avant que les repas ne fussent servis. Nous nous étions, d'ailleurs, organisés peu à peu ; nous avons fait l'acquisition d'un réchaud à gaz, et, dès le mercredi matin, vous auriez pu voir MM. Bergot et Franc, les deux conseillers prud'hommes, servant au lit à leurs compagnons d'infortune un café de supplément d'un arôme exquis préparé par M. Gustave Delory, le député de la 3<sup>e</sup> circonscription de Lille. M. Delory s'était spontanément offert, en sa qualité d'ancien propriétaire d'estaminet, à être ce qu'on appelle au régiment « l'homme de jus » et il s'acquittait à merveille de sa charge.

» Je m'en voudrais d'omettre, ayant effleuré le chapitre des talents particuliers, celui de mon collègue, M. Lesot, dont le rasoir américain, adroitement manié, rafraîchit plus d'un visage ; ceux non plus de MM. Ducastel et Rémy, qui nous amusèrent de leurs caricatures spirituelles et établirent, à titre de souvenir, le premier un croquis de l'intérieur, le second un croquis de l'extérieur de notre salle de détention.

» Mais les journées nous semblaient affreusement longues, à peine coupées qu'elles étaient par une promenade brève, sur une bande de terrain large d'un mètre cinquante et longue de quatre mètres.

» Le mercredi, parut parmi nous un soldat allemand, qui avait été blessé durant la guerre actuelle par un éclat d'obus et avait perdu l'œil gauche. Ce soldat s'exprimait avec aisance dans notre langue. Il était âgé de vingt-cinq ou vingt-six ans. Il nous assura avoir été, naguère, engagé à Paris comme baryton et émit l'espoir de revoir la capitale française, en sa qualité de chanteur.

» Le rôle de cet homme, dans notre chapelle, n'était pas défini, mais il fut bienfaisant. En sa présence, il nous fut possible, le mercredi après-midi, de faire une partie de cartes et,

le vendredi, il nous fut loisible de causer entre nous. A la venue des officiers, il nous faisait taire. A partir du même vendredi, il prit connaissance des lettres que nous adressions à nos familles et, sans jamais y rien changer, y apposa un visa. Les lettres étaient confiées à un employé de la mairie, qui était autorisé à communiquer avec les adjoints au maire, pour la signature des pièces relevant de leur service à l'Hôtel de Ville.

» Le dimanche 1<sup>er</sup> août, les prêtres détenus exprimèrent le désir de s'absenter de la citadelle, afin de célébrer leur messe. Cette licence ne leur fut pas accordée, mais ils furent tour à tour conduits dans une chapelle installée à l'arsenal et là, assistés par un soldat allemand, purent célébrer l'office religieux. Les otages avaient vainement sollicité pour tous la faveur d'assister aux cérémonies.

» Nous n'avions pas reçu de visite, au cours de la semaine. Simplement, le jeudi, nous avions entrevu, dans la cour, le général von Heinrich. Aujourd'hui, lundi 2 août, à sept heures du matin, le capitaine qui nous avait introduit l'autre lundi est venu dans la chapelle désaffectée et a procédé à l'appel des noms des adjoints et des conseillers municipaux.

» — Vous êtes libres ! » nous a-t-il dit.

» Et il nous a reconduits jusqu'à la porte de la citadelle, afin que nous fussions à même, paraît-il, de procéder aux formalités d'inscription, à Lille, des jeunes gens et des hommes, de quinze à cinquante-cinq ans. »

Les otages maintenus à la citadelle furent soumis au régime que nous avons exposé, jusqu'au vendredi 6 août. Ils furent rendus à leur tour à la liberté, ce jour, à quatre heures de l'après-midi. L'un d'eux, M. Siauve-Evausy, qui s'était trouvé souffrant, avait été libéré le matin, après une visite médicale passée par un médecin militaire allemand.

---

## XVI

### CORRESPONDANCE

#### “ ILLICITE ”

*Octobre 1915.*

Le *Bulletin de Lille* du 24 octobre 1915 mentionne, parmi les condamnations prononcées par l'autorité allemande, pour correspondance

illicite en pays occupé, celle de M. Gérard, inspecteur primaire, à 40 marks d'amende ou huit jours de prison.

Voici le fait qui a donné lieu à cette condamnation.

Il y avait, en octobre 1915, des examens primaires à Lille. M. Gérard eut à prévenir une institutrice de Gondecourt qu'elle faisait partie de tel jury. Il lui fit passer une note de forme absolument impersonnelle sur du papier à tête de son service :

« M<sup>me</sup> X... est informée qu'elle fait partie du jury d'examen qui siégera à Lille à telle heure en tel lieu. »

Mais pour venir à Lille, il fallait un laissez-passer. L'institutrice se présenta donc à la kommandantur de son pays, munie de la note de M. Gérard.

La kommandantur fit les gros yeux.

— Mais, c'est une correspondance, cela !

— Une correspondance ?...

— Assurément !

— Non, c'est une note de service.

— Je vous dis, moi, que c'est une correspondance !...

— Si vous voulez... Mais elle n'a rien de personnel.

— Enfin, c'est une correspondance !

Il n'y eut pas moyen de faire sortir de là l'obstinée kommandantur. Et M. Gérard fut condamné.

A cette nouvelle, M. le recteur bondit chez le capitaine Himmel, 9, rue de Pas. Le capitaine Himmel est le grand chef de la police. Le recteur lui expose que l'autorité allemande a déclaré à mainte reprise qu'elle tenait au bon fonctionnement des services de l'instruction publique. Or, comment ces services pourraient-ils fonctionner si l'on ne pouvait transmettre au personnel les avis et instructions de ses supérieurs ?

Le capitaine Himmel est un homme intelligent. Mais il ne raisonne pas autrement sur ce point que la kommandantur de Gondécourt, qui ne raisonne pas du tout...

— Que voulez-vous, monsieur le Recteur, les ordres sont formels... La correspondance est défendue.

— Il ne s'agit pas d'une correspondance !

— Mais si !

— Mais non !

— Voyons, monsieur le capitaine... Une simple note de service... Deux lignes sans aucun caractère personnel...

— C'est tout de même une correspondance !  
Question de principe...

— Alors, il n'y a rien à faire ?

— Rien !... Il n'y a que le gouverneur qui puisse infirmer la décision prise contre M. Gérard. Ecrivez toujours au gouverneur...

M. le Recteur écrit. Il écrit selon la formule française, avec la politesse qu'on doit, même à un ennemi.

Le gouverneur répond selon la formule allemande, sans la moindre civilité, sèchement et brutalement.

Et c'est pour abonder, — avec de l'ironie en plus et combien lourde ! — dans le sens de la kommandantur de Gondécourt et du capitaine Himmel.

M. Gérard reste donc condamné...

Tel était notre régime en l'an d'occupation 1915.

---

## XVII

### LES FEMMES

Méfions-nous des généralisateurs à outrance !  
Parce qu'il y a des femmes qui se sont mal conduites pendant l'occupation, vous entendez

de terribles moralistes s'écrier à tous les coins de rue, en levant les bras au ciel :

-- Ah ! les femmes de Lille !...

C'est très bien de se lamenter, mais raisonnons. Il y a eu de tout temps, à Lille comme ailleurs, des femmes dont c'est le métier de se mal conduire. Elles ont continué. Elles auraient aussi bien continué avec les Chinois ou avec les Peaux-Rouges. Ces dames ont toujours eu le cœur et les idées larges. Elles ont inventé l'internationale bien avant Karl Marx.

Il y a eu aussi des allemandes de cette catégorie qui suivaient les envahisseurs depuis leur entrée en Belgique. Mais il ne faudrait tout de même pas confondre les femmes de Lille avec ces ribaudes.

Enfin, on cite deux ou trois femmes, des confins de la bourgeoisie, qui auraient été au mieux avec les allemands. Le fait paraît vrai au moins pour l'une d'elles, qui a été l'objet d'un avis spécial dans les annonces du *Bulletin de Lille*.

A supposer que tout soit exact dans ce qu'on dit, ce ne sont là que de très misérables exceptions dans une population où la partie féminine dominait incontestablement.

Guérissons-nous donc une bonne fois de ce malsain travers qui consiste à nous dénigrer

nous-mêmes. Les femmes de Lille ont eu la tenue très digne et parfaitement réservée qui convenait. Elles ne l'ont pas cédé aux hommes sous ce rapport comme sous tant d'autres.

« Les femmes, a dit un moraliste, sont extrêmes en tout. Elles sont meilleures ou elles sont pires. »

Pour quelques-unes qui ont été pires et qu'on nomma, combien furent meilleures, qu'on ne nomme pas !

---

## XVIII

### LEUR SURPRISE

*Octobre 1915.*

Ils nous avaient mal jugés. Ils étaient mal renseignés sur nous. Leur presse nous disait en pleine désorganisation politique. Leurs écrivains nous déclaraient en dégénérescence. Ils estimaient que le scandale Caillaux était une manifestation de pourriture totale, alors que ce n'était qu'un abcès qui crevait.

Ils sont revenus de leurs erreurs. Tous ceux qui ont été en contact avec des personnalités allemandes, à Lille et dans la région, ont été frappés de leur étonnement devant notre résistance et devant nos victoires.

Ils croyaient n'avoir qu'à nous pousser pour que nous tombions. Ils comptaient sur une campagne de trois mois. Or voici, au moment où j'écris, quinze mois que dure la guerre et ils nous entendent dire tous les jours que nous la ferons encore des années, s'il le faut, mais que c'est nous qui vaincrons. Ils sont ébranlés. Leur confiance, la grande confiance avec laquelle ils étaient partis, s'est usée et s'effrite. Ils trouvent que c'est bien long : ils se lassent.

De temps en temps, ils font l'éloge de l'armée française, de la race française.

— Oui, disait un officier logé chez un de mes amis, boulevard de la Liberté, nous nous étions trompés. Votre armée est merveilleuse d'endurance et vos officiers sont de premier ordre. Ce sont des adversaires dont nous avons eu tort d'ignorer la valeur.

D'autres manifestèrent plus pittoresquement leur estime. Comme on avait représenté, à une soirée cinématographique, une prétendue scène de guerre dans laquelle on voyait un groupe

d'officiers français faits prisonniers par quatre uhlands, les officiers allemands présents à la soirée s'indignèrent :

— Qu'on mette une scène aussi radicalement fausse sous les yeux de nos soldats, c'est déjà fort. Mais devant nos yeux à nous, qui savons bien ce dont les officiers français sont capables !...

Le « rittmeister » baron d'Ompeda, un des occupants de *L'Echo du Nord*, qui, je dois le dire, se montra aussi courtois qu'un Allemand peut l'être en semblable circonstance, tint à nous raconter un de ces magnifiques traits d'héroïsme dont l'histoire de notre armée pendant cette guerre est abondamment illustrée.

C'était sur le front du Nord ; les Allemands venaient de nous reprendre une tranchée. Une centaine d'hommes avaient dû se rendre. Seul, un jeune lieutenant, debout, les vêtements en désordre, regardait fièrement l'ennemi sans faire le geste par lequel on s'avoue vaincu. Un officier allemand lui crie :

— Rendez-vous !...

— Non ! dit-il en redressant sa belle tête où deux grands yeux lançaient des flammes.

L'officier allemand avait son revolver à la main. Il le braqua sur le Français et il cria encore, à la fois menaçant et ému :

— Rendez-vous !... Voyons, vous êtes sans armes !...

En effet, le lieutenant avait perdu son épée.

— Jamais ! prononça-t-il d'une voix vibrante.

L'officier allemand abaissa son revolver. Il se tourna vers un autre officier d'un grade supérieur, présent à la scène, comme pour lui demander ce qu'il devait faire devant un si sublime courage.

L'autre officier, qu'une émotion poignait aussi, ne put qu'indiquer par un geste vague qu'il fallait bien tirer.

Alors, l'officier qui tenait le revolver, ajusta de nouveau le lieutenant...

Un coup de feu. Le lieutenant tomba face à l'ennemi qu'il bravait...

Mais l'officier allemand est toujours là, le revolver tendu, blême de stupéfaction et comme figé dans une pose de statue. Ce n'est pas lui qui a tiré !...

Avant qu'il eût pu presser sur la détente, le lieutenant français avait saisi rapidement un revolver qu'il avait dans sa poche et il s'était fait sauter la cervelle...

Les Allemands se découvrirent.

Le jour même ils enterraient le héros avec tous les honneurs...

Voilà ce que m'a raconté le « rittmeister » baron d'Ompeda. De quoi n'est pas capable une armée où il y a de tels hommes ? C'est ce que se demandent les Allemands avec, je l'ai bien senti, une surprise inquiète. C'est ce que nous nous disons, nous, avec une tranquille assurance.

---

## XIX

### UNE FÊTE DE LA MOISSON

*Octobre 1915.*

Elle eut lieu à Sequedin, petite commune du canton d'Haubourdin, à 5 kilomètres de Lille, au mois d'octobre 1915. Je n'ai pas besoin de dire qu'il s'agit d'une fête allemande. On s'en apercevra, du reste, au mauvais goût qui a présidé à son ordonnance.

C'était un dimanche, à l'heure des vêpres. Le cortège comprenait, outre une musique de baraque foraine, neuf voitures à quatre che-

vaux portant des moissonneurs et des moissonneuses. Oui, des moissonneuses ! Car on avait déguisé en femmes une douzaine de gros lourdauds du Brandebourg ou de la Poméranie, qu'on avait coiffés de chapeaux de paille et munis d'ombrelles vertes et rouges. Quelle mascarade ! Rien n'a pu rendre la niaiserie d'un tel affablement sur ces corps d'hoplites surchargés d'inélégance. Tout en eux choquait : les gestes, les mouvements, les rires, — des rires d'une inconsciente bestialité !

Le journaliste qui rend compte de cette fête dans *Liller Kriegszeitung* écrit que « les habitants stupéfaits regardaient ce cortège », et je vois bien que cette stupéfaction l'étonne. C'est qu'il ne sait pas ou qu'il ne se rend pas assez compte qu'il est ici dans le pays d'élection des grandes processions et des belles cavalcades. S'il avait vu seulement un de nos carnivals, il saurait quels trésors d'ingéniosité, de goût, de distinction, — même en faisant état de certains écarts, — nous exigeons de tout cortège qui se respecte. S'il avait seulement feuilleté notre histoire, il aurait appris que l'antique procession de Lille et la célébration de nos Fastes depuis un siècle ont laissé au cœur du peuple des traditions d'élégance et de somp-

tuosité qui sont tout le contraire de la lourdeur et de la grossièreté germaniques.

La fête continua, dans le parc d'un château de l'endroit, par « des passe-temps joyeux » que le rédacteur de la feuille allemande mentionne complaisamment :

« Il y avait des attractions de toute sorte. Surtout une roue de la Fortune provoqua la plus grande joie. Dans une autre boutique, on pouvait se procurer des bouteilles de bière et des boîtes de conserves. Ainsi la joie était partout. »

Elle était partout, la joie, du moment qu'on pouvait s'emplier de bière et s'empiffrer de conserves. Avez-vous remarqué la dextérité merveilleuse avec laquelle un allemand ouvre une boîte de conserves et la volupté très spéciale qu'il éprouve à en extraire le contenu avec ses doigts ? Il y a du « primate » là-dedans. On sent tout de suite l'homme que la civilisation n'a pas encore touché très profondément et chez qui remonte, dès qu'il est livré à lui-même, l'instinct des primitives sauvageries.

Et voici la fin de cette fête bien allemande de la moisson :

« On avait élevé une grande estrade avec un fond très bien peint. Ce fond représentait, sur

une prairie, une voiture de moisson très chargée trainée par l'aigle allemand tenant dans ses serres les drapeaux allemand et autrichien. Dans le lointain, des maisons mutilées par les obus ; sur la palissade, le coq gaulois, le lion britannique et l'ours russe jettent un regard abattu. Sur la bâche d'un grand camion automobile, se détachait en grands chiffres le résultat du troisième emprunt de guerre : 12 milliards. »

Pour achever de donner à cette fête de la moisson toute sa saveur, il faut se souvenir que les moissons ont été réquisitionnées par les Allemands, et qu'ils n'ont laissé aux cultivateurs du Nord que tout juste de quoi ne pas mourir de faim. Sans compter qu'après avoir réquisitionné les grains, ils les ont revendus, — très cher, — aux municipalités, en les obligeant à payer en espèces sonnantes et trébuchantes.

En sorte qu'ils ont fait argent de moissons qu'ils avaient... prises.

Admirable raison d'instituer une fête au nez et à la barbe des paysans dépouillés !

---

## LES ALLEMANDS EN FRANCE

*Novembre 1915.*

C'est le titre d'un « Supplément illustré » de la *Gazette des Ardennes*, paru le 1<sup>er</sup> novembre 1915. Il a pour but de montrer que, tout au rebours de ce qui s'imprime dans le monde entier, de ce que nous voyons, nous autres, de nos propres yeux, les Allemands sont pour le pays envahi des êtres inoffensifs, voir d'insignes bienfaiteurs.

En tête, figure un dessin dans lequel on voit à droite un soldat de la « landsturm », qui joue paternellement avec un gamin, sous les yeux de la jeune maman attendrie, — à gauche, un autre soldat qui fait sur nos terres, qu'un troisième allemand laboure, « le geste auguste du semeur ». Le tout dans un décor bucolique d'un charme saisissant.

En regard, paraissent des vers qui expriment, dit le journal, la conception que se font les Allemands, « de leurs devoirs en pays

occupé ». Ces vers seraient l'œuvre « d'un officier allemand, mort au champ d'honneur ».

Les voici :

Français, j'ai salué ta femme  
En pleurs, sur le bord du chemin,  
J'ai même embrassé ton gamin  
Dont la voix en vain te réclame.

Français, j'ai veillé sur ta ferme  
D'où les serviteurs avaient fui.  
J'ai mis ta moisson à l'abri  
Laisant chômer mon glaive, inerme.

Français, j'ai cultivé tes plaines  
Les graines vont bientôt lever,  
Et — que la paix vienne à régner —  
Tu feras tes récoltes pleines.

Ces strophes doucereuses sont d'une hypocrisie tellement grossière qu'on hésite à la souligner et je me demande par quelle aberration on ose nous débiter cela, à nous qui avons vu ou qui sommes en contact avec ceux qui ont vu.

Les femmes de nos campagnes lilloises, ils les ont enfermées, sequestrées, mises au pain et à l'eau, — ou même privées de pain et d'eau jusqu'à ce qu'elles tombent d'inanition, — parce qu'elles refusaient de coudre des sacs pour les tranchées allemandes.

Les gamins, ils les ont arrêtés, ils ont tiré dessus parce qu'ils allaient chercher dans le

champ paternel la douzaine de pommes de terre dont la famille avait besoin pour son repas.

Les fermes sur lesquelles ils prétendent avoir veillé, ils les ont pillées de fond en comble, enlevant, après les chevaux et les voitures, bœufs, vaches, moutons, volailles, graines, farines, fruits, légumes, — tout ce qui se mange.

Ils ont parfois « laissé chômer leur glaive », mais c'est qu'ils avaient besoin de leurs bras pour remplir les camions de tout ce qu'ils voulaient mettre à l'abri, — délicieux euphémisme ! — là-bas, en Allemagne.

Que la paix vienne à régner, comme disent ceux qui ont déclaré la guerre, il faudra des années pour reconstituer le troupeau et l'outillage de nos exploitations agricoles ruinées par « les Allemands en France ».

Voilà la simple, claire, aveuglante vérité. Et que non seulement ils nient leurs exactions et leurs crimes, mais qu'ils fassent des vers pour célébrer, à l'égal d'une idylle, la saugrènerie de leur invasion, voilà qui dénote un « culot » formidable et manifestement national.

---

**L'OBIT SOLENNEL**  
**pour les Soldats de Lille morts**  
**au Service de la Patrie**

*Novembre 1915.*

Une belle et touchante cérémonie réunissait, le dimanche 28 novembre 1915, à l'église Saint-Maurice, une très nombreuse assistance. On y célébrait, sous la présidence de l'évêque Mgr Charost, un obit solennel « pour les soldats de Lille morts au service de la Patrie ».

L'initiative en revenait aux présidents des Sociétés d'anciens militaires qui, tous les ans, à l'automne, font célébrer respectivement une messe pour leurs membres décédés. Cette fois, ils s'étaient groupés, voulant de leurs prières et de leurs hommages former un imposant faisceau. Heureuse idée qui symbolisait excellemment l'union des cœurs dans la cruelle épreuve.

Toutes les autorités, tous les corps constitués avaient reçu des invitations et s'étaient fait un

devoir d'y répondre. Trois cents chaises leur avaient été réservées dans le chœur et dans la nef principale.

On y remarquait le Maire de Lille entouré de ses adjoints et de nombreux conseillers ; MM. Barbieux, chef de bureau à la Préfecture du Nord, délégué par M. Anjubault, faisant fonctions de préfet ; les membres du Tribunal civil, du Parquet, du Barreau, de la Chambre de commerce, de la Chambre des avoués, du Corps consulaire, du Bureau de bienfaisance, de la Commission des hospices ; le commandant et les officiers du Bataillon des sapeurs-pompiers ; les chefs des grands services de la Ville et du Département, le directeur de l'Institut Pasteur, les professeurs des Facultés, les délégués de la Croix-Rouge, les membres de la presse.

M. G. Lyon, recteur de l'Académie de Lille, était parti le matin même pour Saint-Quentin où une session de baccalauréat devait avoir lieu. Il s'était excusé auprès des organisateurs.

Un catafalque symbolique avait été dressé. Il était surmonté d'un dais dont le drap noir portait en blanc les armes de la ville de Lille.

Bien avant l'heure fixée pour l'office funèbre, l'église fut envahie. Trois officiers alle-

mands, qui y avaient pénétré, demeurèrent à l'entrée, debout, dans une attitude recueillie.

M. le vicaire-général Descamps officiait. Une chorale mixte, composée en majeure partie de chanteurs appartenant à la fameuse société tourquennoise « Les Criks-Sicks » et dirigée très artistement par M. Paul Watinne, exécuta une impressionnante Messe de Gabriel Fauré. Quels accents qui remuaient les âmes jusqu'en leurs plus mystérieuses profondeurs !



Un souvenir me hante pendant cette cérémonie : celui du service solennel célébré, tous les ans, dans la cathédrale de Metz, pour les soldats français tombés sous les murs de la cité qui n'oublie pas, et dont Maurice Barrès nous a donné, dans « Colette Baudoche », un si émouvant compte rendu.

Comme les messins, nous sommes sous le joug allemand ; comme eux, nous commémorons nos enfants, nos frères, nos soldats glorieusement tombés ; comme eux, nous sommes venus dans cette église « pour nous accoter à quelque chose qui ne meurt pas ».

Ce qui ne meurt pas, ce sont les vieilles croyances en une vie meilleure, où les morts héroïques recevront enfin la récompense suprême.

« Ces vieilles croyances communiquent à tout l'office des morts son caractère de tristesse douce, et de mélancolie mêlée d'espérance. Une musique s'insinue dans les cœurs. Des appels incessants s'élèvent pour que des êtres chers obtiennent leur sommeil. Les traits rapides et pénétrants que le moyen-âge appelait les larmes des saints, et ces vieilles cantilènes qui faisaient pleurer Jean-Jacques à Saint-Sulpice, n'ont rien perdu de leur puissance, pour détendre les âmes. »

Et voici le grandiose, le poignant, le lugubre « *Dies iræ* ». Tour à tour chantée par une basse, par un ténor et, dans les passages de supplication, par une voix de femme merveilleusement nuancée, l'hymne fameuse où Thomas de Celano a si puissamment évoqué la fin des temps, prend sous les voûtes de Saint-Maurice une terrible et magnifique ampleur.

Et quel rythme ! Dans quelle autre « séquence » est-il possible de rencontrer une aussi poignante harmonie entre la cadence, le chant et les paroles ? Ce chef-d'œuvre est probablement unique dans la liturgie. Il n'en est pas, à tout le moins, qui porte au plus intime de l'être de pareils bouleversements ni qui terrasse plus complètement la créature humaine devant l'irrévocable destinée.

« Ces longues supplications, d'une beauté triste et persuasive, ces espérances, où la crainte et la douleur s'évadent parfois en tumulte, recréent au ras du sol, sous cette voûte où palpitent les ombres, l'émotion des premiers chrétiens aux catacombes. Une religion se recompose dans cette foule en deuil, une foi municipale et catholique. »

A l'« offrande » habituelle, une quête fut substituée. Faite au bénéfice des orphelins de la guerre, elle se recommandait d'elle-même à la générosité de l'assistance. Les dames quêteuses : M<sup>mes</sup> André Saint-Léger, Collinet, Emile Wallaert, Michel Scalbert, Thiriez-Cauliez et Reufflet-Schotsmans, étaient accompagnées de MM. Haverland, Bateur, Patin, Van Eycke, Viseur et Boutoille, ces trois derniers membres de la Société des Anciens Gradés.



Avant l'absoute, Mgr Charost monta en chaire, et voici en substance les réconfortantes paroles qu'il prononça et qu'on se retint d'applaudir :

« Lillois, vous donnez, aujourd'hui, un exemple admirable, dont je vous remercie.

» Brisant le mur d'airain que l'ennemi avait dressé entre la Patrie et nous, voici que vous re-

prenez contact avec l'âme de la France communi-  
quant avec elle dans le culte de ses morts glo-  
rieux.

» L'étranger croyait avoir mis en pièces l'or-  
ganisme social, qui faisait l'orgueil, la vie li-  
bre et puissante de votre cité. Mais, pour ap-  
porter votre hommage collectif aux héros tom-  
bés, vous avez su ramasser les débris de vos  
associations dispersées ; vos corps constitués  
se sont retrouvés debout. C'est pour moi une  
joie et une patriotique fierté de saluer leur ré-  
surrection dans cette église.

» Mais cette journée de prière publique, si  
grandiose et si touchante qu'elle soit, n'est,  
vous le sentez bien, que le prélude d'une autre,  
vraiment nationale celle-là. Dès aujourd'hui,  
nous pouvons en évoquer ensemble la tragique  
beauté. Elle sonnera cette heure, l'une des plus  
solennelles au cadran de l'Histoire, où, la li-  
berté des communications nous étant rendue  
enfin, il nous sera permis d'aller pleurer et  
prier sur tous les champs de bataille que nos  
martyrs auront arrosés de leur sang, sur cha-  
que morceau de sol français que leur trépas  
aura libéré, jusqu'à nos frontières et même au  
delà, puisque déjà notre front actuel entame  
nos deux provinces perdues hier, et demain re-  
conquises !

» Alors aussi, nous pourrons, sur les dépouilles de ces braves, étendre notre drapeau national. Il couvrira leurs catafalques, lits de mort ; il flottera au-dessus de nos autels, autres lits de mort où s'immole le Christ. L'étendard de la Nation voisinera, comme aux plus grandes époques de notre Histoire, avec la croix, étendard de la Foi. La Patrie de la terre unie à la Patrie du ciel, drapera ses enfants dans les plis de son emblème, comme une mère enveloppe son fils mort dans le pan de sa robe.

» Et, devant les bienfaits que nous aura vus leur dévouement, nous n'oserons plus mettre en doute les austères vertus du sacrifice. La loi de la souffrance nous apparaissait peut-être, hier, comme un mystère inacceptable. Demain, ils seraient bien à plaindre ceux qui n'inclineraient pas leur cœur et leur raison devant sa féconde beauté.

» Pourquoi la France ne peut-elle pas mourir ? Parce que ses fils savent encore mourir pour elle. C'est au prix du sang qu'un pays défend ses frontières. C'est au prix du sang qu'il achète son unité nationale.

» On a dit de l'humanité qu'elle « est faite de plus de morts que de vivants » et il n'y aurait pas de progrès possible, si chaque siècle ne

recueillait l'héritage que les âges précédents ont accumulé dans la douleur. De même, une grande nation ne s'élève que sur la base des sacrifices consentis par les générations successives :

De la cendre des morts est faite la Patrie.

» Non, la mort de nos soldats n'aura pas été inutile. Elle aura reconstitué notre union nationale ; elle aura relié la France d'hier à la France de demain.

» Cette France de demain, je la salue avec vous de toute l'ardeur de mes patriotiques espérances.

» Notre Patrie, j'en ai la conviction, sortira de l'épreuve plus belle, plus libre et plus grande ; car, cette victoire qu'elle aura remportée sur l'envahisseur qui méconnaissait sa force, elle apparaîtra aux hommes de l'avenir comme la victoire du Droit sur la Force ! »

Ce fier discours, prononcé d'une voix enflammée et qui vibrait, par instants, comme une sonnerie de clairon, fit battre tous les cœurs, dont il traduisait si éloquemment les patriotiques espérances.

...Et là-bas, au fond de l'église, les trois officiers allemands restaient debout, immobiles, comme hypnotisés par le spectacle dont ils ve-

naient d'être les témoins, ce pendant qu'autour d'eux la foule s'écoulait, ayant aux yeux la flamme des victorieuses certitudes.

\* Les organisateurs de la cérémonie offrirent les vins d'honneur dans la salle de Lille-Cinéma, après la messe, aux membres de la Société chorale mixte de Tourcoing. L'évêque de Lille tint à venir quelques instants, afin de féliciter les chanteuses et les chanteurs et il leur demanda leurs concours pour la prochaine messe de Noël, en la basilique-cathédrale Notre-Dame-de-la-Treille.

---

## XXII

### A PROPOS D'UN SERMON

*Le Prédicateur français*  
*et le Censeur allemand*

2 Décembre 1915.

Un jeune prêtre lillois, le révérend père Morel, de la Compagnie de Jésus, qui, d'habitude, conférencie dans la paroisse Saint-Louis,

au faubourg de Fives, prêche actuellement à l'église Saint-Sauveur, la station d'Avent. Le révérend père Morel fit déjà au cours des jours qui précédèrent la Toussaint, en l'église Saint-Maurice de Lille, une neuvaine paroissiale très remarquée. Le premier dimanche de l'Avent, c'est-à-dire le 28 novembre, à l'église Saint-Sauveur, le révérend père avait choisi comme sujet de son sermon : « Contre le découragement ; nos raisons d'espérer. »

L'orateur campa d'abord, dans un vigoureux relief, le personnage qu'il entreprenait de convertir, à savoir le découragé et il fit parler ce personnage : « N'est-ce pas que la vie est insupportable à Lille ? Séparés du reste de la France par une barrière de fer et de feu, nous vivons dans l'ignorance de tout ce qui se passe au delà des lignes allemandes. L'occupant nous maintient un bandeau sur les yeux. Nous avons lieu de tout craindre. Quand et comment cela finira-t-il ? Que de misères, peut-être, demain nous réserve ! Si notre esprit est troublé, notre cœur est à la torture. Tantôt le canon gronde à nos portes et nous souffrons pour nos soldats. Tantôt il se tait, et nous redoutons que les nôtres ne soient impuissants à nous secourir. »

Telles étaient les paroles du découragé et le révérend père Morel exposa les résultats de ce désolant état d'esprit. Il ruinait, peu à peu, la santé physique du malheureux qui s'y abandonnait. Il obscurcissait l'intelligence, affolait l'esprit et le disposait à recevoir, sans contrôle, les légendes les plus stupides et les plus grossiers mensonges. Il enlevait à la volonté l'énergie, le ressort qui, précisément, lui étaient le plus indispensables, en des heures de lutte où le devoir se faisait plus difficile. Il affaiblissait le sens du patriotisme.

Le découragé, quand il doutait de nos chefs et de nos soldats, leur faisait injure. Qui aimait sincèrement la France devait lui garder sa confiance, alors même que la France était loin. En retour, la Patrie nous aimerait davantage, pour notre inviolable fidélité, quand nous lui serions rendus.

Enfin, pour le chrétien, le découragement était une faute contre la foi et l'espérance. Le Christ, modèle des croyants, a voulu subir toutes les épreuves, porter toutes les humaines tristesses, pour nous apprendre à les endurer vaillamment.

Ce qui importait, poursuivit le révérend père Morel, ce n'était pas de ne pas souffrir, c'était

de savoir dominer sa souffrance. Si l'occupant ne laissait pas venir la lumière jusqu'à nous, il nous fallait réserver au moins l'indépendance de notre jugement, que rien ne peut nous enlever. Si notre cœur était meurtri, il nous fallait accepter généreusement, joyeusement, notre part des sacrifices que la guerre impose à tous les patriotes.

Nous devons fortifier notre volonté. « Il n'y a de batailles perdues, a dit Joseph de Maistre, que les batailles que l'on croit perdues. » Dans la première partie de la journée de Marengo, Bonaparte montrant à Desaix notre armée qui pliait, lui cria, en passant au galop de son cheval : « La bataille est perdue, général. » — « Oui, répartit Desaix, mais nous avons encore le temps d'en gagner une autre ! » Et quand vint le soir, Marengo était, en effet, devenu une belle victoire.

Enfin, l'orateur ranima la confiance chrétienne de l'auditoire en parlant du prochain avènement du Christ : « C'est lui, dit-il en substance, qui est notre chef et qui nous délivrera. »

Ce sermon, nous l'avons indiqué, fut prononcé dimanche. Le révérend père Morel fut appelé, aujourd'hui, 9, rue de Pas, et il y subit un interrogatoire qui dura de dix heures du ma-

tin à midi. Le capitaine Himmel, chef du service des nouvelles et deux autres officiers accablèrent le père Morel de questions, de reproches et allèrent parfois jusqu'à l'impertinence.

Voici le résumé de leurs critiques et des ripostes, pleines de vivacité et de bon sens, qui y furent faites :

— D'une façon générale, vous employez un langage à double entente. Quand vous parlez religion, votre auditoire peut nettement apercevoir des arrière-pensées, des allusions anti-allemandes.

— C'est un procès de tendance que vous me faites. Je ne suis responsable que de ce que je dis, non de l'interprétation que mes auditeurs peuvent donner à mes paroles.

— Pourquoi avez-vous dit que l'occupant maintenait un bandeau sur les yeux de l'habitant ?

— Mais, j'ai simplement constaté un fait. L'occupant a la consigne de garder les secrets militaires. La consigne est bien observée, voilà tout.

— Pourquoi avez-vous parlé de la bataille de Marengo ?

— C'est de l'histoire.

— Et votre conclusion ? Quel est ce chef libérateur que vous avez salué de votre espérance ?

— Vous vous êtes mépris, répondit, non sans ironie, le père Morel. Je n'ai pas annoncé l'arrivée du général Joffre à Lille, mais bien l'avènement du Christ à Noël...

Lorsque le R. P. Morel quitta la rue de Pas, un des officiers qui l'avaient interrogé l'accompagna jusqu'à son domicile, 16, rue Broca, au faubourgs de Fives. Le révérend père lui présenta le canevas de son discours que l'officier emporta, et l'incident parut clos

---

## XXIII

### NOËL 1915. — ALSACE !

*25 Décembre.*

Noël a été précédé d'interminables jours de pluie, de tempêtes, de canonnades qui ont ajouté aux tristesses de la situation. Il pleut

encore aujourd'hui. Eh bien ! la pluie a tort ! Car il y a eu de la joie à Lille, malgré l'ennemi, malgré les cruelles séparations qui se prolongent, malgré le temps, malgré tout.

D'abord la coquille nous est revenue. Grâce au Comité hispano-américain d'alimentation, généreusement secondé par l'Autorité municipale, le gâteau de la Nativité, traditionnellement distribué par les boulangers, a reparu sur nos tables. Sans doute, il manque d'éléments réputés essentiels, — de beurre, notamment, que le saindoux remplace, et d'œufs, auxquels supplée tant bien que mal l'imagination ; mais elle a dû, depuis quinze mois, suppléer à tant de choses qu'une de plus ou de moins n'est pas pour l'effrayer. Telle quelle, cette coquille de guerre nous rattache à notre passé et nous rappelle qu'en dépit des casques-à-pointe et des capotes grises, nous sommes bien toujours en terre française.

Et puis, il y a eu les réunions de famille. Je n'y pensais qu'avec un serrement de cœur... Mais, j'ai senti mon cœur se détendre lorsqu'un ami, prenant en pitié mon isolement, me pria d'aller déjeuner chez lui le 25 décembre.

Nous étions une dizaine : des Italiens, dont nos très aimables hôtes, un Alsacien, un Français du Midi, un Français du Centre, etc.

Quand nous pénétrons dans la salle à manger, un détail infiniment délicat du service nous frappe : sur chaque serviette deux branches de gui, nouées d'un ruban tricolore, sont posées ! Ah ! les belles, les riantes, les magnifiques couleurs ! Nos yeux, qui ne les ont pas vues depuis tant de mois, nos yeux qu'obsèdent les funèbres drapeaux de l'ennemi, ne peuvent s'en détacher.

La conversation roule sur les coutumes de Noël. Un Italien nous dit comment, à cette époque, les pasteurs calabrais, qui ont conservé à travers les âges, les types des premiers colons grecs, — teint basané, œil noir et vif, cheveux bouclés, — descendent de leurs montagnes pour aller dans les villes jouer de la cornemuse.

Chaussés de sandales, portant la culotte, les jambes enrubannées, coiffés du chapeau pointu, enrubanné aussi, ils font entendre sur leur instrument une mélodie rustique et monotone qu'on appelle la « Novena » et qui est, suivant la légende, celle que jouaient précisément les bergers en allant adorer l'enfant Jésus.

L'Alsacien, — M. L..., l'un des plus éminents professeurs de notre Faculté des Sciences, — rappelle quel retentissement eut sur son jeune esprit la guerre de 1870, après laquelle il opta

pour la France, avec l'autorisation de sa mère, car il était mineur. Mais les Allemands ne tinrent pas cette option comme valable et, pour ne pas être considéré comme déserteur, — sa mère restant au pays, il voulait y revenir de temps en temps, — il dut faire régler diplomatiquement sa situation.

Nous voici au dessert. Notre hôte italien lève son verre et, simplement :

— Messieurs, pas de discours, mais un toast : buvons à la France !

— Et à l'Italie ! répond l'Alsacien.

L'Italien dit alors :

— Merci ! Mais buvons aussi à l'Alsace, — à l'Alsace, bientôt française !

Sur le visage de l'Alsacien se peint une vive émotion.

— Oui, s'écrie-t-il, d'une voix qu'anime une vibration intérieure, — bientôt française, je l'espère de tout mon cœur... Et j'ai dit à mon fils que si je mourais avant le retour à la France de ma terre natale, il vienne du moins m'annoncer sur ma tombe notre résurrection...

Et la parole se casse dans un sanglot.

Des larmes viennent à tous les yeux.

Il se fait un grand silence, — ce silence impressionnant des minutes où il n'y a plus que les cœurs qui parlent...

Cette scène me rappelait un souvenir, jadis conté par Jules Claretie :

En 1870, atteint d'une blessure mortelle à l'attaque du Bourget, le commandant Merlier fit venir son fils, âgé d'une dizaine d'années, et, presque agonisant, il eut la force de lui dire : « Adieu, mon enfant ! Travaille bien et quand tu auras, toi et ceux de ton âge, à force de travail et d'énergie, rendu à la Patrie sa grandeur, viens frapper de ta petite main devenue forte sur la pierre où je dormirai, et dis-moi ces mots seulement, mais dis-les : « Père, la revanche est prise ! ».

Touchante rencontre de sentiments à quarante-cinq ans de distance ! De 1870 à 1915, les cœurs français n'ont pas changé.

Cependant l'Alsacien s'était tourné vers l'enfant de notre hôte, un joli petit homme qui s'appelle Jean et, encore sous le coup des patriotiques pensées qui l'avaient remué si profondément, et comme s'il tapotait les joues d'un enfant de là-bas, d'une voix qu'on eût dit lointaine, — une voix de rêve, — il lui disait familièrement en sa langue :

— Hans !... mon petit Hans !... Hansi !...

Telles étaient nos joies, à nous, en ce jour de Noël 1915. Des joies graves, des joies de

recueillement et d'espérances, mais si intimes, si pénétrantes et si fortes, qu'elles laisseront pour la vie leurs traces dans les âmes.

---

## XXIV

## COMME ILS ONT CHANGÉ

1915.

Comme il ont changé en 44 ans !...

Je feuillette l'*Illustration* de l'année 1871 et je tombe sur les types d'Allemands alertement crayonnés, qui sont venus en ce temps-là, à la faveur de l'invasion, installer leurs « bedits gommerces » aux environs de Paris... C'est un marchand de chevaux, horriblement barbu, coiffé d'une casquette à oreilles et vêtu d'une lourde et grossière houppelande; c'est un vieux juif crasseux, à la bouche lippue, au nez busqué que chevauchent d'énormes lunettes : il vend le saucisson national; c'est un marchand de harengs installé à la diable sur un tonneau vide, les cheveux en désordre, les bottes éculées.

Et je compare avec les commerçants accourus, eux aussi, derrière les envahisseurs et qui se sont installés rue Faidherbe et rue Nationale pour débiter de la camelote allemande.

Peste ! quelle élégance !... Voici un marchand de cigarettes qui aurait l'air d'un gentleman, s'il se rasait plus souvent; un marchand de vins du Rhin et, Dieu me pardonne ! de champagne (mais quel champagne !) qui rivaliserait de chic avec nos mastroquets parisiens, s'il mettait de temps en temps un col; une grosse marchande de charcuterie au corsage blanc, mais taché de graisse, dont on ne sait, quand elle tend un jambon, si c'est le jambon qui est le bras ou le bras qui est le jambon... Je ne parle pas du marchand d'effets militaires, — « militar effekten », — et de bibelots patriotiques, — bagues en zinc, foulards de coton, broches en aluminium, le tout orné du portrait d'Hindenburg ou de celui du kaiser. — qui stéréotypent sur leurs lèvres un sourire obséquieux à l'usage de MM. les officiers.

Ah ! ils se sont requinqués avec nos cinq milliards !

Et quelle délicatesse, révélatrice d'une éducation supérieure, dans le geste, dans le salut, dans la présentation des marchandises ! Tout le

monde se rappelle ce saucissonnier de la rue Nationale qui, pour célébrer à sa façon l'anniversaire de l'Empereur, en janvier 1915, mit à sa vitrine de droite, parmi des chapelets de cervelats, un buste en plâtre de Guillaume II, tandis qu'à la vitrine de gauche s'étalait une tête de porc, fendue en deux, à la mode allemande.

C'est un rien, mais qui ouvre sur leur goût de suggestifs horizons.

---

## XXV

### TOUS PÉDANTS

1915.

— Madame Baudoche, je vous ferai remarquer que vous êtes en retard de 4 minutes.

Ainsi parle le docteur Asmus à sa logeuse dans le livre de Maurice Barrès. Et celle-ci de déclarer aussitôt à sa fille :

— Ce sont tous des pédants.

C'est justement la réflexion que firent les otages de Lille lorsque, un matin qu'ils se présentaient à la conférence obligatoire de la « Kommandantur », le général Von Grœvenitz observa sèchement :

— Messieurs, mettez tous vos montres à l'heure juste... Lors de la dernière réunion, plusieurs des otages furent de quelques minutes en retard.

Notez, s'il vous plaît, que ce même général ne se gênait pas pour faire attendre les otages non pas quelques minutes, mais des quarts d'heure et des demi-heures.

C'est encore le docteur Asmus qui disait :

— Et maintenant, je voudrais que nous goûtions.

— On peut dire que nous goûtions, rectifiait Colette Baudoche.

Ils ont la rage de prétendre savoir le français un peu mieux que nous. Je pense en notant ce travers au romancier de troisième ordre Paul-Oscar Hoecker, qui fabriquait dans les bureaux de *l'Echo*, d'où il nous avait expulsés avec une brutalité toute nationale, de la pacotille littéraire destinée à remonter le moral des soldats.

Figurez-vous que ce Tyrtée de Nuremberg n'a trouvé personne à *l'Echo* qui pût comprendre son français « formé d'après Racine », écrit-il avec un aplomb voisin de l'inconscience, dans le livre (« *Lille in deutscher hand* ») (1) où il a ramassé les moindres bouts de cigares de la chronique allemande sur l'occupation. Et il ajoute, pour nous écraser définitivement de sa supériorité, même en français : « Je possède encore très bien aujourd'hui le passé défini du subjonctif qui, pour les Français, présente parfois quelque difficulté... »

Comment faire comprendre à ce « Je sais tout » de Paul-Oscar qu'on peut être très fort sur la grammaire et jongler avec le subjonctif à tous les temps, sans savoir le français ?

Comment lui démontrer que pour parler le français même médiocrement, et l'écrire vaille que vaille, il faut, on l'a dit, un certain goût, une certaine politesse et j'ajoute une certaine droiture d'esprit qui ne sont ni dans le tempérament de sa race, en général, ni dans le sien, en particulier ?

J'aurais beau m'escrimer : la suffisance de Paul-Oscar continuerait à se faire un piédestal

---

(1) *Lille in deutscher hand* (Lille sous l'occupation allemande) 1 vol. in-16.— Lille, Octobre 1915.

de quelque subjonctif et à se réclamer, — ô sacrilège ! — de la langue virgilienne de Racine...

Cet officier était flanqué d'un sous-officier qui, lui aussi, pédantisait avec ardeur. Lorsque son capitaine envahit les bureaux de la rédaction, — après avoir pris ceux de la direction, du service technique et de la comptabilité, — je fus autorisé à en garder un morceau que je délimitai par une cloison de fortune. Le sous-officier devait s'installer d'un côté, moi de l'autre.

Je le voyais soucieux, embarrassé.

— Qu'y a-t-il qui vous déplaît dans cette installation ? lui dis-je. N'est-ce pas bien ainsi ?

Il eut un sourire qui voulait être malin :

— C'est que, répondit-il, vous pouvez entendre ce qui se dira de mon côté.

Je le rassurai, invoquant mon ignorance de la langue allemande.

— D'ailleurs, ajoutai-je, nous allons doubler la cloison et, de plus, je ferai tendre dessus, de votre côté, une toile que nous peindrons dans le ton neutre des boiseries.

— Oh ! très bien, très bien... Mais, si vous voulez, pas de peinture du ton des boiseries. Vos boiseries sont Louis XVI et votre peinture tire sur le brun. Or, le Louis XVI exige des couleurs claires.

Le gaillard était tout fier de me donner une leçon.

— Enfin, quelle couleur voulez-vous ? Je ferai faire celle que vous m'indiquerez.

Il susurra en roulant des yeux tendres :

— Fraise !

O goût bien allemand qui, voulant s'élever jusqu'à la délicatesse française, tombe dans la confiserie !

---

## XXVI

# LES " M'AS-TU VU " DE LA GUERRE

1915.

Ce sont les « m'as-tu vu de la guerre ».

Ils sont forts, assurément ; mais ils parlent tellement de leur force, de leur puissance, de leur organisation, qu'ils font penser à ces acteurs qui ont plein la bouche de leur talent.

On ne peut pas ouvrir la *Gazette de Cologne*, ni, à plus forte raison, l'hypocrite *Gazette des Ardennes* ou la haineuse *Liller Kriegszeitung*, sans tomber sur quelque exaltation enthousiaste de leur organisation, de leur puissance et de leur force.

Si l'un de ces journaux décrit la parade quotidienne de la Grande-Place, dont tout le monde a pu constater la banalité prétentieuse, c'est pour dire qu'on ne peut se rassasier de ce spectacle « qui incarne en terre étrangère la puissance de l'Allemagne ». (*Liller-Kriegszeitung*, 25 sept. 1915.)

Un certain Helmuth-Richter, aide-major, éprouve-t-il le besoin de noter ses impressions sur « la ville prise » : il écrit que « les rues mortes sont animées d'étonnante façon », — et vous allez voir comment elles s'animent, ces rues mortes, au dire de l'étonnant aide-major : « ...Lorsque les pieds marquant la cadence, le pas ferme du vainqueur et la musique les font résonner bruyamment, elles s'humilient dans un froid silence devant la puissance de l'étranger... »

Mais la satisfaction du sieur Helmuth-Richter devant cette « puissance » ne serait pas complète s'il n'insultait pas un peu. Alors il pour-

suit : « Des sorcières sans dents, d'un âge qui les fait prendre pour des fantômes, murmurent des imprécations par l'étroite fente des portes. » (*Liller Kriegszeitung*, 16 sept. 1915.)

Des sorcières !... Pauvres vieilles femmes des vieilles rues de Lille, qui prient pour leurs petits-fils au feu !... Ce misérable aide-major n'a donc pas eu de grand'mère ?...

Le 19 septembre 1915, les Allemands inaugurèrent au cimetière de Tourcoing un monument à des soldats ennemis enterrés là. Monument banal qui consiste essentiellement en un amas de pierres brutes que surmonte un Christ fondu avec du bronze provenant, paraît-il, de canons français. L'écrivain qui rend compte de cette inauguration ne craint pas d'écrire : « Le monument fait une impression sublime, imposante et incarne sur la ville sanctifiée (?) et tranquille la grandeur et la puissance du peuple allemand ». (*Liller Kriegszeitung*, 25 septembre 1915).

Au cours d'une « Promenade à Lille », le canonnier Weiglin entre dans une église « pour adresser, dit-il, de brèves paroles à notre Dieu... »

« Notre » Dieu !... Dieu n'est pas seulement avec eux, comme ils l'écrivent à tout bout de

champ, il est à eux. Ils sont tellement puissants qu'ils l'ont militarisé, mobilisé, incorporé. Vous verrez que, pour le représenter en peinture comme en sculpture, ils finiront par lui mettre des bottes et un casque à pointe !

---

## XXVII

# LE CULTE DE LA FORCE BRUTALE

*1915.*

Ils ont ce culte-là et ils l'ont bien.

Il n'est pas possible d'avoir une conversation, même rapide, avec un officier, sans qu'il trouve le moyen de glisser que l'Allemagne a 70 millions d'habitants, alors que nous n'en avons que quarante ; que les naissances augmentent chez eux alors qu'elles diminuent chez nous ; qu'ils sont plus grands, plus forts, plus durs à la fatigue.

Un rédacteur de la *Liller-Kriegszeitung*, parlant des distributions de viande qui ont lieu à l'abattoir et de la queue interminable des pauvres gens qui s'y pressent, écrit : « Petit peuple, mal développé... Dans le nombre, il y a des manchots, beaucoup d'estropiés ». (N° du 9 Août 1915).

Ce journaliste ne se dit même pas que s'il remarque les estropiés et les manchots, c'est que ceux qui ne sont ni manchots ni estropiés sont à la guerre. Non. Il lui plaît de se persuader que nous naissons pour la plupart ici avec un bras de moins ou une jambe de travers, tandis que chez eux !...

Il poursuit :

« Un homme de la landsturm, à cheveux gris et à longue barbe, le fusil à l'épaule, range cette pauvre canaille. Il la domine d'une tête. Lentement, il va le long de la rangée. Il étend la main dans la file, et l'on courbe la tête, comme lorsque le dompteur impose un retard à ses bêtes fauves. »

Quelle force ! Quelle puissance ! Une main qui s'étend et toutes les têtes qui se courbent. Seigneur, votre droite est terrible !...

Que nous voilà loin de la rêveuse et sentimentale Allemagne, chère aux romantiques, en général et à Victor Hugo, en particulier !

Bismarck a déshabitué l'Allemagne du rêve et du sentiment. Elle est devenue réaliste et brutale. Le peuple qui n'est pas le sien n'est qu'une vile canaille, même pour le dompteur. Et le dompteur, c'est elle, qui domine toutes les autres nations... « Deutschland über alles ! »

On sait que la rue Jean-Roisin, où se trouve la « Kommandantur », est gardée, à ses deux bouts, par des factionnaires. Du côté de la rue Nationale, ils affectent de placer des hommes d'une taille démesurée, qu'ils admirent, en passant, non sans jeter vers les français un coup d'œil de pitié, comme pour nous dire : « Vous n'en avez pas de cette stature-là, vous autres ! »

Ils ont le culte de la force et la religion du fait, mais en ramenant à eux la force et le fait.

C'est dans les notes d'un étudiant français en Allemagne, M. Jean Breton, que je trouve cette anecdote (1) :

Aux environs de Leipzig, sur le « Champ de bataille des peuples », on montre l'endroit où se tenait Napoléon. Cet endroit est marqué d'une pierre carrée supportant un coussin de marbre sur lequel reposent l'épée et le fameux petit chapeau.

---

(1) *Revue de Paris* (Août 1894).

L'étudiant français était venu là en compagnie d'un allemand qui avait amené sa femme. Comme ils quittaient la pierre, l'Allemand, l'ayant considérée en hochant la tête, dit :

— C'était tout de même un fameux gaillard,  
— « ein famoser Kerl. »

Et la femme d'ajouter, dans l'emportement de son admiration :

— C'était un homme de fer, un homme vraiment prussien !

C'est pour cela peut-être qu'ils ont acheté à Lille tant de bustes et tant de statuettes de Napoléon.

---

## XXVIII

### CE QU'ILS ONT VU A LILLE

1915.

Au moment où je rédige cette note, voici quatorze mois que les Allemands occupent Lille et toute la partie industrielle de la région du Nord. Ils ont fait paraître des livres, des brochures ;

ils ont publié des journaux. L'imprimerie de *L'Echo du Nord*, d'où ils nous ont brutalement expulsés, a été tout entière consacrée à leurs élucubrations. Et d'autres presses, en Allemagne et dans la France envahie, ont gémi pour le compte de leurs écrivains de guerre.

J'ai là sur mon bureau une bonne dizaine de volumes, produits de cette littérature. Le capitaine Hoecker, le grand chef de *Liller-Kriegszeitung*, n'en a pas publié moins de trois pour sa part, les deux derniers, il est vrai, avec le concours de ses divers collaborateurs.

Eh bien ! savez-vous ce qu'ils ont vu dans cette région, qui est la plus populeuse, la plus industrielle du pays, — que j'ai appelée un jour « l'atelier de la France », — et, parallèlement, l'une des plus fécondes en artistes ? Rien, rien, rien !

Car on ne peut pas désigner autrement le vulgaire démarquage de l'Histoire de Roubaix, d'après nos écrivains locaux (1), ni la banale, — oh ! si banale ! — visite au Musée de Lille, du brave cannonnier Weiglin (2).

Ni la puissance de cette région, ni la richesse de cette ville, — l'une et l'autre faites de labour

---

(1) *Le Vieux Roubaix* par le cap. Schroeder, dans *Liller Kriegszeitung* des 7 et 10 septembre 1915.

(2) *Liller Kriegszeitung* du 22 sept. 1915 et suivants.

persévérant et d'économies patiemment amassées, — ni leur merveilleux développement économique, n'ont frappé ces hommes de science, de méthode, d'observation, aux cerveaux encyclopédiques et à l'esprit si largement ouvert.

En revanche, ils ont soigneusement noté, qu'après huit jours de combat autour de Lille, après trois jours de bombardement, pendant lesquels tous les services étaient ou désorganisés ou suspendus, l'aspect de certaines rues laissait à désirer !

D'où ils concluaient que Lille est une ville remarquablement mal tenue et d'une repoussante saleté. C'est la logique commune de ce voyageur, — peut-être était-ce un Allemand ? — qui, brûlant en express un passage à niveau où il eut le temps d'apercevoir une garde-barrière à peu près rousse, note sur son carnet : « Dans ce pays, toutes les femmes sont rousses. »

Ah ! pourtant, attendez... Ils ont vu cette chose exacte : « des excréments déposés dans des coins » (*Liller-Kriegszeitung* du 1<sup>er</sup> février 1915). Seulement, nous devions cette nouveauté à l'armée allemande, dont les hommes excellent dans l'art de poser un peu partout de malodorantes sentinelles.

Qu'est-ce qu'ils ont vu encore ? Vous ne le devineriez pas... Rue de Béthune, des pommes

frites qu'on fait cuire dans un grand chaudron sous lequel il y a du charbon de bois ! (*Lille-Kriegszeitung* du 18 novembre 1915). Et, rue du Molinel, un coffre-fort oublié dans un monceau de ruines !... Ne trouvez-vous pas que ces gens-là découvrent tout de même des choses extraordinaires, qui échappent à l'œil inhabile d'un simple français ?...

C'est tout juste si un certain Paul Goldmann, de la « Nouvelle Presse » trouve matière à de moins puériles observations, où l'on remarque, à côté de beaucoup d'inexactitudes tendancieuses, un léger effort vers l'impartialité.

Après un mot sur les monuments de Lille, parmi lesquels il distingue la Nouvelle Bourse « qui est d'un effet excellent dans la physionomie de la ville », M. Paul Goldmann déclare, à propos du bombardement, qu'« une limite précise a été donnée à la destruction », que, « sciemment, rien n'a été laissé au hasard et qu'un plan a été suivi ». Diable ! voilà une déclaration qui ne laisse pas de faire peser sur l'armée allemande une terrible responsabilité. Il est certain, en effet, que 70 obus sont tombés sur le Palais des Beaux-Arts et que les chefs-d'œuvre qu'il renferme ne doivent leur salut qu'au sang-froid, au dévouement et à l'ingénio-

sité du conservateur. Il paraît donc acquis, au témoignage même d'un Allemand, que l'ennemi a visé à 70 reprises le Musée de Lille, qu'il a voulu, cherché, poursuivi la destruction d'un monument où il savait que les écoles italienne, flamande, hollandaise et française étaient représentées par des centaines de tableaux de maîtres. — *Habemus confitentem...*

M. Goldmann fait, — oh ! très involontairement ! — l'éloge du citoyen français en constatant « qu'il ne se laisse pas volontiers restreindre dans sa liberté personnelle », alors que l'Allemand, domestiqué par le caporalisme prussien, accepte humblement toutes les vexations.

Toute sorte d'affiches, dit-il, font preuve de l'activité de l'autorité allemande en matière d'administration. Le fait est qu'il y en a, des affiches, et qu'on voit bien que le papier, comme le reste, ne coûte pas cher aux occupants ! « Elles sont rédigées en langue allemande et en langue française, ajoute M. Goldmann ; le français est impeccable... »

Quelques exemples, en passant, de cette impeccabilité :

A propos de cas de rage observés chez les chiens :

« Les chiens ou tous autres animaux domestiques suspects d'épizootie doivent être abattus

sans délai *ET* soigneusement gardés à vue par leur maître, etc. » (6 avril 1915.)

Même sujet :

« Les cas répétés de la rage dans la commune de Lille donnent cause à rendre plus sévères les ordres publiés le 6 avril 1915... »

Sur l'inscription des sujets belges :

« Les Belges qui n'ont pas pu se faire inscrire au dernier recensement devront se faire *encore* inscrire au commissariat de police, etc. » (9 mai 1915.)

Tout cela n'a du reste aucune importance et si nous n'avions que des fautes de français à reprocher aux Allemands !...

Voici, avec ou sans commentaires, les dernières observations de M. Goldmann. Ceux de nos lecteurs qui ont senti, à Lille, le poids de la botte allemande, y feront d'eux-mêmes les rectifications qui s'imposent.

« Le maire de Lille, Delesalle, est resté à son poste pendant l'occupation. Il a auprès des Allemands la réputation d'un homme estimable. Son influence est grande sur la population ; ses proclamations sont écrites en un langage plein de dignité. »

.....  
« Vers midi, la garde arrive sur la Grande-Place. Avec tambours et fifres, avec des sons

de trompettes et des éclats de timbales, elle défile autour de la Place ; derrière la musique, le capitaine à cheval ; derrière lui, une longue troupe de soldats. L'allure militaire est étonnante chez ces hommes de garde, qui sont tous des hommes de la Landsturm, c'est-à-dire des vieux ; ils s'avancent, comme si chacun d'eux avait conscience qu'il lui faut montrer aux Français ce qu'est un soldat allemand. La population s'approche en masse. »

Ça, c'est le couplet obligatoire. Il est évidemment imposé à tout Allemand qui écrit sur l'occupation, car nous le retrouvons partout. Mais, M. Paul Goldmann aurait pu se dispenser de le corser d'une flagrante inexactitude. Car, il n'y eut jamais, pour regarder la tintamaresque parade allemande, que les trois pelés et le tondu qui sont de toutes les badauderies.

.....

« Dans le jardin du Palais d'Été, le dimanche matin, une musique d'infanterie bavaroise joue... Le jardin est plein de soldats qui forment un large cercle autour de l'orchestre. Les gens de Lille ont abandonné leur jardin public aux soldats allemands et ils s'en tiennent fort éloignés... Tout autour du jardin, s'élèvent les importantes maisons d'un quartier élégant. Ces

maisons aussi gardent une attitude d'opposition à l'égard du concert militaire allemand. Leurs fenêtres restent fermées ; personne ne se montre aux fenêtres ou sur les balcons....»

Passons sur la lourde plaisanterie que se permet M. Goldmann à propos de Desrousseaux. Que la notoriété du chansonnier lillois soit ignorée des Allemands, qui se vantent pourtant d'être d'enragés «folkloristes», soit ; mais, qu'un journaliste qui vient à Lille ne se donne même pas la peine de se renseigner sur le père du « P'tit Quinquin », dont il rencontre le monument en bonne place, au centre de la ville, voilà qui dénote de médiocres qualités professionnelles. Il suffirait, pourtant, à M. Goldmann, d'ouvrir le Larousse !

.....

« C'est encore une organisation officielle allemande que la *Liller Kriegszeitung*. Elle a été créée par le commandement supérieur d'armée au ressort duquel appartient Lille ; elle paraît chaque semaine et édite, en outre, chaque après-midi une feuille spéciale avec les dernières dépêches. Dans l'histoire de la presse allemande, c'est quelque chose de tout à fait nouveau que la première feuille fondée par la direction d'une armée allemande. Et c'est là un

journal de guerre authentique. Tout le personnel de feuille est militaire : ses éditeurs, Oscar Hoecker et Georges Von Ompteda, les romanciers connus sont officiers... » (N'est-ce pas une chose bien caractéristique que le journal de guerre des Allemands en pays occupé ait précisément à sa tête des romanciers !). « Son dessinateur Arnold, du *Simplicissimus*, est soldat de première classe ; ses typographes sont des soldats. La *Liller-Kriegszeitung* a son siège dans le beau local d'installation moderne, de *L'Echo du Nord*, sur le Grande-Place. Oscar Hoecker travaille dans le bureau du directeur français qui, lorsqu'il s'installa avec tant de goût et fit poser de si jolies boiseries, ne pensait certainement pas qu'un jour un capitaine de *Landwehr*, un gris de campagne, aurait occupé cette place et qu'un journal de guerre allemand y serait rédigé ».

Ce que le directeur de *L'Echo du Nord* ne pensait surtout pas, c'est que des intellectuels allemands, des écrivains de cette nation où la haute « culture » est à ce qu'il paraît si répandue et qui se vante, dans ses proclamations, de ne pas faire la guerre aux civils, auraient le triste courage de jeter à la porte de leur maison, sans leur permettre de terminer les tra-

vaux en cours, de modestes typographes français, qui gagnaient tant bien que mal, grâce à quelques commandes des administrations encore existantes, le pain de leurs familles !

.....

M. Goldmann dit enfin :

« Parmi les dames que l'on voit dans la rue Nationale, un grand nombre est vêtu de noir. Partout dans la ville, on croise des femmes en deuil. Les pertes que la France a éprouvées en vies humaines dans cette guerre sont effroyables et dépassent déjà de beaucoup maintenant celles de la guerre de 1870. Une très grande partie de la jeunesse française a dû aller à la mort pour M. Poincaré et M. Delcassé. Quand le peuple demandera-t-il des comptes à ces hommes politiques, qui ont jeté le pays dans le malheur ?... »

Ça, c'est vraiment un peu fort et le moins qu'on puisse dire, c'est que ce boche se mêle ici de choses qui ne le regardent pas.

Ne se souvient-il pas, d'ailleurs, d'avoir écrit, dans un article précédent, au sujet de certaines professionnelles de la galanterie, qu'elles « ne veulent pas faire porter aux soldats allemands la peine de ce que leur Gouvernement a déclaré la guerre à la France ?... »

Ce n'est donc pas à M. Poincaré, à M. Delcassé que la France, l'Angleterre, la Russie, la Belgique, l'Italie — toute l'Europe, enfin — ont à demander des comptes. C'est à l'empereur Guillaume.

---

## XXIX

**LES MONUMENTS  
ET LA GUERRE***1915.*

On sait la réprobation qu'a soulevée, dans le monde entier, le bombardement par les armées allemandes de certains monuments de France et de Belgique, qui constituaient de véritables trésors d'art. L'Allemagne a éprouvé le besoin de se défendre, sentant bien que les protestations auxquelles ses actes ont donné lieu la marquaient au front du signe de l'ancestrale barbarie.

Elle a fait publier, notamment, et mettre en vente dans tout le pays occupé une brochure de quelques pages, sous le titre : « Les monuments et la guerre », et c'est bien la chose la plus inconsciemment bouffonne qui se puisse, en telle matière, imaginer.

La défense de l'Allemagne consiste essentiellement à dire que les monuments et les collections d'art disparaissent fatalement comme tout le reste, que « chaque année nous perdons et nous sacrifions un nombre considérable des antiquités que le passé nous a conservées », « qu'il n'y a pas de collections d'antiquités au monde qui ait duré quelques milliers d'années » et que « les incendies et les accidents ont amené la perte irrémédiable de beaucoup de chefs-d'œuvre... »

Vous voyez la thèse. C'est celle de l'assassin qui plaide les circonstances atténuantes en invoquant la fragilité de la vie humaine.

— Jean Hiroux, vous avez tué votre ami Tartempion ?...

— Hélas ! oui, mon président...

— Et qu'avez-vous à dire pour votre défense ?

— Que voulez-vous ? mon président... Tout le monde est mortel !

C'est, évidemment, le fils ou le petit-fils de Jean Hiroux qui a rédigé, pour le compte de l'Allemagne, la brochure sur les monuments.

Car l'auteur revient, avec une déplorable insistance, à ce système d'argumentation :

« ...Il y a peu d'espoir que les objets exposés dans nos galeries existent encore aussi longtemps qu'ils ont vécu... »

« ...Cette guerre lente et tranquille que le sort fait à tout ce qui a une fois pris vie et forme, n'est-elle pas plus vorace encore que la guerre où Bellone et Mars règnent et où les canons retentissent ?... »

Puis il va chercher, vase d'érudition, dans le passé le plus lointain ou le plus odieux, des précédents aux irréparables destructions causées par l'artillerie allemande : la disparition des trésors de Harold-le-Saxon (XI<sup>e</sup> siècle), de la chapelle de Thomas Becket (XII<sup>e</sup> siècle), des tombeaux du roi Alfred-le-Grand, d'Angleterre (IX<sup>e</sup> siècle) et de Théodoric-le-Goth !... Que dis-je ? Il rappelle même la destruction des palais persans par les soldats d'Alexandre !... Que ne remonte-t-il au déluge !...

Enfin, il ne craint pas d'évoquer la ruine de l'Acropole par les Turcs. Raisonnablement admirable qu'on peut traduire explicitement ainsi :

— Les Turcs ont démoli l'acropole d'Athènes ; nous étions donc fondés à démolir la cathédrale de Reims !...

Et puisque l'auteur de la brochure a parlé des Turcs alliés aujourd'hui de l'Allemagne, il impose un rapprochement que déjà la situation suggère. Victor Hugo, parlant de l'invasion turque en Grèce, disait :

Les Turcs ont passé là : tout est ruine et deuil.

Tout est ruine et deuil aussi chez nous et c'est la nation qui se prétend la plus avancée en haute culture et en civilisation qui nous vaut ces horreurs. Les allemands ne se connaissent pas. Ils sont chronologiquement les derniers venus des Barbares. Si l'Histoire ne le disait pas, leurs actes le démontreraient...

Voilà donc tout ce qu'ils ont trouvé pour excuser le bombardement de la Cathédrale de Reims, ce joyau d'architecture, cet « *alleluia* » de pierres, comme dit Michelet; celui des halles d'Ypres, magnifique cathédrale du travail, l'un des plus beaux édifices du moyen-âge, auquel collaborèrent tant d'artistes renommés des XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles ; celui de la Bibliothèque de Louvain, aux riches boiseries, qui contenait plus de cent mille volumes, un millier de manuscrits, de nombreux incunables et dont

l'incendie fait désormais pendant à celui de la bibliothèque d'Alexandre par Omar, encore un turc ; celui de l'Hôtel de Ville d'Arras, dont la façade gothique, les trois arcades du rez-de-chaussé, l'élégant et hardi reffroi faisaient l'admiration des touristes de goût, je ne dis pas des Allemands !...

Pitoyables excuses, auxquelles l'auteur de la brochure ajoute encore cet hypocrite « lamento » :

« Il y aurait lieu encore de se demander...  
... si les autorités ont bien agi en retirant des salles et vitrines les objets d'art exposés dans les musées des villes de provinces belges ou françaises pour les fourrer dans des caves humides et souvent malpropres. »

Un seul fait pour illustrer ces lignes :

Les Allemands n'ont pas lancé moins de 70 obus sur le Musée de Lille, le plus important musée de France après le Louvre. Et si le Conservateur n'avait pas pris la précaution de mettre en lieu sûr les meilleures toiles, les dessins les plus rares (des dessins de Raphaël !) et les objets les plus précieux, dont la fameuse « tête de cire », c'est un véritable désastre artistique qui s'ajouterait aujourd'hui à tous ceux que, du fait des allemands, le monde civilisé déplore.

---

## LES " TENDRES "

1915.

C'est le titre d'un article qui a paru dans le *Liller-Kriegszeitung* du 20 août 1915. Il faut le lire et le relire. Il caractérise, en effet, avec une remarquable précision, l'état d'esprit prussien qui domine en Allemagne et qui, à Lille, inspira généralement les décisions du gouverneur. Jamais l'aversion passionnée que nourrissent à l'égard de tout ce qui est Français les Pangermanistes de la veille, ne s'est manifestée d'une façon à la fois plus cynique et plus désinvolte :

Les « tendres » sont une particularité des Barbares. Peut-être taperaient-ils aussi très courageusement s'ils étaient sur le front, car ils sont toujours Allemands, certes ; mais le malheur veut qu'en leur qualité d'estropiés de l'Etat, ils jouissent de leur situation spéciale d'habitants d'une grande ville, non soumis aux obligations de la « Landsturm ». Et c'est pourquoi jamais encore, au cours de leur vie, ils n'ont été tourmentés par un sous-officier pointilleux ; aussi sont-ils de la catégorie des esprits superflus et des âmes délicates. Je les appelle les « tendres ».

Lorsque j'étais jeune, il y a de cela longtemps, longtemps, il y avait chaque année, le deux septembre,

une fête magnifique : c'était l'anniversaire de Sedan. Mon père me racontait des histoires de soixante-dix, ma mère me mettait mes vêtements du dimanche, et, à l'école, le maître prononçait une allocution pleine d'enthousiasme sur l'importance de cette journée ; les joues ardentes, nous chantions d'une voix claire toute sorte de chansons patriotiques, et, l'après-midi, notre professeur de gymnastique, un vétéran de soixante-dix, organisait des jeux dans la cour de l'école décorée aux couleurs du pays et aux couleurs allemandes. A cette époque, l'anniversaire de Sedan était encore le grand jour de fête populaire des Allemands.

Mais, mes enfants n'ont malheureusement pas appris à connaître ce grand jour de fête. Car, déjà au vingt-cinquième anniversaire de la fête de la victoire, les « tendres » firent entendre leur cri d'avertissement : c'en était alors assez de cette humiliation persistante de l'ennemi vaincu, et nous devions enfin penser à tendre la main aux Français pour nous réconcilier avec eux.

..... Et c'est ainsi que fut supprimée la fête de Sedan.....

Nous savons certes, maintenant, que nos délicats égards pour la susceptibilité française nous ont diablement peu servi : avec une haine inattendue, avec une passion inouïe, le Français *nous a sauté à la gorge à la première occasion qui s'est présentée*. Mais nos « tendres » allemands n'en sont malheureusement pas devenus pour cela un tant soit peu plus durs. Agissons de tout notre pouvoir contre nos compatriotes qui nous font plus de mal qu'à nos ennemis si anciens et si ardents, les Français.

Me voici devant la maison de la *Liller Kriegszeitung*, sur la Grand'Place, où nous avons disposé un affichage de nos derniers numéros pour ceux de nos camarades qui arrivent de la gare et qui ne connaissent pas encore notre feuille. Là, on peut souvent voir et entendre nos « gris de campagne » rire de tout leur cœur en regardant les joyeux dessins. Et pourtant, j'entendais récemment une voix qui s'élevait là contre :

« Ecoutez, écoutez, je crains que les Lillois ne prennent cela en mauvaise part ; nous sommes les vainqueurs, et nous devons éviter tout ce qui peut blesser les vaincus. »

« C'est ainsi que plus d'un pense avoir bon cœur, et n'a que des nerfs faibles. » Est-ce que notre *tact exagéré* (!) doit nous empêcher en quoi que ce soit de dire ouvertement combien nous avons trouvé Lille entier malpropre ? Combien, dès l'abord, notre autorité militaire allemande a dû donner d'ordres au point de vue de l'hygiène et de la morale ? Comment elle a réprimé l'extension des cabarets borgnes ? Devons-nous garder le silence sur la saleté française, qui règne dans les rues et sur les places, dans les édifices et dans les maisons ? Devons-nous taire l'injustice des Français ? Au Musée de Lille, on ne connaît ni Feuerbach, ni Boecklin, ni Cornélius, ni Schwind ? Et qu'est-ce que le Français connaît de Goethe ? Il sait siffler la délicieuse valse de l'opéra de Gounod « Faust et Marguerite ». Les « tendres » continuent pourtant à porter aux nues la « culture » française. Et récemment, lorsque les cloches de Lille célébraient la chute de Varsovie, un reporter berlinois hochait tristement la tête. Ce qui mettait mon cœur en jubilation, il le ressentait, lui, comme une injure pour les Français, et il avait pitié d'eux.

Oui, c'est une *damnée* compassion que nos « tendres » ont toujours toute prête. Et les affreuses nouvelles que nous recevons des tortures que nos camarades, prisonniers de guerre ont à subir dans les colonies françaises ne changent rien à cela, non plus que le souvenir de ce fait : que, au jour de la déclaration de guerre, on a craché au visage de nos sœurs et de nos filles qui gagnaient leur pain à Paris, comme maîtresses, institutrices, « fraulein » ou correspondantes.

Le Français ne s'est jamais conduit de façon chevaleresque à l'égard des Allemands. C'est notre éducation, nos sentiments, et non pas enfin la seule volonté de nos autorités militaires, qui nous empêchent de nous livrer, de quelque façon que ce soit, à des actes

de barbarie. Mais, dorénavant, nous ne voulons plus nous laisser influencer par les « tendres », car, — par le tonnerre, encore une fois — c'est pourtant bien la guerre. H.

Eh bien ! qu'en dites-vous ? Se carre-t-il assez dans sa haine, le Prussien ? Les malmène-t-il assez, les « esprits superfin » et les « âmes délicates » qui seraient tentés d'avoir quelque générosité pour les vaincus provisoires que nous sommes !

Rendons cette justice à l'auteur de ces lignes, débordantes de fiel berlinois, qu'il n'est pas de ces hypocrites qui nous rebattent les oreilles de feintes compassions et qui, à l'exemple des faux bonshommes de la *Gazette des Ardennes*, rêvent apparemment d'idylles franco-allemandes.

Non, non. Il est, lui, pour la manière forte. Il a toujours été, lui, pour la perpétuation de tout ce qui divise, de tout ce qui excite, de tout ce qui attise : anniversaires, blessures ravivées, provocations.

Pas de « tact exagéré », — comme s'ils en étaient capables ! Pas de « damnée compassion » — comme si compatir était dans leurs cordes ! Mes frères, soyons durs ! Et mentons, — ils ne s'en privent pas, — pour être plus durs ! Affirmons que ce sont les Français qui nous ont « sauté à la gorge », bien qu'il soit historique

que c'est nous qui leur avons déclaré la guerre...  
Tel est le programme bien allemand de l'Allemand renforcé qui gourmande les « tendres ».

Or, savourez la fin. Si les Allemands ne commettent pas des actes de barbarie, c'est leur éducation qui en est cause. « Mais dorénavant, nous ne voulons plus nous laisser influencer par les tendres... »

« Dorénavant... » Et un mois après, ils condamnaient à mort et ils fusillaient dans les fossés de la Citadelle quatre Français, uniquement coupables d'avoir favorisé le passage en France de soldats français restés à Lille !

... A bas les « tendres » !

---

## XXXI

### A PROPOS DE LA PARADE... LEUR VOIX

1915.

Le cheval hennit, le chien aboie, le chat miaule, l'âne brait, le cochon grogne, le mou-

ton bêle, le lion rugit, le taureau mugit, le loup hurle...

Qui dira les caractéristiques de la voix allemande ?

On sait que tous les jours, vers midi, des soldats du landsturm — la garde montante — se rendaient de la Citadelle à la Grande-Place, fifres, tambours et musique en tête et venaient s'aligner derrière la « déesse », tournant le dos aux maisons.

Le capitaine, qui fut longtemps un vieil officier à barbe blanche, ayant l'aspect d'un guerrier mérovingien, se plaçait devant eux, face à la rue des Sept-Agaches et lançait des commandements :

— Achtung ! (Attention !)

— Kompanie, halt !

Alors, la musique se taisait, la masse s'immobilisait d'un seul coup.

Et d'autres commandements éclataient :

— Das Gewehr ab ! (Déposez armes !)

— Augen rechts ! (A droite alignement !)

— Das Gewehr ueber ! (Armes sur l'épaule !)

— Proesentirt das Gewehr ! (Présentez armes !)

Enfin, après un altier, « das Gewehr ab ! », un dernier cri :

— Ruhe ! (Repos !)

Et la musique ayant tonitrué le morceau de circonstance, les soldats défilaient au pas de parade, graves et ridicules.

Eh bien ! je fais appel au souvenir de tous ceux qui, témoins de cette cérémonie, ont entendu les cris de l'officier.

N'est-il pas vrai que cela déchirait l'air, râpait les tympons, écorchait les oreilles les moins sensibles et semblait venir du fond des bottes, avec un retentissement inattendu dans les fosses nasales; que cela tenait à la fois du hurlement, du grognement et du braiment, sans qu'on pût savoir l'élément qui dominait dans cet horrible mélange ?

Il n'est personne qui, à cette audition, puisse dire qu'il n'a pas été étrangement impressionné. On se regardait, on s'interrogeait. Quoi ! c'était une voix humaine qui avait ce son sauvagement guttural ?

Les Allemands ont-ils donc une conformation spéciale du larynx ? Ou bien les cartilages, moins élastiques chez eux, subissent-ils de bonne heure une sorte d'ossification ? Ou bien encore se rapprochent-ils plus que nous, en leur qualité de derniers venus des Barbares, de l'animalité ?

Je laisse aux anthropologistes le soin de débrouiller ce problème et je me borne aux cons-

tatations que j'ai faites, comme tant d'autres de nos concitoyens, sans autre préoccupation que d'en noter le pittoresque.

Je n'ai pu m'empêcher, cependant, chaque fois que j'entendais l'officier, de comparer ses commandements aux commandements français si clairs, si sonores, si vibrants, d'un retentissement si pur.

Dans ceux-ci on sent une âme, une personnalité, la franchise, la décision et aussi la magnanimité d'un soldat qui se sait un agent de la Civilisation; dans ceux-là il semble qu'apparaisse surtout le barbare des premiers âges, féroce et pillard, incapable d'un mouvement généreux, ne connaissant, comme les Huns d'autre raison que son arme, — *solâ in sagittâ spes*.

Il y a là, incontestablement, l'un des signes révélateurs de deux peuples, disons mieux, de deux races.

Les historiens ont, d'ailleurs, raconté que lorsque le César Julien entendit les chants nationaux des Germains résonner dans la vallée du Rhin, « il en compara la sauvage harmonie au croassement des oiseaux de proie. »

---

## L'EXPLOITATION DE JEANNE D'ARC

1915.

Ils ont essayé par tous les moyens de créer ici dans l'opinion un courant anti-anglais. Plusieurs fois, ils ont fait placarder des affiches pour annoncer que les Français se plaignaient véhémentement d'être au premier rang dans la bataille, alors que les Anglais étaient au dernier. D'autre part, ils ont cherché, par leurs conversations comme par leurs écrits, à éveiller nos inquiétudes quant à l'occupation par les Anglais du littoral du Nord. Ils n'ont jamais manqué, dans les entrevues que les autorités lilloises étaient bien obligées d'avoir avec eux, de dire que les Français avaient commis une faute lourde en confiant la défense de Calais, Boulogne et Dunkerque aux Anglais :

— Ils n'en bougeront plus ! affirmaient-ils, et vous serez les dupes de ce peuple rapace.

Cette campagne se poursuivit dans toute leur presse au moyen d'anecdotes, caricatures, jeux

de mots et autres menus engins de l'artillerie journalistique.

La poésie s'en mêla. C'est ainsi qu'un certain Rudolf Herzog publia dans *Liller-Kriegszeitung* (1) des strophes sur Jeanne d'Arc, où l'on évoquait, en les appliquant à la situation présente, tous les cris de guerre de la Pucelle contre les Anglais.

Cette élucubration, traduite en notre langue, fut affichée rue Nationale, agrémentée d'un dessin où l'on voyait, enroulé frénétiquement autour de l'épée de la France, un serpent hideux dont le venin dégouttait sur Paris.

Cette propagande était vraiment trop grossière, — trop allemande, — pour avoir le moindre effet sur une population d'un aussi robuste bon sens que la population lilloise. On ne s'indigna pas. On sourit seulement et l'on passa.

Voici la poésie en question, qu'il serait dommage de ne pas conserver dans nos annales :

*Jeanne d'Arc, 1915.*

Ta robe flottante, argent et bleu,  
Ta chaste gorge serrée en mailles,  
Levant tes yeux ravis vers Dieu,  
Comme en prière dans les batailles —  
Dans ta main forte le glaive vainqueur,  
Prêt au combat et sans pardon —  
Splendide, tu montres à toute heure  
Les Lys de l'Etendard Bourbon. —

---

(1) Recueil de *Liller Kriegszeitung* numéros 1 à 40, page 98.  
W. VOBACH & C<sup>o</sup>. Berlin.

De cent églises en France pas une  
 Sans ton image en bronze, en pierre —  
 Tu gardes, équestre, au clair de lune  
 A Reims ta cathédrale si chère.  
 Ton cheval s'anime — sans toucher terre  
 Tu voles vers la mer du Nord,  
 J'entends ton ancien cri de guerre :  
 « Sus aux Anglais ! Pour eux la mort ! »

Jeanne d'Arc, douce bergère lorraine,  
 La Vierge t'a bénie un jour —  
 Par Elle tu as brisé nos chaînes,  
 Sauvé la France, ton seul amour !  
 Pourquoi rendit-elle invincible  
 Ta lame Joyeuse frappant toujours ?  
 Bourbon n'est plus ; mais, fait terrible,  
 France en danger, crie : « Au Secours ! »

Naseaux fumants son étalon —  
 Flottant sa robe d'héroïne —  
 « Ohé, Français, suivez-moi donc !  
 L'envahisseur anglais domine ! »  
 De la Pucelle s'éclaircissent les traits —  
 « Sus à « l'allié » — c'est l'Ennemi !  
 Suivez-moi tous, sauvons Calais,  
 Boutons l'Anglais de Normandie ! »

Son cheval fougueux écume de rage,  
 Car dans la Guerre de Cent Ans  
 Au même endroit, la même plage  
 De l'Anglais fourbe a bu le sang.  
 Elle prie : « Seigneur bénis mon glaive  
 Une fois encore pour la patrie,  
 Seigneur, Seigneur — fini le rêve :  
 L'ami Despote nous a trahis ! »

Du ciel alors vient un rayon,  
 Eclaire ses beaux traits de guerrière  
 Vierge de bronze, terreur d'Albion,  
 Gardienne d'Eglise et de Chaumière ! —  
 La foule approche, Dieu dans son âme,  
 Et puis — soudain — tombe à genoux —  
 Miracle ! Ciel ! Jehanne s'exclame :  
 « Sus aux Anglais ! Eveillez-vous ! »

Des crayons malicieux soulignèrent quelques  
 passages de cette ode burlesque et le vers sur la

« cathédrale si chère », dont les Allemands ont fait ce que vous savez, — eut, en particulier, le don d'exciter la verve de nos compatriotes...

O Jeanne, ô bonne Lorraine, toi qui fus si « subtile », comme on dit au Procès, tu n'avais tout de même pas prévu qu'un jour viendrait où, subissant un supplice pire que celui de Rouen, tu serais torturée dans ta sublime histoire, accommodée à l'allemande par quelque « boche » à prétentions littéraires, entre une bouteille de « Münchner bier » et un plat de choucroûte !

---

### XXXIII

## POLITESSES

1915.

C'est Goethe, — à moins que ce ne soit Schiller, — qui a dit qu'il fallait à la pâte allemande un peu de levain français.

Voici tantôt quinze mois que les Allemands nous ont envahi et qu'ils se frottent, sans s'y mêler, à la population française. Ce frotte-

ment a suffit pour arrondir légèrement leurs angles et pour leur inculquer une politesse qui ne semble pas dans leur nature.

Que n'a-t-on pas dit de l'incivilité, voire de la grossièreté des Prussiens ? Ici, à leurs débuts, ils ne sont guère civils qu'entre eux et parce que la forte discipline de l'armée leur en fait une stricte obligation.

Observez des officiers qui se rencontrent et se présentent les uns aux autres. Le salut, le sourire, l'inclination, avec ce caractéristique recul du derrière qui plie le corps en angle obtus, tout est de commande et d'ordonnance. Rien d'aisé, de libre, de nuancé; aucune souplesse, aucune élégance, aucun chic. C'est de la politesse toute faite, de la confection.

Avec nous, cette confection même disparaissait. Dans les tramways, on nous marchait sur les pieds à botte que veux-tu; on fumait au nez des femmes et jusque dans l'intérieur des voitures; on se carrait sur les banquettes pendant que des vieilles, debout, avaient peine à se tenir en s'accrochant aux dossiers de leurs mains tremblantes.

Maintenant, il y a une amélioration. Sur les plates-formes, on se range un peu pour que les Français trouvent un coin; on ne fume plus à

l'intérieur des voitures; on voit des officiers, des sous-officiers qui offrent leurs places aux dames; quelquefois, ils cèdent le pas pour monter ou pour descendre. Tout cela se fait bien entendu sur une modeste échelle, mais il faut le noter parce que tout le phénomène de la civilisation est là en petit.

J'ai même été témoin du fait suivant qui montre jusqu'où vont les efforts de certains allemands vers une politesse dont l'obséquiosité est alors la marque distinctive.

Un jour de pluie, à l'arrivée du tramway Mongy, la foule se presse, mélange hétéroclite d'Allemands de toutes armes et de Français de toute catégorie. Dès que le tramway s'arrête, on se bouscule aux portières. Mais il faut d'abord que la voiture se vide. Alors, un officier allemand, âgé, à barbe presque blanche, — un médecin, si je ne me trompe, — se tient auprès du marchepied et, inlassablement, offre la main à toutes les dames qui descendent. Quand l'une d'elles feint malicieusement de ne pas voir l'officier, celui-ci la saisit par le bras avec une vigueur toute militaire et, coûte que coûte, qu'elle soit accompagnée ou qu'elle ne le soit pas, et même si des parents sont là qui l'attendent, lui impose des soins excessifs.

A rapprocher de cet autre fait : des officiers logés chez des bourgeois de Lille ont demandé, comme une chose toute naturelle, à être présentés à la dame de la maison pour lui baiser la main, tandis que d'autres lui apportaient des fleurs.

Et, certes, ces officiers avaient toutes les meilleures intentions du monde et l'on ne peut s'empêcher de leur reconnaître un certain fond de courtoisie.

Mais voilà : ils n'ont pas la manière; ils manquent de cette chose impondérable, d'essence bien française, qui s'appelle le tact.

---

## XXXIV

### RÉQUISITION des BICYCLETTES

1915.

L'affiche suivante fut apposée sur les murs de Lille, le jeudi 9 septembre :

#### **PROCLAMATION**

#### **Consignation de bicyclettes d'hommes dans la Commune de Lille**

1. — Les bicyclettes de toutes marques, ainsi que tous les pneus (chambres à air et enveloppes) doivent

être remis au Palais-Rameau, du 11 au 13 septembre, le matin, de 9 heures à midi ; l'après-midi, de 2 heures à 6 heures (heures allemandes).

Aux bicyclettes doit être attachée une carte portant, d'une écriture bien lisible, le nom, la rue et le numéro de la maison du propriétaire. Cette carte doit être fixée de façon qu'elle ne puisse se perdre. En outre, toutes les enveloppes et chambres à air en provision (neuves ou usagées) doivent porter le nom de leur propriétaire.

2. — Les marchands de bicyclettes ont, en même temps, à produire une liste détaillée des pièces détachées, enveloppes et chambres à air, se trouvant encore en leur possession, cette liste doit être remise au Palais-Rameau.

3. — Les personnes possédant un permis de circulation à vélo, délivré par l'autorité allemande, tels que : agents de police civile française, pompiers employés de la Mairie, médecins, etc. (voir la proclamation du 31 mars 1915) peuvent garder leur bicyclette jusqu'à nouvel ordre. Ces permis doivent être présentés à la Pass-Zentrale, jusqu'au 15 septembre 1915, aux fins d'examen. Il est permis à ces personnes de garder une enveloppe et une chambre à air de rechange.

4. — Les détails concernant les bons de réquisition seront publiés ultérieurement dans le *Bulletin de Lille*.

LE GOUVERNEUR.

Lille, le 8 septembre 1915.

La proclamation qui précède fut suivie d'une autre, qui la modifiait. Voici le texte de la seconde :

#### SUPPLÉMENT

a) Sont à remettre à l'endroit indiqué, non seulement les bicyclettes d'hommes, mais tous les vélos sans distinction. Le délai de trois jours, fixé primitivement pour la remise des bicyclettes, est prolongé jusqu'au 14 septembre.

b) Toute infraction sera punie d'une amende pouvant atteindre 300 marks, ou d'un emprisonnement allant jusqu'à trois mois. En outre, tous les vélos, enveloppes, chambres à air et pièces détachées trouvés après le 14 septembre, seront confisqués sans bon de réquisition.

Lille, le 11 septembre 1915.

LE GOUVERNEUR.

Ce fut, principalement, le lundi 13 et le mardi 14 septembre, que les lillois s'exécutèrent et l'on n'avait jamais vu affluence semblable de cyclistes sur la voie publique. Des enfants pédalaient sur leurs minuscules machines. Beaucoup de femmes en cheveux cheminaient, conduisant maladroitement, à la main, la bicyclette du mari absent, — cette bicyclette qui représentait des années d'économies sou à sou et qui fut si précieuse pour aller au travail ! Jamais peut-être durant l'occupation l'âme ne fut plus profondément remuée...

Au Palais-Rameau, c'était une queue interminable où dominaient les femmes. L'attente était longue. On n'entrait que par petites tranches soigneusement coupées par des policiers à brassard. De temps en temps, pour rompre la monotonie de ce piétinement le long des barrières de bois du jardin, des jeunes gens organisaient autour du Palais un semblant de match. Les chutes étaient nombreuses, dans lesquelles les vélos « écopaient » sérieusement. Peut-être même furent-elles plus d'une fois volontaires, les

coureurs fantaisistes considérant leur machine comme a jamais perdue.

Le 13 au soir, plusieurs dont la patience était à bout quittaient la file et retournaient mélancoliquement chez eux avec leur machine, se promettant de revenir le lendemain à la première heure.

C'est ainsi que je rencontrai, rue de Bourgogne, deux enfants d'une dizaine d'années ramenant chez eux, sous la surveillance d'une bonne, deux mignonnes bicyclettes, récompense sans doute de quelque bel exploit scolaire.

Je crus d'abord que les allemands refusaient les bicyclettes d'enfants, par cette nuance de sentiment qui est dans le cœur de tous les hommes et qui fait que ce qui appartient à un enfant est sacré. Il n'en était rien. Je questionnai les deux gosses :

— Alors, on ne veut pas de vos bicyclettes. Vous les remmenez ?...

— Oh ! si, monsieur, on en veut, me dit celui qui avait le plus d'aplomb. Seulement nous étions au bout de la file et il n'y avait pas de chance que nous passions ce soir... Nous retournerons demain matin.

Et l'enfant regardait sa machine avec des larmes dans les yeux. Je m'imagine qu'il revit, en

cet instant, la scène inoubliable où le papa en fit solennellement la promesse, et celle où la bicyclette, fiévreusement déballée, apparut rayonnante, et celle de la première sortie au Bois de la Deûle... Pauvres gosses !

Autour du Palais, on remarquait, çà et là, des petits tas informes de ferraille, dans lesquels on distinguait, en regardant bien, une fourche tordue, un morceau de guidon, un tube de cadre déverni... Restes de bicyclettes trouvées dans les décombres du bombardement et que des loustics avaient trouvé plaisant d'offrir à l'autorité allemande.

Les loustics ne manquèrent pas dans cette occurrence. On en vit un rue Nationale qui sut faire rire même les allemands. N'avait-il pas imaginé d'aller dénicher, — Dieu sait où ! — un de ces bicycles d'antan, hauts comme des murs et qu'on ne voit plus guère que dans les cirques !

Ce fut un esclaffement général quand passa cet archaïque « grand bi », qu'illustrait une rouille vénérable...

Mais qui dira le nombre de bicyclettes, — et neuves ou à peu près, celles-là, — qui trouvèrent au fond de la Deûle, une retraite désespérée, mais sûre !

Quelques jours après cette réquisition, toutes les bicyclettes furent sorties dans la cour du Palais-Rameau, où des soldats allemands les dépouillèrent de leurs pneus. Car, le fin mot de tout cela, c'est que les allemands, qui manquaient déjà de beaucoup de choses, manquaient de pneus pour leurs autos et faisaient la chasse au caoutchouc...



La même réquisition eut lieu quelques jours plus tard à La Madeleine, Marcq, Mons, Hellemmes, etc., — dans toutes les communes des environs de Lille.

---

## XXXV

# UNE LETTRE CARACTÉRISTIQUE

1915.

Des militaires, — officiers, sous-officiers, soldats, — reviennent du front. Ils ont besoin de

linge. Ils vont à la mairie au service des réquisitions, d'où ils emportent des « bons », au moyen desquels ils iront chez des commerçants demander ce qu'il leur faut. Procédure conforme aux lois de la guerre, que nous sommes bien obligés de subir. Mais voyons la suite.

Ces militaires choisissent non pas des objets de qualité courante, mais des objets de luxe, que l'on facture ensuite, sur les bons, au prix des objets ordinaires.

Le commerçant réclame à la mairie, qui réclame à l'officier chargé des réquisitions. Si, en effet, les réquisitions sont régulières lorsqu'il s'agit de l'entretien de l'armée, cet entretien ne saurait raisonnablement comporter de la bonneterie de luxe. Et, en tout état de cause, les objets réquisitionnés doivent être facturés à leurs prix.

Voici, par exemple, la lettre qu'adressait M. Crépy-Saint-Léger, le 27 octobre 1915, à propos d'une réquisition ainsi faite, à M. le capitaine baron Von Dungern, à la Kommandantur :

Monsieur le capitaine,

J'ai l'honneur de vous informer qu'un soldat s'est présenté, hier, chez un négociant de la ville, porteur des bons de réquisition détaillés ci-après :

- 35.246 (1 paire de gants).  
35.249 (1 cache-nez).  
35.253 (2 tricots de flanelle).  
35.254 (2 chemises).  
35.255 (3 paires de chaussettes).

Au lieu de prendre des objets d'utilité courante, le soldat a exigé du commerçant des objets de luxe. C'est ainsi qu'il a pris :

- 1 paire de gants à 6,50 la paire ;  
1 cache-nez à 8,50 ;  
2 chandails à 35 francs pièce, au lieu de 2 tricots de flanelle du prix de 7 à 8 francs ;  
2 chemises en laine et soie à 20 francs pièce, au lieu de 2 chemises de flanelle pour soldats à 8 francs ;  
3 paires de chaussettes à 3,50 la paire.

Je vous prie de vouloir bien me faire connaître si le soldat avait le droit de faire ces sortes de réquisitions.

J'ajoute que le commerçant en question avait fait acheter, récemment, ces objets, en prévision de l'hiver, pour les vendre à des personnes de la ville ou à des officiers, et non pour les voir réquisitionner.

Ci-joint en communication les cinq bons de réquisition.

Agréé, Monsieur le capitaine, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

CRÉPY-SAINT-LÉGER.

Et voici la réponse de l'officier :

A la Mairie de Lille,

En réponse à votre lettre du 27 octobre, j'ai à vous informer que les réquisitions en question ont été examinées et trouvées correctes.

Personne ne conteste que le poids en tombe sur le commerçant individuel. Cependant, comme il s'agit d'une guerre préparée depuis très longtemps par ses ennemis et imposée à l'Empire allemand, ce sont donc les dirigeants de la France qui en portent la responsabilité. D'ailleurs, aucun homme sensé n'est

d'avis que, si nos ennemis, Anglais et Français, blancs et de couleur avec leurs jolis alliés les Russes et les Japonais et d'autres peuplades sauvages avaient envahi l'Allemagne, il y aurait eu, somme toute, des réquisitions organisées.

C'est encore en cela que paraît la supériorité absolue de l'Allemagne civilisée sur les autres Etats et que les autorités allemandes, somme en tout, ont introduit de l'ordre dans la question des réquisitions.

Et si même les bornes, ce qui n'est pas le cas ici, avaient été dépassées, ce ne serait qu'une des manifestations inévitables de la guerre. Et comme cette guerre enfin, n'est que le résultat du sentiment de vengeance attisé depuis 45 ans par les Français, les commerçants des territoires occupés par nous n'ont qu'à s'en prendre à ceux qui les ont précipités dans la ruine au lieu d'en accuser les autorités allemandes.

Sur les bons de réquisitions ci-joints les prix doivent être portés selon l'estimation allemande.

Cela dit, l'incident est clos.

Baron de DUNGERN,  
Capitaine de cavalerie.

Cette lettre est un monument. Jamais l'outrecuidance germanique ne s'était aussi complaisamment étalée. Jamais non plus la « kultur » et l'éducation d'outre-Rhin ne s'étaient manifestées avec autant d'incohérence solennelle et de prétentieuse bouffonnerie. De tels documents caractérisent une race.

---

## LA CATASTROPHE DES DIX-HUIT PONTS

*11 Janvier 1916.*

### I

Je m'éveille en sursaut, comme lorsqu'on fait, en songe, une chute vertigineuse. Pourtant je n'ai pas rêvé ! Ai-je donc fait une chute ? Pas davantage. Mais certainement j'ai roulé. Oui, c'est cela : j'ai l'impression d'un fort roulis. Puis, c'est le rappel subit, instantané, en éclair, de la sensation que j'éprouvai à Paris-Plage, voici une quinzaine d'années, par une nuit de tempête, dans la villa « Péllican ». Je m'étais couché au second étage parce qu'on sevrerait mon fils et que ses cris m'empêchaient de dormir. Le vent, déjà impétueux, grandit, s'enfle, mugit terriblement et je sens alors la villa, construction légère où le bois entrainait pour une large part, osciller au point que je bouge dans mon lit...

C'est cela, mais en beaucoup plus rude, plus heurté, plus effrayant. C'est même plus fort que le roulis, le vrai roulis, assez prononcé pourtant, que j'ai ressenti sur le « Gallia », en Méditerranée, par une journée grise de novembre. Et, chose curieuse ! au lieu que ce soit cette dernière sensation, plus récente, plus fraîche, qui me fut tout d'abord rappelée, c'est l'autre qui fut beaucoup moins violente, mais plus inattendue, et qui reste chronologiquement la première.

En même temps que se produisait ce phénomène, — par une opération en quelque sorte réflexe de la mémoire et que, naturellement, je n'avais pas encore analysée, — une détonation formidable et telle que je ne pensais pas qu'il pût y en avoir de pareille, retentissait. Je saute à bas de mon lit et j'entends alors dans mon appartement un grand fracas de vitres qui se brisent et tintinnabulent sur les parquets. Plus de doute : c'est une bombe qui vient de tomber sur la maison... Il me semble même que le coup a déterminé un écroulement... Je m'habille en hâte et je crie à ma servante et à mes réfugiés :

— Tout le monde à la cave ! Vite !...

Quelques minutes après, tous les locataires sont à la cave. Les officiers allemands qui ha-

bitent la maison les y ont précédés. Ils sont en caleçon, leurs manteaux jetés en hâte sur leurs épaules, les pieds nus dans leurs pantoufles. Ils ont eu, eux aussi, l'impression que la bombe est tombée sur l'immeuble ou, tout au moins, sur un immeuble attenant... Un quart d'heure se passe. Il n'y a pas de nouvelle bombe. Quelqu'un se risque à regarder dans la rue. Nuit noire. Pas un chat dehors. Aucune trace de ruines fumantes. Pas de cri de détresse, pas d'appel au secours. Le silence absolu. Ce n'est donc pas ici que la bombe est tombée ?...

Alors, les officiers remontent. Les français aussi. On se recouche. Il est 4 heures. L'explosion avait eu lieu à 3 heures 25.

C'est seulement vers 7 heures que l'on apprend dans la maison, — j'habite La Madeleine, — par des soldats que leur service appelait à Lille, que tout un quartier a sauté là-bas, vers la gare du Sud, comme ils appellent la gare Saint-Sauveur.

Il s'agit donc, on s'en rend compte tout de suite, de l'explosion du dépôt de munitions installé dans les casemates du rempart, entre la porte de Douai et la porte de Valenciennes, à l'endroit dit les Dix-huit ponts, à cause de dix-huit arcades superposées qui en forment la façade.

Je cours en ville pour recueillir les impressions. Tous les visages sont consternés. On se lamente, on pleure, on raconte, on recherche les causes ; les esprits sont surexcités, les imaginations en travail. Et voici les assertions contradictoires que je note au passage :

— C'est un aéro qui a lancé une bombe sur le dépôt... J'ai entendu le moteur très distinctement !

— C'est un obus qui a fait sauter les Dix-huit ponts... Je l'ai entendu siffler !

— C'est un attentat d'anarchistes allemands!

— C'est une mine patiemment creusée par des français, jusque sous le dépôt !

— C'est un accident causé par un soldat qui fumait !

— C'est un Anglais qui s'est introduit là, déguisé en gendarme allemand et qui...

— C'est une déflagration spontanée due à la mauvaise qualité des poudres !

Je ne crois pas qu'il soit possible d'imaginer une hypothèse parmi les plus raisonnables, comme parmi les plus folles, qui n'ait été émise, affirmée, hardiment soutenue.

Pendant la foule se porte, dans le demi-jour d'une matinée relativement douce, vers le lieu de la catastrophe. Boulevard de la Li-

berté, boulevard des Ecoles, dans la plupart des voies orientées vers les Dix-huit ponts, toutes les maisons ont leurs persiennes arrachées en partie des rainures et qui se tendent au dehors en convexités plus ou moins prononcées, ayant subi une forte pression intérieure au moment où la formidable poussée de l'explosion faisait le vide dans les rues.

Déjà des soldats allemands ont formé d'infranchissables barrages. Ceux qui peuvent se faufiler à travers le réseau des sentinelles reviennent le cœur serré, incapables d'exprimer par des paroles l'émotion que les étirent. C'est bien tout un quartier qui a péri, maisons écroulées, toits enlevés, usines détruites, mobiliers en miettes. Et que de victimes !...

J'avoue que je ne puis supporter un tel spectacle. Cette longue occupation, les humiliations et les contraintes qu'elle comporte, les privations, l'absence des miens, les malheurs publics, m'ont fait, comme à tant d'autres, comme à tout le monde, un état d'esprit si douloureux que tant de douleurs nouvelles et si poignantes chambardent ma résistance. Je reviens à travers le boulevard des Ecoles noir de monde et encombré d'ambulances, comme si un champ de bataille était là tout proche...

Je reviens comme un automate, sans regarder personne, sans rien entendre et je rentre chez moi, gardant de la catastrophe une image effrayante, mais un peu confuse, comme une vision de cauchemar.

Ce n'est que le lendemain et les jours suivants que, ma pensée s'habituant peu à peu à l'affreuse chose, je visite longuement le quartier. Mon impression est plus profonde encore que le premier jour, parce j'ai l'esprit plus libre et que je pénètre cette fois plus intimement dans les détails. Tous sont navrants. Les pauvres gens qui les content le font dans des termes si simples, si dépouillés, que le drame se reconstitue devant vous dans ses cent actes également horribles.

La fortification, à l'endroit où s'étagaient les casemates du dépôt explosé, a complètement disparu. Il n'y en a plus trace. Le sol est nettoyé à fond. On dirait qu'un coup de vent formidable a tout enlevé, tout balayé. C'est un immense carrefour où se serait escrimée une équipe de cantonniers exceptionnellement soigneux. C'est propre comme une place publique bien tenue.

Une foule toujours plus nombreuse s'entasse sur les remparts. On domine de là tout le quar-

tier. C'est un océan de ruines, avec des vagues qui seraient les maisons sinistrées, celles-ci complètement par terre, celles-là gardant encore un pignon debout, d'autres ayant leurs toits diversement enfoncés. Des rues entières, comme la rue Desaix, n'existent plus ou, comme la rue de Ronchin, gardent à peine, parmi les petites maisons de briques démolies et croûlantes, quelques toits encore solides sous lesquels s'abritent des familles. C'est rue de Ronchin, dans le chaos de ruines enchevêtrées, qu'apparaît tout à coup, aux yeux des promeneurs ébahis, un petit estaminet aux murs blanchis à la chaux, qui reste là, à peu près indemne, comme pour un contraste.

Il pleut et, sur l'emplacement de quelques paisibles demeures, en attendant qu'on ait trouvé un refuge, on improvise des tentes avec de vieux habits, un reste de couverture, un drap, et les enfants accourent se blottir là-dessous comme des oiseaux tombés du nid.

Partout, des ménagères en larmes fouillent les gravats. Des voitures, des charrettes, des paniers recueillent les restes informes de ce qui fut le mobilier acheté sou à sou et si soigneusement entretenu, de tant de familles. Quand tous ces restes sont entassés, on s'en va

portant les paniers trop pleins, poussant les charrettes débordantes, vers quelque quartier du centre où la municipalité a aménagé des asiles bientôt encombrés d'inutiles, mais chers débris. C'est dans de telles conjonctures qu'on voit clairement à quel point l'instinct de la propriété est partie intégrante de la personnalité humaine. Que de petites gens, cruellement frappées dans leurs plus tendres affections, ne peuvent se résigner à quitter leur maison, si peu qu'il en reste, à abandonner les objets familiers, même en morceaux ! Ils vont d'un coin à l'autre, regardant ici et là, cherchant s'il n'y a pas quelque chose à sauver encore et gravant en leurs yeux, dirait-on, l'image de ce que fut le foyer, le chez soi, le cadre de la vie domestique.

Le Maire de Lille, l'évêque, toutes les autorités municipales et religieuses visitent les sinistrés, distribuent des secours, prodiguent les encouragements. Partout, nous dit M. Ch. Delesalle, c'est la résignation, l'épreuve noblement supportée, le stoïcisme, et, sur toutes les ruines qui s'accumulent maintenant à Lille, — ici celles de l'explosion, là celles du bombardement, — fleurit malgré tout, fière et vivace, la fleur des patriotiques espoirs.

On aura beau faire : on ne parviendra jamais à donner une idée complète du tableau d'horreurs que présenta ce quartier populaire dans cette terrible matinée, qui faisait penser à la fin du monde. Il faudrait un Michel-Ange pour le peindre, un Dante pour le décrire. Femmes à moitié nues, fuyant, des enfants dans les bras, à travers les rues jonchées de verre cassé que leurs pieds saignants foulaient sans le sentir, parmi des gémissements d'où les âmes semblent s'échapper. Femmes immobilisées dans une muette terreur, les yeux fous, les bras tordus, les cheveux en désordre, la bouche ouverte, ne voyant rien, n'entendant rien, comme foudroyées. Femmes à genoux dans les décombres, fouillant les amas de pierres de leurs mains déchirées, appelant leurs enfants, leur père, leur mère. Et dans l'inferral tohu-bohu de l'écroulement des maisons, des plaintes des victimes, des pas précipités des sauveteurs, des roulements des voitures, des brefs commandements et des longs appels, ces cris d'enfants qui retentissaient dans tous les cœurs angoissés : « Maman !... Maman ! », — auxquels répondaient d'affectueux prénoms prononcés comme de suppliantes litanies.

Pour imaginer tant bien que mal toute cette épouvante, pour synthétiser tout ce tragique,

il faut faire appel à ses souvenirs de littérature et d'art, revoir par la pensée l'effarement douloureux des figures du Jugement dans la fresque de Luca Signorelli à la cathédrale d'Orvieto, relire les pages où Dante a traduit avec une si particulière intensité ce que la souffrance humaine offre de plus poignant : « Là des soupirs, des plaintes, des gémissements profonds se répondent sous un ciel qui n'est éclairé d'aucune étoile. Mille langages divers, des cris de désespoir et de rage, d'affreux hurlements, des voix rauques ou retentissantes... »

Et à côté du tragique, il y a, comme toujours le comique ou, du moins, l'inattendu puéril auquel se complaisent la vie et la mort.

Sur un arbre des fortifications d'où la foule contemple le sinistre, quelque chose flotte comme un drapeau. On regarde cette loque. C'est une culotte d'enfant enlevée de quelque pauvre demeure par l'ouragan de la catastrophe et accrochée là dérisoirement...

Dans l'une des rues les plus éprouvées, on aperçoit par une fenêtre dont rien n'a été épargné, — vitres ni bois, — un intérieur petit-bourgeois dans l'état le plus lamentable. Sièges, tables, meubles divers, suspension, tout est sens dessus dessous et plus ou moins dé-

chiqueté. Mais sur la cheminée, un enfant à mi-corps, en imitation de terre-cuite, les cheveux frisés, la bouche souriante, absolument intact, envoie inlassablement des baisers...



Que de morts ! Que de morts !... On les transporte pantelants, sanglants, un masque d'épouvantement sur leurs traits convulsés, dans les usines Le Blan, rue de Trévisé. Ils sont vingt-six, puis une quarantaine, puis quatre-vingt-dix. Ils seront plus de cent ! Il y en a quatorze dans la rue Kellermann, seize dans la rue de Trévisé, vingt-trois dans la rue de Ronchin et trente-huit dans la seule rue Desaix !...

Des familles entières ou presque tout entières ont disparu : trois Tanghe, trois Rouzé, trois Roch, trois Mayer, quatre Dassonneville ; les premiers, de la rue Kellermann ; tous les autres, de la rue Desaix.

Je n'écris pas ce nom de Mayer sans une particulière émotion. Au lendemain de la catastrophe, la mère des trois enfants qui venaient d'y trouver la mort, — Arthur, Denise et Madeleine, — recevait de son mari qui est au front, une lettre dans laquelle ce brave homme prodiguait à sa femme les encourage-

ments et lui faisait, à propos de ses enfants, les plus touchantes recommandations !...

## II

Les obsèques devaient avoir lieu le vendredi 14 janvier. Mais, renseignements pris, il n'y avait pas le temps matériel de creuser les fosses et de fabriquer les cercueils. On remit au samedi 15, à 10 heures 1/2, la triste cérémonie. Elle aurait lieu à l'église Saint-Vincent-de-Paul, place Déliot. Ou plutôt c'est sur cette place même qu'on la célébrerait. L'église était trop petite pour contenir tant de morts !...

Dès 9 heures, de tous les quartiers de la ville, de longues théories, hommes, femmes, enfants, s'en vont vers la place.

J'arrive à 10 heures. Sous un ciel bas et funèbre, d'où tombe une pluie fine, lente comme des pleurs, une douzaine de plateformes attelées de deux chevaux portent chacune sept ou huit cercueils recouverts de draperies noires sur lesquelles des parents, des amis ont déposé des fleurs et des couronnes. Comme il faut bien se reconnaître dans ce tas de bières, on les a numérotées à la craie, comme des colis.

Dans un coin, proche de l'église, un groupe de fillettes en voiles blancs se tient recueilli.

L'une d'elles porte à la main une petite couronne ; l'autre, une modeste croix de bois sur laquelle est inscrit le nom d'une jeune fille de 17 ans, camarade tuée, comme tant d'autres, dans la catastrophe.

Toutes les rues aboutissant à la place sont barrées ; des agents de police et des soldats allemands maintiennent la foule très compacte. Mais, — nouveauté surprenante, — tout le service d'ordre, allemands compris, est sous les ordres du commissaire central français M. Pollet.

Rue de Trévis, c'est-à-dire derrière les cercueils, sont placées les familles, groupe sombre sur lequel se portent tous les regards navrés.

A l'entrée de l'église, devant la porte aux draperies noires larmées d'argent, un fauteuil attend l'évêque de Lille, qui a tenu à donner l'absoute.

A droite, faisant face à l'église, les autorités se massent. Le mot n'est pas trop fort, car elles sont extraordinairement nombreuses, bien qu'il n'y ait eu aucune convocation officielle. Elles sont venues spontanément, d'un élan cordial, — Mairie, Préfecture, chefs des grands services départementaux, etc., — pour rendre

par leur présence un pieux et solennel hommage aux morts, aux familles accablées, à la Ville de Lille, sur laquelle pèse depuis la catastrophe une plus lourde atmosphère de deuil.

Voici, portée par des huissiers, une couronne d'immortelles, que traverse un large ruban noir. C'est la couronne de la Ville de Lille. Elle est de dimensions inusitées. On l'aurait voulue plus grande encore, mais on n'en a pas trouvé d'une taille au-dessus. D'autres couronnes la suivent, envoyées par le Préfet du Nord, la ville d'Hellemmes, l'Ecole Baggio, le Comité hispano-américain, les commerçants de Saint-Sauveur, de la rue de Juliers, etc.

Sous la pluie qui persiste, pénétrante et glaciale, les pieds dans la boue, on attend. Il est dix heures 1/2. L'évêque, très pâle sous sa mitre de moire blanche, apparaît à la porte de l'église, accompagné de ses vicaires généraux en surplis. Une maîtrise s'installe. Un grand recueillement se fait. Le moment est venu de commencer la cérémonie.

Mais soudain, un remous se produit dans la foule rue Auguste-Bonte. Des voix s'élèvent dans un brouhaha de protestations, que dominent de stridents coups de sifflets. C'est l'arrivée, — prévue, — du gouverneur allemand,

général d'artillerie von Heinrich, dont l'auto a pénétré un peu vivement parmi nos concitoyens attentifs à ce qui se passait sur la place.

Le général a mis pied à terre. On connaît bien à Lille, — on connaît trop, — cette physionomie glabre et dure, au teint bis, à la bouche lippue, à l'œil sournois, à la tête ronde, si exactement emboîtée dans le casque à boule que celui-ci en paraît comme la terminaison logique et l'inséparable prolongement. On me dirait que cet homme est venu au monde ainsi casqué que je ne m'en étonnerais pas.

Le gouverneur est flanqué du général von Grœvenitz, un wurtemburgeois plus affiné, qui a le sourire et qui passe pour être d'une relative bienveillance. Dans l'entourage : un officier de la Croix-Rouge, sanglé, botté, éperonné, bombant le torse, la casquette sur l'oreille, la moustache blanche en croc, un type de vieux marcheur déguisé en militaire ; le capitaine Lübke, figure modelée à coups de poing, roulant de gros yeux, grands bras, grandes jambes, grands pieds, dégingandé, surmonté d'un casque aux ferblanteries argentées ; quelques officiers d'ordonnance, mirliflores insignifiants, mais poseurs, qui promènent sur la foule des regards narquois ; un civil en

casquette à oreilles et en pardessus jaune, figure louche de policier à tout faire ou de laquais vicieux : j'ai vainement cherché à savoir ce que faisait ce pardessus parmi ces uniformes.

Le gouverneur et sa suite, après le froid échange de salutations officielles avec les autorités municipales, vont se placer à gauche de la place, face à l'église, tandis que le Maire et ses conseillers restent à droite. Et la cérémonie se déroule, parmi les « libera » et les « de profundis » alternés. Il pleut toujours.

A l'absoute, Mgr Charost descend les marches, fait le tour de la place en aspergeant les cercueils et, revenu près de l'église, avant de regagner son fauteuil, s'incline devant un groupe de parents qui, séparés des autres, se tiennent là. Le gouverneur, qui prend le salut pour lui, se casse péniblement en deux pour incliner son buste épais devant le prélat dont les yeux, l'espace d'un éclair, sourient malicieusement.

Maintenant les camions s'ébranlent et voici les cercueils qui s'en vont dans un grand bruit d'attelages. Oh ! l'émouvant et sinistre cortège et comme ce défilé, sur le sol boueux des interminables rues qui mènent au cimetière du Sud, va être long !

Le gouverneur et ses officiers se groupent derrière les porteurs de couronnes. On pensait généralement que peut-être, ayant fait acte de présence, ils s'éclipseraient à l'issue de la cérémonie pour laisser nos concitoyens à l'intimité de leur douleur. C'était trop présumer de la délicatesse des occupants et l'on ne pouvait guère, en bonne logique, attendre du gouverneur prussien une attention de cette nuance, insaisissable pour lui.

A distance des allemands et suffisamment loin pour n'avoir avec eux aucun contact, même accidentel, le maire, les adjoints et les conseillers municipaux s'avancent.

Puis pêle-mêle, sans souci du protocole, dans la confraternité toute familiale qui, depuis le début de l'occupation, a formé tant de liens que le nouveau malheur resserre, les autorités de tout ordre et les citoyens de tout rang.

Le canon tonne à intervalles assez réguliers. Serait-ce que les allemands ont la prétention d'honorer ainsi les victimes ?... On le dit. Décidément, ces gens-là tiennent à nous accabler de leurs inconvenantes politesses et l'on voit assez qu'ils ne font pas les choses à demi : quand ils mettent les pieds dans le plat, c'est tous leurs pieds, — pas un de moins !

Dans les quartiers traversés, la foule s'est portée le long des rues en files serrées que maintiennent des cavaliers, — uhlands et husards — la lance au poing.

Au cimetière, une immense fosse a été creusée, où les cercueils seront placés côte à côte avec des remarques suffisantes pour les reconnaître, au besoin. Mgr Charost n'a voulu confier à personne le soin pieux de les bénir. Il est venu malgré l'inclémence du temps et la fatigue que révèle ses traits tirés, pour dire la dernière prière et faire la dernière aspersion.

A peine sa voix un peu tremblante et grêle a-t-elle fini de psalmodier, qu'une autre voix, dont le rude accent déchire l'air, se fait entendre et l'on distingue ces mots prononcés à toute vapeur : « De la part de Son altesse royale le prince Ruprecht de Bavière, commandant l'armée. »

C'est le capitaine Lübke qui, se détachant tout à coup du groupe ennemi, est apparu, une couronne de laurier à la main. Il a franchi d'une immense enjambée le monticule de terre qui borde la fosse, a jeté la couronne, a re-franchi le monticule et est allé reprendre sa place parmi les officiers. Tout cela s'est fait si brusquement, si cavalièrement, si grossiè-

rement ; la voix, le ton, les gestes ont été si violents et si dédaigneux, qu'on dirait que l'officier, sous couleur de rendre hommage à nos morts, a voulu surtout, — qu'on me pardonne l'expression, — les « engueuler ».

Après cette scène inattendue qui a causé dans toute l'assistance une pénible impression, l'évêque asperge la fosse et la cérémonie prend fin.

Au sortir du cimetière, pendant que les allemands regagnent à grands pas leur auto qui a suivi, le Maire de Lille remercie d'une chaleureuse poignée de main Mgr Charost.

---

## XXXVII

### LA VIE EN FÉVRIER 1916

Jours mémorables... Les boucheries ferment, les charcuteries ferment : il n'y a plus de viande.

Les haricots manquent. Les conserves sont hors de prix. Les harengs saurs se vendent 0.75 centimes pièce.

Terre à travers les rues, à la recherche de vivres abordables.

Aux environs de la place St-Martin, j'avise un jambon, — peut-être le seul jambon qui soit à Lille.

Je demande le prix. On me répond :

— Nous venons justement de le peser... Il est de 113 fr. 80 centimes !

— Diable !... Combien le vendez-vous donc le kilo ?

— Dix-huit francs !

Et il est cru, tout frais. Or, vous savez si ça « freint » à la cuisson !

Je cours encore... Je cours littéralement. Car l'heure s'avance et je n'ai rien à me mettre sous la dent pour demain.

J'explore La Madeleine. Joie ! Je découvre un autre jambon.

Cette fois, c'est 10 fr. le kilo. Evidemment, c'est encore cher. Mais ce jambon est un honnête jambon conservé déjà depuis quelque temps, qui a donc passablement séché et qui, au lieu de « freindre », gonflera dans la marmite. D'ailleurs, il est moyen, très moyen et son achat ne creusera pas dans ma bourse un abîme insondable. Au surplus, il faut bien manger. Je l'enlève.

Cependant, ma servante voyage, de son côté, pour un pot-au-feu. Elle revient des frontières de Marcq. Elle a une livre de plate-côte.

— Combien ?...

— Six francs, monsieur !

— Six francs !... Mais, c'est un vol. Il y a un tarif, sapristi ! Ça devrait coûter de 2 fr. 50 à 3 fr. au grand maximum...

— Oui, mais le tarif est pour Lille. Il ne concerne pas La Madeleine, et à Lille, il n'y a rien...

Bizarrerie des tarifications ! Pourquoi ce qui est réglementé à Lille ne l'est-il pas à La Madeleine ?...

Il faut dire aussi que le tarif, même à Lille, s'il est toujours théoriquement en vigueur (il varie de 1 fr. 80 pour la basse boucherie à 4 fr. pour les morceaux de choix et ne concerne que le bœuf), n'est pas en fait toujours appliqué.

Je déjeunais, ces jours derniers, chez des amis, et la très aimable maîtresse de maison nous confia, — nous étions entre intimes et la question des vivres est la grande conversation du moment, — que le filet de bœuf qu'on nous servait avait coûté 18 fr. Il était d'environ deux livres.

Et toujours se pose l'angoissant problème :  
— Etant donné le prix de la vie, comment vivent donc les pauvres gens qui n'ont pour toute ressource que les secours de mobilisation ou de chômage ?...

Mon beurre s'épuise. J'en ai peut-être encore pour deux jours, en faisant semblant d'en manger. Or le beurre est à 20, 22 et 25 fr. le kilo et il est introuvable. Il faudra donc s'en passer...

Pour que le tableau soit complet, il faut ajouter qu'il y a en gare de Lille, — en gare, vous entendez bien ! — des wagons de marchandises, à destination soit du Comité hollandais d'alimentation soit de la Mairie, dont l'autorité allemande refuse la livraison.

Quand on demande le pourquoi de ce refus incompréhensible, on vous répond par le refrain qui, dans la bouche d'un allemand a une valeur sacramentelle et coupe court à toute autre réflexion :

— Ordre supérieur !

M. André Saint-Léger, qui s'est occupé si activement de l'alimentation de La Madeleine, insistait auprès d'un officier pour qu'on lui livrât un wagon de vivres qui est là depuis des semaines.

— Impossible, lui répondit-on. Ordre supérieur !

— Mais il y a peut-être dans ce wagon du beurre, du fromage... Tout cela va se gâter !...

— Ordre supérieur !

... Nous aurons du moins la consolation, si nous crevons de faim, de nous dire que ce sera par ordre supérieur !



Une chose inquiétante.

On voit beaucoup du boudin tous ces jours-ci aux étalages des charcutiers. Il est invariablement étiqueté ainsi : « Boudin de sang de porc ».

Or, on ne tue plus de porc, pour la raison péremptoire qu'il n'en arrive plus.

De même il n'arrive plus de bœufs, plus de moutons, plus de veaux...

Alors, de quel sang peut bien être composé le boudin qu'on met en vente ?...



On achète beaucoup de riz. Les épicereries ont été littéralement dévalisées de cette céréale.

Mais le riz a un léger inconvénient dans l'alimentation...

Pour le combattre, on achète des pruneaux, qui produisent justement l'effet contraire.

C'est le système des compensations !

Une petite caisse de pruneaux coûte dans les cinquante francs.



Le boucher du parvis Saint-Maurice était seul, je crois, à étaler de la viande le samedi 19 février. On me dit qu'il avait, la veille, acheté à l'abattoir une vache pour la modeste somme de 4.000 francs.



Un marchand de beurre a offert chez Meert, le pâtissier bien connu, 1.000 kilos de beurre à 28 francs le kilo.

D'où je conclus qu'il y a encore du beurre et qu'il se cache.

Il serait curieux de savoir combien a coûté ce beurre à l'intermédiaire qui le fait un tel prix...



Comme suite à cette histoire, on me raconte diverses saisies de beurre dans les caves de certains marchands qui le conservaient pour le vendre au poids de l'or.

Mais tantôt ces saisies auraient été faites à Lille, tantôt à La Madeleine, tantôt à Marcq. Impossible d'avoir une précision. Sont-ce des légendes ?



Car il court beaucoup de légendes. En voici une :

On a dénoncé à la mairie de Lille une maison qui détiendrait des milliers de kilos de sucre. La mairie a ouvert une enquête.

Le fait est bien exact, mais...

Mais tout ce sucre a été consigné par les allemands dès les premiers jours de l'occupation et il n'est pas possible d'en distraire un morceau !



Les pommes de terre n'ont plus de prix. On m'en a offert à 120 fr. les 100 kilos.

(Elles ont coûté, depuis, 400 et même 600 fr. !)

---

### XXXVIII

## LA CRISE DE L'ALIMENTATION

*Le 19 Février 1916.*

J'apporte à ma bonne un petit morceau de bœuf pour faire un pot-au-feu. C'est du jarret. J'en ai pour 4 fr. 50. Car, bien entendu, il

n'y a plus de tarif qui tienne. Ma bonne me dit en regardant le morceau .

— Il y en aurait bien pour quinze sous en temps ordinaire !

Puis je me mets à la recherche d'un chou et de quelques carottes. Je bats la ville dans tous les sens et dans tous les coins. Les carottes sont décidément introuvables. Mais rue de la Barre, j'aperçois de loin des choux dans une modeste boutique. Je m'y précipite. Hélas ! C'est comme dans la fable : de loin, c'est quelque chose, et de près, ce n'est rien. Ou, du moins, c'est peu de chose : des rejetons de « choumettes » composés de trois ou quatre feuilles et qu'on donne d'habitude aux lapins... J'en achète deux pour six sous. C'est moi le lapin.



*Le 21.*

J'ai noté mes inquiétudes au sujet du boudin. Mais que dire des pâtés ? Il y a des semaines et des semaines qu'il n'est pas entré un morceau de porc à Lille, et cependant on peut voir tous les jours au marché Saint-Nicolas et ailleurs des charcuteries étiquetées : « Pâté de tête ».

De quelles têtes s'agit-il bien ?



*Le 24.*

J'ai causé de tout cela avec M. Monsarrat, l'actif vétérinaire départemental, qui a sous sa direction les inspecteurs des viandes.

— Hélas ! me dit-il, nous sommes à peu près désarmés. La viande travaillée, — donc la charcuterie, — échappe actuellement à notre surveillance par le fait même de la loi. La loi dit, en effet, que les prélèvements faits en cette matière doivent être envoyés à Paris où ils seront analysés...

— Mais n'avez-vous pas ici les instruments nécessaires pour faire vous-même cette analyse ?...

— Non.

— Alors, on peut nous empoisonner impunément ?

— Nous exerçons pourtant une surveillance, en payant de toupet. Voici comment, — et c'est là un secret qu'il ne faudrait pas dévoiler pour le quart d'heure : quand pour ma part, j'aperçois de la charcuterie suspecte, j'entre carrément dans la boutique, je me fais reconnaître et, d'un ton péremptoire, je dis : « Coupez-moi un petit morceau de ce pâté. » Je mâchonne le morceau d'un air dégouté, en regardant le charcutier dans le blanc des yeux et je lui dis, en prenant une voix de circonstance :

— Vous n'êtes pas honteux de vendre de pareilles saletés ?...

Le trouble du commerçant me révèle un coupable qui, bientôt se fait suppliant et je lui intime alors l'ordre de détruire son pâté que je fais jeter en ma présence dans le tas d'ordures le plus proche.

Voilà à quels moyens de fortune j'en suis réduit.



— Du moins, la viande, — quand il y a de la viande, — est saine et de bonne qualité, car on dit que les Allemands ne plaisantent pas en cette matière.

— Parlons-en ! me dit M. Monsarrat. Je vais vous citer deux faits propres à éclairer votre religion. La municipalité de Lille avait eu, il y a quelques mois, la bonne pensée de distribuer de la viande de cheval aux indigents. On acheta donc des chevaux à l'armée allemande. Après l'abatage, la viande fut inspectée par le vétérinaire municipal. Celui-ci refusa net de la livrer à la consommation : les chevaux tués étaient atteints de la morve. Conflit. Le vétérinaire de l'armée allemande soutenait que la viande était saine ; le vétérinaire municipal maintenait qu'elle ne l'était pas. Il fit appel à

mon autorité. Je confirmai pleinement son diagnostic. L'allemand opposa bien encore quelque résistance, mais devant notre attitude il finit par s'incliner.

Seulement, à partir de ce moment-là, l'autorité allemande assumait seule l'inspection des viandes et nous interdisait, au vétérinaire municipal et à moi, l'entrée de l'abattoir !

Et il arriva ce qui devait arriver : un jour, de la viande livrée par les allemands à Tourcoing fut refusée parce qu'elle dégageait une odeur insupportable de corruption. Mais elle fut amenée à Lille où le vétérinaire de l'armée occupante ne craignit pas de la faire consommer à la population !



*Le 29.*

La population commence à la trouver mauvaise. Pas la viande, — il n'y en a plus. Mais la situation. En principe, dit-on, c'est l'occupant qui doit alimenter les populations occupées. Or, l'occupant paraît avoir bien d'autres chats à fouetter. Il n'arrive plus rien. Aux devantures des maisons où, ces temps derniers, on trouvait encore quelques vivres, il n'y a plus que des restes poussiéreux. Je note des haricots marqués 2 fr. 50 la livre et des œufs encore à 0.60 et 70 centimes.

Un groupe de pauvres ménagères, en cheveux, des cabas vides à la main, se tient là, le nez aux vitres, une flamme d'envie aux yeux.

Chaque fois qu'il entre une dame qui achète des haricots ou des œufs, ces malheureuses font entendre des murmures qui n'ont rien de flatteur, non pas tant pour la dame que pour le marchand.

— Et dire, s'écrie l'une d'elles, qu'il ne tombera pas d'obus sur cette maison !...

— Des haricots à cinquante sous, s'écrie une autre... Si ce n'est pas honteux !

On sent très bien que si les choses ne s'améliorent pas, la faim conseillera de regrettables extrémités!... Suivant une vieille formule, le peuple murmure.



*Le 3 Mars.*

Quelques maisons qui s'étaient transformées en magasin d'alimentation ferment ou reviennent à leurs commerces primitifs, soit qu'elles reculent devant la difficulté des approvisionnements, soit qu'elles redoutent les tarifications dont on les menace, soit qu'elles aient été l'objet de mesures de rigueur de la part de l'autorité allemande. En divers endroits de la ville, par exemple, les Allemands ayant aperçu des

œufs tarifés à 0.60 centimes, sont entrés dans les boutiques, les ont saisis et vendus à moitié prix, sans se préoccuper de savoir à quel prix le commerçant lui-même les avait achetés. Divers incidents du même genre ont eu lieu sur les marchés, à Wazemmes et à Fives.

Le point de départ de ces incidents, c'est une affiche du gouverneur de Lille annonçant que les marchandises qui se trouvent dans les magasins doivent être vendues à un tarif raisonnable, sous peine de poursuites contre le vendeur et même contre l'acheteur! L'affiche ajoute que la municipalité est seule autorisée désormais à faire des approvisionnements et à les mettre en vente. C'est la suppression à brève échéance du commerce libre. Et tout cela semble, à première vue, extrêmement simple. Ce n'est pas si simple que cela. D'abord, comme toujours, quand on prend des mesures aussi radicales, les innocents et les coupables sont mis dans le même sac. Qu'il y ait eu des abus dans le monde des commerçants, ce n'est pas douteux. Mais il faut tout dire : les commerçants eux-mêmes ont été la proie de certains intermédiaires qui ont exploité la situation. Comme il fallait passer sous les fourches caudines de leurs exigences, les prix de détail s'en

sont naturellement ressentis. Enfin, dans les périodes difficiles où, comme en ce moment, la frontière belge est hermétiquement fermée et où les approvisionneurs bourgeois ne fonctionnent plus, les commerçants sont obligés d'avoir recours, pour les denrées courantes, à des individus souvent peu recommandables, — fraudeurs, repris de justice, braconniers, auxquels « l'occupation » fait des loisirs, — qui risquent leur vie pour pénétrer de France en Belgique et de Belgique en France et dont il faut rémunérer grassement les services exceptionnels. Bien entendu, ce raisonnement n'excuse pas certaines exagérations et, notamment, la hausse anormale des prix sur des marchandises qui étaient depuis longtemps en magasin.



Il y a un autre côté de la question qui semble échapper à beaucoup et qui a son importance. Supprimer le commerce libre ne suffit pas. Il faut que le commerce... administratif puisse s'alimenter... Comment le fera-t-il ? Il serait naïf de compter sur le bon vouloir des Allemands à notre égard. L'alimentation régulière, l'alimentation par colis normalement amenés par chemin de fer n'étant dès lors plus possible, il ne faut guère espérer qu'en l'acti-

tivité des approvisionneurs marrons. Mais si un commerçant peut, à l'occasion, avoir recours à eux, une administration ne le peut pas. Et voilà donc une source d'approvisionnement, — source un peu trouble, il est vrai, — supprimée sans compensation. Il n'y a pas que le commerçant qui en souffrira.



*Le 11.*

Je reviens de Roubaix. C'est un pays de cagne ! Il y a de la viande. Il y a du bœuf, du porc, du veau. Nous regardons tout cela, Martin-Mamy et moi, avec des yeux effarés et ravis. Car rien n'est beau comme un beau quartier de viande, quand on n'en a pas mangé depuis longtemps. Notre effarement vient de la question qui nous hante et que nous ne cessons de nous poser l'un à l'autre : « Pourquoi y a-t-il de la viande à Roubaix, alors qu'il n'y en a pas un atome à Lille ?... »

Et comme nous ne trouvons pas de réponse, nous pensons que le mieux est de ne plus chercher et d'acheter tout simplement quelque bon morceau que nous emporterons à Lille. Martin-Mamy, qui est une fine bouche et qui a, d'ailleurs, des goûts aristocratiques, ainsi qu'il sied à un vieux démocrate, se paie du bifteck

à 7 fr. la livre. Je me contente, quant à moi, d'un vulgaire morceau de « raccourçure » de 400 grammes, idoine à faire un pot-au-feu, symbole de ma modération. Ci : 4 fr. 50.

Et nous quittons les halles, lestés de nos achats. Mais voilà que sur la Grande-Place, où nous lisons par désœuvrement les affiches du célèbre major Hoffmann, il nous tombe sous les yeux une prescription qui nous fait froid dans le dos. Tout individu, est-il dit dans ce texte, qui emportera de Roubaix une marchandise quelconque en aussi petite quantité que ce soit, sera passible d'une amende de 1.000 marks ou de trois mois d'emprisonnement.

Diabole ! Nous nous consultons du regard et, bravement, nous décidons de risquer le coup. Dans le car, Martin-Mamy s'assied sur son bifteck, tandis que je presse sur mon cœur la « raccourçure » de mon pot-au-feu, enfouie dans la poche intérieure de mon pardessus.

L'endroit critique est le Croisé-Laroche. C'est là, dans les salles du château Franchomme, que les Allemands visitent minutieusement voyageurs et voyageurs préalablement déshabillés, quelque temps qu'il fasse. Comme cette opération ne se renouvelle pas tous les jours, nous avons tout de même quelque chance d'y couper... Nous y coupons !

Martin-Mamy m'a confié que son biftek était bien supérieur à l'ambroisie, laquelle, comme chacun sait, était neuf fois plus savoureuse que le miel le plus pur. Quant à mon pot-au-feu, ce fut un rêve.

D'où je tire cet aphorisme que Brillat-Savarin n'avait pas prévu :

« La saveur des mets est en raison directe de la rareté et du risque. »



*Le 15.*

On ne trouve plus aucun légume. Mais on s'occupe d'en semer pour la prochaine saison. D'ici là...

Mais à quel prix, — à supposer que les Allemands, étant partis, ne puissent nous les prendre ! — nous les vendra-t-on ?...

Cette question me laisse rêveur quand je vois que la graine de carottes se vend 80 francs le kilo et la graine de poireaux, 100 francs.



On se plaint beaucoup à Lille, — et non sans raison ! — de l'extrême difficulté qu'on éprouve à se nourrir, même très mal.

Mais que diront, alors, les habitants de La Madeleine et des communes de la banlieue qui, pour je ne sais quelle chinoiserie, ne re-

çoivent quelques provisions que quand, par hasard, la grande ville en a trop ?

Je viens d'envoyer à M. André Saint-Léger, le filateur bien connu, conseiller municipal, la lettre suivante :

Cher Monsieur,

Je sais avec quelle sollicitude vous vous êtes occupé du ravitaillement de La Madeleine dans les circonstances difficiles que nous traversons.

C'est pourquoi je prends la liberté d'appeler votre bienveillante attention sur la situation extrêmement pénible qui nous est faite.

Actuellement, nous n'avons :

Ni viande,

Ni pommes de terre,

Ni légumes d'aucune sorte,

Ni œufs,

Ni lait,

Ni poisson,

Ni pâtes alimentaires, etc.

Toutes les familles, — et elles sont nombreuses, — à qui leurs ressources n'ont pas permis de faire quelques provisions, en sont réduites à ne manger que du riz.

Pourquoi la commune de La Madeleine, qui est *si intimement soudée à Lille*, n'est-elle pas comprise par les Comités d'alimentation dans l'agglomération lilloise ?

Lille a eu, ces jours-ci, des pommes de terre : La Madeleine, rien !

Lille a eu du poisson : La Madeleine, rien !

La Madeleine-lez-Lille semble ainsi constamment sacrifiée à Lille.

Et l'on peut en dire autant de beaucoup d'autres communes.

J'ai pensé à provoquer un vaste pétitionnement contre l'état de choses actuel ; mais j'ai voulu, avant

d'en venir là, vous demander s'il n'y aurait pas un moyen plus rapide de nous venir en aide.

Veillez agréer, cher Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués et dévoués.

EMILE FERRE,  
243, boulevard de la République.



*Le 22.*

Enfin, de la viande de bœuf est arrivée à Lille ! On en a reçu le samedi 18 mars 134 quartiers ; le dimanche 19, 116 quartiers. On a donc distribué 76.000 rations de 200 grammes à des prix variant de 2 fr. à 7 fr. la livre, — ce dernier prix visant le seul filet, morceau de luxe. Or, il y a environ 150.000 habitants à Lille depuis les dernières évacuations. Il n'y en a donc que la moitié qui aient pu se procurer les 200 grammes réglementaires. Et pareille aubaine, — si l'on peut dire ! — ne se renouvelerait que tous les quinze jours ! Si l'on engraisse sous un pareil régime, ce ne sera pas la faute aux Allemands qui nous l'imposent !



La Madeleine, bien entendu, n'a rien vu de la viande en question.



*Le 25.*

Voici, à titre documentaire, quelles sont à ce jour les provisions d'un bourgeois de la

classe moyenne, dont la famille est absente et qui n'a qu'une servante à sa charge :

63 boîtes de conserve de viande ou garnies de viande, savoir : 6 de saucisses aux choux, 10 de langue, 10 de tripes, 3 de choucroute garnie, 4 d'oreilles de porc, 1 de saucisses de Francfort, 2 de pâté, 1 de jambon, 1 de poulet, 1 de cassoulet, 6 d'oiseaux sans tête, 13 de museaux de bœufs, 5 de divers ;

26 boîtes de sardines à l'huile ;

17 de légumes : petits pois, haricots verts, cèpes, fonds d'artichauts ;

21 boîtes de lait Nestlé ;

6 de lait stérilisé ;

40 potages ou bouillons en cubes ;

20 potages suisses ;

32 déjeuners chocolat instantané ;

1 jambon de 4 kilos ;

2 morceaux de lard fumé de 3 livres environ ;

1 morceau de poitrine fumée de 2 kilos ;

60 œufs ;

2 saucissons ;

Plusieurs kilos de haricots, riz, céréaline, pâtes diverses ;

6 kilos de chicorée ;

5 kilos de café ;

3 litres d'huile ;

7 kilos de sel ;

2 livres de beurre ;  
3 livres de pain d'épice ;

Plusieurs kilos de sucre en morceaux ou en poudre.

A noter que les boîtes de conserve de viande sont des demi-boîtes.

Le tout représente une somme supérieure à 500 francs !

La composition hétéroclite de cet approvisionnement et la somme qu'il représente indiquent que le bourgeois en question a, comme tant d'autres, attendu les temps difficiles pour s'inquiéter du lendemain. Car si l'on avait souvent parlé d'une fermeture de la frontière par les Allemands et de l'éventuelle impossibilité de se ravitailler par la Belgique, on ne pensait pas que les choses en viendraient à cette extrémité que tout ravitaillement, en dehors de celui des Comités, — qui n'est et ne peut être qu'un appoint, — serait complètement supprimé. C'est donc quand cette suppression a été un fait accompli que les habitants qui avaient quelques ressources disponibles se sont précipités chez les épiciers et, en quelques jours, ont râflé tout ce qu'il y avait aux devantures.



Mon menu de ce soir :

Une soupe aux herbes, du pâté de cheval et une délicieuse laitue que ma bonne est allée cueillir elle-même dans le jardin de notre ancienne laitière. Elle l'a payée 60 centimes. Il y a bien un an que je n'avais eu pareil régal. Dommage que l'huile, qui m'a pourtant coûté une douzaine de francs le litre, ressemble tant à de l'huile à brûler.



*Le 26.*

A La Madeleine et dans certaines rues des faubourgs de Lille, des gamins, avec l'insouciance de leur âge, chantent à tue-tête ce couplet de fortune, ou plutôt d'infortune :

C'est la guerre :  
Plus de pommes de terre !  
Les ménagères  
Sont en colère.

Plus de pommes de terre ni d'haricots  
Et même pas du manger de pourciaux !



En réponse à ma lettre, M. Saint-Léger vient me voir.

— Hélas ! me dit-il, la question de l'approvisionnement de La Madeleine et des communes rurales est beaucoup plus compliqué

qu'elle n'apparaît du premier coup. Je l'ai si bien senti que j'ai pensé qu'il fallait compter sur soi-même avant de compter sur les Comités. C'est pourquoi j'ai établi à Berckem, à l'usage des familles pauvres, des cuisines populaires dont je puis bien dire que ma femme s'occupe avec beaucoup d'activité, parce que la chose est de notoriété publique. C'est pourquoi encore, j'ai ouvert à La Madeleine un magasin d'alimentation pour l'approvisionnement duquel j'ai demandé au « Crédit du Nord », — qui s'est empressé de me l'accorder, — une avance de 500.000 francs. Notez que les vivres y sont vendus au prix coûtant, sauf une légère majoration (5 %) qui ne suffira peut-être pas à couvrir les frais... Mais qu'importe !

Vous ne pouvez vous faire aucune idée, même approximative, des difficultés, — qui se changent souvent en impossibilités, — qu'on rencontre à chaque pas dans cette voie, où l'on ne tarderait pas à s'arrêter de découragement si l'on n'était soutenu par la certitude de rendre service à tant de braves gens.

Mais, tenez, allons voir M. Labbé, le secrétaire général du Comité hispano-américain. Les difficultés dont je vous parle, il les éprouve au centuple, lui qui, pourtant, agit au nom d'une

organisation officiellement agréée par les Allemands ; il vous en parlera donc en connaissance de cause.



## Au Secrétariat du Comité Hispano-Américain *(District de Lille)*

C'est à la Préfecture que siège le Comité du district, qui a pour secrétaire général M. Labbé, dont la fonction est d'être inspecteur général de l'enseignement technique, mais à qui l'on peut confier, en temps de crise, les plus difficiles besognes, car il est doué d'un remarquable esprit d'initiative et c'est un organisateur.

— J'ai lu, dit-il, en s'adressant d'abord plus particulièrement à moi, votre lettre à M. Saint-Léger. Vous allez comprendre comment les grandes villes sont avantagées par rapport aux communes suburbaines. Il y a essentiellement deux sources d'alimentation : le Comité américain, dont les arrivages sont toujours impartialement et proportionnellement répartis dans tout le district, et l'initiative municipale qui agit en dehors de ce Comité, mais qui use

naturellement de son organisation pour distribuer ses denrées.

Or, cette initiative se restreint aux seules villes de Lille, Roubaix et Tourcoing, parce que les banques néerlandaises auxquelles il faut faire d'importants emprunts pour acheter en Hollande ne veulent connaître, comme villes offrant un crédit suffisant dans notre district, que Lille, Roubaix et Tourcoing.

Les villes qui empruntent pour acheter veulent évidemment bénéficier exclusivement des achats. D'où l'exclusion des localités suburbaines dans certaines distributions, d'origine municipale.

— On ne peut pourtant pas laisser mourir de faim les habitants de ces localités-là sous le prétexte que les banques néerlandaises ne veulent pas les connaître ! Je sais de bonne source qu'à La Madeleine, la misère augmente dans de lamentables proportions et que la mortalité y devient inquiétante. Puisque les banques hollandaises ne veulent accorder aucun crédit à une commune de cette importance, que la ville de Lille la cautionne, alors !

M. Saint-Léger intervient :

— J'ai fait à ce sujet une démarche instante auprès de la ville de Lille. Je me suis heurté

à un refus. On me dit avec une apparence de raison que si on cautionne La Madeleine, il n'y a pas de raison pour qu'on ne cautionne pas non plus Mons-en-Barœul, Marcq, Ronchin, etc., etc.

— En effet ! je verrais très bien les communes de la banlieue de Lille rattachées en ce sens à Lille ; celle de la banlieue de Roubaix, à Roubaix ; celle de la banlieue de Tourcoing, à Tourcoing. Vous me direz : Il faudrait faire alors des emprunts énormes. Sans doute ! Mais outre la garantie des trois villes susdites, est-ce que ces emprunts n'auraient pas la garantie morale de l'Etat français ? Peut-être même pourrait-on solliciter la garantie officielle. L'Etat nous a laissé envahir, démolir, incendier, piller, rançonner, ruiner : il nous doit bien quelques compensations ! Il n'a, d'ailleurs, pas intérêt à ce que la famine nous terrasse, étant, pour l'avenir, une matière imposable de tout premier ordre.

Dans tous les cas et si l'on ne fait rien pour les communes, — car les vivres du Comité américain ne suffisent pas et ne peuvent être qu'un appoint, — voici, en ce qui concerne La Madeleine, ce que je conseillerai aux braves gens de mon entourage, les jours de grande

disette : « Mes amis, vous avez faim ; descendez à Lille ; allez rôder autour des Comités d'alimentation et si vous voyez qu'on y distribue de la viande, du poisson ou des pommes de terre qui vont encore vous passer sous le nez, entrez en bandes dans les locaux de distribution, emparez-vous de ce qui vous est nécessaire et retournez chez vous. Nous sommes tous égaux devant la faim qui tenaille nos estomacs, nous devons l'être aussi quant à la répartition des vivres, que ces vivres viennent d'ici, de là ou d'ailleurs ! » Il faut que nos populations suburbaines puissent, enfin, compter sur quelque chose...

M. Labbé qui a écouté cette sortie avec un calme souriant, m'apaise d'un geste.

— Compter sur quelque chose !... dit-il. Ah ! que l'expression me plaît et que la chose aurait pour moi de charmes ! Mais savez-vous, cher monsieur, qu'on ne peut compter sur rien, — littéralement ?



Intermède :

Depuis une dizaine de minutes déjà, ce ne sont, dans le bureau de M. Labbé, que rapides allées et venues, échanges de paroles brèves, entrebâillements de portes par lesquels se mon-

trent des figures ahuries, papiers tendus en hâte que le secrétaire général égratigne de fébriles signatures, télégrammes que le fidèle Pratte, qui est allé les copier dans les bureaux militaires, apporte en coup de vent et qui ont trait aux négociations concernant les vivres, que sais-je encore ?...

M. Labbé ne sait positivement où donner de la tête. Si bien que Pratte, qui se présente de rechef, se fait rembarrer de la belle façon :

— Qu'est-ce qu'il y a encore ? Ne peut-on me laisser causer quelques minutes avec ces messieurs ?

— Monsieur, c'est Leclercq.

— Qu'il entre !

Paraît Leclercq, un papier à la main :

— Monsieur, les harengs sont arrivés.

— Quels harengs ?

— Les harengs pour Hellemmes.

— Eh bien ?

— Eh bien ! je viens vous demander votre signature pour les enlever et faire commencer la distribution.

— La distribution ?... Mais vous n'y pensez pas ! Je ne sais pas le prix de ces harengs.

— Mais, monsieur, c'est que les gens n'ont plus rien. Ils attendent ces harengs avec une impatience que vous ne soupçonnez pas.

— Je la soupçonne très bien, au contraire. Mais voulez-vous me dire comment nous pouvons distribuer, c'est-à-dire vendre ces harengs, sans que nous sachions ce qu'il coûtent ?

— Evidemment, c'est difficile, monsieur. Mais, vous savez, les gens ont faim...

— Après tout, c'est vrai : tout disparaît devant cette raison-là. Donnez votre papier que je le signe... Là !... Maintenant, enlevez ces harengs, emmenez-les à Hellemmes, faites-les distribuer tout de suite. Nous nous arrangerons comme nous pourrons...



Autre intermède :

— Monsieur, c'est pour le poisson.

— Du poisson frais ?

— Non, du poisson salé.

— Il ne s'agit pas des harengs de tout à l'heure ?

— Non, c'est autre chose ; de la morue, je crois.

M. Saint-Léger, qui a commandé du poisson pour La Madeleine, saute sur l'indication :

— Alors, c'est pour moi ! C'est mon poisson pour La Madeleine !

M. Labbé cherche dans ses papiers :

— Je ne sais pas. Je n'ai aucune précision.

Il cherche encore, lève les bras au plafond :

— Impossible de savoir à qui est destiné ce poisson. C'est raide, tout de même !... Il est en gare ?

— Oui, monsieur.

— Que faire ? Que faire ?...

Et M. Labbé, se tournant vers nous :

— Eh bien ! voilà : c'est comme cela tout le temps. Je vous dis qu'on ne peut compter sur rien.

Ou bien, on attend des semaines, la marchandise qui s'obstine à ne pas arriver, sans que nous puissions obtenir la moindre explication concernant les retards, ou bien elle arrive et nous manquons des éléments essentiels pour en fixer le prix, ou bien nous n'avons, pour établir ce prix, que des dépêches obscures ou contradictoires, ou bien on ne sait pas quelle est exactement l'organisation destinataire, comme dans le cas de ce poisson salé... Tenez, il y a quelques jours, la Ville de Lille a reçu de la viande, dont la distribution nous incombait. Une première dépêche nous disait : la viande vous coûtera 5 fr. 60 le kilo ; une deuxième la fixait à 6 fr. et une fraction ; une troisième donnait un prix différent des deux autres. Et cette viande qui avait voyagé déjà pendant

plusieurs jours demandait, naturellement, à être distribuée sans retard ! Vous sentez à quelles difficultés nous nous heurtons, pour ainsi dire, à toute heure, à toute minute...

Notez encore que les denrées commandées par les villes en Hollande et dûment payées, ne parviennent pas toujours à destination ou ne parviennent qu'en infime quantité. C'est le cas, notamment, pour dix mille kilos de pommes de terre que devait recevoir la ville de Lille, il y a quelques semaines. A leur entrée en Belgique, le Gouverneur allemand en a retenu neuf mille kilos, de sorte qu'il nous en restait mille kilos à répartir sur Lille, Roubaix et Tourcoing.



Cela n'est rien encore. Mais si vous saviez par quelles tranches nous passons pour la chose importante entre toutes, pour la chose essentielle, pour le pain ! Il y a peu de temps, nous avons été sur le point d'en manquer. Vous rendez-vous bien compte de ce qu'est, dans la situation misérable où nous sommes, cette effrayante perspective : manquer de pain, alors que tant de familles ne vivent guère que de pain ! A deux jours près, nous n'avions plus un atome de farine. Les bateaux qui nous

amènent le froment d'Amérique n'arrivaient pas. Que s'était-il passé ? Avaient-ils fait naufrage ? Avaient-ils été torpillés ? Avaient-ils heurté une mine ?... Car, enfin, nous sommes en guerre, et la mer est, à présent, une voie peu sûre !... Nous avons passé ici par des tranches dont personne ne peut se faire une idée.

Je ne cesse d'écrire aux représentants du Comité américain à Bruxelles. Je les accable de rapports documentés aux meilleures sources pour leur montrer notre situation sous son vrai jour. Je ne leur dissimule pas que l'état sanitaire de nos populations laisse de plus en plus à désirer et que la mortalité augmente dans d'inquiétantes proportions. Je crie au secours, je supplie, j'implore. J'espère être entendu. Car j'apprends que M. Hoover, le philanthrope américain, qui est à la tête du Comité a quitté New-York tout exprès pour venir se rendre compte par lui-même de notre misère.

M. Labbé nous communique alors les rapports qu'il a envoyés au Comité américain, avec les observations des hygiénistes et les statistiques de mortalité dressées par des hommes de l'art dûment qualifiés.



*Le 24 Avril.*

Le docteur Ducamp, directeur du bureau d'hygiène, revient du Cambrésis, où il a été autorisé à séjourner quelque vingt-quatre heures. Les renseignements qu'il rapporte sur l'alimentation des populations rurales de cette région nous ahurissent. Les œufs se vendent un sou et demi pièce ; la viande ne dépasse pas 1 fr. 30 la livre et tout est à l'avenant. D'où il appert que si les autorités militaires allemandes laissaient circuler librement les vivres, il s'établirait dans le territoire occupé (Nord et Belgique) une moyenne de prix, évidemment supérieure à ceux qui sont pratiqués dans le Cambrésis, mais assez raisonnable, en somme. Leur organisation si vantée aboutit à ce fait qu'on meurt de faim ici et qu'on nage dans l'abondance là-bas.



*Le 3 mai.*

Je trouve à la 4<sup>e</sup> page du *Journal* du 6 avril, qui me tombe par hasard sous la main, une réclame de la maison Julien Damoy, de Paris, au sujet de la « vie chère ». Voici les prix auxquels cette maison livre la viande :

BŒUF : Poitrine, de 0.60 à 0.70 la livre ;  
collier, 0.80 ; plat de côte, milieu et paleron,

0.95 ; gîte à la noix, 0.95 ; tranche à rôtir, 1.60 ; entrecôte, 1.70 ; bifteck et romsteck, 1.80 ; faux-filet, 1.90 ; filet, 2.10.

MOUTON : Poitrine, 0.60 ; haut de côtelettes, 0.70 ; collet, 0.70 ; épaule, 1.10 ; filet, 1.30 ; côtes découvertes, 1.40 ; secondes, 1.40 ; premières, 1.50 ; gigot de 1.30 à 1.40 la livre.

Et on appelle ça la vie chère !... Mais qu'est-ce que nous dirons, nous autres, qui payons l'aloyau 30 fr. le kilo ? Quand je dis « nous », c'est une façon de parler, car, pour ce qui me concerne, je limite mon luxe au pot-au-feu qui, dépassant à peine la livre, me revient maintenant à 14 fr.

Tout augmente, d'ailleurs, et les prix déjà excessifs subis ces temps derniers sont depuis longtemps périmés. Une poule se vend de 17 à 22 francs ; un lapin, dans les 22 francs. Et un ami de La Madeleine m'annonce qu'il vient d'acheter des pommes de terre à 1 fr. 90 le kilo !!!

(Nous devons les payer, hélas ! jusqu'à 450 et 500 francs les 100 kilos).



### *Tout le monde cultivateur*

3 mai.

Il n'est guère de Lillois disposant d'un jardin, fût-il grand comme un mouchoir de

poche, qui ne s'improvise cultivateur. Tout à l'heure, après un déjeuner par hasard sardana-palesque, — il y avait une côtelette et des épinards ! — M. Ch. Delesalle, maire de Lille, me faisait les honneurs de son jardin. La grande pelouse où venaient s'ébattre, le dimanche, les enfants du quartiers, — car M. Ch. Delesalle ouvre libéralement les portes de sa propriété aux familles du voisinage, — est transformée en un vaste guéret. Comme je manifeste quelque étonnement, le maire me dit :

— Oui, j'ai sacrifié ma pelouse comme vous voyez et j'ai planté des pommes de terre.

Après la culture, l'élevage. Non loin des écuries, il y a des caisses d'emballage couvertes d'un grillage à grandes mailles.

— Ça, poursuit le maire, c'est mon parc à lapins. Car j'éleve des lapins, en prévision des jours de disette.

Dans les écuries, où les chevaux, depuis longtemps réquisitionnés, ont laissé la place libre, des poules s'ébattent en picorant. Le maire de Lille élève aussi des poules...

Jusqu'au jour où, poules et lapins, étant réquisitionnés à leur tour, comme ils viennent

de l'être à La Madeleine, la maire en sera pour ses efforts et ses frais.

Heureux encore si on lui laisse ses pommes de terre !...



### Dans la Rue

Le 5.

Rue Neuve, en face du magasin : *A la ruche d'abeilles*, il y a un rassemblement. Je m'approche et voici le spectacle qui m'est donné :

Des camionneurs ont déchargé un tonneau de miel. L'opération a été maladroitement faite ou bien le tonneau n'était pas solide. Toujours est-il que le contenu s'écoule lentement à travers les douves disjointes. Et de pauvres ménagères munies de cuillers et de « jattes », râclent fiévreusement le tonneau dont les cercles sont couverts de rouille et dont les douves sont pleines d'ordures, afin de recueillir un peu de ce miel souillé pour beurrer les tartines des gosses !



### Un "Fonceur"

Le 10.

Dans le car Mongy, je me trouve à côté d'un individu sobrement vêtu de quelques loques sur lesquelles fut jeté un ample pardessus terriblement usagé. Une dame est assise sur le

strapontin en face de nous. Le loqueteux, à mi-voix, converse avec la dame. Tout à coup, je le vois sortir de son pardessus, des poches de son pantalon, de son gilet, de toutes les pièces de son invraisemblable vêtement, des œufs, qu'il glisse avec adresse dans le filet plein « d'entrecueilage » que porte la dame, et les œufs font de jolies taches blanches bientôt disparues dans le vert tendre de la salade. Il me semble que j'assiste à une scène de prestidigitation.

Quand l'opération est terminée, que la dame a passé au prestidigitateur une somme rondelette en billets de Lille, j'interviewe le monsieur. J'apprends qu'il a encore des œufs, qu'il les vend 0 fr. 55 centimes pièce et que, pour en avoir, — car la continuation de la vente dans le tramway pourrait devenir dangereuse, — il faut le suivre dans une maison voisine de la Grande-Place.

A l'arrivée à Lille, je le suis, et je le vois, dans ladite maison, retirer encore de son vêtement des quantités d'œufs. Comment a-t-il pu loger tant d'œufs dans un complet aussi sommaire, où l'on dirait qu'il y a plus de trous que d'étoffe ?... Je renonce à comprendre.

D'autant que ce ne sont plus seulement des œufs que m'offre à présent l'individu, mais en-

core un jambon.. Il avait aussi un jambon ! Il me le montre. Il enfonce dedans un couteau, qu'il retire et qu'il me met sous le nez pour que je me rende compte « de olfactu », de la fraîcheur de la viande. Le couteau dégage une saine odeur de gras fumé appétissant. Je me sens glisser sur la pente de la tentation. Je marchande. Je succombe...

Le jambon qui pèse 7 kilos 900, m'est livré pour la somme de 117 fr. 50.

— C'est le prix d'un porc entier ! me dit l'ami Dubureq, à qui je raconte la chose.



L'occasion est trop belle de savoir comment, en dépit de la sévérité des consignes, on parvient à passer quelques vivres de Belgique en France, pour que je ne le saisisse pas.

Mon marchand de jambon, qui est ce qu'on appelle aujourd'hui un « fonceur », m'explique que la fraude, — si l'on peut dire ! — se pratique principalement la nuit. Les vivres partent d'un village, conduits en brouette ou en voiture, jusqu'à une distance de cinq à six cents mètres du cordon de sentinelles. Là, on les enterre et l'un des membres de l'expédition, — ils sont généralement deux, — s'en va faire quelques sondages parmi les factionnaires. Il

s'agit de trouver le soldat avec lequel on s'est préalablement entendu la veille et qui doit être de garde non loin. Si on le trouve, on lui glisse la somme convenue pour sa complicité, on s'en va déterrer le magot et l'on « fonce », autrement dit on passe. Si on ne le trouve pas, — des ordres subséquents ont pu modifier son service, — on remet l'expédition à vingt-quatre heures, soit que le soldat avec lequel on s'était entendu prenne sûrement la garde la nuit suivante, soit qu'on fasse marché avec un autre. En attendant les vivres restent en lieu sûr.

Inutile de dire que les soldats profitent de l'occasion pour faire chanter très fort nos approvisionneurs. Ils veulent bien enfreindre la consigne, mais à condition que ça leur rapporte gros.

— Tout récemment, me dit mon homme, nous avons à faire passer un bœuf. Le factionnaire nous a demandé 200 marks !



### *Le Jambon et le Policier*

Maintenant, il s'agit de faire porter le jambon chez moi, boulevard de la République, à La Madeleine par le garçon du journal. Cela

n'a l'air de rien. Mais dans le régime « chevaleresque » qui nous est imposé, — c'est ce délicieux Hoecker (1) qui l'appelle ainsi, — tout est dangereux et sur les routes les moins accidentées on côtoie constamment des précipices.

Voilà donc le garçon arrivé à La Madeleine avec son jambon dans un sac. A peine a-t-il quitté le tramway, qu'un policier allemand le hèle :

- Qu'est-ce que fous bortez là ?
- Des vivres.
- Pour gui ?
- Pour M. Ferré.
- Où habite-t-il, ce M. Verré ?
- Ici, à la Kommandantur.
- Comment, à la Kommandantur ?
- Oui, là, dans l'immeuble où la Kommandantur est installée, au 243.
- Ah !... Mais qu'est-ce que c'est que ces vivres ?
- C'est un jambon...
- Un chambon !...

Et le policier roule des yeux terribles, tandis que le garçon tremble pour son fardeau à tant de titres précieux.

---

(1) « Voici un an et demi que nous vivons au milieu de nos ennemis. Nous les avons traités de façon chevaleresque. » (*Liller Kriegszeitung* du 18 mai 1916).

— D'où vient ce chambon ? demande le policier, d'une voix qui s'est faite plus sévère.

Alors le garçon a une inspiration de génie. Il répond froidement :

— Du ravitaillement américain !

Cette évocation de l'Amérique fait soudain baisser le caquet du policier, qui s'éloigne en grognant :

— Pien ! pien !... Vous poufez aller...

Sans l'Amérique, j'étais « refait » de mon jambon, de mes 117 fr. 50 et j'attrapais une forte amende par-dessus le marché.

Vive l'Amérique !



### Les effets du Blocus

16 mai.

Le blocus se fait terriblement sentir dans l'armée allemande. Des soldats logés à La Madeleine, dans une maison que je pourrais citer, sont nourris de la façon suivante : un jour, ils ont du riz ; le lendemain, des harengs avec de l'orge et ainsi de suite. Le soir, on leur donne du café noir avec du pain sec. Ils ont demandé du beurre en pleurant et supplié la ménagère de leur en acheter. Celle-ci a naturellement refusé, les règlements des Comités de ravitaillement de la population civile interdisent.

sant de donner quoi que ce soit aux occupants, qui nous rendent, au surplus, la vie trop difficile pour avoir droit à notre pitié.



Un major habitant Lille, part en congé. Savez-vous ce qu'il emporte à sa femme comme cadeau ?

Du beurre !...

Des soldats qui vont en permission, achètent du riz pour leur famille.

D'autres se munissent, à leur départ, des vivres qui leur seront nécessaires pendant leur séjour en Allemagne.

D'autres enfin, qui n'avaient pas pris cette précaution, sont revenus avant l'expiration de leur congé, tant ils étaient à charge à leurs familles.



### Saccharinette — Confiturine

#### Beurre de Miel

23 mai.

Le sucre cristallisé coûte 6 fr., 7 fr. et 7 fr. 50 le kilo. Le sucre en morceaux est à peu près introuvable et il n'a plus de prix.

Certains commerçants exposent des bouteilles de « sirop de candi » pour sucrer économiquement le café. Économiquement est une fa-

çon de parler, car ce sirop, assez peu appétissant d'aspect, se vend encore 3 francs le demi-litre.

Pour sucrer économiquement aussi, un pharmacien met en vente de la « saccharinette » et de la « confiturine ».

La « saccharinette » est une légère solution de saccharine dans de l'eau : on sait que la saccharine possède un pouvoir sucrant de 500 fois supérieur à celui du sucre, mais qu'elle est absolument dépourvue de valeur alimentaire.

La « confiturine » est un composé d'agar-agar et d'eau, légèrement édulcoré par un peu de saccharine. L'agar-agar est une algue soluble dans l'eau chaude et possédant un pouvoir gélifiant considérable. Ces deux produits ne contiennent aucun principe nocif.

On peut en dire autant du « beurre de miel », qu'on voit à toutes les devantures et qui se vend 6 francs le kilo.

Le beurre de miel, pâte de consistance ferme, de couleur blanc sale, d'une saveur franchement sucrée avec un arrière-goût légèrement amer, est constitué exclusivement par du sucre interverti, c'est-à-dire par un mélange de glucose et de lévulose. En somme, le commer-

çant très ingénieux qui a inventé ce produit a fait partiellement la synthèse du miel, composé lui-même de glucose et de lévulose en majeure partie.

On pourrait obtenir ce « beurre de miel » en chauffant du sucre blanc ordinaire avec de l'acide tartrique ; mais au prix où est le sucre, l'inventeur ne trouverait sans doute pas le gros bénéfice qu'il s'est proposé. Il est donc probable qu'il l'obtient en travaillant des résidus de raffinerie à peu près sans valeur.



### *La semaine des vaches grasses*

26 mai.

La semaine qui s'achève aura été une semaine d'abondance. C'est bien la première de cette espèce depuis tantôt un an.

Il nous est arrivé, par l'intermédiaire des Comités d'alimentation :

159 vaches vivantes, qui sont tuées au fur et à mesure des besoins et livrées à la consommation à des prix variant de 5 fr. la livre (filet), à 1 fr. 50 (basse boucherie). ;

12.000 kilos de veau abattu ;

Du beurre, qui se vend 10 fr. 80 le kilo ;

Du fromage de Gouda, à 3 fr. 95 la livre.

Avec le sang des bêtes tuées, auquel on ajoute du lard et de l'oignon, on fabrique du bou-din dont on dit merveille.

A première vue, il semble donc que, pour le moment du moins, nous regorgions de vivres. Il n'y en a guère, cependant, que pour une infime majorité d'appétits. Tous ces envois doivent être, en effet, répartis entre Lille, Roubaix, Tourcoing et diverses communes de l'arrondissement. N'importe ! Si l'on était sûr que des expéditions de cette importance se fissent avec une certaine régularité, on prendrait son mal en patience, dans l'espoir qu'on aurait de temps en temps son tour de viande. Mais on n'est sûr de rien !



L'arrivée des vaches vivantes a produit à l'abattoir, dans le personnel des tueurs, une effervescence bien professionnelle. Enfin, on allait donc tuer, — et tuer pour des Français !.. Il fallait voir de quels yeux experts ces spécialistes, examinant les bêtes, supputaient en un rien de temps le poids des aloyaux et l'importance des filets.

Jamais on n'observa mieux qu'en voyant l'animation manifestée, ce jour-là, par les sacri-

ficateurs, combien profondément certains métiers marquent leur empreinte.



14 mai.

A côté du Comité américain, il y a le « Comité hollandais », vague dénomination sous le couvert de laquelle la Mairie fait venir de Hollande, par des intermédiaires agréés des Allemands, diverses denrées que le Comité américain ne fournit pas, notamment le beurre et la viande.

L'autorité allemande serait-elle résolue à mettre un frein à ces arrivages déjà fort parcimonieux ? M. Crépy vient, en effet, d'être informé que les commandes du Comité hollandais devront désormais passer par Berlin, où un bureau spécial les examinera.

Pourquoi cet examen ? Qu'est-ce que ça pourrait faire à Berlin, — si Berlin n'avait pas une arrière-pensée, — que nous commandions tant de kilos de viande ou tant de quintaux de beurre, du moment que c'est nous qui payons ?...

D'ailleurs, le capitaine Schmidt, conseiller intime du prince de Bavière, chargé d'informer M. Crépy de cette nouvelle procédure, ajoutait malicieusement :

— Mais, il y a des chances pour qu'on vous réponde par un refus très formel !



Un mois après :

On a écrit à Berlin sans perdre de temps, d'un côté au nom de la ville de Lille, de l'autre côté au nom de La Madeleine. Comme il était prévu, Berlin, qui a évidemment la préoccupation de se réserver le plus possible le marché hollandais, refuse de transmettre les commandes de beurre et de viande.

Pourtant, les médecins les plus qualifiés, — même ceux de l'armée allemande, — ont démontré récemment que notre population, dont l'état sanitaire s'aggrave de jour en jour, avait absolument besoin de viande.

Mais qu'importe à l'impitoyable occupant la vie de nos vagues humanités !...

---

XXXIX

**RECENSEMENT  
ET CARTES D'IDENTITÉ  
en Février 1916**

*La Note comique*

L'autorité allemande s'occupe de nous avec une croissante sollicitude. Elle nous a déjà recensés: elle recommence. Elle nous a pourvus

d'une carte d'identité en français et en allemand, avec photographie, signalement détaillé, cachets administratifs, toutes les herbes de la Saint-Jean des plus minutieuses formalités. Ça ne suffit pas : une nouvelle carte nous est promise. Cette fois, d'ailleurs, la faveur, — si l'on peut dire ! — s'étend aux femmes et aux enfants à partir de 14 ans ! Voici le texte de l'arrêté du gouverneur Von Heinrich dans sa partie essentielle :

« A partir du 1<sup>er</sup> mars 1916, tous les habitants du territoire du gouvernement de Lille, âgés de 14 ans et plus, sans distinction de sexe, sont tenus de porter toujours sur eux une carte d'identité munie de leur photographie qu'ils devront présenter à toute réquisition. »

Ce sont les mairies qui ont été chargées, aux frais des communes, bien entendu, de la délivrance de ces cartes. Ce ne fut pas une petite affaire ! Car il fallut compter avec les femmes, dont l'inscription donna lieu à mainte scène comique. En voici, au hasard des observations, quelques aperçus :

— Votre nom ?

— Malvina Vansprangh.

— C'est votre nom de jeune fille ?

— Non, Monsieur, c'est mon nom de mariage.

— Votre nom de jeune fille ?

— Céline Hottelart.

— Comment !... Vous n'avez pas le même prénom ?...

— C'est-à-dire, Monsieur, que quand je me suis mariée, ma belle-mère s'appelait aussi Céline et que nous demeurions ensemble ; alors, pour nous distinguer, vu que nous avions alors le même nom de famille, comme ma grand'mère s'appelait Malvina...

— Mais je ne vous demande pas le nom de votre grand'mère!... Nous disons donc : Hottelart, Céline.

— Seulement, je dois dire à Monsieur que dans le quartier, on m'appelle encore Vansprangh.

— Pourquoi « encore » ?

— C'est-à-dire... Vu que mon mari n'avait pas de conduite, qu'il ne rapportait jamais sa semaine, même qu'il me battait...

— Madame, on ne vous demande pas tout ça. Vous êtes divorcée ?... C'est votre affaire. Ça ne me regarde pas et ça n'a rien à voir avec votre identité.

— C'est-à-dire, Monsieur, que mon mari avait demandé la séparation et comme moi je ne voulais pas porter le nom d'un pareil qui

a traîné dans tous les estaminets borgnes que tout le monde se le montrait au doigt et à l'œil...

— Madame, en voilà assez !... Répondez simplement à mes questions. Vos démêlés de famille n'ont que faire ici...

— C'est-à-dire, Monsieur, que si vous marquez mon divorce, je voudrais que vous disiez que c'est à mon profit...

— Mais, Madame, je me f...iche de votre divorce ! Il ne peut pas en être question dans votre identité...

— Monsieur, vous en ferez ce que vous voudrez, mais je dis que ce n'est pas la peine d'être une honnête femme, que personne n'a rien à dire sur elle pour qu'un employé du gouvernement refuse...

— Zut de zut !... Je vous prie de vous taire une fois pour toutes ! Répondez à mes questions par oui et par non, c'est tout ce que je vous demande. Autrement, j'en aurai pour deux heures avec vous et il y a cent personnes qui attendent...

Autre histoire lorsqu'il s'agissait du signalement.

Une petite bourgeoise en chapeau, boulotte, assez moustachue, marquant la bonne cinquantaine, est au guichet :

— Vous avez votre photographie, madame ?

La dame passe une photographie qui date de 20 ans au moins.

— Mais, Madame, c'est une vieille photo !...  
On ne vous reconnaîtra jamais avec ça...

La dame offusquée :

— Elle a pourtant été faite avant-hier !

— Avant-hier?... Mince de retouche, alors!...  
Vous me donnerez l'adresse du photographe que j'y envoie ma belle-mère... Enfin, madame, moi je ne suis responsable que de votre nom que je dois certifier d'après vos papiers. Tant pis pour vous si cette photo qui fut jadis récente vous attire des ennuis !...

La dame pince les lèvres et l'on voit à sa mine qu'elle tient cet employé clairvoyant, mais facétieux, pour un malotru...

La séance continue. On en est au signalement.

— Madame, quelle est votre taille ?

— Un mètre soixante... Mais je voudrais qu'on efface un mot sur la carte.

— Comment, madame ? Quel mot ?...

Et la dame pose le doigt sur la carte bleue :

— Vous voyez là, après le mot : « Taille », il y a entre parenthèses le mot : « Grosse ». Or, monsieur, si je suis assez... étoffée, je ne suis pas ce qu'on appelle « grosse ».

Et la dame virevolte avec une coquetterie d'un parfait ridicule devant l'employé qui se tord et, de joie délirante, se tape la cuisse avec frénésie.

Il a toutes les peines du monde, tant il s'es-claffe, pour expliquer à la dame que le certificat d'identité étant rédigé en français et en allemand, le mot « grosse » (avec un tréma sur l'o), qui veut dire « taille », se trouve tout naturellement à côté du mot français !...

Aucune difficulté pour les cheveux qui sont d'un noir mat très caractéristique : tous ceux qui se teignent me comprendront.

Mais le nez regimba. Il dépassait sensiblement la moyenne et l'employé allait écrire : « Nez fort », lorsque la dame minaуда d'une voix caressante :

— Voyons, monsieur, ne pourriez-vous pas me faire le plaisir de mettre : « Nez moyen » ? Cela ne vous compromettrait pas beaucoup et me ferait tant plaisir ! D'ailleurs, si vous voulez bien me regarder de face avec attention, vous verrez qu'il n'est pas si « fort » que cela. Je comprendrais que vous hésitez si je vous demandais de mettre : « Nez petit »... Mais « nez moyen », monsieur, « nez moyen »...

Et elle coulait des yeux suppliants vers l'employé qui, touché de tant d'insistance, sinon de tant de grâce, finit par céder.

Mais il fut inflexible sur le chapitre de la moustache qu'il inscrivit aux « signes particuliers » d'une plume péremptoire.

---

## XL

## LE DERNIER JOUR D'UN CONDAMNÉ

### *Mémoires d'un Chien*

(ÉPISEDE DE L'OCCUPATION ALLEMANDE)

*L'autorité allemande vient de poser des affiches au sujet des chiens. Il faut payer 30 marks d'impôts par chien, ou bien conduire la bête à l'abattoir où les allemands la tueront.*

## I

*12 Mars 1916.*

Hier soir, comme je rentrais d'une tournée dans le quartier, à la recherche de quelque nourriture de fortune, — car les temps sont

durs, même pour les chiens, — j'ai trouvé mon maître soucieux.

Il mangeait sur un coin de table son riz quotidien. Je m'approchai de lui en remuant la queue, selon nos rites, afin de lui témoigner ma joie de le revoir et j'allongeai câlinement ma tête sur sa cuisse, en signe d'affectueuse soumission, sans quitter du regard ses yeux voilés d'une tristesse inaccoutumée ?

Ce n'est pas que mon maître soit bien gai d'ordinaire. Comment le serait-il ? La vie ne lui a guère apporté que des épreuves. Il a perdu sa femme voilà une douzaine d'années, puis sa fille. Son fils est à la guerre et il n'en a pas de nouvelles depuis tantôt huit mois. Sa belle-fille a péri dans l'explosion de Moulins-Lille, avec son petit garçon âgé de deux ans et demi, — un amour d'enfant, qui n'avait qu'un défaut, c'était de me tirer les oreilles que j'ai un peu sensibles, comme tous les vieux chiens, et de me mettre ses doigts dans les yeux...

Mais enfin, hier, je trouvais à mon maître, en plus de sa tristesse habituelle, un air de pitoyable accablement qui me remua.

C'est un brave homme, mon maître. Il a toujours été très bon pour moi. Sa table fut tou-

jours frugale, mais ma part n'y a jamais manqué. Même maintenant où il n'a pour toutes ressources que les secours de chômage, il ne m'oublie pas. Il pourrait se contenter de me donner du pain ; il y ajoute du riz dont je vois bien qu'il se prive...

Je me mis à aboyer plaintivement et sur le ton qui convient pour montrer que je m'associais à sa peine, quelle qu'en fut l'origine. Il sembla ne pas me comprendre, bien que mon aboiement fût très clair. Je l'ai, du reste, souvent remarqué : l'espèce humaine a sur la nôtre cette infériorité que, tandis que nous comprenons fort bien son langage, elle ne comprend celui des chiens que très approximativement. Que de malentendus, dont nous sommes les victimes résignées, ont leur source dans cette infériorité-là !...

Un philosophe a dit que si la vie des chiens n'était pas si courte, ce sont probablement eux qui finiraient par conduire les hommes en laisse. Je n'envie pas un tel destin. Mais je me suis souvent demandé pourquoi, nous, qui avons tant fait pour civiliser l'homme, nous ne sommes pas encore parvenus à lui inculquer notre langage, qui se prête plus qu'aucun autre, par l'extrême variété de ses accents, à l'expression des sentiments les plus divers...

Mon maître mangeait sa pâtée sans appétit, lentement, lourdement, comme si sa cuillère eût pesé vingt kilos. Puis, il s'arrêta, la cuillère dans l'écuelle, faisant la lippe, comme pour signifier que, décidément, ça ne passait pas. Alors, il posa son récipient par terre et, après m'avoir donné sur la croupe deux ou trois tapes d'amitié, il me dit :

— Tiens, mon vieux Tom, régale-toi !...

Je trépisnai des pattes de devant et poussai des petits cris qui voulaient dire :

— Merci, mon bon maître... Mais je ne veux pas que tu te privas pour moi... Mange encore un peu, tu me donneras seulement le fond.

Naturellement, il ne comprit pas et je fis disparaître le riz. J'aurais voulu lui en laisser la moitié, car je me disais qu'il serait peut-être bien aise de l'avoir pour le lendemain ; mais le fait singulier que les hommes sont dégoûtés des chiens m'empêcha de donner suite à cette intention. Pourquoi les hommes sont-ils dégoûtés des chiens ? Voilà une chose que je n'ai jamais comprise. Car enfin nous ne sommes pas dégoûtés des hommes, nous !...

## II

J'achevais de lécher l'écuelle, lorsqu'un voisin entra. Je le connaissais depuis longtemps,

parce qu'il avait un chien, Tambour, un puissant Terre-Neuve, qui est un vieil ami à moi, simple épagneul.

— Bonsoir, Désiré ! dit le voisin.

— Bonsoir, Narcisse ! dit mon maître.

Le voisin fumait à petits coups une longue pipe blanche d'où la cendre en toupet tombait sur le carrelage. Il me regarda, me tapota les flancs de la main et, s'adressant à mon maître :

— Eh bien ! qu'est-ce que tu as décidé ?...

Mon maître leva les bras et les laissa retomber dans un geste de découragement. Puis il répondit :

— Qu'est-ce que tu veux ? J'ai beau tourner et retourner la chose, je ne vois pas la possibilité de le garder.

— Je comprends, je comprends, fit Narcisse; mais c'est dur, hein ?

— Si c'est dur !... Depuis qu'ils ont posé leur sacrée affiche, je m'entraîne à la séparation. Je ne peux pas m'y faire... Tiens ! ce soir, en pensant que c'est demain son dernier jour, je n'ai pas pu achever mon riz.

— Mon pauvre Désiré !

— Eh bien ! Et toi ?...

— Moi, ah ! je n'osais pas te dire... tu sais que je suis allé hier à la brasserie où il y a tou-

jours un peu à bricoler... Je tombe sur M. Masse et il me parle justement de ça... Je lui dis que, vu la cherté de la vie, je me vois forcé de faire le sacrifice. — « Je ne le souffrirai pas, s'écria-t-il, en me mettant la main sur l'épaule. Tu le garderas, Narcisse, et je paierai. Je ne puis pas oublier que cette brave bête a sauvé un enfant qui se noyait dans la Basse-Deûle. »

Je n'avais écouté d'abord cette conversation que d'une oreille distraite, couché aux pieds de mon maître, dans l'insouciance d'une molle rêverie ; mais à ce dernier trait, je dressai mes pavillons nerveusement, le cœur contracté, la respiration haletante.

Ce sauvetage d'un enfant, je me le rappelais fort bien. C'est Tambour, mon ami Tambour qui l'avait accompli et le fait avait justement suscité la plus vive admiration.

Mais alors, quel mystère se cachait sous cette histoire d'affiche, de séparation, de sacrifice qui affectait mon maître si profondément et lui avait, ce soir, coupé l'appétit ?...

C'est donc de leurs chiens que parlaient les deux hommes en faisant allusion aux difficultés de la vie ?...

Ils avaient donc débattu entre eux la question de savoir s'ils pourraient ou non nous garder ?...

Tout ce que je comprenais, maintenant, c'est que j'étais condamné et que Tambour était sauvé ?

Mais condamné à quoi ?...

On allait me donner à un autre, sans doute et j'allais devenir la chose d'un inconnu qui peut-être serait pour moi l'un de ces maîtres inhumains et tyranniques dont tant des nôtres ont souffert...

Je me promis bien d'aller voir Tambour le lendemain à la première heure et de lui demander ce qu'il savait de tout cela.

La soirée s'avavançait. L'heure était proche de la rentrée obligatoire fixée par l'occupant. Narcisse quitta Désiré.

Nous nous couchâmes, mon maître et moi, lui avec le cérémonial propre au genre humain qui se revêt chaque matin d'oripeaux si parfaitement inutiles qu'il est obligé de les enlever tous les soirs, moi avec la simplicité supérieure de notre espèce.

Et je m'endormis sur le petit carré de sparterie où j'ai fait tant de rêves de chasse et d'où j'entendais, chaque nuit, depuis tantôt treize ans, la respiration de mon bon maître.

### III

Ma nuit fut agitée. La conversation des deux amis me trottait pas la tête. J'imaginai les plus

invraisemblables malheurs. Je me voyais dans la dépendance d'une espèce de sauvage à face humaine qui n'avait pour moi que jurons et coups de pied. Je n'avais plus jamais à manger et je devais en tout temps courir, le matin, de poubelle en poubelle, pour trouver, parmi les ordures de la grande ville, une avare pittance...

Où était le brave homme qui me donnait si généreusement la moitié de son riz et qui, loin de me battre, soignait si délicatement mes plaies, lorsque j'avais été blessé ?...

Il n'y a pas longtemps que pareille aventure m'était arrivée et je n'oublierai jamais de quelle sollicitude attentive je fus l'objet en cette circonstance.

J'étais allé en compagnie de Tambour du côté de l'abattoir quêter des vivres, afin d'épargner le plus possible ceux de mon maître. Nous avions pris avec nous, en passant rue du Metz, le chien des Lelieur, Dax, un bon camarade qui connaissait admirablement le quartier.

Nous avons exploré pas mal de rues sans beaucoup de succès, lorsque Tambour, qui est audacieux de sa nature, proposa :

— Si nous entrons à l'Abattoir ?... Il y a toujours quelques débris d'entrailles qui trai-

ment par-ci par-là et ce n'est pas à dédaigner par le temps qui court.

Dax objecta que les Allemands qui l'occupaient pourraient bien nous jouer un mauvais tour s'ils nous pinçaient en maraude. Il y avait surtout un certain Fritz, « l'ennemi Fritz », comme on disait...

Mais Tambour ne voulut rien entendre. Alors Dax s'offrit à rester dans la rue pour faire le guet. Il pousserait un cri d'alarme si le Fritz, qui ne devait pas être arrivé, faisait son apparition.

Nous nous fauflions donc, Tambour et moi, dans l'Abattoir et nous nous dirigeons à toutes pattes vers les échaudoirs, lorsque la voix de Dax retentit :

— Sauvez-vous ! nous criait-il, voilà l'ennemi Fritz !...

Nous rebroussâmes chemin. Mais déjà Fritz et ses deux compagnons sont sur nos traces et nous barrent la route. Nous allions être pris sans l'héroïsme de Tambour qui, d'un élan vigoureux, sauta sur un des boches, le renversa et s'enfuit, pensant bien que je lui emboîtai le pas. Par malheur, je ne suis pas, à beaucoup près, aussi vite que lui. Le boche, relevé en un clin d'œil, brandissait sa baïonnette dont il

m'asséna, au passage, un rude coup sur la tête, tandis qu'un autre m'atteignait à la poitrine du bout de sa botte lourdement ferrée.

Dans quel état je revins à la maison, vous pouvez le deviner. Je perdais le sang en abondance et je ressentais dans les côtes une vive douleur qui se propageait jusqu'à l'épaule et me faisait boîter d'une patte de devant.

Quand mon maître m'aperçut, accompagné de mes fidèles amis Tambour et Dax, qui avaient tenu à m'accompagner, il accourut vers notre groupe, la figure bouleversée et les yeux pleins de compassion :

— Pauvre chien !... pauvre chien !... répétait-il. Mais d'où viens-tu ?... Qui t'a mis dans cet état ?...

J'essayai de lui expliquer mon cas dans notre belle langue canine, qui se plie naturellement à toutes les nuances de la douleur : il ne me comprit pas.

Mais il courut chez le pharmacien Delanghe et il en rapporta du lysol qu'il étendit d'eau ; il lava mes plaies avec beaucoup de précautions, plia une serviette en foulard qu'il m'appliqua sur le front et qu'il me croisa sous la gorge. Il m'étendit alors sur mon carré de sparterie et passa bien une demi-heure à me dorloter, à me parler, à me plaindre.

Sans compter que, le lendemain, j'avais l'honneur, moi pauvre chien de pauvres gens, de recevoir la visite de M. Monsarrat, vétérinaire départemental, dans le service de qui le fils de mon maître fut naguère employé.

M. Monsarrat n'est pas seulement connu pour sa figure souriante et son ventre rebondi, poèmes de santé auxquels s'est complu la nature. C'est un cœur d'or et toutes les bêtes le savent bien : je ne dis pas cela, vous m'entendez, pour les nombreux amis qu'il compte parmi les hommes !

M. Monsarrat me prit en pitié et il ordonna des compresses qui me remirent promptement sur pattes. Je dois dire que mon maître y ajouta tant et tant de caresses que le traitement s'en trouva singulièrement fortifié.

Et c'est ce brave homme que je quitterais pour aller, après treize ans de vie sinon toujours confortable, du moins parfaitement heureuse, — car ce n'est pas l'abondance qui fait le bonheur, — courir l'aventure de changements à tous égards redoutables et si peu faites pour mon âge !...

#### IV

*13 Mars.*

Hélas ! C'est pis que cela, pis que ce que m'avait suggéré mon imagination affolée, pis

que tout. Je ne sais comment j'ai encore le courage d'écrire ces lignes. Ma tête bourdonne, mes yeux se voilent, mes pattes ont d'incoercibles tremblements et mon cœur heurte mes flancs comme un battant de cloche...

J'étais donc allé, ce matin à l'aube, voir Tambour pour lui faire part de la conversation des deux hommes et lui demander son avis là-dessus. A ma grande surprise, il ne me répondit que par de vagues aboiements et il se renferma ensuite dans un silence qui, vu notre vieille intimité, me parut tout de suite de mauvais augure.

J'insistai. Je fus pressant. Je fis appel aux sentiments fraternels dont Tambour avait toujours fait preuve à mon égard pour qu'il m'expliquât, s'il le pouvait, — et je voyais bien qu'il le pouvait. — ces paroles de mon maître, qui m'avaient causé, la nuit, d'horribles cauchemars :

« Je ne vois pas la possibilité de le garder... Depuis qu'ils ont posé leur sacrée affiche, je m'entraîne à la séparation... »

Tambour me regarda d'un œil compatissant et, ayant longuement soupiré, il ouvrit la gueule comme pour me livrer le secret de ma destinée, mais il se ravisa tout à coup :

— Non, non ! s'écria-t-il plaintivement, je ne peux pas !

— Tu vois bien, dis-je, que tu sais quelque chose !

Il y eut encore entre nous un grand et pénible silence. J'eus alors la perception très nette que le malheur était décidément sur moi. Je n'osais plus questionner, lorsque Tambour sentit enfin qu'il fallait tout dire. Il parla, et voici ses paroles que je note aussi exactement que possible, avec mes réflexions ; mais ce que je ne puis noter, c'est l'émotion douloureuse, accablante, mortelle que ces paroles produisirent sur moi :

— Mon cher Tom, tu es un brave chien, courageux et fort, de ceux à qui la vérité même cruelle peut être révélée. Ecoute-moi donc et sache bien que nul plus que moi, qui te connais et qui t'aime, ne saurait compatir à ta terrible situation.

— Terrible ?...

— Oui ; mais, je t'en prie, sois calme, ne m'interromps pas ; j'ai assez de mal à rassembler mes idées... J'ai entendu, moi aussi, il y a plusieurs jours, une conversation entre mon maître et le tien. Elle était beaucoup plus explicite que celle que tu as entendue toi-même.

Une affiche allemande venait de paraître qui imposait les propriétaires de chiens de 10 marks pour les chiens de garde, de 30 pour les chiens d'agrément. Ceux qui ne voudraient pas ou ne pourraient pas payer devraient tuer leurs bêtes...

— Ah ! je commence à comprendre !...

— C'est te dire que nous étions condamnés tous les deux, lorsque se produisit en ma faveur l'intervention de l'excellent M. Masse, patron de mon maître...

Je balbutiai :

— Alors, moi, c'est fini... C'est fini !...

Puis, raffermissant ma voix :

— Mais qu'est-ce donc que cette façon de comprendre la guerre ?

— C'est la façon boche... Ces gens-là avaient hypocritement placardé sur les murs, en arrivant ici, qu'ils ne faisaient pas la guerre aux civils. Et voilà que non contents de rançonner, de piller, d'emprisonner les civils, ils s'en prennent même à leurs chiens !

Mais déjà, titubant comme un homme ivre, la fièvre me battant les tempes, je regagnais l'habitation de mon maître.

Je le trouvai devant son écuelle de riz, l'œil fixe, comme égaré. J'allai vers lui ; je le saluai

avec des accents de tendresse qui le touchèrent; il m'offrit son écuelle que je refusai, car, pas plus que lui, je n'avais le cœur à la nourriture et j'allai en gémissant m'étendre sur mon tapis.

— Pauvre bête ! dit mon maître tout ému ; on dirait qu'il comprend !...

Si je comprenais !... Et toute ma vie s'évoqua soudain en images précises à mes yeux en larmes : mon arrivée à Lille, quand le père Duvet, un cultivateur de Ronchin, m'avait donné à mon maître ; mon entrée dans cette chambre où la famille, alors au complet, était réunie autour d'une odorante soupe aux herbes dont j'eus ma part ; la joie des enfants qui oubliaient de manger pour m'accabler de caresses ; les attentions des braves gens à qui j'allais désormais appartenir et qui, déjà, me considéraient comme des leurs... Alors, ma regrettée maîtresse, accorte ménagère, emplissait la maisonnette de sa joyeuse activité : de quels petits soins aimablement prodigués ne lui suis-je pas redevable !...

Puis ce furent des années et des années de bonheur. Je ne dirai pas qu'il fût sans mélange, parce que le bonheur de cette qualité-là n'existe pas. Il y eut dans la modeste famille les surprises et les à-coups ordinaires de l'existence : chô-

mages prolongés, maladies ruineuses, morts inconsolables... De toutes ces douleurs, je pris ma part et quand, après de longues souffrances, ma maîtresse ferma pour toujours ses beaux yeux, j'étais là au pied du lit... Et j'accompagnai au cimetière de l'Est le pauvre convoi.

Je ne sais pas ce que peut être la vie d'un chien de riche. Je l'ai parfois enviée. Maintenant que la proximité de la mort épure mon entendement et met, pour mon compte, à leur vraie place les diverses valeurs de l'existence, je suis sûr que rien ne vaut, pour le corps comme pour l'esprit, une vie simple, aux désirs bornés, ardente au travail et courageuse devant les épreuves. Telle fut la vie de mon maître et je la partageai... Il y aurait là-dessus tout un traité de philosophie pratique à écrire, puisque philosopher, c'est, dit-on, apprendre à bien vivre.

Mais il s'agit bien de vivre !... Je suis donc condamné. Combien de jours, combien d'heures ai-je encore à vivre ?... Je n'ai pas demandé ce détail à Tambour. J'ai eu tort... Pourquoi n'ai-je pas le sort heureux de mon ami ?... Pourquoi ne s'est-il pas rencontré quelqu'un pour me sauver ?... Il est vrai que je n'ai dans ma carrière aucune action d'éclat qui puisse me valoir, comme à Tambour, l'attention d'un cœur généreux...

Que fait mon maître ?... Il n'a pas mangé ; son écuelle de riz est toujours pleine et il l'a repoussée au milieu de la table... Comme il est triste !... Je ne l'ai pas vu aussi triste depuis certain enterrement... Tiens ! il tire de sa poche une longue ficelle... On dirait une laisse... Il la déroule et il pleure... Est-ce que ?...



“ *Post-Scriptum* ” ajouté par Tambour

Ce fut le 13 mars après-midi, que mon pauvre ami Tom fut conduit à l'Abattoir par son maître Désiré. Je le suivis de loin, de très loin, ne voulant pas ajouter à son malheur le déchirement d'un adieu. Tom, tenu en laisse, marchait devant son maître, noblement, la tête haute, mais sans pose : il s'était ressaisi.

Comme Désiré s'était arrêté rue du Metz à causer avec un camarade, à qui, vraisemblablement, il racontait son infortune, j'entrai, pour échapper aux regards de Tom, chez M. Lelieur où je fut témoin d'un spectacle déchirant.

On venait de faire à Dax la piqûre fatale, car, lui aussi, comme Tom, avait été condamné, et M. Lelieur avait voulu que l'exécution eût lieu dans sa cour.

La piqûre faite, son maître, pour ne pas le voir mourir, l'avait envoyé dans sa niche et le

pauvre chien avait, suivant sa coutume, docilement obéi.

Il ne se rendait, d'ailleurs, pas compte de l'opération qu'on lui avait faite.

Mais dès qu'il en eût conscience et qu'il sentit les approches de la mort, il revint vers son maître et, tournant vers lui des yeux languissants et résignés, il mourut...

M. Lelieur rentra chez lui en pleurant. Je partis, le cœur gros, pour retrouver Tom. Il avait disparu. Il avait déjà passé le seuil fatal de l'abattoir. Sans doute il était déjà mort.

Je me postai sur un trottoir pour guetter le retour de Désiré. Je l'aperçus au bout de dix minutes. Il quittait l'abattoir en serrant les poings. Je courus à lui et me frottai à ses jambes. Ma vue l'attendrit. Il m'appela d'une voix douce : « Tambour !... Mon bon Tambour ! »

Je le reconduisis jusqu'à sa maison. Il s'assit, les coudes sur la table et la tête dans ses mains. Je m'étendis à ses pieds et je restai là longtemps, longtemps, afin qu'il ne fût point seul après un pareil coup. Quand l'heure vint du repas du soir, je me levai pour lui dire adieu. Il pleurait toujours. Il avait posé sur la table son écuelle de riz où il pignochait d'un air lamentable et ses larmes tombaient dedans...

---

## M. HOOVER A LILLE

*28 Mars 1916.*

M. Hoover est le type classique du moderne américain. Grand, la figure rasée, les lèvres minces, l'œil vif dans une figure généralement impassible, quelque chose de raide et de sec dans l'ensemble de la personne, tel se présente le Président de la « Commission for relief in Belgium ».

Ce n'est là, bien entendu, que l'enveloppe extérieure ; car, au fond, M. Hoover est un homme d'une exquise sensibilité et le fait qu'il a voulu se rendre compte par lui-même de notre situation au point de vue du ravitaillement et qu'il a fait tout exprès pour cela la dangereuse traversée d'Amérique, montre à quel point cette sensibilité est agissante.

Mais M. Hoover, en américain qui s'est fait lui-même (il a commencé sa carrière d'homme d'affaires avec 250 dollars et il est milliardaire aujourd'hui), est avant tout pratique. Il aime

mieux l'action que la parole. Les résultats seuls l'intéressent, les discours l'ennuient et il a horreur de gaspiller son temps. Aussi a-t-il pris soin, dès son arrivée à Lille, de faire prévenir les dirigeants du Comité du district qu'il ne voulait ni réception officielle ni allocution de bienvenue. Il venait chercher des renseignements, non des compliments.

On se le tint pour dit. M. Hoover se présenta à la préfecture, où siège le Comité du district, à 3 heures 1/2, accompagné de MM. Polland, délégué général de la « Commission » à Bruxelles ; Withney, délégué central de cette Commission à Charleville ; Wellington et Richardson, délégués pour les districts de Lille et de Valenciennes, et du capitaine allemand Bahr, délégué par l'autorité occupante.

Il fut introduit dans le bureau de M. Labbé où se trouvaient déjà MM. Dron ; Delcroix, maire d'Hem ; Crépy-Saint-Léger et Baudon, adjoints au maire de Lille ; Langlois, Collinet, Debrabander, et M. Ogilvie, employé à la mairie de Lille, interprète.

Sur la table, autour de laquelle ils avaient pris place, un énorme dossier était en batterie. M. Labbé fit mine de l'ouvrir. M. Hoover l'arrêta d'un geste bref. Alors il prononça quel-

ques mots dont voici le sens, rapporté par l'interprète, car M. Hoover parle exclusivement l'anglais :

— Messieurs, vous avez là un dossier qui est évidemment plein d'intérêt. Je vous prie cependant de le tenir fermé. Je connais vos doléances et vos revendications. J'ai eu en mains toutes vos lettres. Je les ai lues avec attention. Je sais tous les chiffres que contiennent vos rapports. Il est donc inutile que vous me lisiez ces documents. Causons simplement sur ces données, que nous avons, les uns et les autres, présentes à l'esprit.

On causa. M. Hoover convint que nous étions très malheureux. Mais il ajouta, — car il n'est pas homme à nous leurrer d'illusions, — que nous le serions probablement davantage. Puis il voulut faire toucher du doigt aux personnes qui l'écoutaient toutes les difficultés de sa tâche. Le grand Comité de secours dont il est le président disposait, pour l'envoi des denrées américaines, de 21 bateaux ; il y en a 10 de coulés ; on est en pourparlers pour en acheter 2, ce qui, à supposer que les pourparlers réussissent, donnerait au Comité 13 bateaux, au lieu de 21 qu'il possédait à l'origine. Tous les envois d'Amérique n'arrivent pas à destina-

tion et, tout récemment, plusieurs chargements de lard ont disparu dans les flots. Le fret a augmenté dans des proportions fantastiques : on paie aujourd'hui 190 francs un transport qui revenait à 15 francs avant les événements actuels. Enfin, il y a des marchandises qu'on ne trouve plus : les haricots, par exemple, dont on a épuisé la récolte dans le monde entier.

Malgré tout, M. Hoover, prenant en considération notre misère, veut bien promettre de diminuer la quantité des envois destinés aux Belges, moins à plaindre que nous, pour augmenter nos provisions. Nous aurons ainsi prochainement 3 kilos de pain par semaine au lieu de 2 kilos 250 grammes. Nous aurons encore 125 grammes par jour de riz, légumes secs et céréales ; 10 grammes de sucre ; 15 grammes de café ; 45 de lard ou saindoux.

En ce qui concerne la viande fraîche, si vivement réclamée par les médecins et les hygiénistes, on fera le possible pour nous envoyer du bétail vivant, étant entendu qu'une grande partie de cette viande ira aux familles pauvres, et même des vaches laitières pour l'alimentation des petits enfants. Nous recevrons encore plusieurs milliers de kilos de pommes de terre.

On avait dit à M. Hoover que toutes les ressources locales étaient épuisées, que les épicerie lilloises n'avaient plus de marchandises, que les halles étaient vides. On tint à ce qu'il se rendit compte « de visu » de cette pénurie. Il visita ainsi l'épicerie Lahaye, au coin des rues Gambetta et Solférino, diverses maisons de la rue Masséna, puis les Halles centrales. Dans les épicerie, il constata qu'il n'y avait plus rien, en dehors de quelques boites de champignons et de truffes. Aux halles, il vit les étaux abandonnés, sans marchandises comme sans clientèle. Là, un officier allemand, qui accompagnait la délégation, se crut très malin en faisant l'observation suivante :

— Mais, c'est surtout le matin qu'on vend aux halles, et cette visite, l'après-midi, ne prouve absolument rien !

Alors, M. Ogilvie, avec une remarquable présence d'esprit, passa tranquillement la main sur les étaux et, la mettant pleine de poussière sous le nez de l'officier, il lui dit :

— Et ça ?...

L'allemand fut obligé de convenir que « ça », ça prouvait quelque chose et il n'insista pas.

Enfin, le Comité du district laissa aux mains de M. Hoover une note résumant ses vœux,

avec les motifs qui les déterminent. Nous croyons devoir donner ce document « in extenso » :

*Vœux émis par le Comité de District de Lille et recommandés à toute la bienveillance de M. Hoover, Président de la Commission for Relief in Belgium.*

Considérant :

1° Que notre district, d'une superficie restreinte pour un chiffre d'habitants considérable, est avant tout industriel, qu'il n'y a pas que les 3 grandes villes, Lille, Roubaix, Tourcoing, où s'entasse une population ouvrière, mais que (même si nous nous limitons à quelques communes), Wattrelos (26.000 âmes), Halluin (14.600), Crèdex (14.500), La Madeleine (13.700), Hellemmes et Marcq (11.000), Lomme (10.700), Loos (10.600), etc., sont dépourvues de tout sans avoir de ressources locales, et doivent nourrir une population qui, d'ordinaire, demande à l'atelier industriel ses moyens d'existence ;

2° Que les ressources locales, qui déjà en temps normal étaient insuffisantes pour alimenter cette population industrielle, sont complètement épuisées, et que le ravitaillement doit reposer exclusivement sur l'importation ;

3° Que l'autorité allemande a décidé que « tout commerce par les intermédiaires devra cesser », et « qu'à l'avenir, la ville de Lille, le Comité d'alimentation du Nord de la France et le Comité hollandais seront seuls autorisés à importer des vivres sur le territoire du gouvernement de Lille ;

4° Que le gouvernement allemand de Belgique interdit l'achat en Belgique, des denrées alimentaires à notre région ;

5° Que les produits fournis par la C. R. B. ne forment qu'une fraction de ce qui est nécessaire pour assurer le minimum indispensable de vivres aux habitants du District ;

6° Que certaines denrées, viande fraîche, lait, œufs, pommes de terre, etc..., ont complètement disparu, si ce n'est de quelques communes rurales ;

7° Que, par suite de l'alimentation à la fois défectueuse et insuffisante, nombre de gens du peuple ont beaucoup maigri, qu'ils n'ont plus qu'une résistance physiologique très diminuée et deviennent facilement la proie de la tuberculose ; que la fièvre typhoïde a visité nombre de maisons et qu'elle laisse derrière elle des convalescents à exigences alimentaires plus élevées ;

8° Que des savants connus, comme le D' Calmette ; directeur de l'Institut Pasteur et membre de l'Académie de médecine, le professeur Lambling, estiment qu'il est indispensable de fournir à la population de la viande fraîche et des fruits, pour maintenir sa santé à un niveau suffisant de résistance ;

9° Qu'en ce qui concerne la ville de Lille, l'explosion du 11 janvier a durement éprouvé tout un quartier, dont les habitants ont dû chercher un refuge dans les autres parties de la ville, qui, de ce fait, se trouvent dans certains cas surpeuplées ;

10° Que la statistique comparée des décès révèle une situation alarmante, qui s'aggrave de semaine en semaine par suite de l'insuffisance de plus en plus grande du ravitaillement ;

11° Que par suite de la raréfaction de la bière, la presque totalité de la classe pauvre ne consomme plus d'autre boisson que l'eau ; qu'il importe de l'amener à n'utiliser que l'eau bouillie, et que le meilleur moyen d'y parvenir serait de lui procurer du café en quantité suffisante ;

12° Que les membres du Comité de District ont vécu plusieurs jours d'anxiété, en se demandant si la farine n'allait pas manquer, et si leurs concitoyens n'allaient pas être subitement privés de pain ; qu'ils désirent éviter le renouvellement d'une pareille situation ;

Le Comité du District de Lille émet les vœux suivants :

a) Que la C. R. B. (Commission for relief in Belgium), envoie au District de Lille une quantité plus

forte des produits qu'elle lui fournit habituellement : riz, haricots, lard, saindoux, céréaline, sucre ;

b) Qu'elle augmente notablement les expéditions de lait conservé, pour que nous puissions sauver nos enfants, et soutenir un peu mieux l'existence de nos vieillards ;

c) Qu'elle veuille bien se préoccuper de nous procurer d'autres aliments : viande salée, viande fraîche, poisson, œufs, beurre, fruits, pommes de terre, spécialement des pommes de terre, car, si chacun de ces produits est de la plus grande utilité, la population souffre particulièrement de l'absence des pommes de terre, qui forment en temps normal, une des bases de sa nourriture ;

d) Que la C. R. B. veuille bien se charger du paiement de ces produits nouveaux ; qu'elle utilise à cet effet le crédit qui nous reste ; et que, s'il lui est impossible de satisfaire complètement le désir du Comité du District, elle lui facilite les moyens de contracter les emprunts nécessaires, attendu que chacune des grandes villes ne peut emprunter que pour elle-même, et ne peut ainsi disposer que de ressources limitées ;

e) Que la C. R. B. augmente ses expéditions de café, afin de permettre à la population pauvre l'emploi d'une boisson hygiénique, faite avec de l'eau bouillie ;

f) Qu'elle intervienne pour faire admettre par l'autorité allemande le maintien en faveur des habitants des quelques ressources locales, et qu'elle obtienne que l'autorité allemande renonce à réquisitionner les vaches laitières, le lait, les poules et les œufs, les lapins, les légumes, les pommes de terre, les vins et boissons hygiéniques ;

g) Qu'elle obtienne de cette même autorité la circulation de ces produits locaux, pour permettre aux centres urbains de bénéficier de l'excédent des communes agricoles ;

h) Qu'elle en obtienne également la jouissance garantie d'un are par famille, dans toutes les communes rurales pour la culture des légumes ;

i) Que, l'expérience ayant montré les inconvénients de la mouture en Belgique des blés destinés à notre District, et la capacité de production de nos moulins étant largement suffisants, la C. R. B. nous expédie directement le blé.

Ces vœux résument et précisent les demandes formulées dans nos lettres récentes. Leur adoption nous paraît nécessaire pour empêcher nos concitoyens d'être réduits à la disette. Elle étendrait, il est vrai, le rôle de la C. R. B., mais dans un sens parfaitement conforme à ses tendances et à ses principes d'humanité en faveur de la population civile des pays occupés.

M. Hoover est, comme tous ses collègues de la « Commission for relief in Belgium », très résolument francophile. Dans son entrevue avec le Comité de notre district, il a plus d'une fois laissé paraître sa préoccupation que pas un gramme des vivres destinés à nos compatriotes ne pût aller aux occupants. Les plus formelles assurances lui ont été données à ce sujet.

En somme, cette visite nous aura été extrêmement utile. Avant qu'elle ait eu lieu, la « Commission for relief in Belgium », évidemment mal renseignée, parlait de réduire nos rations. M. Hoover a quitté Lille avec l'idée bien arrêtée qu'il fallait, au contraire, les augmenter. Mais réussira-t-il aussi complètement qu'il le voudrait ?

---

## NOS PETITS CALIGULAS

*Mars 1916.*

Parmi les condamnations à la prison ou à l'amende qui ont été pour les Français du Nord la monnaie courante de l'occupation, il n'y en a certainement pas de plus caractéristique que celle que je vais noter ici.

Le jeudi 23 mars, entre 3 heures et demie et 4 heures de l'après-midi, deux jeunes gens, élèves du collège Jeanne-d'Arc, se promenaient de compagnie dans l'Allée des Maronniers qui borde le Champ-de-Mars et la Deûle. Devant eux, un officier allemand faisait caracoler son cheval. Indifférents à ce médiocre spectacle, les jeunes gens devisaient des choses de la guerre. Mais, bien qu'ils marchassent assez lentement, ils furent bientôt à quelques pas du cheval qui continuait sur place ses capricieuses évolutions.

Alors, un des jeunes gens, pour faire avancer l'animal qui barrait obstinément la route, eût l'idée de l'exciter un peu. Il ramassa donc une

petite motte de terre et, négligemment, sans violence aucune, il la lança vers la croupe du cheval, qu'il n'atteignit d'ailleurs pas.

La bête caracolait toujours... Les jeunes gens, ayant fait un détour, allaient la dépasser lorsqu'ils entendirent derrière eux un grand bruit de bottes. C'étaient trois officiers allemands qui accouraient, le geste menaçant et les yeux furibonds.

Un des officiers se détacha du groupe et s'adressant aux deux amis de cette voix rauque et cassante que nous aurons trop connue, il s'écria :

— Vous avez voulu blesser un officier allemand !...

Blesser un officier allemand !... Qui donc avait voulu blesser un officier allemand ?... Les jeunes gens s'interrogeaient du regard. Ils ne comprenaient pas. Ils avaient déjà oublié l'incident de la motte de terre. Ils se le rappelaient. Ce devait être cela, la cause de l'aggrada.

L'un d'eux, celui qui avait lancé l'insignifiant projectile, voulut protester. Il n'avait pas dit deux mots que l'officier l'empoignant par le bras le conduisit par le Pont de la Citadelle vers le boulevard de la Liberté, où il le remit

à deux soldats de la landsturm avec ordre de l'emmener à la Police militaire, rue Nationale.

A la Police, le jeune homme subit un interrogatoire d'identité très minutieux; on le mensura comme un criminel; l'officier déposa sa plainte; après quoi, on fit monter le délinquant au second étage, où il se trouva avec d'autres Français également arrêtés pour diverses infractions. Bientôt, un sous-officier vint chercher le jeune homme pour l'introduire dans une salle voisine et il lui raconta, en s'efforçant de donner à cette lourde plaisanterie une apparence de sérieux, qu'il allait être condamné à quinze jours de prison et à la bastonnade.

Une heure après, le jeune homme était ramené au premier étage où il comparut devant un autre officier. Un rapport relatant, avec force détails plus ou moins fantaisistes, les faits qui lui étaient imputés, avait été dressé depuis son arrivée à la Police; on lui en donna lecture et on l'interrogea tant sur son geste de l'allée des Marronniers que sur le mobile qui l'avait déterminé.

Le délinquant, puisque délinquant il y a, déclara donc à l'officier chargé de l'instruction qu'il n'avait voulu ni blesser un officier de l'armée allemande, ni insulter l'armée alle-

mande elle-même, mais simplement faire avancer un cheval dont les caracoles étaient dangereuses pour les passants.

Là-dessus, il fut remis en liberté.

Il croyait naïvement en avoir fini et que l'autorité allemande allait classer cette ridicule affaire. Ah ! bien oui !...

Le 30 mars, on pouvait lire en première page du *Bulletin de Lille* :

« L'autorité militaire allemande a prononcé les condamnations suivantes :

» 30 marks d'amende ou 6 jours de détention : Rogeau, Noël-Charles, rue Pierre-Le-grand, 216, Lille-Fives, élève au Collège Jeanne-d'Arc, rue Colbert, pour avoir jeté de la terre sur un cheval militaire allemand et s'être ainsi rendu coupable d'une grave inconvenance. »

« Inconvenance » envers un cheval !... Certainement pareil délit n'avait pas été relevé dans le monde depuis que Caligula avait fait de son cheval un consul !...

---

## LES DÉPORTATIONS



## L'Enlèvement des Femmes

*Avril 1916.*

On est en pleine horreur... Je ne sais si mes enfants, mes amis qui liront peut-être ces lignes se rendront exactement compte de ce que je veux dire quand j'écris qu'on est en pleine horreur. Mais je ne trouve pas d'expression plus adéquate.

L'horreur nous entoure, nous poursuit, nous obsède. On la respire, on la sent qui court dans les veines, bat dans les artères, heurte violemment au cœur. Elle vous prend à la gorge, vous suffoque, vous étouffe. On est obligé, pour se dégager de cette impression si pénible, même physiquement, de se recueillir pour respirer un grand coup, en faisant : « Ah !... »

On avait tout prévu des horreurs de la guerre, mais pas celles-ci. Oui, sans doute, on avait lu que les corsaires des Etats barbaresques, quand ils envahissaient la côte méditerranéenne, par exemple, emmenaient en esclavage les habitants qu'ils pouvaient saisir. Mais ces temps-là étaient si loin, si loin, qu'ils ne nous apparaissaient plus que comme légendaires et qu'il semblait impossible qu'on en pût voir le retour.

On l'a vu pourtant. Des familles ont été brutalement désorganisées, dissociées, dispersées. Des femmes ont été enlevées par les soldats, baïonnette au canon. Des jeunes filles, — des jeunes filles ! — ont été arrachées aux bras de leurs mères, jetées dans des wagons à bestiaux pour être emmenées on ne sait où, dans la plus troublante promiscuité, sous prétexte de les affecter à des travaux d'agriculture.

Et cela dans ces fêtes ensoleillées de Pâques, cent ans après que l'esclavage des chrétiens fut solennellement aboli à Tunis par le sultan Mahmoud-bey !

Voilà donc un souverain, un empereur, l'orgueilleux kaiser d'Allemagne qui, au vingtième siècle, se place immédiatement au-dessous d'un Mahmoud !

## I

Dès les premiers jours d'avril, des rumeurs inquiétantes se propagent à Lille, Roubaix et Tourcoing. On dit que l'autorité allemande se préparerait à enlever non seulement des hommes, mais des femmes et des jeunes filles, pour les transporter en de lointaines contrées du territoire envahi. La chose est tellement inattendue, tellement invraisemblable aussi, qu'on refuse d'abord d'y ajouter foi. Passe encore d'enlever des hommes, — les envahisseurs nous y ont habitués déjà, — mais des femmes ? Ce serait une violation si flagrante, si odieuse du droit des gens, que l'Allemagne, qui a déjà contre elle l'opinion du monde entier, ne voudrait pas de gaieté de cœur la commettre. La nouvelle n'est sans doute que partiellement exacte. On a évidemment exagéré la portée de la mesure prise, à ce qu'il paraît, par le grand état-major. Il s'agit peut-être de purger Lille de certaines femmes qui, à de certaines heures, encombrant de façon vraiment excessive les trottoirs. Si ce n'est que cela !...

Mais bientôt des précisions sont données. Dans une réunion tenue à la Préfecture et à laquelle prennent part les principaux chefs de service du département, M. Dron, sénateur, maire de Tourcoing, fait connaître qu'une

équipe de soldats allemands, installés à l'Hôtel de Ville, compulse les listes du dernier recensement et ne cache pas qu'elle travaille en vue d'une évacuation considérable d'hommes et de femmes de toute condition. A Tourcoing, d'ailleurs, aussi bien qu'à Roubaix, des enlèvements s'opèrent par rafles, dans la rue, dans les tramways. Il semble qu'on veut tâter l'opinion publique et se rendre compte de son degré de nervosité, avant d'arrêter dans ses détails la procédure d'exécution.

Partout l'indignation est à son comble. La haine d'un ennemi toujours plus impitoyable à mesure qu'il invente des tortures nouvelles déborde de tous les cœurs angoissés. On ne se rencontre plus sans parler de la terrible menace qui pèse sur toutes les familles et si les pères conservent malgré tout une apparente fermeté, toutes les mères ont les larmes aux yeux.

Les autorités s'émeuvent, échangent leurs impressions, conviennent que de toutes parts des protestations doivent s'élever, et Mgr Charost, qui semble avoir été envoyé à Lille tout exprès pour soutenir les courages durant ces années douloureuses, prend le premier la plume. Voici sa belle et forte lettre :

Lille, le 13 avril 1916.

A son Excellence Monsieur le général Von Graevenitz,  
commandant de la place de Lille.

EXCELLENCE,

Il est de mon devoir de vous signaler qu'un état d'esprit frémissant se manifeste dans la population.

Des enlèvements nombreux de femmes et de jeunes filles, des transferts d'hommes et de jeunes gens, d'enfants même, ont été effectués dans la région de Tourcoing et de Roubaix, *sans procédure ni cause judiciaire*. Ces malheureux ont été dirigés sur des localités inconnues. Des mesures aussi extrêmes et sur une plus grande échelle sont projetées pour Lille.

Vous ne serez pas étonné, Monsieur le Général, que j'intervienne auprès de vous, au nom de la mission religieuse qui m'a été confiée. Elle m'impose la charge de défendre respectueusement, mais fermement, le droit naturel que le droit de la guerre ne peut jamais enfreindre, et la moralité éternelle que rien ne peut suspendre. Elle me fait un devoir de protéger les faibles et les désarmés qui sont ma famille à moi, et dont les alarmes et les douleurs sont les miennes.

Vous êtes père, vous savez qu'il n'est pas de droit plus respectable et plus sacré dans l'ordre humain que celui de la famille. Pour tout chrétien, l'inviolabilité de Dieu qui l'a instituée est en elle. Les officiers allemands qui logent depuis longtemps dans nos habitations savent combien l'esprit de famille tient à nos fibres les plus intimes dans la région du Nord. Il fait chez nous la douceur de la vie. Aussi, disloquer la famille en arrachant des adolescents, des jeunes filles à leurs foyers, ce n'est plus la guerre, c'est pour nous la torture et la pire de toutes, la torture morale, indéfinie.

L'infraction au droit familial se doublerait d'une infraction aux exigences les plus délicates de la moralité. Celle-ci est exposée à des dangers dont la seule idée révolte toute âme honnête, du fait de la promiscuité qui accompagne fatalement ces enlève-

ments en masse, mêlant les sexes, ou tout au moins des personnes de valeur morale très inégale. Des jeunes filles d'une vie irréprochable, n'ayant commis d'autre délit que celui d'aller chercher un peu de pain ou quelques pommes de terre pour nourrir une nombreuse famille, ayant, au surplus, purgé la peine légère que leur avait valu cette contravention, ont été enlevées. Leurs mères qui avaient veillé de si près sur elles et qui n'avaient que cette unique joie de les garder près d'elles, dans l'absence du père ou des grands fils partis ou tués à la guerre, sont seules maintenant. Elles portent ici et là leur désespoir et leurs angoisses. Elles ne vivent plus. Je dis ce que j'ai vu et entendu.

Je sais, Excellence, que vous êtes étranger à ces rigueurs. Vous êtes naturellement porté vers l'équité.

C'est pourquoi je prends la confiance de m'adresser à vous. Je vous prie de bien vouloir faire remettre d'urgence au Haut Commandement militaire allemand cette lettre d'un évêque dont il se représentera facilement la profonde tristesse. Nous avons beaucoup souffert depuis vingt mois. Mais aucun coup ne serait comparable à celui-ci. Il serait, de plus, aussi immérité que cruel et produirait dans toute la France une impression ineffaçable.

Je ne puis croire qu'il nous sera porté. J'ai foi en la conscience humaine. Je garde l'espoir que les jeunes gens et les jeunes filles appartenant à d'honnêtes familles et redemandés par elles leur seront rendus, et que le sentiment de la justice et de l'honneur prévaudra sur toute considération inférieure.

Veillez agréer, Excellence, l'expression de ma haute considération.

+ ALEXIS-ARMAND, Evêque de Lille.

Le Maire de Lille, que nos épreuves publiques ont vivement touché et qui relève de maladie, écrit à son tour non moins dignement :

Lille, le 14 avril 1916.

Le Maire de Lille  
à Son Excellence le Général Von Graevenitz,  
à Lille.

EXCELLENCE,

Retenu chez moi par la convalescence, j'apprends avec une indicible émotion une nouvelle à laquelle je veux encore me refuser à croire.

L'on me dit que l'autorité allemande aurait l'intention d'évacuer sur une autre partie des territoires occupés une notable partie de ma population.

Après les déclarations solennelles que vous avez affichées sur nos murs que la guerre n'était pas faite aux civils, que les droits, les biens et les libertés de la population seraient garantis, à la seule condition qu'elle se maintienne dans le calme, je n'aurais jamais pu croire qu'une pareille mesure pût être envisagée.

S'il en devait être autrement, je me permettrais, Excellence, comme premier magistrat élu de cette cité, d'adresser la plus énergique protestation contre ce que je considérerais comme une violation absolue du droit des gens, universellement reconnu.

Détruire et briser les familles, les arracher par milliers de leurs foyers paisibles, les forcer à abandonner leurs biens sans protection, serait un acte de nature à soulever la réprobation générale.

Nos soldats, comme les vôtres, font vaillamment leur devoir sur le front, mais toutes les conventions internationales s'accordent à laisser les populations civiles en dehors de ces effroyables conflits.

Je veux donc encore espérer, Excellence, que pareille éventualité ne se produira pas.

Veuillez agréer, Excellence, mes civilités distinguées.

Charles DELESALLE.

Deux nouvelles lettres de protestation vont suivre, datées du lundi 17 avril : l'une de M. Anjubault, sous-préfet d'Avesnes, faisant

fonctions de préfet du Nord, l'autre des parlementaires présents dans la région de Lille : MM. Dron, sénateur ; Delory, Ghesquière, Inghels et Ragheboom, députés.

Lettre de M. Anjubault :

*Lille, le 17 Avril 1916.*

Le Sous-Préfet d'Avesnes, faisant fonctions de Préfet du Nord, à la Commandanture de Lille.

Je suis informé de divers côtés que l'Autorité allemande procéderait par la force à l'enlèvement de Français et de Françaises pour les diriger, par milliers, à ce qu'on assure, vers d'autres régions de la France occupée.

Le prétexte invoqué, savoir la nécessité de cultiver des terres actuellement en friche, ne saurait justifier la mesure prise. Si, depuis plusieurs siècles, la liberté des non-combattants n'a jamais fait l'objet de stipulations spéciales dans les accords internationaux, c'est parce qu'elle est hors de cause. Toutefois, l'article 46 de la convention de La Haye prescrit le respect des droits de la Famille, qui va se trouver désorganisée par la séparation violente de ses membres. Ce même article protège aussi la propriété privée, c'est-à-dire la propriété des choses ; a fortiori, la personne du non-combattant, c'est-à-dire sa liberté individuelle, ne saurait-elle être violée. Ce principe a été spontanément reconnu par l'Autorité allemande dans ses proclamations lorsqu'elle a déclaré, au début de l'occupation, qu'elle ne faisait pas la guerre aux populations civiles.

L'exode forcé, dans les conditions susdites, de nombreux habitants du pays occupé, ne peut être comparé qu'à la déportation avec travaux forcés, peine réservée par notre code pénal aux crimes les plus graves.

Ce serait faillir à mon devoir que de ne pas m'élever formellement contre une semblable décision, de nature à ajouter aux souffrances de la population la plus cruelle des douleurs morales, celle que peut causer la destruction du foyer familial.

ANJUBAULT.

## Lettre des parlementaires :

*Le 17 Avril 19 6.*

A la Commandanture de Lille,

Les soussignés, seuls membres du Parlement français se trouvant actuellement dans la partie nord de la zone occupée, s'émeuvent des dispositions qui semblent marquer un changement d'attitude du commandement supérieur vis-à-vis des populations de cette région. Celles-ci s'alarment d'autant plus qu'elles ne sont pas fixées sur les mesures dont elles sont menacées et cherchent vainement quels motifs plausibles pourraient être invoqués pour les inquiéter. Nous nous demandons avec elles comment se concevraient et se justifieraient les atteintes portées à la liberté individuelle, la dislocation des foyers par la déportation des nombreux habitants des deux sexes dans les régions rurales éloignées, — sous prétexte de travaux agricoles pour lesquels ils n'ont aucune aptitude, — tout ce qui, en un mot, ressemblerait à des actes de guerre contre une population civile paisible, qui vivait jusqu'à ce jour sous l'impression des déclarations rassurantes du pouvoir occupant.

De pareilles mesures, non seulement heurteraient les principes les plus élémentaires du droit des gens, mais aussi seraient en contradiction flagrante avec tous les principes proclamés par l'Etat-Major allemand lui-même dans son exposé des lois de la guerre. N'y lisons-nous pas, en effet, à propos de la situation de l'armée ennemie vis-à-vis des habitants civils de l'Etat envahi ou occupé, que ces habitants ne doivent pas être considérés comme des ennemis au sens actif du mot ?

Faut-il ajouter des précisions ? Nous les trouvons aux articles 50 et 51 que nous reproduisons in-extenso :

« Art. 50. — Principe. — La guerre ne se poursuit pas seulement entre les personnes qui ressortissent à l'état de guerre actif, celles régies par l'état passif y participent aussi.

» Mais la conception actuellement prépondérante a cessé de considérer l'habitant du pays envahi comme un ennemi. Il est considéré comme un homme pourvu de droits (rechts subjekt) soumis cependant à certaines restrictions, charges et mesures de coercition et obligé à une obéissance provisoire vi-à-vis d'un pouvoir de fait ; mais, pour le surplus, il peut vivre à l'abri des vexations et, comme en temps de paix, sous la protection des lois.

» Art. 51. — Droits des habitants d'un territoire occupé. — Droit donc de ne pas être molestés dans leurs corps ou dans leurs biens, ni dans leur honneur, ni dans leur liberté. Tout meurtre injustifié, toute vexation dolosive ou due à la négligence, toute lésion, tout trouble de la paix domestique, toute atteinte à la famille, à l'honneur, aux bonnes mœurs et, en général, toute attaque ou violence criminelle contraire au droit, sont aussi punissables que s'ils avaient pour objet des habitants du pays de l'envahisseur.

» En outre, c'est un droit des habitants du pays ennemi que cet envahisseur ne soit autorisé à apporter des restrictions à leur liberté individuelle que lorsque les nécessités de la guerre l'exigent absolument, et que toute vexation inutile et allant au delà de ces nécessités doit être épargnée.

Et à quelles conditions en sera-t-il ainsi ? C'est l'article 52 qui le définit : « ... pourvu que les habitants remplissent les obligations qui consistent à tenir une conduite réellement pacifique, à ne prendre aucune part à la lutte, à s'abstenir de tout dommage aux troupes de la puissance occupante et à ne pas refuser obéissance aux organes du gouvernement ennemi. »

Existe-t-il un indice quelconque pouvant faire supposer que les habitants auraient fait la moindre tentative pour se soustraire aux obligations qui sont la contrepartie du respect de leurs droits solennellement proclamés ?

Nous nous adressons à la loyauté du commandement supérieur de l'armée occupante pour reconnaître qu'aucun grief de cette nature ne saurait être produit.

Cette constatation nous amène donc à douter de la

consistance réelle des bruits qui sont venus jusqu'à nous et jettent le désarroi dans la population ; tout nous porte à croire qu'il ne s'agit là que de suppositions tendancieuses, ne correspondant à aucune résolution ferme et réfléchie.

Nous exprimons à nouveau notre assurance que dans le cours de cette guerre, dont nos populations civiles pâtissent plus que ceux-là même qui y participent activement, il ne sera pas donné au monde d'assister à cette horreur de la déportation en masse d'hommes, de femmes et d'adolescents inoffensifs, à la dissociation des familles et à la promiscuité démoralisante qui en résulterait. Personne ne saurait froidement songer à provoquer ainsi l'indignation du monde entier et à marquer cette guerre, déjà si cruelle à tant d'égards d'une souillure indélébile.

C'est sous l'égide de cette assurance que nous prions le représentant le plus qualifié de l'Autorité allemande dans le chef-lieu du département du Nord, d'appuyer près du commandement supérieur l'appel que notre conscience et nos fonctions officielles nous font un devoir de lui adresser.

Le Sénateur-Maire de Tourcoing.

Les députés se trouvant dans la région occupée.

## II

Aux protestations écrites se joignirent les démarches. Du 8 au 19 avril, le sous-préfet et la municipalité eurent avec le capitaine Himmel, le « nachrichten officier », qui est généralement l'intermédiaire entre les autorités civiles et les autorités allemandes, de fréquentes entrevues dans la maison qu'il habite depuis le début de l'occupation, 9, rue de Pas. Le capitaine Himmel, quand on l'entretint des dé-

portations projetées, feignit d'abord l'étonnement, puis, devant la précision des détails apportés par ses interlocuteurs, fut obligé de convenir que la chose, somme toute, était assez vraisemblable. Il ajouta qu'en pareille matière son intervention ne pouvait être que de médiocre poids, la Ville de Lille relevant désormais d'une commandanture d'étape, celle de Valenciennes.

Lettres et démarches s'étaient succédées d'autant plus pressantes qu'à la faveur d'indiscrétions, le public sentait prochaine l'exécution de la terrible menace. Même le texte de l'affiche qui allait en annoncer la date était déjà dans plusieurs mains. On devenait très nerveux. Dans toutes les familles on supputait le nombre des partants. Ici, on s'abandonnait au désespoir ; là on comptait bien faire valoir tel ou tel cas de maladie et on ne doutait pas de fléchir la redoutable autorité. Les médecins de Lille étaient assaillis et du matin au soir rédigeaient des certificats. Tout à coup, on apprenait que le capitaine Himmel donnait à certaines catégories de personnes dont la présence à Lille était indispensable pour le fonctionnement de divers services, des cartes d'immunité. Pour essayer d'être compris à un titre

quelconque dans ces catégories, des gens affolés écrivirent au capitaine Himmel qui, d'ailleurs, ne répondait jamais. A tout hasard, le Comité d'alimentation pourvoyait ses employés d'une attestation ; les banques en faisaient autant ; M. le recteur Lyon délivrait aux membres de l'enseignement un papier constatant qu'ils étaient en activité.

Cependant tout le monde préparait son bagage et ce fut la course aux musettes. Du jour au lendemain, des sacs de voyage en toile, de toute forme et de tout prix, mais généralement assez chers, apparurent à l'étalage des commerçants. On se précipita pour les acheter et, consciencieusement, à la maison, on les garnit du linge indispensable et de rudimentaires vaiselles de fer blanc.

Le dimanche 16 avril, on signala que deux trains étaient passés aux faubourgs de Saint-Maurice et de Fives, à 3 heures et demie et 5 heures 1/2 du matin, bondés de jeunes gens qui criaient : « Vive la France ! ». N'étaient-ce point des roubaisiens et des tourquennois « râflés » dans la rue par les policiers allemands et « évacués » au loin pour les travaux forcés ?... Précisément, on « râfle » aussi à Lille. Dans le tramway F, entre le Pont du Lion-d'Or

et la Porte de Roubaix, on enleva leur carte d'identité à des jeunes gens qui durent se présenter ensuite aux bureaux de la police militaire, à la Mondiale, pour retirer cette carte et qui furent alors arrêtés et expédiés. Des mères de famille empêchèrent alors leurs fils de paraître dans la rue, même pour aller en classe. L'énervement était à son comble. Une poignante anxiété étreignait tous les cœurs. On épiait les colleurs d'affiches ; on inspectait les murs.

Le jeudi 20 avril, vers 6 heures du soir, l'affiche allemande fut placardée. Elle était ainsi conçue :

#### PROCLAMATION

L'attitude de l'Angleterre rend de plus en plus difficile le ravitaillement de la population.

Pour atténuer la misère, l'Autorité allemande a demandé récemment des volontaires pour aller travailler à la campagne. Cette offre n'a pas eu le succès attendu.

En conséquence, des habitants seront évacués par ordre et transportés à la campagne. Les évacués seront envoyés à l'intérieur du territoire occupé de la France, loin derrière le front, où ils seront occupés dans l'agriculture et nullement à des travaux militaires.

Par cette mesure, l'occasion leur sera donnée de mieux pourvoir à leur subsistance.

En cas de nécessité, le ravitaillement pourra se faire par les dépôts allemands.

Chaque évacué peut emporter avec lui 30 kilos de bagages (ustensiles de ménage, vêtements, etc.) qu'il fera bien de préparer dès maintenant.

J'ordonne donc : Personne ne peut jusqu'à nouvel ordre changer de domicile. Personne ne peut non plus s'absenter de son domicile légal déclaré de 9 heures du soir à 6 heures (h. a.), pour autant qu'il ne soit pas en possession d'un permis en règle.

Comme il s'agit d'une mesure irrévocable, il est de l'intérêt de la population même de rester calme et obéissante.

Lille, avril 1916.

Le général commandant.

Des rassemblements considérables se formèrent autour de l'affiche. On ne se contentait pas de la lire ; on la commentait, on la copiait. Ceux qui avaient voulu douter contre toute évidence étaient bien obligés de se rendre à la cruelle réalité. L'horreur allait donc s'accomplir. On allait vraiment enlever des femmes ! Alors des poings se serrent, des paroles d'indignation éclatent ; on maudit son impuissance...

En vain, M. Georges Lyon, recteur, avait fait auprès du chancelier de l'Empire allemand une dernière et très éloquente tentative. Au nom de l'Université de Lille, invoquant l'inviolabilité de la personne humaine proclamée par toutes les philosophies, et, notamment, par la philosophie allemande, il avait revendiqué les droits sacrés des non-belligérants à leur « habeas corpus ». Cette lettre, pas plus que celles de l'évêque, du maire et des parlementaires, ne devait exercer aucune influence sur le haut commandement ennemi, partisan, suivant ses théories, de la guerre inhumaine.

La lettre de M. Lyon était ainsi conçue :

*Lille, le 21 Avril 1916.*

Monsieur le Chancelier,

Si c'est à votre Excellence que j'adresse cette pétition en faveur des trois grandes villes du Nord occupé, villes qui se trouvent sous le coup de la plus redoutable, de la plus inattendue des décisions, la raison en est que le Chef de l'Université de Lille était tout désigné pour formuler auprès de vous ce suprême appel. Personne, dans cette Allemagne où les grandes collectivités éducatrices qui s'honorent de porter le nom d'Universités orientent les volontés en même temps que les intelligences, ne s'étonnera que celle qui a nom Université de Lille élève, et très haut, la voix pour prévenir, s'il en est temps encore, l'exécution de mesures portant une irréparable atteinte au principe éternel que tant au delà qu'en deçà du Rhin tous les faiseurs d'âmes prennent à tâche de faire prévaloir.

La décision, je la résume d'un mot : d'un jour à l'autre, des milliers d'hommes, de femmes et de jeunes filles, habitants et habitantes de Lille, Roubaix et Tourcoing, seront contraints d'évacuer leurs cités respectives, pour être transplantés en d'autres régions, les Ardennes sans doute, et là vaquer aux travaux qui leur seront désignés. Notez que les uns et les autres ne sont ni des combattants, ni des prisonniers, ni des condamnés. Ce sont de libres citoyens qui n'ont par aucun acte, aucune infraction aux règles de l'occupant, mérité cette dépossession soudaine de leur « *habeas corpus* ».

Je ne m'arrête pas à tout ce qu'un pareil exode va représenter de douleurs, d'angoisses, peut-être même ici ou là de désespoirs.

Certains théoriciens ont eu beau prétendre que la guerre devait être dure. Ils n'auraient point osé aller jusqu'à dire qu'il fallait qu'elle fût inhumaine. Mais je laisse ce côté de la question, car on m'objecterait qu'il est purement sentimental.

Donc que la souffrance, physique ou morale, soit la compagne obligée de la lutte entre peuples civilisés ; que par une aggravation de ces conflits inconnue aux générations qui nous précédèrent, les non-combattants eux-mêmes doivent se résigner à des maux que nulle guerre n'avait encore déchaînés, l'ami de l'Humanité ne pourra qu'en gémir, en avouant son impuissance.

Mais il est une aggravation de rigueurs que nul théoricien de la guerre ne voudrait justifier et c'est ici que se dresse le principe souverain auquel je faisais, en débutant, allusion : cette aggravation consisterait à méconnaître l'inviolabilité de la personne humaine. Ce principe, le plus grand de vos philosophes l'a proclamé en des pages immortelles, comme il avait inspiré l'œuvre entière du plus grand de nos moralistes. Ce principe, vous et nous, l'avons hérité de Rousseau et de Kant ; nous travaillons sans relâche à le graver au cœur des générations qui se succèdent sur les bancs de nos Ecoles, de nos Lycées, de nos Universités. Le jour où il s'effacerait de la conscience humaine annoncerait le deuil de toute civilisation.

Or, je vous le demande, Excellence, avec respect, sans parti pris, sans passion, un tel principe, qui est certainement au fronton de votre culture, comme il l'est de la nôtre, ne se trouve-t-il pas en contradiction directe avec des ordres qui se pourraient ainsi résumer : toi, homme libre, qui n'as même pas à momentanément compter avec ce que Vigny appelait la servitude militaire, tu résideras où je veux, non où tu veux ; tu travailleras comme je veux, à ce que je veux, aux fins que je veux ?

Et, en terminant, Excellence, laissez-moi invoquer une dernière fois la maxime de celui que nos Universités révèrent à l'égal des vôtres, Emmanuel Kant : la personne humaine doit être traitée comme une fin, jamais comme un moyen.

Je prie Votre Excellence d'agréer les assurances de tout mon respect.

Le Recteur de l'Académie,  
Président du Conseil de l'Université.

Une nouvelle affiche dont on a le texte entre les mains précise la brutale procédure des évacuations annoncées. Voici ce texte :

Tous les habitants de la maison, à l'exception des enfants au-dessous de 14 ans et leur mère, ainsi qu'à l'exception des vieillards, doivent se préparer de suite pour être transportés dans une heure et demie.

Un officier décidera définitivement quelles personnes seront conduites dans le camp de la réunion. Dans ce but, tous les habitants de la maison doivent se réunir devant leur habitation. En cas de mauvais temps, il est permis de se tenir dans le couloir. La porte de la maison devra rester ouverte. Toute réclamation sera inutile. Aucun habitant de la maison, même ceux qui ne sont pas transportés, ne pourront quitter la maison avant 8 heures du matin (h. a.).

Chaque personne aura droit à 30 kilos de bagages. S'il y a un excédent de poids, tous les bagages de cette personne seront refusés sans égard. Les colis devront être faits séparément pour chaque personne et munis d'une adresse lisiblement écrite et solidement fixée. L'adresse devra porter le nom, prénom, numéro de la carte d'identité. Il est tout à fait nécessaire de se munir, dans son propre intérêt, d'ustensiles pour boire et manger, ainsi que d'une couverture de laine, de bonnes chaussures et de linge. Chaque personne devra porter sur soi sa carte d'identité.

Quiconque essaiera de se soustraire au transport sera impitoyablement puni.

Etappen-Kommandantur.

Dans le cabinet du Maire de Lille, adjoints, conseillers municipaux, notables, fonctionnaires, visiteurs affolés, causent bruyamment de la situation. La violence des propos échangés atteste à quel degré est montée l'indignation publique.

Un conseiller municipal s'écrie :

— Qu'on vienne toucher à mes filles !...  
Qu'on y vienne !... Je vous déclare que l'allemand qui portera la main sur elles s'en repentira !...

Et il souligne d'un grand geste de colère cette déclaration.

Un commissaire de police renchérit. Lui non plus ne permettra pas que ses filles lui soient arrachées et, contre tout droit, emmenées en esclavage. Il arrivera ce qui arrivera, mais il résistera, même par la violence !...

D'autres personnalités soulignent l'hypocrisie de l'affiche allemande. Cette affiche prétend que l'évacuation forcée d'un certain nombre d'habitants à la campagne a pour but de faciliter leur alimentation. On ne saurait concevoir de plus grossier mensonge ! Les habitants des pays occupés sont ravitaillés par le Comité américain. Or, qu'ils touchent leurs denrées à Lille ou qu'ils les touchent dans les Ardennes, n'est-ce pas exactement la même chose ?

La conclusion qui se dégage de ces conversations rapides, nerveuses et comme haletantes, c'est qu'il y a une véritable fierté à se sentir français devant l'opprobre éternel qu'assume aujourd'hui par son armée tout le peuple allemand.

Car la mesure odieuse qui va s'exécuter n'est pas le fait d'officiers ivres de poudre pénétrant le sabre au poing dans une ville conquise et soucieux d'assurer par tous les moyens la sécurité de leurs troupes. Non. Elle a été délibérée et méditée. Elle frappe au cœur une population qui, durant dix-neuf mois d'oppression et de souffrances, a montré la plus parfaite dignité et le plus grand calme. C'est la plus criante des injustices, la plus imméritée des persécutions.

Le jour même où paraissait l'affiche, à 7 heures du soir, le Maire de Lille, l'évêque, le sous-préfet, M. Crépy-Saint-Léger, adjoint, obtinrent à grand'peine d'être reçus par le général von Groevenitz, mais ils ne purent placer un mot et on se borna à leur faire connaître que la mesure était irrévocable. Elle doit recevoir dès le lendemain samedi 22 avril, un commencement d'exécution.

Bientôt, en effet, l'autorité municipale est officiellement avisée que 1.400 personnes seront enlevées, ce jour-là, dans le faubourg de Fives.

En conséquence, la cuisine populaire de la rue de Bouvines fonctionnera, durant la nuit, fiévreusement. M. Bos-Richard, le très dévoué trésorier des fourneaux économiques, qui en

rassemble en hâte le personnel, y donne pour instructions de cuire 2.800 œufs, 300 kilos de haricots et 1.400 kilos de pommes de terre.

### III

## L'Exécution

### La Première Journée

22 Avril.

Il faisait nuit encore et le jour paresseux d'avril n'annonçait même pas son apparition, que déjà de lourdes bottes heurtaient les pavés en cadence. C'était le détachement d'exécution qui arrivait dans le quartier de Fives, prenait position depuis le Pont supérieur jusqu'à la rue du Pont-du-Lion-d'Or et au delà du Mont-de-Terre, vers Hellemmes, barrait les rues, occupait les carrefours et les places.

Il était composé de soldats du 64<sup>e</sup> régiment d'infanterie, arrivé à Lille le 18 et venu, disait-on, de Verdun. Ils étaient en tenue de campagne, moins le sac, ayant au bout du canon cette courte baïonnette à large lame qui donne l'impression d'un poignard. Le détachement était accompagné de quatre mitrailleuses qui furent mises en batterie rue du Prieuré, non loin de

la rue Pierre-Legrand, laquelle, comme on sait, traverse toute l'agglomération. Rien ne montre mieux que ce détail à quelles extrémités était résolue l'autorité militaire allemande si des résistances se manifestaient.

Cependant quatre officiers, le cigare aux lèvres, s'installaient dans le poste de police du huitième arrondissement situé à l'angle des rues Pierre-Legrand et de Bouvines. Ils firent apporter des verres et se mirent à sabler du vin de Moselle, tout en déplaçant les chaises à coups de botte. Ces officiers formaient le Conseil appelé à se prononcer sur les cas spéciaux que tels évacués se croiraient autorisés à faire valoir.

Tout le quartier était, comme bien on pense, en émoi. Dans beaucoup de familles, on ne s'était pas couché. Il fallait terminer les derniers préparatifs, arrêter de concert les dernières dispositions, échanger les recommandations suprêmes. D'ailleurs, on n'aurait pas pu dormir. Trop de préoccupations surexcitaient les esprits, trop de larmes gonflaient les yeux.

Aussi quand les patrouilles sonnèrent aux portes des habitations ou les ébranlèrent à coups de crosse, fenêtres et lucarnes ne furent pas longues à s'ouvrir.

— Descendre !... Venir !... Ouvrir de suite ! criaient les soldats de leurs voix gutturales aux habitants qui montraient leurs têtes bouleversées. Et bientôt, tout le monde fut sur les seuils ou dans les petites rues des cités.

Le ciel rougeoyait, mettant sur les choses une lueur d'incendie et l'on eût dit, en effet, que tous ces gens hâtivement vêtus, aux figures effarées et pâles, s'apprêtaient à fuir quelque sinistre menaçant. Mais on ne tardait pas à se rendre compte qu'une inflexible coercition rivait leurs pieds au sol et les maintenait dans d'épouvantables incertitudes. On s'interpellait, on s'interrogeait à voix presque basse, la gorge sèche, le geste découragé. Justement le canon se faisait depuis quelques jours et cet impressionnant silence aggravait la sensation toute malade qui se glissait en certaines âmes, — ah ! qu'on pardonne cette passagère dépression ! — d'un injuste abandonnement de la part de ceux dont on attendait secours et délivrance.

Chaque patrouille avait à sa tête un officier et un sous-officier qu'accompagnait un policier militaire reconnaissable à son brassard noir, blanc et rouge.

Dès que la porte d'une maison était ouverte, une sentinelle en occupait l'encadrement ; le

chef de la patrouille et le policier arrivaient ensuite.

Les policiers choisis pour ces opérations savaient tous le français et le rôle d'interprètes leur était dévolu. Ils questionnaient, au besoin, les personnes susceptibles d'être évacuées, selon des instructions contenues dans une note de la kommandatur et qui émanaient sans doute du haut commandement.

La note stipulait que les patrouilles dites « de perquisition » devaient agir avec énergie, tout en évitant les violences inutiles, afin de ne pas provoquer de troubles. Chaque maison était à visiter dans le quartier prévu. En principe, seules étaient susceptibles d'évacuation les personnes âgées de quatorze à cinquante-cinq ans et capables de travail, hommes et femmes en proportion égale. Les femmes ayant des enfants au-dessous de quatorze ans ne devaient pas être enlevées à leur foyer. Les enfants n'ayant pas encore dix-sept ans devaient, autant que possible, ne pas être séparés de leur mère, à défaut de la mère, de leur grand'mère et, à défaut d'une grand'mère, de leur père.

L'exemple suivant était proposé :

« Une famille d'ouvriers se compose du père âgé de quarante-cinq ans, de la mère âgée de

trente-huit ans, et de cinq enfants âgés de dix-huit, dix-sept, quinze, dix et huit ans.

» Sont à emmener le père et les deux enfants de dix-huit et dix-sept ans. Si les enfants de huit et dix ans n'existaient pas, toute la famille serait à enlever, de sorte que l'enfant de quinze ans ne se trouvât pas séparé de sa mère. Si la mère n'existait pas, le père serait laissé avec les enfants, à moins qu'il n'existât une grand'mère à qui les plus jeunes enfants puissent être confiés. »

Les personnes âgées de plus de cinquante-cinq ans ou de moins de quatorze ans devaient échapper à l'évacuation ; de même les infirmes et les malades, les personnes appartenant à des nations neutres ou alliées de l'Allemagne, les agents de police, les pompiers, les employés de tramway, les employés de mairie ; le personnel des usines à gaz et d'électricité, celui du service des eaux ; le personnel des orphelinats, des asiles d'aliénés, des hôpitaux ; les fonctionnaires de la Préfecture et des tribunaux. L'immunité s'étendait aux employés de banque, aux ingénieurs, aux avocats, aux membres de l'enseignement, aux ecclésiastiques, aux médecins, aux pharmaciens, à quiconque exerçait une profession libérale, — aux demoiselles et da-

mes de « bonne condition », à moins que ces dernières n'exprimassent le désir d'accompagner leurs maris contraints à l'évacuation...

Telle était la théorie. Dans la pratique, tout dépendait des dispositions plus ou moins malveillantes de l'officier chef de patrouille, qui ne se gênait pour en faire à sa tête et prenait parfois un malin plaisir à torturer une famille en la désorganisant. Quant à la manière dont furent traitées les « demoiselles de bonne condition », il suffira de rappeler que des filles d'honorables commerçants et entrepreneurs furent impitoyablement enlevées, tandis que les tenancières ou serveuses des bars fréquentés par les allemands restaient tranquillement à leur comptoir...

Pour faire son choix, l'officier se basait sur les feuilles de recensement affichées dans les vestibules et sur les cartes d'identité dont chaque habitant était tenu de se pourvoir avant de comparaître devant lui. En général, il ne pénétrait pas dans les habitations, à moins que des malades ne lui fussent signalés. Les futurs évacués, — dont les noms étaient soulignés ou rayés sur la feuille de recensement, — n'avaient qu'une quinzaine de minutes pour rassembler leurs bagages et faire leurs adieux.

Le chef de patrouille et le policier disparus, la sentinelle flanquait les partants et, toujours baïonnette au canon, les conduisait, suivant les points d'où ils étaient partis, à l'école Paul-Bert, rue du Long-Pot ; à l'école Cabanis, rue Cabanis ; à l'école Lakanal, au Mont-de-Terre ; à l'école Montesquieu, rue de Bouvines, ou à l'école Descartes, rue Guillaume-Werniers.

Nous renouons à décrire le déchirement des adieux. les gémissements des mères qui voyaient partir des jeunes filles habituées à ne sortir qu'avec elles, les gestes tremblants des aïeules dont les larmes inondaient les rides et la stupéfaction des petits qui ne comprenaient pas. Les adieux devaient être rapides sur le seuil des maisons, car cette suprême consolation n'était même pas accordée aux familles de faire un pas de conduite à ceux et à celles qui s'en allaient vers l'inconnu, sous la contrainte de l'ennemi.

Tout à coup, dans le populeux faubourg où tant de désespoirs se lamentent, des cuivres retentissent. C'est la musique du 64<sup>e</sup> régiment. Elle s'est placée à l'angle des rues Pierre-Le-grand et du Long-Pot et la voilà qui fait entendre des airs joyeux, comme pour une fête. Cela dure près d'une demi-heure !

Eh bien ! qu'en dites-vous ? Des cœurs qui saignent, des âmes qu'on supplicie et, pendant ce temps-là, une musique qui joue et des officiers qui sablent des vins, non loin de mitrailleuses prêtes à balayer les rues de terribles rafales... Quels tableaux !... Quels imprévus shakespeareiens !... Jamais des français n'auraient trouvé cela...

Les enlèvements se poursuivirent jusqu'aux approches de midi. En général, les soldats qui participaient à cette sinistre besogne agissaient comme des automates, parfaitement incapables d'en apprécier tout l'odieux. Aux réflexions qui échappaient aux évacuées durant le parcours de la maison au lieu de rassemblement. aux supplications des mères éplorées, ils ne savaient que répondre par la formule d'indifférence qu'ils prodiguèrent au cours de cette tragique période, à croire qu'on la leur avait serinée :

— Oh ! nous, égal !...

Plusieurs, toutefois, manifestèrent quelque répugnance. Quand les évacués faisaient allusion aux responsabilités morales qu'assumait l'Allemagne devant le monde civilisé, ceux qui comprenaient bien le français baissaient la tête avec une gêne évidente, gardaient un silence significatif ou bien répondaient évasivement :

— Nix comprendre !...

Et ils marchaient gauchement, traînant les bottes derrière les jeunes captives, en essayant de détourner leur pensée de l'infâmie dont ils étaient les instruments honteux.

Il va sans dire que la plupart des protestations, si motivées qu'elles fussent, étaient impitoyablement rejetées par l'officier chef de patrouille.

M. J. Carlier, conseiller d'arrondissement, 7, rue Dubrunfaut, ne put empêcher le départ de sa fille unique âgée de vingt-deux ans. La fille d'un inspecteur de la police municipale, Mlle Vandeportal, âgée de dix-neuf ans, fut également enlevée au domicile des siens, 4, rue Bourjemois, malgré la vive insistance de son père.

Rue Pierre-Légrand, 48, M<sup>me</sup> P. Melchior, femme du consul de Belgique, était décédée au cours de la nuit précédente. M<sup>lle</sup> Melchior ne dut qu'à cette funèbre circonstance d'être épargnée. Encore fallut-il l'insistance de deux religieuses qui veillaient la défunte.

L'espace d'un quart d'heure, et M<sup>lle</sup> Jeanne Cornu, herboriste, chemin d'Huile, 35 bis, se trouva seule dans son magasin où, quelques instants avant, elle causait avec sa mère et son

père, peintre à la Compagnie du Chemin de fer du Nord. La mère fut finalement relâchée.

Chez M<sup>me</sup> Delezenne, marchande de chaussures, rue Pierre-Legrand, deux filles sur trois furent désignées pour l'évacuation.

M. A. Berlemont, maître-peintre, 186, rue Pierre-Legrand, et ses deux filles âgées de dix-huit et vingt ans durent faire leurs adieux à M<sup>me</sup> A. Berlemont.

M<sup>me</sup> Doyennette-Doutrelon et sa fille, épicières à l'angle des rues Guillaume-Werniers et du Calvaire, durent fermer leur boutique et l'abandonner à la garde de la fille aînée, mère d'un bébé. De même, M<sup>me</sup> Dercœur, qui tenait une cordonnerie, rue de Lannoy.

Citons encore, entre tant d'autres, M<sup>lle</sup> Suzanne Messelier, une jeune fille de dix-huit ans, dont les parents tiennent une maison de fruits et primeurs, rue de Lannoy, 28, et à qui un officier déclara qu'il fallait s'habiller et préparer ses paquets « pour aller faire de l'agriculture ».

Parmi les évacués, nous relevons au hasard les noms de MM. Nicolas Caron, directeur du « Contentieux général », dont les bureaux sont rue Faidherbe, 26 ; A. Lucin, épicier, rue Mal-sence, 2 ; Théry-Verstichelen, cafetier, rue de

Bouvines, 3 et 5 ; celui du fils de M. le docteur Vanheuersuyn, âgé de dix-sept ans.

M. Nicolas Caron fut victime de son zèle à plaider la cause de ses voisins. Il était intervenu pour obtenir la libération de quelques-uns d'entre eux, — des jeunes filles et des femmes principalement, — quand un officier intima l'ordre aux soldats de l'emmener lui-même.

Un ouvrier, revenu d'Allemagne, après un séjour de dix-huit mois comme prisonnier civil, reçut l'ordre de partir malgré la longue détention qu'il avait précédemment subie. On lui reprocha de n'avoir pas ses papiers en règle. Effectivement, il y manquait un cachet qu'il devait faire appliquer chaque mois à la commandanture contre paiement d'une somme de trois francs. Or le brave homme vivait du modeste secours alloué aux chômeurs et il avait négligé la formalité, trop coûteuse pour sa pauvre bourse.

Les actes de dévouement furent nombreux. Spontanément des hommes, des femmes exprimèrent le désir formel de partir afin d'accompagner des proches, — des jeunes filles, notamment, — forcés à l'évacuation.

Aux lieux de rassemblement fixés, comme nous l'avons dit, dans les écoles publiques, quelques officiers consentirent, sur le vu de certificats médicaux, à relaxer quelques personnes ; mais c'était généralement le Conseil des officiers établi au poste de police du huitième arrondissement qui statuait sur les requêtes présentées.

Devant ce conseil, comparut une jeune fille qui ne put réprimer son indignation :

— Comment voulez-vous, s'écria-t-elle en s'adressant aux officiers, qu'on ne vous traite pas de « barbares » après des actes pareils !...

Seul, un lieutenant, le lieutenant Loben, s'indigna d'une telle audace. Les autres se contentèrent de ricaner en haussant les épaules. Ils avaient le vin gai !

Quinze cents personnes environ domiciliées dans l'étendue du huitième arrondissement de police — quelques rues exceptées, telles que les rues du Pont-du-Lion-d'Or, de Flers, du Docteur-Jenner, — furent acheminées des écoles susdites vers la gare des marchandises de Fives où des chaises avaient été placées par la municipalité sous trois vastes hangars.

Des coups de feu tirés en l'air signalèrent la fin des opérations. La circulation redevint li-

bre dans les rues du faubourg, dès que les évacués eurent été parqués en gare.

Là, nul n'était admis à les approcher, hormis quelques membres de la municipalité : MM. Charles Delesalle, maire de Lille ; Lucien Crépy, Charles Rémy, Liégeois-Six, adjoints au maire ; Paul Ovigneur, conseiller municipal ; des membres du Comité de ravitaillement hispano-américain et un personnel restreint attaché au service des Fourneaux économiques et placé sous la direction de M. Bos-Richard.

Dans la gare, des médecins allemands examinaient ceux qui avaient un cas d'exemption à faire valoir. L'examen était rapide et la décision sans appel. Ils faisaient tomber un bas, relever une manche, déboutonner un veston et prononçaient. A des exemptés, ils déclaraient parfois :

— Vous avez tort de ne pas partir. L'air de la campagne, une nourriture plus saine avec des œufs, du lait et du beurre, vous auraient fait beaucoup de bien !...

La municipalité, en général, et M. Paul Ovigneur, en particulier, s'employaient avec un zèle méritoire à des « repêchages » auprès des deux officiers chargés d'assurer les départs, les capitaines Himmel et Dubois. C'est à leur in-

tervention que M<sup>lles</sup> Vandeportal, Boutry, fille d'un industriel de la rue du Long-Pot, durent d'être rendues à leurs familles.

A deux heures de l'après-midi, un repas fut servi dont la confection, assurée par le personnel des Fourneaux économiques, avec le concours de M. Rémy Pigeat, comportait une soupe aux haricots, un morceau de lard et un bol de café sucré.

D'accord avec l'administration préfectorale, la ville fit verser aux évacués bénéficiaires de l'allocation militaire l'indemnité de deux périodes, à ceux qui touchaient le chômage ou des secours à titre de sinistrés, une avance de trois mois.

Enfin chaque évacué reçut, par les soins du Comité d'alimentation, deux œufs, deux harengs, du saindoux, du fromage, du pain, du café et du savon.

A cinq heures de l'après-midi, trois trains furent formés. Ils étaient composés de fourgons et de wagons couramment utilisés pour le transport des bestiaux. M<sup>lle</sup> Suzanne Messelier compta dans un de ces wagons vingt-sept hommes et trois femmes. Elle compta dans un autre wagon vingt hommes et dix femmes. La jeune fille, qui ne montrait aucun empresse-

ment à s'embarquer, fut finalement, avec quelques personnes, renvoyée chez elle faute de place.

Le départ fut silencieux. Aux portières, des figures de femmes aux traits tirés, aux yeux rougis ; des jeunes gens agitant sans entrain des mouchoirs ; des mains qui se tendent pour serrer d'autres mains ; des conversations à peine bruyantes ; une sorte d'accablement physique et moral : l'ensemble du tableau a quelque chose de funèbre.

C'est qu'on ignore tout de la destinée de ceux qui s'en vont. Les Allemands ont bien dit que les évacués allaient travailler dans les champs loin du front ; mais ils ont si souvent menti, travesti la vérité, nié même l'évidence, qu'on a des doutes. N'emmène-t-on pas nos concitoyens en Allemagne ? Ne va-t-on pas, en tout état de cause, les condamner à des travaux de guerre ?

Telles sont les questions qu'on se pose entre parents et que les évacués se posent entre eux ? Et l'on entrevoit, quelle que soit la destination des trains, toute une vie de misère pour ceux qu'ils transportent, car cette longue occupation nous a montré l'ennemi tel qu'il est : injuste, sans pitié, d'une cruauté souvent raffinée, inaccessible aux sentiments de la plus élémentaire humanité.

Dans la matinée, après que le quartier de Fives eut subi cette « abomination de la désolation », le maire, l'évêque et le sous-préfet, réunis à l'Hôtel de Ville, résolurent de protester à nouveau et ils firent déposer à la commandanture, à destination du grand quartier général à Charleville, une dépêche dont voici le texte :

Grand Quartier Général  
Charleville.

Renouvelons énergique protestation et élevons cri d'indignation contre enlèvement forcé qui disloque familles : jeunes filles arrachées à leurs parents et vieillards privés de leurs soutiens. Population bouleversée.

Lille, 22 avril 1916.

#### IV

### Les Évacuations continuent

Dans la nuit de samedi à dimanche, l'Hôtel de Ville brûla et ce sinistre où furent détruites tant de choses précieuses, — livres, gravures, tableaux, collections, archives, — ajouta aux tristesses de la situation. La journée de Pâques fut morne. Dans la plupart des familles, on continua les préparatifs de départ.

Le nouveau malheur qui frappait au cœur notre ville déjà si éprouvée allait-il toucher les

Allemands et suspendraient-ils les évacuations commencées ? On n'osait pas l'espérer. De cruelles expériences avaient appris, depuis près de deux ans, que le cœur de ces gens-là est ferme à toute considération pitoyable.

Mais par quel quartier allaient-ils poursuivre leurs exploits ? On ne tarda pas à être fixé. La mairie ayant à prendre diverses dispositions, fut avertie que les prochaines opérations auraient lieu dans le cinquième arrondissement, que traversent la rue d'Isly, le boulevard Bigo-Danel et le boulevard Vauban. Elles étaient fixées au lundi 24.

Ce jour-là donc, dès 3 heures du matin, les barrages des soldats commençaient. Ils partaient du quai de la Haute-Deûle, à la hauteur du port Vauban, suivaient la rue Solférino (côté des numéros pairs), la rue des Stations (numéros pairs), le boulevard de Metz à partir de la porte de Béthune, les boulevards de la Moselle et de Lorraine.

La plupart des servantes dans les immeubles de la place de Tourcoing et de ses abords furent contraintes à l'évacuation. Rue Nationale, 265, M. Gruson-Herbeau, charcutier, fit vainement remarquer qu'il avait huit enfants : sa bonne âgée de vingt ans dut suivre les soldats.

M. Peragallo, sous-chef de gare, 10, rue des Frères-Vaillants, père de deux enfants âgés l'un de dix-sept mois et le second de trois semaines, ne fut pas non plus autorisé à conserver une bonne.

Nonobstant les instructions dont nous avons précédemment donné la substance, les patrouilles désignèrent pour l'évacuation deux ingénieurs : M. Dominique Rousseaux, 22, boulevard Vauban, et M. Henri Joly, 8, rue des Frères-Vaillants.

L'inspecteur de police et poète patoisant Isidore Mareels obtint difficilement qu'on lui laissât une fille sur deux.

Les deux filles de M. L. Bernay, pharmacien, rue des Stations, 26, furent désignées pour partir ; mais toutes deux ne tardèrent pas à réintégrer le domicile paternel. L'une d'elles était tombée sans connaissance, en proie à une violente crise de nerfs, dans un local d'attente, et l'autre reçut la mission de reconduire sa sœur.

Une autre jeune fille prise d'hémorragie fut aussi rendue à sa famille dans un état inquiétant.

Rue Henry-Loyer, une jeune fille dont les parents furent tués lors de l'explosion des Dix-

Huit-Ponts, le 11 janvier 1916, et qui fut blessée dans la même circonstance, n'obtint pas grâce pour cela. Dans la même rue, une femme âgée de trente-cinq ans reçut l'ordre d'évacuer, alors que son mari valide et d'un an seulement plus âgé qu'elle était laissé chez lui.

M<sup>me</sup> Louis Guiselin, femme du conseiller municipal, sa fille et son fils furent emmenés et il fallut l'intervention énergique de MM. René Baudon, adjoint au Maire de Lille, et Paul Ovigneur, conseiller municipal, pour que M<sup>me</sup> Guiselin et sa fille fussent libérées. Le fils de M. Guiselin, étudiant, âgé de dix-neuf ans, fut seul maintenu.

M. Delcambre, secrétaire du commissariat de police du troisième arrondissement, était intervenu auprès d'un officier en faveur de sa sœur, évacuée de Fournes où elle avait eu sa maison détruite par des obus. L'officier ne voulut rien entendre. Il déclara, non sans arrogance :

— Madame est désignée pour partir et elle doit partir, parce qu'il s'agit d'un ordre. Chez nous autres, allemands, nous ne discutons pas les ordres : c'est là une supériorité que nous avons sur les Français !

Le recours à la ruse pour échapper à l'évacuation fut parfois couronné de succès.

Une jeune femme fut si lente à préparer ses paquets, que la sentinelle qui l'attendait s'impatienta et, après avoir mâchonné quelques jurons, finit par s'éclipser.

Une autre arrivée en gare Saint-Sauveur, prétendit avoir été introduite pour remettre ses bagages à une parente qu'elle ne découvrait pas. Un officier réprimanda vertement les factionnaires qu'il supposait l'avoir autorisée à franchir les portes et la fit sortir sur-le-champ.

Des habitants bénéficièrent du hasard qui voulait qu'un écriteau « à louer » fût apposé sur la façade de leur maison et nous ne garantissons pas que ces sortes d'écriteaux ne furent pas multipliés, lorsque ce détail fut connu.

Deux milliers de personnes furent évacuées, le mardi 25 avril, dans un secteur embrassant le septième arrondissement de police : les faubourgs de Douai, d'Arras et des Postes.

Rue de Marquillies, dans une maison où habitaient vingt-quatre femmes et un jeune homme de dix-sept ans, ce dernier seul fut désigné pour l'évacuation. Dans une autre maison de cette même rue où sept jeunes gens et onze femmes avaient leurs domiciles, les premiers furent tous emmenés et les femmes furent laissées libres.



Le mercredi 26 avril, onze cents évacuations portèrent sur le deuxième arrondissement dans sa totalité et sur une partie du premier arrondissement, à savoir le côté droit de la rue de la Barre, en y accédant par la rue Esquermoise, la rue du Gros-Gérard, la rue Léonard-Danel et la rue Sainte-Catherine.

Le jeudi 27 avril, les patrouilles allemandes parurent dans trois arrondissements : le quatrième, le cinquième et le sixième, parcourant dans leur entier ou partiellement les rues des Postes, Léon-Gambetta, de Justice, Solférino, des Stations et quelques rues du faubourg des Postes. On évalue à 2.400 le nombre des personnes qui furent déportées ce jour-là.

M. Vallon, chef du service du recensement à la mairie de Lille, a raconté la lourde facétie d'un officier allemand qui, ayant opéré rue de la Digue, substitua à la feuille de recensement sur le mur d'un immeuble où il ordonnait l'évacuation d'un homme de cinquante-six ans (au numéro 10), un papier portant la mention : « Joyeuses Pâques ».

Un millier d'habitants furent évacués le vendredi 28 avril. Ils appartenaient au troisième arrondissement qui fut visité dans sa totalité : rues de Paris, de Fives, de Tournai,

Faidherbe, des Jardins, de Roubaix, boulevard Carnot, etc., à une partie du premier : rue de Paris (côté droit jusqu'à la rue du Sec-Arembault) ; rue du Sec-Arembault, rue de la Clef, place des Patiniers (numéros pairs) ; à une partie du quatrième : rue du Sec-Arembault, rue de Paris (de la rue du Sec-Arembault à la place Simon-Vollant) ; enfin à une partie du cinquième avec le quartier des Bois-Blancs.

Le samedi 29, les habitants du neuvième arrondissement (faubourg de Roubaix, Saint-Maurice) eurent leur tour, en même temps que la partie du huitième négligée le samedi précédent : rues de Flers, du Docteur-Jenner, du Pont-du-Lion-d'Or et une nouvelle partie du quatrième arrondissement : rue Gauthier-de-Châtillon, place Auguste-Angellier, rue Jean-Bart, rue des Postes, rue Inkermann, place Sébastopol. Un millier d'évacués furent encore réunis. Parmi eux figurait une fille du garde-champêtre de Saint-Maurice, Louis Clabaut, qui fut assassiné au mois de décembre 1915.



Depuis le lundi 24 avril, la gare d'embarquement était la gare Saint-Sauveur. Les évacués y étaient conduits soit par le chemin de fer de ceinture lorsqu'il s'agissait de quartiers

voisins des fortifications, soit, pour les autres quartiers, par des trains de tramways composés de trois voitures dont les soldats occupaient les plates-formes.

Ces trains de tramways, en raison de leur longueur qui rendait malaisée l'évolution dans certaines rues du centre, accomplissaient d'in vraisemblables parcours. Tout le long du trajet, les mouchoirs s'agitaient par-dessus les glaces baissées, des bribes de « Marseillaise » alternaient avec des couplets de chansons populaires, comme le « P'tit Quinquin ». Les lazzi n'étaient pas ménagés aux soldats qui paraissaient avoir reçu l'ordre de rester impassibles. Car l'esprit français, toujours un peu gouailleur, avait vite repris le dessus et les évacués, qui ne voulaient pas repaître l'ennemi du spectacle de leur navrement, le dissimulaient sous un rire de défi.

Chaque matin, sur le boulevard des Ecoles, beaucoup de nos concitoyens assistaient à la descente des tramways et nul d'entre eux ne se méprenait sur la gaîté factice dont il était témoin.

— Paris ! Buffet !... criaient les loustics en tirant leurs bagages.

Ou bien :

— En voiture, les voyageurs pour Berlin, en voiture !...

Mais ils glissaient à l'ami rencontré un dernier mot d'adieu à remettre « à la maison » et s'ils apercevaient un proche dans la foule silencieuse, furtivement ils essuyaient une larme. Ah ! oui, certes, ils étaient émus, mais devant le casque-à-pointe, ils voulaient crâner.

Mon collaborateur, Marc David, avec qui j'ai suivi de près la douloureuse passion de notre ville et qui m'en a signalé maint incident pittoresque ou tragique, m'a conté cette anecdote où se synthétise, il me semble, l'état d'esprit des évacués :

Une jeune fille de vingt ans avait été confiée par son père mobilisé à M. et Mme Joly, 8, rue des Frères-Vaillants, déjà nommé. Le chef de patrouille qui opéra dans ce quartier, la désigna, ainsi que M. Joly, pour l'évacuation. M. Joly crut devoir intervenir en faveur de la jeune fille. Pour donner plus de poids à son intervention, il déclina ses qualités ; il était ingénieur, membre de la Croix-Rouge française, ayant fait partie, avant l'occupation, de la formation Blanche de Castille. Mais la jeune fille ne le laissa pas achever. Elle le supplia de « ne rien demander pour elle aux Alle-

mands ». Ses bagages étaient là. Elle y jeta un dernier coup d'œil, embrassa Mme Joly et s'apprêtait à suivre le soldat qui l'attendait, quand, incapable de dominer plus longtemps ses nerfs, elle éclata en sanglots. Mais le soldat ayant fait un geste qui signifiait que c'était l'heure, elle se reprit tout-à-coup et, frappant le sol du pied, elle s'écria :

— Eh bien ! non, je ne pleurerai pas ! Non, il ne me verra pas pleurer !...

Alors, elle essuya son visage, y jeta un soupçon de poudre et, suivie de l'ingénieur, gagna la rue fièrement, avec un sourire d'adieu à Mme Joly...

L'aspect des groupes variait naturellement suivant les quartiers où sévissait l'ordre d'évacuation. Dans le quartier flamand, rue de Juliers, le jeudi 27, les soldats eurent la surprise de voir les portes s'ouvrir d'elles-mêmes devant eux. Aussitôt, des airs d'accordéon retentirent, des pas de danse furent esquissés, on boucla les musettes sur les trottoirs et on échangea de faciles plaisanteries avant de se mettre en route. Les mines fatiguées aidant, — car on avait peu dormi, — on se serait cru un matin de turbulente « braderie ». Les Allemands comprenaient de moins en moins.

L'esprit flamand comme l'esprit français leur est totalement étranger...

Sans arrêt donc, durant toute la semaine de Pâques, les colonnes d'évacués, hommes et femmes de toutes conditions, s'engouffrèrent dans la gare Saint-Sauveur, par la porte qui est à l'angle du boulevard et de la rue Boitelle. Pressée sur le boulevard, la foule suivait des yeux leurs groupes qui moutonnaient dans la poussière, passaient devant le bureau des douanes tout enveloppé de lierre où fonctionnait un service de la Croix-Rouge et disparaissaient dans la pénombre de quatre immenses hangars.

Des prêtres, des médecins multipliaient les démarches aux portes de la gare dont l'entrée n'était toujours permise qu'aux rares personnes que nous avons indiquées. Entre eux et le public, les membres de la municipalité et du Comité de Ravitaillement servaient d'intermédiaires. Les membres de la municipalité surtout transmettaient aux évacués les dernières recommandations de la famille anxieuse et aux autorités allemandes les ultimes requêtes.

Le maire de Lille, qui passait tout le long des trains pour saluer les partants, fut l'objet des plus vifs témoignages de sympathie. Il

rapporta l'impression que nos malheureux concitoyens s'en allaient du moins avec courage, que leurs espérances grandissaient avec les épreuves et que la bonne humeur française leur serait un puissant viatique. De tous les wagons, hommes et femmes lui tendaient les mains et le saluaient de chaleureuses et patriotiques exclamations :

— Au revoir, monsieur le Maire !

— Nous nous reverrons, monsieur le Maire !

— On les aura, monsieur le Maire !

Et la « Marseillaise » fredonnée d'abord timidement, éclatait parfois en bravade, suivie de refrains divers lancés narquoisement au nez et à la barbe des Allemands ahuris.

Au dehors, la foule infatigable ne se retirait que vers la fin du jour, quand les départs des trains avaient décidément aboli tout espoir de voir revenir le fils, la fille, le père, qu'un ennemi implacable arrachait à leurs familles désolées.

Cette semaine de Pâques 1916 fut vraiment pour notre malheureuse ville la semaine des larmes...

Cette semaine aurait-elle une suite ? On le craignait. On avait évacué environ 10.000 personnes, y compris celles qui, au sortir de la

prison de Loos et de la Citadelle, où conduisait la moindre infraction aux ordonnances allemandes, avaient été embarquées au lieu d'être rendues à la liberté. Or, le bruit courait que Lille était taxée à trente mille environ. Il resterait dès lors 20.000 évacuations en perspective. On allait donc vivre encore des jours et des nuits de cauchemar.

Mais on ne tarda pas à savoir que le haut commandement avait décidé de s'en tenir là. Avait-il été impressionné par certains rapports d'où ressortait, malgré tout, l'odieux de pareilles mesures ? Savait-il que certains officiers les blâmaient ouvertement et qu'à Roubaix, par exemple, un capitaine de la garde, obligé d'y coopérer avec ses hommes, avait dit en rentrant au domicile qu'il occupait, après avoir jeté ses armes sur un fauteuil : « Aujourd'hui, la garde s'est déshonorée !... »

Toujours est-il que le samedi soir 29 avril, M. Crépy, rencontré à la sortie de la gare, annonça qu'il tenait d'une personnalité allemande autorisée que les évacuations étaient bien finies.

Mais on se demandait quelles nouvelles horreurs nous attendaient. Car il était évident que l'ennemi, comme un criminel qui a toute honte bue, ne reculerait plus maintenant devant rien.

## V

**Le Sort des Évacués**

Où les évacués avaient-ils été conduits ? Quel était leur sort ?... Telles étaient les questions qu'on ressassait dans les familles, attristées de tant de vides et dont le maire, les conseillers municipaux, tous ceux qu'on supposait en situation d'être renseignés étaient constamment assaillis. Personne ne savait rien et on en était réduit aux conjectures. Bientôt, heureusement, des papiers furent apportés par quelques-uns des soldats qui avaient accompagné nos malheureux concitoyens.

C'est ainsi que M. Herbeau, charcutier, 265, rue Nationale, apprit que sa servante était à Auvillers-les-Forges, petite commune de l'arrondissement de Rocroi, qui a, en temps normal 800 habitants. La jeune fille écrivait à la date du 25 avril qu'elle avait campé tout le jour, avec de nombreuses compagnes, à la façon des soldats. Elle annonçait son prochain départ pour une destination inconnue.

Puis, on eut des nouvelles plus précises par des évacués qui avaient été réformés en arrivant à destination et renvoyés à leurs familles. De ce nombre était M. François Deghéselle.

M. F. Deghéselle est âgé de quarante-sept ans. Il exerce le métier d'ébéniste. Il est domicilié 13, place Vanhœnacker. Il avait été compris dans le lot d'évacués du mardi 25 avril. Nous lui laissons la parole :

— Après un long séjour en gare de Saint-Sauveur où nous ne manquions de rien, grâce aux dispositions prises par la municipalité, nous fûmes entassés dans des trains qui s'ébranlèrent sans que nous eussions la moindre idée du lieu où l'on nous emmenait.

» Nous étions un contingent d'une centaine d'hommes et de jeunes gens et nous fûmes invités à descendre à Hénin-Liétard (Pas-de-Calais). Des soldats, baïonnette au canon, se tenaient sur le quai de débarquement.

» On nous dirigea sur des corons et on nous introduisit à dix dans une même pièce. Il y avait tout juste, par terre, une légère couche de copeaux où nous comprimes qu'il ne nous restait plus qu'à nous étendre. Nous fredonnâmes rageusement la « Marseillaise » que nous avions entonnée au départ de Lille et, levés depuis l'aube, nous nous endormîmes à poings fermés, sans nous dévêtir, parmi nos bagages jetés pêle-mêle sur le sol.

» Les deux premiers jours, il nous fallut suffire avec les provisions de bouche que nous

avait distribuées le Comité d'Alimentation du Nord de la France, en gare Saint-Sauveur.

» Nous étions gardés par des soldats en armes et des réseaux de fils de fer barbelé entouraient les coronas où nous étions parqués.

» Le matin du troisième jour, à cinq heures, des soldats nous firent effectuer en colonne un parcours d'une heure. Des outils nous furent attribués à chacun de nous et nous entreprîmes le creusement d'un trou immense qui devait constituer, nous fut-il expliqué sobrement, un bassin de natation.

» On nous servit, à sept heures du matin, une sorte de café léger sans sucre ; à midi, une soupe très claire au riz ; le soir, une imitation de cacao à l'eau, le tout accompagné de pain de troupe.

» Le travail fut interrompu à sept heures du soir et nous rentrâmes au coron pour dormir.

» La consigne permanente était de garder le silence et de ne pas fumer.

» Nous remarquâmes dans la commune que des prisonniers russes étaient enfermés dans des caves, parce qu'ils avaient refusés de s'astreindre à des besognes de guerre. Beaucoup présentaient un aspect cadavérique.

» Dès le samedi 29 avril, nous étions une quarantaine de malades, véritablement épuisés par notre tâche et d'ailleurs affamés.

» On me reconnut une entorse au pied, mon retour à Lille fut ordonné et j'y arrivai le lendemain dimanche flanqué d'un soldat. Après quelques formalités dans les bureaux de la Commandanture, je fus autorisé à rejoindre ma femme, à mon domicile, place Vanhoëacker où vous me trouvez heureux de la fin de cette aventure. »

Des renseignements de diverses sources, semblaient établir que des évacués avaient été vus à Templeuve, à Capelle, dans le canton de Cysoing ; à Bersée, dans le canton de Pont-à-Marcq ; à Auchy, à Nomain, à Aix, dans le canton d'Orchies ; à Rozoy-sur-Serre, à Montcornet, dans l'arrondissement de Laon ; à Rocquigny, dans l'arrondissement de Vervins. Mais étaient-ce là des destinations définitives ou des étapes ?

D'autre part, on savait, — mais les pires choses n'étaient pas encore connues, — que tous, hommes et femmes, véritables esclaves au service de l'ennemi, travaillaient aux champs, mal nourris, mal logés, en butte aux brutalités de la soldatesque...

Et je repense à Mahmoud-bey !

## EN ESCLAVAGE

*Et les mères en deuil et les filles captives...*  
(André CHÉNIER).

## I

Les évacués, hommes et femmes, arrachés à leurs familles en avril et entassés dans des wagons à bestiaux, furent en grande partie dirigés sur diverses localités de l'Aisne et des Ardennes. En dépit des promesses faites par l'autorité allemande, aucun service de correspondance entre eux et leurs proches ne fut régulièrement établi. Toutes les nouvelles qui parviennent de leurs lieux d'exil ou bien furent apportées par des rapatriés ou bien furent transmises par des Allemands honteux.

Les détails que les intéressés donnaient sur les conditions de vie qui leur étaient imposées n'étaient pas faits pour rassurer ceux de nos concitoyens dont les filles avaient été de l'un ou l'autre convoi. Le voyage de jour et de nuit avait été très pénible. Bien entendu, les voya-

geurs n'avaient reçu de leurs bourreaux aucune nourriture. Ils durent se contenter des quelques provisions distribuées à Lille par les soins du Comité d'Alimentation du Nord de la France. Des trains stationnaient plus ou moins longtemps dans des gares de bifurcation, à Hirson, par exemple. Mais lorsque les femmes voulurent descendre et, comme il était naturel après un long parcours, s'écarter un peu du train, des soldats indiscrètement les accompagnèrent. Il paraît que c'était la consigne !

Elles n'étaient pas au bout de leurs épreuves... Nous ne parlons pas seulement du couchage toujours primitif et improvisé, de la nourriture insuffisante, des travaux forcés dans les champs, de l'impossibilité de vaquer aux soins d'hygiène les plus élémentaires, des obsédantes propositions de certains soldats, toujours éconduits, mais qui se vengeaient en distribuant à tour de bras de brutales punitions, du supplice de la « cloche » dont la description sera donnée plus loin. Non. Tout cela, elles l'avaient plus ou moins prévu et elles le supportèrent avec leur courage de bonnes françaises, soutenues, d'ailleurs, par l'idée que la justice immanente aurait son tour.

Mais ce qu'elles n'avaient pas prévu, ce que personne n'aurait pu prévoir, ce contre quoi se cabrèrent leur dignité et leur pudeur, c'est la visite sanitaire. Oui, vous avez bien lu : la visite sanitaire ! On traita ces infortunées comme des filles publiques. Il se trouva des officiers pour ordonner ce traitement, des médecins pour l'exécuter. Des mères le subirent devant leurs enfants, des enfants devant leurs mères... Est-ce que cela ne dépasse pas toute imagination ? Eût-on jamais pensé qu'un peuple qui ne perd aucune occasion de vanter orgueilleusement sa culture, descendrait aussi bas dans l'odieux ?... J'ai dit en commençant le récit des évacuations de femmes que nous étions en pleine horreur. On ne se serait jamais figuré une horreur de ce genre-là.

Au reste, comme pour excuser d'avance les ignominies qu'ils projetaient, les Allemands avaient eu soin de répandre dans la plupart des communes destinées à recevoir des évacués que ceux-ci étaient la lie de notre ville et que les femmes, en particulier, appartenaient à la catégorie la plus méprisable. Ainsi s'explique en partie l'accueil hostile que, çà et là, leur fit la population. Celui des « Kommandantur » fut naturellement de plusieurs coudées au-dessous.

Il faut signaler toutefois l'attitude d'un commandant qui, considérant l'air modeste et réservé des évacuées lilloises, eut des doutes sur les renseignements qu'on lui avait fournis touchant leur moralité. Pour les éclaircir, il envoya à Lille un sous-officier chargé de procéder pour son compte à une enquête personnelle. L'enquête fut, il va sans dire, favorable à nos concitoyennes, et le commandant, plus humain qu'on ne l'est d'ordinaire parmi les siens, eut dès lors pour elles quelques égards.

Par contre, du côté de La Capelle, dans l'Aisne, un commandant s'en tint aux calomnies répandues sur leur compte et il les traita en conséquence. Le curé de la commune les réhabilita courageusement dans son prône : il fut arrêté.

Jusqu'à leur arrivée à destination et même, après leur arrivée, jusqu'à ce qu'ils eussent pris contact avec des habitants charitables, les évacués souffrirent beaucoup de la faim. Un jeune homme qui a fait partie d'une équipe emmenée à Saint-Pierre-Mont, a raconté que ses compagnons et lui restèrent trois jours sans nourriture dans une étable. Ils en furent réduits aux rares grains de blé trouvés dans la paille sur laquelle ils couchaient et à quelques

pommes de terre crues qu'ils avaient chapardées dans la ferme.

Dans certaines communes où les maires étaient naturellement pitoyables, où la population était exactement informée de nos malheurs, les femmes recontrèrent de précieuses sympathies. On leur cédait les œufs et le beurre à bon compte, on leur fournissait de la vaisselle ; des enfants allaient leur chercher du bois à la forêt prochaine, ou bien elles étaient admises à la table de famille. Mais qu'était-ce que les douceurs auprès de tant d'amertumes !

Après avoir propagé que les évacués étaient le rebut des faubourgs lillois, les Allemands, ne pouvant maintenir cette version, tentèrent au moins de les faire passer pour d'incorrigibles chômeurs que les travaux forcés seuls pouvaient rendre à de meilleurs sentiments. Cette version était aussi fausse que la première. Parmi les personnes enlevées, nombreux étaient les commerçants et les employés qui n'avaient jamais figuré sur aucune liste de secourus, nombreuses les femmes et les jeunes filles de la petite bourgeoisie qui vivaient en famille dans une relative aisance, nombreuses aussi les servantes que leurs maîtres avaient gardées malgré le malheur des temps.

Les Allemands auront beau faire ; ils ne se laveront jamais de cette infamie qui, dans son principe comme dans son exécution, a été la plus criante violation de toutes les lois de la guerre et de tous les droits de la personne humaine que l'Histoire moderne ait enregistrée.

## II

Aux renseignements généraux que nous venons de donner sur le sort des évacués lillois, nous ajouterons quelques notes recueillies de la bouche de plusieurs d'entre eux. Ce ne sont, bien entendu, que des résumés, car ces dépositions se confondent en plus d'un point et signalent naturellement les mêmes odieux procédés.

M<sup>lle</sup> Maria Vanhaute, âgée de 15 ans 1/2, domiciliée rue des Noirs à Fives, fut enlevée en même temps que ses deux tantes. Le train dans lequel elle fut embarquée partit de la gare de Fives dans l'après-midi du 22 avril pour arriver à Hirson vers 2 heures du matin. Là, il y eût un arrêt assez long. Puis le train se remit en route, déposant des évacués dans toutes les petites gares de son parcours. La jeune Vanhaute descendit à Liart, avec un groupe d'hommes et de femmes. Il pleuvait et le grou-

pe dut faire à pied sous l'averse une douzaine de kilomètres pour échouer finalement à Bonne-Fontaine.

A Bonne-Fontaine, ils furent logés dans des fermes et couchèrent sur la paille des greniers. Ils furent conduits au travail dans les champs par des soldats armés. On leur faisait faire des fagots, défricher des terrains, ramasser des cailloux pour renforcer les routes.

La nourriture était maigre. Il n'y avait que 200 grammes de pain par jour et très peu de riz. On mangeait à midi une soupe de pissenlits ; deux ou trois fois par semaine, apparaissaient de rares pommes de terre. A ce régime, M<sup>lle</sup> Vanhaute maigrit de 4 kilos en quinze jours et ses compagnons de captivité n'engraissèrent pas.

La journée de travail était de 8 heures 1/2. Les jours de pluie n'interrompaient pas la besogne. On rentrait trempé jusqu'aux os et tout le monde n'avait pas de quoi se changer. Plusieurs tombèrent malades ; mais le médecin allemand était sans pitié, les regardait à peine et se contentait de prescrire quelques cachets plus ou moins fébrifuges.

Au bout de cinq semaines, le groupement fut conduit à Le Fréty-Saint-Gorgon, petite lo-

calité où de 150 habitants il ne restait qu'une soixantaine, de telle sorte que les évacués étaient plus nombreux que les indigènes. Les femmes furent logées dans des maisons abandonnées et couchèrent enfin dans des lits ; les hommes occupèrent le château.

Le commandant avait tout de suite informé nos concitoyens des diverses consignes à observer. Elles étaient nombreuses et les sanctions sévères. Il était, notamment, défendu de chercher à correspondre avec sa famille et de s'éloigner du village de plus de 500 mètres.

Celui qui avait désobéi à un ordre ou commis une infraction au règlement subissait le supplice de « la cloche ».

« La cloche » était une lourde boîte installée dans une salle obscure de la mairie. Le patient était enfermé dessous. La boîte était si étroite qu'il ne pouvait s'asseoir. Il ne recevait que du pain et de l'eau. Une femme de Fives fut punie de trois jours de « cloche » pour avoir refusé, étant fatiguée, de se rendre au travail.

Les évacués étaient complètement à la merci de deux soldats allemands qui harcelaient les femmes de grossières propositions et les accablaient de mauvais traitements parce qu'elles

refusaient d'écouter ces brutes. C'est ainsi qu'elles étaient parfois conduites à 5 ou 6 kilomètres pour travailler, alors que le même travail se présentait à deux pas du village.

A Bonne-Fontaine, Maria Vanhaute avait touché 2 fr. 20 pour cinq semaines ; à Le Fréty, elle fut payée à raison de 0 fr. 10 centimes l'heure.

Le maire de Le Fréty se multiplia pour être utile aux malheureuses victimes ; mais les ressources du pays étaient restreintes et ce brave homme ne put naturellement faire l'impossible. La plupart du temps, on ne mangeait que du riz.

Dans cette commune avaient été également envoyées des femmes des quartiers de Wazemmes et Moulins-Lille.

A celles-ci comme aux autres, les Allemands avaient fait la plus mauvaise réputation.

Le 15 août, Marie Vanhaute fut ramenée à Lille, en compagnie d'un certain nombre d'autres évacuées qui dépendaient des « kommandatures » de Liart, d'Aubenton et d'Hirson.

Elles avaient été embarquées la veille à midi, étaient arrivées à Lille à 11 heures du soir et n'avaient été délivrées que le lendemain à sept heures, ayant ainsi passé huit heures en gare, enfermées dans leurs compartiments.

---

## LES ÉVACUÉS

*Juin 1916.*

Qui dira les tribulations des évacués, — de ces braves gens de nos campagnes qui, obligés de fuir, sous les obus, leurs maisons menacées ou détruites, errent de village en village, sont renvoyés de Caïphe à Pilate et trouvent si difficilement, pour reposer leur tête, la pierre dont parle l'Évangile ?

Je sais une femme de Pérenchies (commune de l'agglomération lilloise), mère de deux enfants en bas âge, qui, à la première alerte, s'enfuit à Vlamertingue, à quelques kilomètres à l'ouest d'Ypres. Elle ne tarda pas à revenir à Pérenchies où il semblait que le danger fût moins grand. Elle quitta de nouveau cette commune, l'une des plus éprouvées du front, pour se réfugier à Deûlémont, entre Quesnoy (France) et Warneton (Belgique). Elle coucha là deux nuits sur la paille, dans un patronage où des Allemands avaient campé et

tout imprégné encore des fortes odeurs de la soldatesque. Recueillie par des membres de sa famille, elle put goûter un repos relatif et soigner ses enfants malades.

Mais Pérenchies, où elle avait laissé ses meubles, ses hardes, tout ce qui était sa vie, l'attirait invinciblement.

A la première accalmie, elle y reparut. Hélas ! elle ne put même pas réintégrer sa modeste demeure, envahie par une quinzaine d'Allemands et dont les portes et les fenêtres avaient été enlevées par eux, soit pour faire du feu, soit pour servir à l'aménagement des tranchées, sans compter qu'ils avaient fait main-basse sur la literie. Elle dut habiter chez des parents. Cependant, les obus commençaient à tomber un peu partout sur la commune et le danger était grand d'y rester. On évacua la jeune mère et ses enfants au hameau du Grand-But. Les obus l'y suivirent. Elle quitta la maison qu'elle occupait pour aller chez des amis. Bien lui en prit : à peine était-elle partie, que la maison était en ruines.

Enfin, elle échoua à La Madeleine-lez-Lille où, après maintes démarches, elle fut recueillie dans une maison du Grand Boulevard.

Il ne lui restait plus de meubles, car à chaque déplacement — qui ne pouvait se faire qu'avec l'autorisation du commandant allemand — elle dut laisser à la « Kommandantur » une partie de ce qu'elle possédait, sans bons de réquisition, bien entendu.

Que de pauvres familles, l'impitoyable ennemi, — qui n'a cessé, malgré d'hypocrites protestations, de faire la guerre aux civils — aura ainsi ruinées et mises sur la paille !...

Tout récemment, une malheureuse dont la maison a été complètement détruite et à laquelle il ne reste, comme on dit, que ses yeux pour pleurer, demanda à quitter Pérenchies.

— Accordé, répondit le commandant, à la condition que vous m'apportiez un poêle et un matelas.

— Mais je n'ai plus rien !

— Eh bien ! remplacez le matelas et le poêle par une somme équivalente !...

Or, cette femme, n'a même pas de quoi payer son ravitaillement au Comité américain !

Dans ce même temps, alors que les obus tombaient par centaines et par centaines, des femmes se précipitent vers M. André Saint-Léger, associé de la maison Agache, qui se trouvait alors à son usine. Elles lui demandent

de les tirer de cet enfer. Il leur conseille de solliciter leur évacuation et il s'offre à voir, à cet effet, le commandant.

— Mais où irons-nous, si l'on nous permet de partir ? implorent-elles.

Et M. André Saint-Léger, avec la généreuse spontanéité qu'on lui connaît, se souvenant qu'il est conseiller municipal de La Madeleine :

— Venez à La Madeleine ! répondit-il, on trouvera toujours moyen de vous loger.

Voilà ces femmes qui courent à la « Kommandantur ». On leur donne l'autorisation de quitter Pérenchies. Elles font en hâte leurs préparatifs. Le lendemain, elles sont à La Madeleine. Oui, mais, impossible de prendre pied dans la commune sans l'autorisation du commandant, le capitaine Keyser. On va donc voir le commandant, qui ne veut rien savoir.

— Il y a assez de réfugiés comme cela ici... Allez à Roubaix !

Les femmes, résignées, vont à Roubaix. Là encore, elles s'adressent au commandant qui les reçoit un peu plus mal, s'il est possible, que celui de La Madeleine.

— Impossible de loger à Roubaix. Retournez d'où vous venez !...

— Mais nous venons de Pérenchies, où les obus font rage.

— Eh bien ! retournez à Pérenchies.

Les malheureuses sont retournées à Pérenchies. Combien y en a-t-il de tuées aujourd'hui ?...

---

## XLVI

# OBSÈQUES DE M. HIPPOLYTE VERLY

### La Censure allemande

25 juillet 1916.

Le 19 juillet 1916 décédait en son domicile, rue Solférino, 7, M. Hippolyte Verly, homme de lettres, qui avait été pendant de longues années directeur et rédacteur en chef de *L'Echo du Nord*. Il était âgé de 77 ans.

Notre éminent confrère avait tenu une grande place dans la vie publique lilloise et dans la littérature régionale. Il avait fait partie, pendant trente ans, du Conseil municipal. Il avait

été président de la Commission des Musées. Il avait publié une bonne quinzaine de volumes où s'affirmait un riche talent. Il était membre de la Société des gens de lettres, lauréat de l'Institut et Chevalier de la Légion d'honneur.

Ses obsèques eurent lieu le 22 juillet, en l'église Notre-Dame de Consolation. Y assistaient: MM. Anjubault, sous-préfet, faisant fonctions de préfet du Nord ; Georges Lyon, recteur ; Charles Delesalle, maire de la ville de Lille, et un grand nombre de notabilités.

Les cordons du poêle furent tenus par MM. Charles Delesalle, puis Brackers-d'Hugo, adjoint ; Parenty, correspondant de l'Institut, président de la Société des Sciences ; Emile Théodore, conservateur général des Musées, et Lemaire, secrétaire de la Commission historique.

Les règlements imposés par l'autorité allemande ne permettaient pas au public de franchir la porte des Postes pour accompagner le corps jusqu'au cimetière du Sud, où avait lieu l'inhumation, le cortège dut stationner devant l'église où deux discours furent prononcés : l'un particulièrement vibrant, par M. Parenty, au nom de la Société des Sciences, l'autre, en l'absence de M. Dubar, par moi-même, au nom de *L'Echo du Nord* et des amis de M. Verly.

Je cite ce dernier, parce que sa publication dans le *Bulletin de Lille* donna lieu à un incident, où la censure allemande montra, sous un jour assez comique, toute son ombrageuse susceptibilité :

## MESSIEURS,

L'heure n'est pas venue de dire les paroles qui doivent classer M. Hippolyte Verly comme publiciste et le situer dans notre littérature régionale. Et je ne puis apporter aujourd'hui, devant son cercueil, à défaut d'une voix plus autorisée, que l'adieu douloureux de ses anciens collaborateurs, de ses confrères, de tous ses amis.

M. Verly portait un nom déjà inséparable de l'Histoire de Lille. Petit-neveu de François Verly, l'éminent architecte et graveur qui popularisa, dans un dessin d'après nature, l'attitude héroïque du Barbier Maes au siège de 1792 ; fils de Charles Verly, l'archéologue distingué qui fut parmi les fondateurs de la Commission historique du Nord, du Comité Flamand de France, de la Société Française d'Archéologie et qui créa notre musée des médailles, M. Hippolyte Verly puisa, au sein même de sa famille, cet amour du beau et du bien qui fut, dans ses écrits comme dans sa vie, sa règle immuable.

Ayant au plus haut point tous les dons du conteur, aussi habile à reconstituer les époques tragiques de l'Histoire qu'à fixer les traits caractéristiques de nos mœurs lilloises, il sut évoquer avec la même aisance, tantôt comme le « **Sac de Bavai** », toutes les horreurs de l'**Invasion des Barbares**, tantôt comme dans *Van Brabant et C<sup>e</sup>, toiles et sarraux*, les traditions familiales de notre haut négoce qui a porté si loin dans le monde le bon renom de la cité. Et que de tableaux à la manière flamande, hauts en couleur et débordants de vie, on pourrait extraire de la *Conjuration de Bruges*, de la *Furie espagnole*, de *Boinebroke*, des *Gens de la Vieille Roche*, des *Souvenirs d'une Vieille Barbe*, etc.

Son talent procédait de la bonne veine gauloise et ce n'est pas seulement dans ses *Contes* où il relate « les hauts faits de guerre, d'amour, de beuverie et autres advenus ès pays des Flandres », mais dans maint autre récit que sa verve se plaisait au naïf et savoureux langage de nos vieux romanciers.

C'est par centaines que l'on compterait les pages, dramatiques ou charmantes, qu'il a jetées comme en se jouant, soit dans les revues régionales et parisiennes, — dans *l'Illustration*, notamment, — soit dans *l'Echo du Nord*, qui s'honorera toujours de l'avoir eu comme rédacteur en chef et directeur, et auquel son nom restera indissolublement uni.

Journaliste de la bonne école, polémiste inflexiblement courtois, excellent à faire jaillir la lumière des chocs de la discussion, son style sonnait clair le bon métal français ; il avait la netteté, la mesure, la force, — et ce style, c'était l'homme.

Républicain d'avant la République, il fut de ce groupe politique lillois qui lutta obstinément pour tant de belles idées. Ardent à les propager, généreux à les servir, M. Verly aurait pu dans le régime nouveau, prétendre à de hautes fonctions. Il aimait mieux garder sa plume et, avec le noble désintéressement qui fut la marque distinctive de son caractère, auquel rendirent souvent hommage des hommes comme Jules Simon, de Marcère et Testelin, il poursuivit le bon combat du journalisme.

Et puis, au soir de la bataille, la victoire étant d'ailleurs dès longtemps assurée, il se retira sous sa tente et, sans abandonner sa bonne et vaillante plume, il vécut en sage.

On peut dire que les bruits du monde et même quelques-unes des rumeurs du forum expiraient à son seuil hospitalier. Non pas, certes, qu'il fût indifférent et qu'il ne ressentit le contre coup des événements publics : son patriotisme vibrait aux moindres chocs, prenait sa part de toutes les douleurs comme de toutes les joies, tendait hardiment la voile à toutes les espérances. Je veux dire seulement que, sans ambition et même désormais sans préoccupation per-

sonnelle, considérant les hommes et les choses dans un recul favorable aux jugements sans passion, il voyait en pleine lumière les secrets ressorts de certaines agitations, la vanité de certaines contingences et le péril, qui ne lui avait jamais échappé, de certaines doctrines.

Le socialisme n'eut pas d'adversaire plus résolu ni mieux armé, et tous ceux qui suivent le mouvement des idées savent quels trésors de bon sens aiguisé, de clairvoyante logique renferment le *Triomphe du Socialisme* et les *Socialistes au Pouvoir*, qui obtinrent la plus haute consécration qu'un livre puisse ambitionner.

Conseiller municipal durant trente années, Ancien Président de la Société des Sciences et de la Commission des Musées, Vice-Président de la Commission historique du Nord, Membre du Conseil d'administration du Lycée Fénelon, lauréat de l'Institut de France, de la Société d'encouragement au bien, de la Société des Gens de Lettres, M. Verly nous laisse le souvenir d'une vie toute de travail, de droiture, d'honneur, au cours de laquelle aucune main ne s'est vainement tendue vers lui. Car il fut bon, essentiellement et exemplairement bon. C'est cette vertu qui donnait tant de charme à son commerce et qui groupait autour de lui tant d'amitiés fidèles.

.. Leur fidélité ne sera point rompue par la mort, mon cher maître, et notre vénération, nos respectueuses sympathies ne quitteront pas la maison où celle qui fut la digne compagne de votre laborieuse existence ne veut pas être consolée.

Puissent cependant les témoignages de haute estime prodigués aujourd'hui à votre chère mémoire par vos concitoyens et l'espoir, à tant de titres fondé, que l'homme de bien que vous fûtes a reçu la suprême récompense, être un adoucissement à son immense douleur !

Ce discours allait donc paraître tel quel dans le *Bulletin*, lorsque le censeur allemand, qui siégeait 9, rue de Pas, loucha sur le passage

suisant : «... Il sut évoquer avec la même aisance, tantôt, comme dans le « Sac de Bavai », toutes les horreurs de l'invasion des Barbares, tantôt etc...»

Il leva vers le rédacteur qui lui présentait l'épreuve une tête singulièrement anxieuse et gravement :

— Je ne peux pas laisser passer ça !

— Mais pourquoi ?...

Au lieu de répondre à la question, le censeur en posa une autre :

— Le « Sac de Bavai » ?... Qu'est-ce que c'est que ça, le « sac » ?

— C'est comme qui dirait le pillage, l'incendie, la destruction systématique...

— Assez !... Je ne peux pas laisser passer...

Et lisant un peu plus loin :

— ... Ni « les horreurs de l'invasion », ni « les Barbares » !...

— Mais ce n'est pas à vous qu'on fait allusion ici. Le sac de Bavai eut lieu vers l'an 400, sous Honorius !...

— Bien, bien.... N'insistez pas... Ça ne peut pas passer. Je biffe !

Et il biffa, en effet, d'une plume péremptoire, le passage suspect. Seul le titre du livre trouva grâce devant lui.

Vainement le rédacteur fit remarquer que la phrase allait être ainsi horriblement boîteuse, qu'il n'y avait pas moyen de la remanier, que le journal était sous presse.

— Ça m'est égal, dit le censeur ; la phrase boitera... Nous avons quelques soldats boîteux, ils marchent tout de même...

Le rédacteur du *Bulletin* n'avait qu'à se soumettre. Il remporta son épreuve massacrée. Mais on l'entendit murmurer, en claquant un peu fort la porte du censeur :

— Décidément, il ne faut pas parler de corde dans la maison d'un pendu !...

---

## XLVII

### MIN P'TIT BLOCUS

*Juillet 1916.*

M. René Baudon, adjoint au maire de Lille, constructeur à Ronchin, dont les établisse-

ments sont occupés par l'ennemi, rencontre un de ses ouvriers, en chômage forcé, qui porte un sac volumineux.

Il l'aborde avec sa coutumière bonhomie :

— Eh ! bien, Narcisse, qu'est-ce que tu fais avec ce sac ?

Narcisse sourit malicieusement, regarde autour de lui avec méfiance et, d'une voix mystérieuse :

— Ce que j'fais, m'sieur René, j'vas vous le dire... j'fais min p'tit blocus !...

— Tu fais ton p'tit blocus, qu'est-ce que c'est que ce métier-là ?

— Eh bien ! voilà : j'achète du sucre à un cantinier allemand et je le vends à bon compte à des Français...

— Et tu appelles ça faire ton petit blocus?...

— Dame, c'est autant que je leur enleve, à eux. Vous saisissez ?...

— Oui, oui ...

— Seulement, motus, hein ?...

— Tu parles !

---

## PETITS MARCHANDS DES RUES

*Juillet 1916.*

L'occupation dure trop longtemps. Les ressources s'épuisent. Et pourtant il faut vivre. Alors on cède peu à peu à la situation, sans rien engager d'essentiel, bien entendu.

On se fut certainement scandalisé, au début, de voir des commissionnaires publics porter les bagages des officiers allemands, et des gamins, brandissant des cartes postales, poursuivre les soldats de leurs offres tenaces.

Aujourd'hui tout cela est courant. Les petits marchands surtout se multiplient à vue d'œil. A certaines heures, on dirait qu'il en sort des pavés. Place de la Gare, place de la Bourse, en face de la Brasserie universelle transformée en cabaret pour les « feldgrauen », à la sortie de l'Omnia où des films se déroulent pour la joie des combattants au repos, au départ du train

de Saint-André, rue Esquermoise, ils grouillent littéralement et le bruit de leurs sabots martelant le pavé couvre à peine leurs enragés glapissements.

Ils glapissent un allemand mâtiné à la fois de mauvais flamand et de mauvais français, qu'assaisonne encore un vague « petit nègre » parfois savoureux.

— Postkart', men Hier, vingt pfenik. Ça, pas cher !

Où bien :

— Cigar, men Hier, Zehn pfenik (Dix pfenig).

Et il ajoute :

— Gout' so wie magasin !... (Pour : « So gût wie im magasin. ») Aussi bon qu'en magasin !...

Le tout appuyé de gestes vifs où les doigts, fortement écartés soulignent à l'œil l'énoncé des prix.

Mais le soldat indécis se fouille. Il tire un billet d'un mark et fait signe qu'il n'a pas de monnaie. Qu'à cela ne tienne !

— Ein mark !... Ich kann weksel. (Pour : « Ein mark !... Ich kann wechseln. ») Un mark !... je peux changer.

Et voilà mon gamin qui jongle avec les pfenig, colle à ses lèvres le mark crasseux et rend

la monnaie avec la justesse d'un vieux détaillant, non sans ajouter en manière de plaisanterie finale :

— Voilà, mon vieux !

Car le petit marchand n'oublie pas qu'il a affaire à l'ennemi et si la dureté des temps l'oblige, pour un léger bénéfice dont profitera la famille, à lui faire des offres de service, du moins ne perd-il aucune occasion de le « blaguer » sans merci.

Témoin les scènes suivantes observées rue Esquermoise.

L'enfant porte sur son éventaire des cartes postales, des cigarettes, des cigares, des savons. Il aborde le client :

— Men Hier, gout cigar', cigarett' ?

— Wie viel ? (Combien ?) demande le soldat.

— Soixante-quinze pfenik !... Fuenfount sibsix pfenik !... (Pour : « Fuen und siebzig pfennig »), répond le gosse en présentant une boîte de cigarettes.

Le soldat fait la grimace. Il trouve le prix un peu élevé.

Alors le petit marchand, désappointé, mais impitoyable :

— Oui, nix geld !... Purée, quoi !...

Mais déjà il « chine » un autre allemand. Cette fois, il offre du savon.

— Gout saïf, nix teuer !... (Bon savon, pas cher !).

Le soldat n'est pas en fonds. Il ne demande même pas le prix et répond pour se débarrasser de l'importun :

— Es ist Krieg ! (C'est la guerre !) Aussitôt, le petit bonhomme :

— Alors, toi, parce que c'est la guerre...

Puis, faisant le geste de cracher dans sa main et de se frotter la figure, il dit en mauvais allemand :

— Tu te laves donc comme un chat?...

Je vous laisse à penser si les « Kameraden » du soldat ainsi apostrophé s'esclaffèrent à ses dépens...

---

UN JOURNALISTE  
PENDANT L'INVASION

Marc DAVID

Rédacteur à "l'Écho du Nord"

*Juillet 1916.*

Le 3 juillet 1916, mourait subitement à Lille M. Marc David, rédacteur à l'*Echo du Nord*. Il était dans sa 38<sup>e</sup> année. Ses funérailles eurent lieu en l'église Saint-Etienne, l'inhumation au cimetière de l'Est. Comme rédacteur en chef de l'*Echo du Nord* et Président de l'Association de la Presse du Nord, j'ai prononcé sur sa tombe les paroles suivantes :

Messieurs,

J'ai le douloureux devoir de dire le suprême adieu à Marc David, qui fut pour plusieurs d'entre nous un dévoué collaborateur, pour beaucoup un ami, pour tous un bon camarade.

Marc David meurt à 38 ans, emporté par une maladie de cœur, comme si à cet être d'une excessive émotivité dussent être nécessairement épargnées les angoisses du redoutable passage.

Il était à Maubeuge lors du bombardement de cette place. Quand elle eut succombé, il vint à Lille où un bombardement allait aussi sévir, ayant laissé là-bas tout ce qu'il possédait, tout ce qui formait le cadre familial de son existence.

Avec quel courage et quelle bonne humeur il supporta ces épreuves, j'en puis parler, moi qui ai passé avec lui quelques-unes de nos nuits terribles.

Je le vois, au moment même où les obus faisaient rage, montant jusqu'aux combles de la maison où nous étions réfugiés, pour constater les dégâts et, au besoin, conjurer l'incendie.

Et je le vois encore, à la prise de Lille, parcourant les rues sinistrées, pénétrant dans les immeubles où il supposait qu'il y avait quelques secours à porter et — détail qui ne vous étonnera pas — détachant des chiens oubliés à la chaîne et qui, parmi les tourbillons des fumées et des flammes, hurlaient désespérément à la mort.

Fils de soldat, ayant du soldat le mépris du danger, sensible comme une femme, insoucieux comme un poète, d'une spontanéité souvent charmante, prodigue de son temps, de ses démarches, de ses sympathies, de sa santé, tel était le confrère que nous venons de perdre et que nous n'oublierons pas...

Nous reparlerons de vous, Marc David, même quand seront écoulées ces heures tragiques où la solidarité entre les morts et les vivants se fait naturellement plus étroite.

Trouvez-en la promesse dans la brièveté même de ce confraternel adieu.



J'ai promis de reparler de Marc David. Je ne faillirai point à ma promesse. C'est mon devoir de dire maintenant ce qui ne pouvait être dit sur sa tombe sans provoquer des enquêtes et amener peut-être des arrestations.

A la chute de Maubeuge, David s'était donc réfugié à Lille. Il fut dès lors attaché à notre rédaction locale et il s'encadra tant bien que mal dans nos services, si réfractaire que fût à tout embrigadement son caractère foncièrement aventureux. Plusieurs fois, il me demanda des congés, que je lui accordai sans en bien sonder les motifs. Un jour qu'il parlait encore, serrant hâtivement la main à ses camarades du journal, je remarquai que les poches de son pardessus étaient étrangement gonflées. Je risquai des questions.

— Mais, qu'est-ce que vous emportez donc là, David ?

— Ça, me répondit-il, en tapant de la main sur une de ses poches, c'est des lettres. Je suis devenu facteur !

— Quelle est cette plaisanterie ?

— Ce n'est pas une plaisanterie. Je suis le facteur de la Préfecture. J'emporte un paquet de correspondances pour l'arrondissement d'Avesnes.

— Comment ! Vous allez dans l'arrondissement d'Avesnes ?

— Oui, à Maubeuge, en passant par diverses localités.

— Mais, tout cela est envahi !

— A qui le dites-vous ? J'y suis allé déjà. J'ai eu du mal à m'en tirer, mais vous voyez que je suis revenu.

— Eh bien ! c'est bon pour une fois. Mais il ne faut pas recommencer, surtout avec des lettres. Les Allemands ne plaisantent pas sur ce sujet-là. Si vous êtes arrêté, vous passerez pour un espion, et alors... Retournez à la Préfecture. Dites au besoin que c'est moi qui me suis opposé à ce que vous partiez.

— Je ne puis pas... J'ai accepté cette mission. Il faut que je la remplisse. On compte sur moi... D'ailleurs, j'ai besoin de retourner à Maubeuge où j'ai plusieurs affaires personnelles à régler.

— Comment allez-vous faire ? Il n'y a plus de moyens de transport.

— Et mes jambes !... Puisque je vous dis que j'y suis allé déjà ! Et puis je trouverai bien encore par-ci par-là une bagnole de paysan.

David partit.

M. Trépont, préfet du Nord, et M. Anjubault, sous-préfet d'Avesnes, peuvent témoigner des importants services qu'il a rendus dans ces étonnantes pérégrinations, au péril de sa liberté et même de sa vie.



David ne les comptait pour rien du moment qu'il s'agissait d'intérêts patriotiques ; car alors c'est le fils du soldat qui se retrouvait en lui avec toute sa générosité et toute sa fougue...

C'était le troisième jour du siège. Le soir approchait. La ville après de terribles sacrifices qui ne furent pas, tant s'en faut ! inutiles, allait se rendre. Le bruit en courait déjà parmi les défenseurs qui, de la citadelle, étaient appelés au rempart.

Tout à coup, dans le Café de l'Hôtel où nous nous trouvions, David et moi, deux officiers français apparurent, deux lieutenants, si j'ai bonne mémoire, l'un grand, distingué, une flamme dans ses yeux qui avaient pleuré, l'autre plus petit, plus froid, les mâchoires serrées, comme pour maîtriser une émotion trop vive.

Le grand s'était écrié :

— Avez-vous des vêtements civils ?

La question n'était pas achevée et personne n'avait encore répondu que David s'était élancé vers les officiers, les avait entraînés vers la porte :

— Venez avec moi !...

Quelques heures plus tard, l'ennemi entra à Lille.

Je ne revis David que le lendemain. Il avait emmené les officiers chez un de ses confrères

mobilisé, les avait affublés de vêtements découverts dans les armoires et il leur avait généreusement offert le vivre et le couvert, après avoir caché les uniformes dans une usine incendiée ! Ses amis se rappelleront qu'il fit alors, à droite et à gauche, d'assez nombreux emprunts. Mais, cette fois, c'était pour le bon motif !

David ne quitta pas les officiers. Il les pilota dans la ville, leur signalant les dangers, les établissements à éviter, les individus louches, jusqu'au jour où ils purent franchir la porte de Douai dans un cortège d'enterrement. On ne les a plus revus à Lille. Ils ont dû gagner le front français...



Tel était Marc David qui eut maintes fois maille à partir avec les Allemands, mais qui se tira toujours adroitement de leurs griffes sans compromettre personne.

Ceux-là ne s'en doutaient certainement pas, qui croyaient le connaître parce qu'ils échangeaient avec lui de légers propos dans les rues de Lille occupée, où l'on voyait journellement son grand feutre battre des ailes et sa grande barbe flotter comme un drapeau.

---

## HYPOCRISIE ET CYNISME

Travail agricole et Travail de tranchées.Ce que dit la " Gazette "et ce que dit l'OrdonnanceLes Commandants avouent

26 Octobre 1916.

Dans son numéro du 8 octobre 1916, la *Gazette des Ardennes*, après avoir parlé en termes idylliques des évacuées de Lille et de leur retour probable, nous annonce de nouvelles mesures de coercition, contre les hommes cette fois. Comme toujours, l'odieux de l'organisation projetée est habilement dissimulé sous des formules économiques. Il s'agit, dit l'hypocrite journal, de donner aux chômeurs un travail convenablement rémunéré qui a pour but de « préparer la récolte future ».

Mais citons la *Gazette* :

A peine le trésor de la récolte est-il en grange, que déjà de nouveaux problèmes se posent à la prévoyance de l'agriculteur. La culture des champs réclame des travaux de tout genre. Les mesures de blocus ont chan-

gé les conditions de production, et il faut tenir compte de la situation nouvelle. Il s'agit de préparer la récolte future dans les conditions, de plus en plus difficiles, qu'impose la guerre, afin que l'année prochaine également, la population de tous les territoires occupés soit à l'abri de la misère. Il serait donc impardonnable de laisser sans emploi des bras pouvant fournir leur part du travail que nécessite l'agriculture.

» Grand est encore le nombre des « sans-travail » en territoire occupé. Tous ces gens sont à la charge des communes et de leurs concitoyens. Au lieu de rester inactifs, tout en mangeant le pain commun, il est bon qu'ils contribuent, eux aussi, à créer les valeurs économiques nécessaires à l'entretien de tous.

» On a donc l'intention de les faire travailler, en les nourrissant et en les payant. Les hommes et les jeunes gens, capables de travail, mais qui ne travaillaient pas jusqu'ici, devront ainsi contribuer à rétablir un équilibre sain et nécessaire entre les villes à population dense et les régions rurales moins peuplées. Dans ce but, de nouvelles mesures et une nouvelle organisation fondamentale seront, bien entendu, nécessaires.

» Ces mesures envisagées, les autorités militaires organiseront, avant l'hiver, l'emploi rationnel de tous les éléments réduits jusqu'ici au chômage, ou qui négligeaient de profiter des occasions de travail qui s'offraient. Grâce à ces mesures, le travail régulier sera rétabli au profit de la vie publique, et la terre, cultivée à temps, pourra porter sa récolte qui garantira le peuple contre la famine et la misère. »

Quelques jours après la publication de ces lignes, paraissait sur les murs de Lille le texte d'une ordonnance en quatre articles d'une saveur déjà moins champêtre et de ce style entortillé, — auquel nous ont habitué les autorités militaires allemandes, — dont chaque phrase est une manière de chausse-trappe.

Voici ce texte :

**ORDONNANCE concernant la restriction des charges  
publiques de secours et l'aide à porter  
en cas de calamité publique**

§ 1.

Les personnes capables de travailler peuvent être contraintes de force au travail, même hors de leurs domiciles, dans les cas où, pour cause de jeu, d'ivrognerie, d'oisiveté, de manque d'ouvrage ou de paresse, on serait forcé de recourir à l'assistance d'autrui pour leur entretien ou pour l'entretien des personnes qui sont à leur charge.

§ 2.

Tout habitant du pays est tenu à prêter secours en cas d'accidents et de péril général, de même pour remédier aux calamités publiques dans la mesure de ses forces, même hors de sa résidence ; en cas de refus, il pourra y être contraint de force.

§ 3.

Quiconque, étant contraint au travail selon § 1 ou 2, refuse l'ouvrage ou la continuation du travail qui lui est assigné, est passible d'une peine d'emprisonnement allant jusqu'à trois ans et d'une amende jusqu'à concurrence de 10,000 marks, — ou d'une de ces deux peines, à moins que les lois en vigueur ne prévoient l'application d'une peine plus sévère.

Si l'action a été commise en complicité ou de concert avec plusieurs personnes, chaque complice sera puni comme auteur d'une peine d'emprisonnement d'une semaine au moins.

§ 4.

Sont compétents les autorités militaires allemandes et les tribunaux militaires.

Der Generalquartiermeister.

Signée : von SAUBERZWEIG.

Il n'est plus question ici de la « culture des champs », de la « récolte future », de la terre « cultivée à temps », de la « création de valeurs économiques nécessaires à l'entretien de tous ». On n'y parle que de « travail », avec le vague et

l'élasticité qui permettent toutes les interprétations et toutes les applications. Et remarquez l'étrange sarabande que dansent les mots par lesquels on désigne les causes du recours à l'assistance publique, qui justifie, selon l'ordonnance, la contrainte au travail : « Jeu, ivrognerie, oisiveté, manque d'ouvrage, paresse... » Evidemment, dans la pensée des rédacteurs, — disons mieux : des inspireurs, — de ce document, il s'agit de jeter la déconsidération sur nos chômeurs, dont une infime minorité se trouverait sans ouvrage par le fait de la guerre, tous les autres étant des joueurs, des oisifs, des paresseux ou des ivrognes ! Vous verrez que, de même qu'ils ont commencé par dire que toutes les femmes enlevées de force et transportées loin de leurs familles étaient des filles perdues, les Allemands propageront que les hommes qu'ils ont contraints à des travaux, en Allemagne ou ailleurs, n'étaient que des individus perdus de vice qu'il s'agissait de moraliser par d'utiles besognes.

Mais de quel « travail » s'agit-il, en fin de compte ?... Les allemands qui parlaient de travail agricole dans leur *Gazette des Ardennes*, de « travail » tout court dans leur ordonnance, n'ont pas tardé à dévoiler cyniquement leurs intentions.

A la date du 20 octobre, l'affiche suivante paraissait sur les murs de Lomme :

**PROCLAMATION**

Conformément à la proclamation du général commandant d'armée, concernant la réduction des secours et la suppression de la calamité publique.

Vu le recrutement forcé pour le bataillon d'ouvriers civils.

Les hommes valides pourront se faire inscrire volontairement *pour la construction de la 3<sup>e</sup> ligne de tranchées*, à la Mairie de Lomme, jusqu'au 22 octobre 1916, à midi (heure allemande) et en signant le contrat dont voici les conditions :

5 francs par jour pour les hommes âgés de 18 ans et au-dessus ;

4 francs par jour pour les hommes âgés de moins de 18 ans, plus le logement et la nourriture contre retenue de 2 francs par jour.

Tous les 8 à 15 jours, on aura l'autorisation de rendre visite à ses parents.

Vu les avantages accordés aux personnes qui s'inscriront volontairement, j'attends qu'un grand nombre de personnes profitent de cette offre, et n'y soient pas contraintes sans aucun des avantages indiqués.

FAUSTMANN,  
Hptn. u. Ortskdt.

Lomme, le 20 octobre 1916.

Vers la même époque, le commandant de Mons-en-Barœul affichait, à son tour, ceci :

**AVIS**

On demande des ouvriers *pour travailler à la troisième ligne de défense*, salaire 5 francs par jour au-dessus de 18 ans, 4 francs au-dessous. On retiendra 2 francs pour la nourriture et le logement.

Tous les 8 et 14 jours on donnera une permission ; s'adresser à la Kommandantur jusqu'au 22 octobre, à midi.

On formera prochainement des groupes d'ouvriers dont la Commune devra fournir un certain nombre.

LE COMMANDANT.

Le commandant de Lambersart, en invitant les ouvriers à se faire inscrire dans ses bureaux, déclarait également qu'il s'agissait d'un travail de tranchées.

Voilà donc les allemands, signataires de la Convention de La Haye, pris sur le fait de la plus effrontée des violations succédant à la plus effrontée des hypocrisies.

Leur article de la *Gazette* n'était fait que pour préparer leur « ordonnance » et leur ordonnance que pour préparer l'enlèvement des hommes contraints, en violation du Droit des gens, à des travaux de guerre.

---

## LI

### LES OTAGES DU 1<sup>er</sup> NOVEMBRE 1916

L'autorité allemande a une façon bien à elle de célébrer les grandes fêtes. C'est à Pâques qu'elle procéda aux évacuations en masse qui chargent si lourdement sa mémoire. C'est pour

la Toussaint qu'elle enleva dans la région du Nord 200 otages de tout âge et de toute condition, — industriels, négociants, prêtres, mères de famille, etc., — qui n'eurent même pas la consolation d'aller, comme de coutume, prier sur les tombes des leurs.

Depuis des semaines déjà, la menace pesait sur nous. A Lille, des policiers allemands étaient allés dans les couloirs de certaines maisons relever, sans mot dire, sur les feuilles réglementairement affichées les noms et prénoms des habitants.

Enfin, dans son numéro du 28 octobre, la *Gazette des Ardennes* expliquait pourquoi on allait, à très brève échéance, passer de la menace à l'exécution.

L'article du journal allemand disait en substance :

La France et l'Allemagne ont, en janvier 1916, pris un engagement réciproque relatif à l'échange des prisonniers civils. L'Allemagne a tenu cet engagement. La France, non. « De nombreuses personnes, entraînées hors de l'Alsace, entre autres des femmes et des enfants, sont toujours encore retenus en France.... Si le Gouvernement français n'a pas rempli complètement ses engagements jusqu'au 1<sup>er</sup> novem-

bre, deux cents habitants du territoire occupé, choisis en conséquence, seront évacués dans un camp de prisonniers allemands. Parmi eux, il y aura un tiers de femmes, ces chiffres correspondant à peu près à ceux des Allemands, hommes et femmes, retenus en France. »

Et le journal terminait naturellement, par une nouvelle et plus insolente menace :

« Quant au Gouvernement français, il n'ignore pas que le chiffre des prisonniers de guerre français retenus en Allemagne dépasse de beaucoup celui des prisonniers allemands en France et qu'en outre, environ 2 millions 100.000 habitants français se trouvent sous l'administration militaire de l'Allemagne. Qu'il se garde donc de soumettre la patience allemande à de trop rudes épreuves. »

Quoiqu'il en soit des raisons invoquées par l'Allemagne pour justifier ce qu'elle appelle des représailles, — et nous sommes payés pour avoir de la méfiance ! — on pensait généralement que la mesure projetée ne serait pas immédiatement exécutoire et que l'autorité allemande aurait à cœur de laisser les familles sacrifiées, au recueillement de la commémoration des morts. Il n'en fut absolument rien.

Le mercredi 1<sup>er</sup> novembre, vers 11 heures, je montais la rue Nationale, lorsqu'un ami m'aborda et me dit avec une certaine agitation :

— Savez-vous que l'exécution est commencée ? Guichard a reçu sa feuille : je la lui ai vue entre les mains...

M. Guichard est le bâtonnier de l'Ordre des avocats. Il vient d'être gravement malade et il ne me semble pas possible qu'on ait justement désigné ce convalescent pour l'emmenner en Allemagne.

A tout hasard, je vais au bureau central provisoire de la mairie pour éclaircir la chose. Personne ne sait rien.

Mais voici M. Georges Masquelier, le négociant en coton bien connu, administrateur de la Banque de prêts temporaires, qui arrive un papier à la main.

— Ça y est ! dit-il. Voici le papier que ma femme vient de recevoir. C'est l'ordre de départ apporté par un officier allemand, d'ailleurs fort correct et qui paraissait plutôt ennuyé se son rôle. Comme ma femme lui demandait de bien vouloir traduire le document, il a répondu : « Oh ! madame, j'aime mieux pas. »

Aussitôt, on mande un des traducteurs de la mairie et nous lisons par-dessus son épaule, au fur et à mesure que la traduction avance :

*Monsieur Masquelier et Madame  
née Roland-Gosselin,*

Kommandantur Lille

Lille, 31 Octobre 1916.

*Monsieur et Madame,*

Le Gouvernement français prétend, malgré le traité de janvier 1916, garder encore un grand nombre d'Alsaciens emmenés lors de l'avance française, entre autres de grands personnages et de nombreuses femmes et enfants.

Comme l'époque fixée pour l'exécution de ces engagements est passée, le gouvernement allemand se trouve dans l'obligation de transférer des citoyens français dans un camp en Allemagne. Par conséquence vous devrez vous rendre le 1<sup>er</sup> novembre 1916, à 7 heures 30 du soir, à la gare du Nord, pour le voyage en Allemagne.

Il faut prendre vos dispositions pour un séjour prolongé. Toutefois, il ne vous est permis de prendre que les bagages les plus nécessaires.

Si vous ne tenez pas compte de cet ordre, on vous conduira de force, sous réserves de punitions ultérieures.

Signé : Von GRAEVENITZ,  
Lieutenant-général et commandant.

Certifié conforme :

HIMMEL,  
Capitaine.

M. Masquelier, ému, mais plein de courage, repart sa traduction en poche, pour faire ses préparatifs, après que tout le monde lui eût serré la main.

Je quitte la Mairie et je tombe, boulevard de la Liberté, sur M. Arthur Duhem, fabricant de toiles, membre de la Chambre de Commerce, à qui j'annonce le sort de M. et Mme G. Masquelier. Il s'apitoie sur leur cas. Et voilà qu'en rentrant chez lui, il trouve, pour M<sup>me</sup> Duhem et pour lui, le même ordre de départ. J'avais été le messenger de la mauvaise nouvelle !

Comme je m'en excusais auprès de lui, lors d'une nouvelle rencontre, il se récria très fort :

— Non, non, ne vous excusez pas ! Je suis très fier d'avoir été désigné comme otage. C'est un honneur que je ne voudrais céder à personne !...

— Mais M<sup>me</sup> Duhem ?...

— Ma femme partage tout à fait mes idées à ce sujet. Je suis persuadé, d'ailleurs, que tous les partants ont le même moral.

En effet, le moral des otages lillois fut parfait. Il n'eût d'égal, d'après les renseignements qui nous sont parvenus depuis lors, que celui de leurs collègues des autres localités du Nord de la France, — Roubaix, Tourcoing, Douai, Valenciennes, Cambrai, etc.

Hommes et femmes, bien portants et malades, mères de famille brutalement arrachées à leurs enfants, tous montrèrent une âme ro-

buste et ne voulurent pas entendre parler de quelconques démarches en leur faveur auprès de l'autorité allemande. Plusieurs même, ayant appris que des remplaçants allaient s'offrir, s'empressèrent de couper court à ces tentatives. J'ai en vue, ici principalement, M. Guichard relevant à peine d'une grave maladie, M<sup>me</sup> Masquelier dont la santé fut ébranlée par des deuils très douloureux, M. le docteur Carlier que la fièvre ne quitte guère depuis quelques semaines, M. et M<sup>me</sup> Gréau obligés d'abandonner leurs deux jeunes filles...

L'après-midi se passa en rapides préparatifs. La recette municipale avait ouvert exceptionnellement des caisses pour procurer des marcks aux otages.

De 7 heures 1/4 à 7 heures 1/2, tous arrivaient successivement à la gare où de nombreux amis les attendaient pour le dernier adieu. Voici M. Duhem, résolu, le feutre en bataille ; voici M. Stahl, placide et souriant ; voici M. le docteur Carlier, aussi calme que s'il se rendait à son cours ; voici M. Jean Delemer, son éternelle cigarette aux lèvres ; voici MM. Verley-Bollaert, Maurice Wallaert, Masquelier, Georges Crépy, etc., tous la figure empreinte de ce flegme si particulier aux lillois et qui est, sui-

vant notre historien Derode, l'indice d'une véritable force morale.

On se presse, on se heurte, on se bouscule dans l'obscurité réglementaire qui pèse sur toute la ville, parmi le va-et-vient des tramways et des « poussettes » véhiculant les bagages.

Soudain, quelqu'un cria :

— Voilà Gimat !

M. Gimat, l'aimable conseiller de préfecture, qui compte tant d'amis à Lille, se voit aussitôt entouré et en proie, si j'ose dire, à d'innombrables poignées de main :

— Bonjour, Gimat !

— Adieu, Gimat !

— Bon voyage, Gimat !

— Gimat, vous nous écrirez !

— Comment donc ! répond imperturbablement M. Gimat... Je vous enverrai des cartes postales !

Peu à peu, les otages sont entrés dans la salle des Pas-Perdus et les amis, maintenus dehors par d'impitoyables sentinelles, s'éloignent tout doucement, le cœur serré en pensant à ceux qui voyaient s'ajouter à toutes leurs angoisses cette nouvelle et redoutable épreuve.

Les otages lillois, auxquels s'étaient joints ceux de Roubaix, Tourcoing et Douai, quittèrent la gare à 11 heures.



On était, il faut le dire, assez tranquille sur leur compte. Dans une conversation avec le maire de Lille, le capitaine Himmel avait fait des déclarations que nous pouvons résumer en ces termes :

— Rassurez-vous. Vos concitoyens n'auront pas trop à souffrir. Nous savons que les otages allemands sont bien traités en France ; les prisonniers français seront bien traités en Allemagne. Ils habiteront un camp situé dans le sud de l'Allemagne, où le climat est doux.

On a su, depuis, ce que valaient ces affirmations. C'est à Holzminden, dans le grand-duché de Brunswick, que nos otages arrivèrent le mardi 3 novembre à 11 heures du matin. Le camp est à 3 kilomètres de la ville. Faute de voitures la plupart durent faire le chemin à pied. Le commandant du camp n'était même pas prévenu de leur arrivée. Il n'y avait aucune installation, même sommaire, pour les recevoir. Pas de lit. Pas de pailleasse. Repoussante promiscuité. Nourriture innommable. Tel fut le régime, jusqu'au jour où il fut loi-

sible aux prisonniers de s'acheter de la literie et où les colis de France commencèrent à leur parvenir.

M. Guichard avait dû être transporté au lazaret dès le lendemain de son arrivée. Il y resta jusqu'au jour où, son état laissant de plus en plus à désirer, il fut, sur l'avis des médecins, ramené à Lille où il mourut. Il avait d'ailleurs été remplacé au camp d'Holzminden par M. Massard, son prédécesseur comme bâtonnier de l'Ordre des avocats.

---

## LII

### LES ENFANTS

*Novembre 1916.*

Ce qu'il y a de plus beau pendant l'occupation, ce sont les enfants. Les tout-petits surtout, ceux qu'on promène en voiture et ceux qu'on tire par la main, les uns avec ce sourire « plein de lait », si merveilleux qu'il faudrait un

primitif pour le peindre, les autres avec ces regards étonnés et ravis de tout ce qu'ils embrassent.

Une brave femme qui traversait tout à l'heure boulevard de la Liberté, où ce petit monde prend l'air au soleil, traduisait pittoresquement son impression en montrant à son mari un marmot aux jambes guêtrées de jaune, qui marchait tout de guingois, traîné par sa bonne, mais dont les yeux de pur cristal avaient l'air, tant ils s'extasiaient, de refléter toutes les beautés de la Nature :

— Regarde un peu celui-là, disait-elle ; comme il est heureux d'être au monde et d'y voir clair !

On a beaucoup regardé les enfants, durant cette longue épreuve de l'occupation. La grande pitié qui était au pays de France nous y poussait invinciblement. On savait que beaucoup d'entre eux n'avaient pas encore connu leur papa, que plusieurs ne le connaîtraient jamais. Et puis, on sentait que, grâce à tant de souffrances, à tant d'holocaustes, à tout le sang généreusement prodigué par nos héros sur tous les fronts, les horreurs dans lesquelles nous vivons seraient sûrement épargnées à cette génération-là. Magnifique rayonnement de la

solidarité nationale qui va jusqu'aux sacrifices les plus terribles et les plus sublimes ! Le Moloch de la guerre réclame d'innombrables victimes. Et nous nous donnons sans compter, nous, nos fils, ceux qui ont déjà vécu et ceux qui naissent à la jeunesse, les hommes faits et les autres, « à peine échappés des Lycées et du baiser des mères », selon l'émouvante expression de Michelet.

Tout cela pour préparer à ces petits qui ne nous connaîtront pas une France que nous ne ferons sans doute qu'entrevoir. Car nous n'entrerons pas, nous autres, dans la Terre promise. Nous mourrons sur le mont Nebo.



Spectacle charmant, boulevard de la Liberté. C'est le 17 novembre. Il fait un joli soleil d'automne ; mais le vent, un peu froid, roule les feuilles tombées avec un bruissement de vague. C'est l'heure des enfants.

Passe une fillette de quelques années, promenée par une gouvernante. Délicieux minois encadré de frisettes blondes, si légères qu'on dirait que cela va s'envoler au vent. Petit manteau vert très court. Toque de velours au ruban soutaché de fleurettes. Un petit amour.

Mais on entend un bruit de bottes et la fillette se retourne. Ce sont les prisonniers russes

qui reviennent de la corvée et que des landsturms reconduisent à la Citadelle.

L'enfant demande :

— Qu'est-ce que c'est ?

On lui répond :

— Ce sont les Russes !

Alors, gentiment, du bout de sa menotte gantée de laine blanche, la fillette envoie des baisers à n'en plus finir. Les grands gaillards aux yeux bleus, visiblement attendris, rient de toutes leurs dents et saluent d'un signe de tête la petite française, tandis que leurs gardes-chiourmes froncent grotesquement les sourcils...

J'ai voulu savoir le nom de cette enfant. Elle s'appelle Jacqueline L....

---

### LIII

## ON S'ARRANGE...

*Novembre 1916.*

La consigne est de rentrer à huit heures françaises, 9 heures allemandes. Elle est rigoureusement observée, car les policiers casqués ne

connaissent que la lettre, et l'esprit leur est tout à fait étranger. Ce n'est pas comme sous le régime français où le gendarme est bon enfant.

On rentre donc à 8 heures. Beaucoup abrègent les soirées en se couchant tôt, ce qui leur fait une appréciable économie de lumière et de chauffage. D'autres explorent leur bibliothèque où ils font de précieuses découvertes. D'autres enfin « s'arrangent » pour se voir.

Parfaitement ! J'ai un ami qui habite boulevard de la Liberté, presque au coin de la rue de l'Orphéon. Il a deux voisins charmants avec lesquels il passe alternativement ses soirées. Il se rend chez l'un, rue de l'Orphéon, en franchissant le mur qui sépare les jardins des deux propriétés au moyen d'échelles disposées ici et là pour la montée et la descente. Il va chez l'autre, boulevard de la Liberté, par la cave où l'on a, d'un commun accord, pratiqué dans le mur mitoyen une ouverture suffisante pour passer en se courbant un peu.

Et le cas de cet ingénieux ami n'est pas unique...

---

## RAFFINEMENT

*3 décembre 1916.*

Le peu de ravitaillement qui nous arrive, en dehors des légumes courants, provient de la Belgique. Mais il est passé en fraude par les « fonceurs » qui déploient dans l'exercice de leurs utiles et dangereuses fonctions de véritables ruses d'apaches. Car le gouverneur de Belgique défend la sortie des vivres de son territoire, comme les chefs des commandantures régionales en interdisent l'entrée et le transport. C'est par les fonceurs que nous pouvons avoir encore, de temps à autre, — et à quel prix ! — de la viande, du beurre et des œufs.

L'autorité militaire allemande entend mettre ordre à cela et nous réduire à la portion congrue, c'est-à-dire aux seules denrées du Comité américain, — en attendant mieux, sans doute.

C'est pourquoi l'inspecteur des étapes a pris les mesures suivantes, pour fermer le plus hermétiquement possible la frontière qui nous ravitaille :

« 1° Il est établi une zone de 1 kilomètre de largeur comme zone défendue, qui est limitée vers la Belgique par la frontière franco-belge et vers la France par une ligne qui sera indiquée au moyen de tableaux portant la mention : *Zone défendue*.

» Une partie des communes de Wattrelos, Leers, Lys-lez-Lannoy et Toufflers se trouve dans cette zone défendue ;

» 2° A l'intérieur de cette zone défendue, tous les dépôts de vivres et d'articles de consommation de marchandises de fraude ou d'autres marchandises consignées ou de celles dont la vente est prohibée, sont interdites. Ceci s'applique tout spécialement à la laine à tricoter, aux articles de laine et aux tissus de tous genres ; tous les dépôts de ce genre qui existaient sont à déclarer à la commandanture de l'Etape de Roubaix, au bureau de la police militaire, dans les cinq jours qui suivent l'affichage de cette prescription. La Commandanture de l'Etape décidera ensuite quand le dépôt est à enlever, ou si, par exception, il peut rester ;

« 3° La population civile des communes qui se trouve dans le rayon de la zone défendue, ne peut posséder que pour trois à quatre jours

de provisions en denrées alimentaires; s'il existait, jusqu'à présent, de grandes provisions dans divers ménages, celles-ci doivent être déclarées par le chef de famille ou son représentant, dans les cinq jours qui suivent l'affichage de cette proclamation, à la Commandature de l'Etape de Roubaix, au bureau de la police militaire. »

Sanctions : de quatre semaines à cinq ans de prison, sans parler d'une amende de 10.000 marks qui peut être infligée supplémentai-  
ment.

---

LV

## L'ŒUVRE DES COURETTES LILLOISES

*Décembre 1916.*

Il y avait à Lille, en temps de paix, une œuvre des plus utiles et des plus touchantes : l'« Œuvre des Courettes lilloises », qui avait été fondée par M<sup>me</sup> Georges Lyon, femme de

l'éminent recteur de l'Académie. Elle consistait à distribuer, chaque année, à Noël, aux enfants les plus pauvres de Lille, — ceux des cours et des courettes, — des vêtements, des jouets et des friandises. M<sup>me</sup> Lyon n'avait pas voulu qu'en cette fête où traditionnellement les enfants, même dans les familles les plus modestes, sont gâtés, il y eut des petits déshérités dont le cœur se serrât à considérer leurs mains vides.

Cette Œuvre allait-elle survivre à la guerre, à l'invasion, à l'occupation ? Certes, elle aurait plus que jamais sa raison d'être en un temps de calamités publiques où les pauvres devaient manquer de tout. Mais comment alimenter sa caisse, alors que notre population en était réduite à la portion congrue, que notre commerce était paralysé, nos industries passées en des mains étrangères, nos matières premières emportées en Allemagne, nos magasins vidés, nos habitations privées elles-mêmes en butte à tous les pillages ? Car nous nous étions attendus à une guerre, à une grande guerre et nous assistions à une louche opération...

Tout à coup, nous sentons une main dans nos poches.

Eh bien ! malgré tout, à l'appel de M<sup>me</sup> Georges Lyon, la caisse de l'Œuvre reçut ses cotisations accoutumées. Ce fut un de ces miracles

comme il y en eut tant pendant l'occupation ennemie, où la charité trouva le moyen, sous mille formes diverses, de s'exercer dans toutes les directions.

Aussi le mardi 27 décembre, dans le grand hall du Rectorat, près de 900 enfants se pressaient-ils pour recevoir des mains de M<sup>me</sup> Lyon et de ses dévouées collaboratrices des vêtements chauds et des friandises. Les jouets avaient été supprimés. On avait sacrifié, comme il était convenable, l'agréable à l'utile.

A l'occasion de cette distribution, un poète lut à M<sup>me</sup> Georges Lyon des strophes de remerciement que nous croyons devoir reproduire :

Donc, vous avez, madame, et soyez-en bénie,  
 Voulu même en ces jours d'affreuse tyrannie,  
 Où l'on a froid, où l'on a faim,  
 Faire briller parmi tant d'horribles images  
 L'Etoile qui, jadis, paraissant aux Rois Mages,  
 Les guida vers l'Enfant divin.

Et l'Etoile a brillé. Là-bas, dans les courettes  
 Aux obscurs galetas, aux étroites chambrettes,  
 Lieux de détresse et d'abandon,  
 Les mères, les enfants, oubliant la souffrance,  
 Prononcèrent un nom qui parlait d'espérance,  
 Madame, et c'était votre nom.

Et les mères ont dit : « Enfants, séchez vos larmes ;  
 Si vos pères son loin, dans le fracas des armes  
 Une femme veille sur nous.

Nous sommes de ceux-là que son grand cœur ras-  
 En ce triste Noël et nous devons ensemble [semble  
 La remercier à genoux. »

Et les voilà, madame, émus et consolables,  
Tendant leurs pauvres mains vers vos mains secou-  
Pleines de pitié et de dons. [rables,  
Aucun d'eux n'oublira jamais cette journée  
Où vous savez si bien, forçant la destinée,  
Les rendre heureux pour qu'ils soient bons.

Ce soir, dans la mansarde un peu moins assombrie,  
Où la maman rira pour que l'enfant sourie,  
Malgré la guerre et les absents,  
On verra s'envoler combien d'inquiétudes,  
Cependant que vers vous l'essaim des grâces  
S'élèvera comme un encens.

Acceptez leur merci, Madame... Leurs pensées.  
Par la douleur étaient tellement oppressées  
Qu'ils ne savaient plus que souffrir ;  
Mais à l'heure où le ciel de ténèbres se voile,  
Comme ils levaient les yeux, ils ont vu votre Etoile  
Et sont venus pour vous bénir.

---

## LVI

## POURQUOI ILS ONT VIDÉ NOS BOUTIQUES

1916.

Vous connaissez la formule d'expansion de l'Allemagne moderne : d'abord, des espions qui préparent le terrain ; ensuite des guerriers qui envahissent, pressurent, enlèvent marchandises et machines, ruinent économiquement le

pays ; enfin, des commis-voyageurs qui, pour remplacer machines et marchandises, proposent avec insistance leur camelote.

Le guerrier et le commis peuvent, d'ailleurs, former accidentellement une seule et même personne.

Nous en avons un exemple en ce moment même à Lambersart.

Voici, en effet, l'« avis à la population » que vient de faire placarder le commandant de l'endroit :

« La Commandanture avise la population de Lambersart que l'importation d'articles d'Allemagne servant à l'usage journalier sera admise.

» Les objets achetés en Allemagne ne seront ni consignés, ni réquisitionnés.

» La Commandanture délivrera à qui le demandera un certificat attestant que lesdits objets ont été importés de l'Allemagne et qu'ils ne pourront être sujets ni à la consignation, ni à la réquisition. Les commandes devront être adressées à la Commandanture.

» Lambersart, le 24 octobre 1916. »

Il n'y a pas de petits profits.

Et voilà donc pourquoi, ils ont à qui mieux mieux vidé nos boutiques !

---

## MAISONS PILLÉES PROPRETÉ ALLEMANDE

1916.

Au Grand-Boulevard, beaucoup de literies disparurent avec l'A. O. K. 6 ; des glaces d'armoire furent brisées, sans motif aucun, pour le plaisir ; des garde-robes furent vidées de fond en comble ; de la maison Descamps, l'argenterie fut emportée : il est vrai qu'on promit de la rendre ! La maison Pollet fut certainement une des plus éprouvées. Mais nulle peut-être ne le fut davantage que celle de feu M. le président Parise, avenue Saint-Maur. J'avais visité cette maison après le bombardement. En dehors de quelques dégâts matériels causés par la bombe, tout y était en parfait état. Mais deux jours après l'invasion, elle fut cambriolée la nuit par des soldats qui firent main-basse sur de menus objets et sur des vêtements. Je la visitai de nouveau, à diverses reprises, pendant qu'elle était occupée par un

général d'artillerie, qui avait installé là ses bureaux. Le pillage continuait : des meubles avaient été forcés, des armoires bouleversées, des buffets brisés. La saleté y était repoussante : la salle de bain avait été transformée en cabine de decrotteur ; on y faisait les bottes des officiers, sans jamais enlever du sol la boue tombée des chaussures ; on y déballait les colis postaux, et les papiers d'emballage, plus ou moins gras, s'entassaient dans un coin ; les soldats essuyaient leurs mains à la cotonnade imprimée dont on avait drapé une petite table de toilette. Impossible, d'ailleurs, de pénétrer dans cette salle autrement que par surprise, le sous-officier attaché au secrétariat du général gardant la clef dans sa poche. Au deuxième étage, des water-closets, installés selon toutes les règles de l'hygiène moderne, débordaient, souillant jusqu'au parquet du couloir central ; les cuvettes des postes d'eau étaient pleines de marc de café et de toutes sortes de débris ; les cabinets de toilette des chambres occupées par les sous-officiers et soldats avaient été convertis en cuisines où se fabriquait je ne sais quelles innommables popotes, dont le fumet empestait à quinze pas. La situation était telle que je crus devoir la signaler à un jeune officier, qui me

paraissait faire preuve de quelque bonne volonté et qui s'exprimait assez correctement en français. Je le pris par les sentiments. J'expliquai que M. le Président Parise, magistrat en retraite, était récemment décédé, qu'il aimait beaucoup sa maison, que ce serait ajouter une nouvelle douleur à la douleur de Mme Parise si on laissait se perpétuer dans la maison les déplorables errements actuels, que si les officiers ou les soldats avaient besoin de quelques-uns des meubles pour ranger leurs effets et leur linge, ils n'avaient qu'à le dire : on débarrasserait ces meubles et on les mettrait à leur disposition.

Pour corser ma réclamation, j'emmenai l'officier au second étage. Je lui montrai les cabinets, les postes d'eau et, çà et là, des meubles forcés. Il convint que cela méritait de sérieuses observations et il promit de les faire. Il les fit sans doute, car, le soir même, dans la cuisine, le sous-officier dont j'ai parlé plus haut annonçait au concierge en gesticulant que si je reparais dans la maison, il se chargerait de me jeter par la fenêtre. J'y reparus cependant, bien que je me rendisse compte de l'inutilité de mes efforts, afin de ne pas laisser croire à cet individu que sa fanfaronnade me touchait.

Mais s'il ne me jeta pas par la fenêtre, il s'arrangea pour mettre fin à mes visites. Un interprète m'informa, en effet, fort courtoisement d'ailleurs, que les règlements ne permettaient décidément pas à un civil français de pénétrer dans une maison où se trouvait un bureau d'artillerie. Je me le tins pour dit et je ne revis la propriété Parise qu'après le départ de l'A. O. K. 6.

Quel spectacle ! La saleté s'y était accrue dans des proportions telles qu'il fallut une semaine à la concierge pour en venir à bout. Les tapis avaient été emportés. De même un bureau américain. L'argenterie avait disparu et la concierge me montra les écrins vides. Tous les meubles sans exception avaient été forcés ; il n'y avait plus trace de serrures. Dans les panneaux sculptés des armoires, des buffets, des bahuts, d'énormes clous avaient été enfoncés : je les ai vus. Manifestement, on s'était complu à saccager, à piller, à détruire. Mme Parise seule, en faisant l'inventaire de ce qui reste dans ses placards et ses tiroirs, pourra se rendre compte de l'importance du sinistre, car c'en est un.

---

## DE LA VIANDE A 3 FRANCS...

1916.

Je racontais sur le tramway l'histoire de mon jambon, — j'entends du jambon que j'avais marchandé place Saint-Martin et qu'on m'avait fait 113 fr. 80.

Il y avait là un monsieur très bien, qui m'écoutait avec un vif intérêt. Il portait quelque chose dans une serviette de coton bien blanche. Je le pris pour un petit bourgeois qui venait de faire des provisions au village.

Quand j'eus terminé mon récit, il me dit mystérieusement, entre haut et bas :

— De la viande, je vous en donnerai, moi, tant que vous voudrez à 3 francs la livre — et de la bonne !...

J'allais lui répondre, lorsqu'il sauta du tramway et s'enfonça, son paquet à la main, dans une petite rue du Romarin.

De la viande à 3 francs !... C'était le rêve. J'en avais eu à ce prix-là lorsque l'ami Duburcq, ayant acheté quelques moutons, les débitait sans bénéfice à ses voisins... Mais depuis....

Je me promis bien, si jamais de rencontrais le monsieur du tramway, de lui faire une commande, après m'être assuré que ce n'était pas un fumiste.

Le lendemain, rue Neuve, il passait comme je sortai d'un magasin. Je me précipitai sur lui et la conversation s'engagea .

— C'est bien vous, lui dis-je, qui vendez de la viande à 3 francs ?

— Parfaitement !

— Mais quelle viande ?...

— Ce qui se trouve, principalement des gigots, des côtelettes, des épaules.

— Eh bien ! quand pouvez-vous m'en apporter ?

— Ah ! je n'ai pas de jour... C'est comme ça tombe... J'en aurai peut-être demain, peut-être après-demain. Dans tous les cas, comptez sur moi : dès que j'en aurai, j'irai chez vous. Quelle est votre adresse ?

Je lui donne mon adresse. Il ajoute :

— Seulement, il faut prendre la quantité que j'apporte.

— Très bien, très bien, lui dis-je ; si j'en ai trop, je ne serai pas embarrassé ? A ce prix-là j'en trouverai toujours le placement.

Un jour, deux jours, trois jours se passent... Je ne rencontre plus mon homme et je fais déjà

mon deuil de la viande à 3 fr., lorsque je tombe sur lui au détour d'une rue. Il avait à la main son éternelle serviette blanche dans laquelle je suppose qu'il portait sa fameuse viande à 3 fr. Je le traite de fumiste. Il sourit dans sa moustache grise.

— Non, me dit-il, je ne suis pas un fumiste. Seulement, chacun son tour, n'est-ce pas ?... J'ai beaucoup de commandes et chez moi ce n'est pas comme dans le royaume des cieux : ce sont les premiers inscrits qui sont les premiers servis... A un de ces jours !..

Et il s'éloigne à grands pas, en homme qu'on attend quelque part comme une providence.

Trois jours après, à sept heures du matin, il déposait chez moi entre les mains de ma servante à qui il demandait 12 fr., un paquet de viande et s'éloignait en disant :

— Et quand vous en voudrez d'autre, à votre disposition !

Ma servante vint m'étaler cette viande sous les yeux pendant que je prenais mon petit déjeuner :

— Ce monsieur a dit que c'était une toute jeune bête, mais que ce serait très bon...

Je regarde... Oh ! la drôle de viande !.. Il y a là un gigot et une épaule qui ne ressemblent à aucun des gigots, à aucune des épaules des

nombreux agneaux que j'ai vus, dépouillés, aux environs du Mont Saint-Michel et dont je me suis abondamment régalé. C'est à la fois et trop rouge et trop mou et trop jaune. Car la graisse est d'un jaune très accentué, peu appétissant...

Je regarde la viande, je regarde ma bonne... Un soupçon me vient... Je vais envoyer cette viande chez le vétérinaire.

Une demi-heure après, le vétérinaire de La Madeleine, le très compétent M. Herbert me faisait tenir un certificat duquel il résultait que la viande qui m'avait été apportée, c'était du chien !

Voici le texte du certificat de M. Herbert :

Je, soussigné, médecin-vétérinaire inspecteur des viandes de boucherie à La Madeleine-lez-Lille, déclare avoir examiné ce jour des quartiers de viande comprenant une épaule entière, jusqu'au carpe, une partie de la paroi thoracique (5 dernières côtes), la cuisse gauche jusqu'au tarse. L'examen de cette viande a porté sur le scapulum (absence de cartilage de prolongement), sur le tibia (présence du péroné), sur les côtes (rondes non aplaties), sur l'aspect des muscles (rouge foncé), la graisse jaunâtre tachant le papier. De ces observations, je conclus que la viande appartient à un animal de l'espèce canine et non de l'espèce ovine ou caprine.

Signé : HERBERT.

La Madeleine, le 21 février 1916.

Evidemment, l'individu qui m'avait livré cette « viande à 3 fr. » achetait dans les fermes les chiens dont on voulait se débarrasser pour

échapper à la taxe allemande (10 ou 30 marks par chien, suivant qu'on le classait chien de garde ou chien d'agrément) et les débitait comme viande de boucherie.

Ce métier devait lui laisser d'assez jolis bénéfices !

L'affaire n'en resta pas là. Le vétérinaire de La Madeleine transmet son rapport au vétérinaire départemental, M. Monsarrat. Celui-ci transmet à son tour un rapport au Parquet. Et voilà l'action publique en mouvement.

On arrêta à La Madeleine un certain Théophile, qui avait, entre autres mauvaises réputations, celle de tuer des chiens. On me mit en sa présence. Ce n'était pas lui qui m'avait vendu la viande à 3 fr.

Cependant, il avoua qu'il en livrait à un certain Raoul, mais que c'était de la biche, — c'est ainsi que dans le Nord on appelle la jeune chèvre.

Raoul fut découvert à son tour. C'était un employé d'une société lilloise bien connue, qui, lui aussi, prétendit qu'il ne vendait que de la biche, laquelle provenait bien dudit Théophile.

Mais quand on eût mis sous les yeux de Théophile le certificat du vétérinaire de La Madeleine qui constatait que cette biche était

du chien, il nia comme un beau diable être le tueur et il affirma dur comme fer que la viande qu'il avait vendue à Raoul lui avait été vendue à lui par Achille. Il avait été trompé tout le premier !

— Qui ça, Achille ? demanda le commissaire aux délégations judiciaires, M. Videt.

— Ah ! dame, monsieur le Commissaire, moi je ne le connais que sous ce nom-là... Achille, c'est Achille, quoi !...

— Qu'est-ce qu'il fait cet Achille ?

— Qu'est-ce qu'il fait ?... Mais il fait comme ça le tour du monde, un peu partout....

— En tuant des chiens ?...

— Je ne sais pas s'il tue des chiens... Moi, il m'a dit : « Je te vends de la biche. » Alors, je lui ai dit : « Bon, je t'achète de la biche. »

— Vous ne connaissez pas son domicile ?

— Son domicile ?... Non. C'est-à-dire, je crois qu'il n'en a pas, de domicile.

— Comment ! il n'a pas de domicile !... Mais où vous livrait-il la viande ?

— Comme ça, dans la rue, à la brune, comme qui dirait entre chien et loup...

— Il y a beaucoup de bêtes dans votre histoire, sans même vous compter ; car vous faites la bête pour vous défilier...

— Je fais la bête, monsieur le Commissaire, c'est-à-dire que je ne suis qu'une bête en comparaison de vous ; mais vous, vous êtes instruit, moi je n'ai pas étudié, je suis comme qui dirait...

— Avouez ! Ce que vous êtes, tout le monde le sait à La Madeleine : vous êtes un tueur de chiens...

— Ça, je ne dis pas : j'ai tué des chiens, mais c'était pour moi manger... Mais la viande que j'ai vendue à Raoul, vrai de vrai, ça venait d'Achille.

Il n'y eut pas moyen de tirer autre chose de Théophile qui, à quelque temps de là, terminait sa vie de chien en se tuant à son tour, pour ne pas changer ses habitudes.

---

## LIX

# LA CAMPAGNE ALLEMANDE CONTRE LES ANGLAIS

1916

Les Allemands ont fait à Lille, et sans doute, dans tout le pays occupé, la plus vive campagne contre les Anglais. La plus vive, mais

aussi la plus maladroite. Ils voulaient absolument nous démontrer que dans cette guerre, les intérêts anglais et les nôtres étaient contradictoires. Ils disaient couramment — et non pas seulement les soldats, mais les plus grands chefs — que les Anglais, s'étant établis sur la côte septentrionale française (Calais, Boulogne, Dunkerque), ne la lâcheraient plus. Ils affichaient sur les murs que, dans les tranchées, les Anglais mettaient les Français en première ligne, se réservant, eux, la deuxième et la troisième. Dans tous les journaux allemands qui se vendaient à Lille, — et spécialement dans ceux du capitaine Hoecker, — c'étaient les mêmes notes plus ou moins perfidement rédigées, plus ou moins ridiculement illustrées. Et quand des obus anglais tombaient à Lille (Décembre 1915 et Janvier 1916), comme lorsque sauta le dépôt de munitions des Moulins, (Janvier 1916) — explosion que l'état-major allemand feignit d'attribuer d'abord à un « attentat » de nos alliés britanniques, — la campagne redoubla d'intensité, mais aussi de grossièreté !

On sait que le bombardement anglais, qualifié par les Allemands de « tir d'essai », ne causa que des dégâts insignifiants. Voici ce-

pendant en quels termes l'apprécie un journal de Leipzig (Leipziger Neueste Nachrichten, 23 janvier 1916) qui dit également son mot — et quel mot ! — sur l'explosion des Moulins :

« Les Lillois ne pouvaient considérer que comme un acte d'infâme lâcheté, le fait pour les Anglais *de les bombarder dans leurs maisons, de tuer leurs femmes et leurs enfants*, et cela à plusieurs lieues, la distance rendant impossible la sûre atteinte d'un but, même pour une artillerie meilleure que n'est actuellement l'artillerie anglaise. Car il va de soi que les Anglais savaient fort bien qu'à côté de la possibilité d'atteindre par hasard au milieu des habitations civiles ceux des membres de l'armée allemande qui y étaient, il était vraisemblable qu'on causerait des dommages à 50 ou 100 Français. Il n'y a, d'ailleurs, pas eu de dégâts militaires.

» Mais si mal que tirent les nouvelles recrues de l'artillerie anglaise, elles ont pourtant détruit à fond quelque chose, dès leur première volée d'obus de marine, à savoir les sympathies anglaises de la population. Il est assez frappant que récemment, alors que l'explosion d'un dépôt de munitions de pionniers allemands endommagea gravement les maisons voisines, la

population ait exprimé aussitôt et tout d'abord l'avis, que le complot d'un agent anglais avait réussi, et qu'elle s'associa très activement aux recherches faites pour trouver le coupable présumé. »

La vérité c'est que si l'hypothèse, non pas d'un attentat, mais d'une « opération » des Anglais a pu être envisagée par le public lillois, ce même public a connu tout de suite la véritable version de l'autorité allemande, — du prince de Bavière, notamment, — qui attribuait à une déflagration spontanée l'explosion de Moulins-Lille. La vérité encore, — et les odieuses imputations du folliculaire saxon ne prévaudront pas contre elle, — c'est que, toute cause d'explosion mise à part, la population de Lille supporta héroïquement cette nouvelle et terrible épreuve ; que le maire de Lille, qui a visité à maintes reprises les sinistrés, a été le témoin ému de leur admirable résignation ; que jamais, enfin, ni à l'égard des Allemands qu'il honore d'une haine robuste, ni à l'égard des Anglais dont il apprécie à sa valeur la précieuse alliance, le peuple lillois ne s'est départi d'une attitude hautement patriotique.

Mais voici le bouquet, cueilli dans le même journal au sujet de l'essai de tir des Anglais :

« On avait attribué le premier coup à une bombe d'aéro, mais quand les autres obus se mirent à siffler, les Lillois se souvinrent des jours depuis longtemps oubliés du bombardement de la ville par les Allemands, avant qu'ils s'en fussent emparés. *Alors, les Allemands n'avaient bombardé que les remparts occupés par des défenseurs militaires. Comme ces remparts sont couverts de grands arbres, on ne put empêcher quelques projectiles isolés d'atteindre les maisons situées immédiatement derrière les remparts et d'y mettre le feu.* Ceci se passait pendant les derniers combats décisifs pour la possession de la ville et les Allemands étaient les ennemis... Et à partir du jour où fut décidé le sort de la forteresse, plus un obus ne tomba ; au contraire, les Allemands aidèrent à éteindre l'incendie et à mettre en lieu sûr les objets précieux. »

Cette page a une particulière saveur pour tous ceux qui, comme moi et comme tant d'autres, ont chaque jour sous les yeux depuis tant de mois, les ruines de la rue Faidherbe, de la rue du Molinel, de la rue de Béthune, de la rue de l'Hôpital-Militaire, etc., qui ne sont pas précisément « immédiatement derrière les remparts ! »

Et que dire de l'affirmation qu'après la reddition de Lille, tout fut terminé ?... Eh bien ! et les grenades incendiaires jetées, au moment où des détachements ennemis franchissaient les portes, dans les premières maisons venues ?... Plusieurs Lillois, d'une indiscutable honorabilité, assurent même, — et je crois qu'une enquête très sérieuse a démontré le fait, — que la brigade incendiaire allemande opéra jusque dans l'intérieur de la ville, notamment rue Faidherbe...

---

## LX

## GUILLAUME AU CIEL

1916

D'où vient l'amusante fantaisie qu'on se raconte ici de café en café et qui montre que la bonne humeur en France ne perd jamais ses droits ! Est-ce de l'un de nos patoisants à la verve caustique ? Est-ce d'un journal français passé en fraude par quelque avisé ravitailleur ? La voici :

Guillaume II, embêté de la durée de la guerre, qu'il avait espérée si courte, et convaincu, d'ailleurs, qu'il ne tient pas le bon bout, songe à la paix. Mais ces maudits Français ne veulent pas en entendre parler. Au surplus, personne dans le monde ne veut prendre l'initiative d'une intervention. Alors, l'empereur pense que le meilleur moyen d'aboutir, c'est de s'adresser au « vieux Dieu » qu'il a si souvent invoqué dans ses proclamations. Le voilà donc parti au ciel.

Il est admis auprès de Dieu le Père, et il lui tient à peu près ce langage :

— Je n'en puis plus. Mes forces s'épuisent. Je désire la paix. Personne ne veut encore la demander. Venez sur la terre, et que votre Toute-Puissance intervienne pour arrêter le conflit...

— Heu ! répond le Père Eternel, en caressant sa barbe blanche, je suis bien vieux pour entreprendre un pareil voyage, surtout en ce moment où les nuages ne sont pas sûrs... Voyez plutôt mon Fils. Il a déjà été sur la terre. Il ne demandera peut-être pas mieux que d'y retourner...

Guillaume s'en va vers Jésus-Christ, et il lui expose sa demande. Jésus-Christ l'écoute avec

un certain intérêt. Il réfléchit. Puis, en Dieu que son contact avec les hommes a rendu assez pratique, il dit au Kaiser :

— Mais... que me donnerez-vous si je vous rends ce service ?

— Ma plus haute récompense, répond Guillaume déjà plein d'espoir : la croix de fer !

— Merci bien, fait Jésus-Christ en lui tournant le dos... J'ai déjà porté une croix de bois, c'était très lourd ; ce n'est pas pour aller porter une croix de fer qui serait plus lourde encore. Allez voir le Saint-Esprit. S'il accepte tant mieux pour vous. Moi, je ne marche pas.

Guillaume, un peu dépité, s'en va voir le Saint-Esprit. Il lui raconte son affaire. Mais le Saint-Esprit l'arrête aux premiers mots :

— Comment ! c'est vous, empereur des Allemands, qui me proposez d'aller sur la terre !... Vous ne manquez pas de toupet !... Quand je descends chez les hommes, c'est toujours sous la forme d'une colombe. Et vos soldats tuent les pigeons... (1)

Il ne manque à cette histoire que des croquis d'Henriot.

---

(1) Il s'agit des pigeons-voyageurs qui ont fait l'objet de nombreuses ordonnances de la part des allemands.

## OPTIMISTES ET PESSIMISTES

Une Page de La Bruyère

Il y eut ici comme partout des querelles entre optimistes et pessimistes. Et ces querelles venaient de ce qu'on ne s'entendait pas sur les termes. Les gens qui ne définissent pas sont terribles. Ils ont beau avoir, comme Zadig, un bon naturel fortifié par l'éducation, ce naturel s'égare par des sentiers de traverse, faute d'un chemin convenable tracé par la définition. Et quant à l'éducation, elle n'est plus, sans le naturel, qu'une fragile façade qui tombe comme les murs de Jéricho, dès que, dans la discussion, les voix ont pris des accents de trompette.

Je me hâte d'ajouter que bien rares furent les cas où l'on s'excita sur ce sujet au point de franchir les limites sacrées des convenances.

Si j'ouvre mon lexique, je vois que l'optimiste est celui qui trouve que tout va toujours parfaitement bien : tels ces classiques gobeurs

qui s'appellent Candide et Pangloss. Le pessimiste est donc celui qui trouve que tout va toujours très mal. Or, je soutiens qu'il n'y eut à Lille, en ce qui concerne la guerre, ni d'optimistes ni de pessimistes dans le sens absolu que je viens d'indiquer.

La vérité, c'est que les événements retentissaient diversement sur nos diverses sensibilités, que les uns s'affligeaient plus d'une défaite qu'il ne se réjouissaient d'un succès correspondant, tandis que les autres se réjouissaient plus d'un succès même médiocre qu'ils ne s'attristaient d'une bataille perdue. Affaire de tempérament.

Mais ces deux attitudes, en apparence contradictoires, procédaient au fond d'un patriotisme également pur et, au-dessus des contingences et des alternatives de la guerre, les uns et les autres fraternisaient dans la même indéfectible espérance.

Comme la nature humaine ne change pas, les querelles entre optimistes et pessimistes furent de tous les temps. Témoin, par exemple, La Bruyère, qui, avec son observation si colorée, si aiguë et si dramatisante, en a indiqué les « caractères » en traits vigoureux et qui restent actuels :

« Démophile », à ma droite, se lamente et s'écrie : « Tout est perdu, c'est fait de l'Etat ; il est du moins sur le penchant de sa ruine... On a fait, ajoute-t-il, de lourdes fautes : je sais bien ce que je dis, je suis du métier, j'ai vu la guerre, et l'histoire m'en a beaucoup appris... Il débite ses nouvelles qui sont toutes les plus tristes et les plus désavantageuses que l'on pourrait peindre : tantôt un parti des nôtres a été attiré dans une embuscade et taillé en pièces ; tantôt quelques troupes renfermées dans un château se sont rendues aux ennemis à discrétion et ont passé par le fil de l'épée. Et si vous lui dites que ce bruit est faux et qu'il ne le confirme point, il ne vous écoute pas. Il ajoute qu'un tel général a été tué, et bien qu'il soit vrai qu'il n'a reçu qu'une légère blessure et que vous l'en assuriez, il déplore sa mort, il plaint sa veuve, ses enfants, l'Etat ; il se plaint lui-même : il a perdu un grand ami et une grande protection. Il dit que la cavalerie allemande est invincible ; il pâlit au seul nom des cuirassiers de l'empereur. « Si l'on attaque cette place, continue-t-il, on lèvera le siège. Ou l'on demeurera sur la défensive sans livrer combat ; ou, si on le livre, on le doit perdre, et si on le perd, voilà

l'ennemi sur la frontière. » Et comme Démophile le fait voler, le voilà dans le cœur du royaume : il entend déjà sonner le beffroi des villes et crier à l'alarme ; il songe à son bien et à ses terres. Où conduira-t-il son argent, ses meubles, sa famille ? où se réfugiera-t-il ? en Suisse ou à Venise ?

» Mais à ma gauche, « Basilide » met tout d'un coup sur pied une armée de trois cents mille hommes : il n'en rabattrait pas une seule brigade : il a la liste des escadrons et des bataillons, des généraux et des officiers ; il n'oublie pas l'artillerie ni le bagage. Il dispose absolument de toutes ces troupes ; il en envoie tant en Allemagne et tant en Flandre... Il connaît les marches de ces armées, il sait ce qu'elles feront et ce qu'elles ne feront pas ; vous diriez qu'il ait l'oreille du prince ou le secret du ministre. Si les ennemis viennent de perdre une bataille où il soit demeuré sur la place quelque neuf à dix mille hommes des leurs, il en compte jusqu'à trente mille, ni plus ni moins ; car ses nombres sont toujours fixes et certains, comme de celui qui est bien informé... Si les nôtres assiègent une place très forte, très régulière, pourvue de vivres et de munitions, qui a une bonne garnison, commandée par un homme d'un grand courage, il

dit que la ville a des endroits faibles et mal fortifiés, qu'elle manque de poudre, que son gouverneur manque d'expérience et qu'elle capitulera après huit jours de tranchée ouverte. Une autre fois, il accourt tout hors d'haleine, et, après avoir respiré un peu : « Voilà, s'écrie-t-il, une grande nouvelle ! Ils sont défaits, et à plate couture ; le général, les chefs, du moins une bonne partie, tout est tué, tout a péri. Voilà, continue-t-il, un grand massacre et il faut convenir que nous jouons d'un grand bonheur. » Il s'assied, il souffle après avoir débité sa nouvelle, à laquelle il ne manque qu'une circonstance, qui est qu'il est certain qu'il n'y a point eu de bataille... Il ne parle que de lauriers, que de palmes, que de triomphes, que de trophées. Il dit dans le discours familier : Notre auguste héros, notre grand potentat, notre invincible monarque. Réduisez-le, si vous pouvez, à dire simplement : Le roi a beaucoup d'ennemis, ils sont puissants, ils sont unis, ils sont aigris ; il les a vaincus, j'espère toujours qu'il les pourra vaincre. Ce style, trop ferme et trop décisif pour Démophile, n'est pour Basilide ni assez pompeux, ni assez exagéré : il a bien d'autres expressions en tête ; il travaille aux inscriptions des arcs et des pyramides qui doivent orner la ville capitale

un jour d'entrée ; et dès qu'il entend dire que les armées sont en présence, ou qu'une place est investie, il fait déplier sa robe et la mettre à l'air, afin qu'elle soit toute prête pour la cérémonie de la cathédrale. »

N'est-il pas évident que la pondération naturelle des Lillois les mettait généralement à l'abri d'aussi folles exagérations ?...

---

## LXII

### PETITS CADEAUX

*1<sup>er</sup> janvier 1917.*

Morne premier de l'an. On se la souhaite bonne sans enthousiasme. On se la souhaite surtout « finale » et « victorieuse ». De menus cadeaux sont tout de même échangés, mais ils n'ont rien de somptuaire.

Je connais un monsieur qui envoya à des amis, dans un petit sac vaguement suisse : un pain, un saucisson et une boîte de sardines.

Ne rions pas de pareilles étrennes. La seule boîte de sardines avait coûté 9 francs !

---

## " UN FRANÇAIS OCCUPÉ "

*Janvier 1917.*

La *Gazette des Ardennes*, fondée par le Grand Etat-Major allemand pour démoraliser les populations de la France envahie, publie de temps à autre des articles de soi-disant Français de nos malheureuses régions. Elle les signe généralement : « Un Français occupé ».

La *Gazette* publie aussi un « Almanach » où elle fait des vœux pour la paix, mais, bien entendu, pour la paix allemande. On sait ce qui se cache sous cette orgueilleuse formule.

Or « l'Almanach » de 1917 insère, à la page 34, une poésie intitulée : « La Mort de Jeanne-d'Arc ». Je viens de parcourir cette pièce, qui émanerait, à ce qu'il semble, d'un de nos compatriotes lecteurs de La *Gazette*, car elle est signée : « Un Français occupé », comme les articles auxquels je faisais tout à l'heure allusion.

Cette poésie débute ainsi :

A qui réserve-t-on ces apprêts meurtriers  
Pour qui ces torches qu'on excite ?  
L'airain sacré tremble et s'agite...  
D'où vient ce bruit lugubre ? Où courent ces guerriers  
Dont la foule à longs flots roule et se précipite ?

La joie éclate sur leurs traits.  
Sans doute l'honneur les enflamme :  
Ils vont pour un assaut former leurs rangs épais !...  
Non, ces guerriers sont des anglais  
Qui vont voir mourir une femme !

Chose curieuse ! Dès le premier vers lu, les autres se mirent à chanter dans ma mémoire et je me disais :

— Mais je connais cet « occupé »-là ! Mais j'ai appris ses vers par cœur sur les bancs du collège !...

Je crois bien ! « L'occupé » en question n'est autre que Casimir Delavigne, mort depuis tantôt 80 ans... Il est des morts qu'il faut qu'on tue !

Pour une fois qu'on peut identifier un de ses « français occupés », la *Gazette des Ardennes* n'a pas de chance !

---

## LILLE LE SOIR

Plus d'Éclairage*Janvier 1917.*

Par ordre de l'autorité militaire allemande, l'éclairage des maisons et des rues a dû être, à partir du 15, très sensiblement atténué dès la tombée du jour. Les fenêtres sont aveuglées de rideaux sombres. Les cafés ont mis de grandes toiles à leur devanture. Les magasins ont entouré les becs de gaz ou les lampes électriques d'abat-jour d'étoffe ou de papier, afin que la lumière ne fasse pas de projections suspectes à l'extérieur. Les lanternes de l'éclairage public, déjà barbouillées de vert, ont reçu une couche supplémentaire et peu à peu on les a pour la plupart éteintes.

Ces mesures prises en même temps qu'on réquisitionne les caves de beaucoup de maisons, en indiquant le nombre d'hommes qui peuvent s'y réfugier, ont sans doute pour but de rendre plus difficiles et moins efficaces les attaques d'aéros.

Rien n'est lugubre comme l'aspect de Lille par un soir sans lune. Sur les boulevards, où sont rares les maisons de commerce qui lais-

sent filtrer de vagues lueurs, points de repère tout de même précieux, on ne distingue plus la chaussée des trottoirs, et il faut d'infinies précautions pour que les passants ne se heurtent pas les uns les autres. Pour traverser, on attend l'apparition d'un tramway dont la lanterne fait dans l'obscurité opaque une fugitive traînée lumineuse.

Les accidents et les mésaventures ne se comptent plus. On va son petit bonhomme de chemin, regardant à ses pieds pour savoir à peu près où on les met, lorsqu'on se trouve nez à nez avec un Allemand qui grogne. On veut aller chez un voisin d'en face et l'on se hâte, car l'heure du couvre-feu approche : on se jette contre un arbre et l'on se blesse plus ou moins grièvement ; M. L..., du boulevard Vauban, s'est ainsi foulé le pouce. On court pour attraper un tramway et l'on tombe sur un banc parfaitement invisible ; M. le docteur T..., de La Madeleine, en sait quelque chose. Il allait à grands pas du coin de la rue Solférino, où il venait de voir un malade, vers le kiosque de tramway du Palais-Rameau, lorsqu'il entra en violente collision avec le banc qui se trouve devant la maison du docteur Dujardin. Le coup fut si rude qu'une longue suffocation s'ensuivit.

La rue la plus étrange est certainement la rue Nationale. L'extinction des becs de gaz, l'atténuation de l'éclairage privé, la disparité des tentures et des abat-jour y ont quelque chose de fantastique, voire de funèbre. Positivement, on dirait qu'en certaines boutiques on veille des morts.

Les unes ont une façade absolument noire : ce sont celles qui ont simplement baissé leurs volets ; d'autres offrent à l'œil des transparences verdâtres, grises ou roses suivant la couleur des étoffes posées contre les glaces ; d'autres enfin s'emplissent de lueurs rouges et font penser aux « Nuits du Walpurgis » des théâtres de sous-préfecture.

La Grand'Place est lamentable avec les oripeaux de toutes nuances et de toutes dimensions qui pendent aux cafés, avec son kiosque tout noir, avec son horloge où l'on ne voit plus l'heure.

Mais que dire de la rue de Béthune ? Il semble quand on s'y engage qu'on entre dans un souterrain, tant l'obscurité est complète. De temps à autre, un craquement retentit suivi d'un éboulement. C'est un pan de mur d'une maison bombardée qui tombe et l'on presse le pas pour échapper aux accidents possibles, à

la lueur bienfaisante d'une lampe électrique de poche.

Car les petites lampes de poche ont une vogue insensée. Vers le soir elles surgissent des manchons et des pardessus comme par enchantement. J'ai assisté, vers 7 heures, à la sortie d'une matinée récréative donnée à l'école Saint-Joseph, rue Solférino. Le public était nombreux. Tout le monde avait sa lampe électrique. On aurait dit, dans les ténèbres alors très épaisses, une constellation en marche.

---

## LXV

# L'AMÉRIQUE ROMPT AVEC L'ALLEMAGNE

La Nouvelle à Lille.— Grosse émotion.—  
On se réjouit et on s'inquiète.— Le sort  
du Comité américain.— Mangera-t-on?

6 Février 1917.

Dans la soirée du 5 février, on apprend que l'Amérique rompt les relations diplomatiques

avec l'Allemagne. Grosse émotion dans tous les milieux lillois. D'abord, on se réjouit. Un allié de plus, dans une guerre aussi formidable, n'est pas à dédaigner. Mais bientôt, l'on s'inquiète en songeant à la possibilité d'un arrêt dans les arrivages du Comité hispano-américain qui alimente la Belgique et le Nord de la France.

Dès le lendemain, l'inquiétude s'accroît et se manifeste, comme toujours, par une volée de racontars spontanément éclos. On affirme dur comme fer que l'autorité allemande a déjà fait saisir dans les locaux du Comité toutes les denrées disponibles... Alors, on se précipite chez les rares commerçants qui disposent encore de quelques marchandises. On fait des provisions. On achète n'importe quoi à n'importe quel prix. On râfle les nouilles, les haricots, la farine surtout, — la farine qui, en quelques jours, augmente de 140 fr. les 100 kilos !



*8 Février.*

Les bruits pessimistes s'atténuent, mais ils persistent. Maintenant, ce n'est plus la saisie des denrées que les allemands ont faite, mais l'inventaire qui pourrait bien être le prélude de la saisie. Ils sont allés aux docks. On les

a vus... L'inventaire n'est pas plus exact que la saisie. Il n'y a pas un mot de vrai dans tout ce qu'on dit. C'est ce que me déclare M. Labbé, le secrétaire général du Comité local d'alimentation, qui vient précisément de conférer avec les Américains de la « Commission for relief in Belgium ».

M. Labbé reste optimiste, — provisoirement, car en guerre, il faut toujours compter avec de terribles aléas. Il pense que la convention faite pour ravitailler la Belgique et le Nord survivra aux relations diplomatiques germano-américaines. Ce qui l'inquiète pour le moment, c'est le froid, c'est le gel des canaux qui emprisonne dans les glaces 40 bateaux chargés. Sans compter qu'après le gel, viendra nécessairement la débâcle. Or il n'y a plus dans les magasins que pour 15 jours de blé !...



*10 Février.*

Le Comité se réunit aujourd'hui pour examiner la situation. Elle est sérieuse, sans être encore inquiétante. La plus élémentaire prudence commande de veiller au grain. On va sans doute diminuer la ration de pain et la ramener de 3 kilos 500 par semaine et par tête à 2 kilos 500, soit par semaine un kilo de moins.

On n'a pas l'intention de toucher aux autres denrées, car il y en a pour trois mois environ dans les réserves. A moins cependant qu'un ordre venu de la « Commission for relief » siégeant à Bruxelles ne prescrive au Comité local de restreindre toutes les distributions.

Déjà, dans l'arrondissement de Valenciennes, sans qu'on puisse savoir ici d'où est partie l'initiative, cette restriction a lieu. Les habitants n'ont plus par jour que : 220 gr. de farine; 30 gr. de riz ou légumes secs ; 30 gr. de lard et saindoux ; 10 gr. de sucre ; 10 gr. de café.



*12 Février.*

Cependant le pessimisme — j'entends au point de vue alimentaire — bat son plein dans la population. Mangera-t-on à sa faim ?... Telle est la question qu'on se pose, principalement dans les familles où les enfants sont nombreux. On sait vaguement qu'on va diminuer la ration de pain, mais on exagère beaucoup le « quantum » de cette diminution. Alors, ce sont des lamentations sans fin et l'on entend dire couramment :

— Alors, faudra que je refuse une tartine à mon gosse ?...

Aussi éprouve-t-on comme un soulagement en constatant par la distribution d'aujourd'hui que la quantité n'est vraiment diminuée que d'un kilo par semaine, soit un peu moins de 150 grammes par jour, — ce qui n'est déjà pas mal. Mais on espère bien que cette situation n'est que provisoire. Il ne faut pas oublier que le dégel est commencé et que nous avons 40 bateaux dans les canaux de Belgique.



13 Février.

Tuile sur tuile ! Nous n'aurons pas nos 40 bateaux. La Commission de Bruxelles les fait décharger au profit des Comités belges...

Tous les matins et tous les soirs, on ausculte fiévreusement les journaux ennemis pour en tirer quelque renseignement sur le sort du Comité américain de secours.

Tantôt nous lisons que, suivant un télégramme de New-York à Londres, « la continuation de l'œuvre du Comité de secours dépend de l'autorisation par l'Allemagne de transporter les denrées dans le port de Rotterdam, sans quoi l'importation sera arrêtée. » (*Berliner Tageblatt*) ; tantôt, suivant un télégramme de Copenhague, qu'un « arrangement aurait été conclu à Londres d'après lequel la Scandina-

vie, la Hollande et la Suisse reprendraient en commun l'œuvre du Comité. » (*Lokal Anzeiger*).

Entre temps, nous apprenons, de source scandinave, que le bateau danois « Lars Kruse » venant d'Argentine avec un chargement de céréales pour le compte du Comité américain de secours a sombré dans la Manche, soit qu'il ait heurté une mine, soit qu'il ait été torpillé par les allemands. Et nos inquiétudes redoublent.



15 Février.

L'Agence Reuter annonce et la *Gazette de Cologne* reproduit (traduction de la Mairie de Lille) :

« Amsterdam, 14. — La Commission de secours américaine en Belgique fait savoir ce qui suit à la date du 12 : « D'après des décisions prises par les autorités allemandes, les Américains ne peuvent pas séjourner plus longtemps en Belgique et dans le nord de la France, pour exécuter l'œuvre de secours. Quelques-uns d'entre eux, parmi eux l'ambassadeur Withok, peuvent rester à Bruxelles, pour exercer la surveillance générale sur l'œuvre de secours. Mais, l'ambassadeur n'occupera plus une situation diplomatique. Ces Américains ne sont plus autorisés à utiliser les automobiles, ni d'autres

moyens de transport. La Commission de secours a décidé, à la suite de cela, que ses membres ne pouvaient pas assumer plus longtemps la responsabilité pour les promesses faites aux autres gouvernements intéressés, et qu'ils ne pouvaient plus remplir leurs devoirs à l'égard de la population de la Belgique et du Nord de la France.

» Il a donc été déclaré aux autorités allemandes, que les Américains se retireraient officiellement de l'œuvre de secours et qu'ils quitteraient immédiatement la Belgique et la France, à l'exception de quelques-uns, qui liquident les affaires courantes et qui veillent à ce que l'œuvre ne soit pas interrompue pendant la période de transformation. M. Hoover, le président de la Commission de secours pour la Belgique, a déclaré que les Américains continueraient à faire des collectes pour l'achat des vivres. Si une autre Commission neutre devait être formée, il l'appuierait. Le départ des Américains ne signifie pas qu'il interviendra immédiatement un manque du ravitaillement nécessaire, quoique la Commission ait interrompu l'importation des approvisionnements par Rotterdam et par d'autres localités. M. Hoover déclara en outre, qu'il se trouve

pour 25 millions de dollars de vivres dans les dépôts des districts, dans lesquels la Commission a exercé son activité. Ces approvisionnements suffisent pour 6 semaines et ils sont à la disposition des autorités belges chargées de la répartition, jusqu'à ce qu'une nouvelle organisation prenne la surveillance. Si les Allemands n'empêchent pas la répartition, un autre groupe neutre pourra se charger de cette œuvre. Il n'existe pas de raison de ne pas la continuer. »

Ce son de cloche d'un pessimisme nuancé, mais très sensible, a de tristes retentissements dans tous les milieux lillois.



18 Février.

Mais voici que le 16 février, un autre son de cloche se fait entendre qui dit tout le contraire du précédent. La *Gazette de Cologne* publie, en effet, le télégramme suivant provenant d'Amsterdam (traduction du *Bruxellois*) :

« Le ministre allemand à La Haye annonce : Contrairement à la nouvelle du 13 courant répandue par l'agence Reuter, la continuation de l'activité des représentants américains du Comité américain en Belgique et dans le Nord de la France a été permise par les autorités al-

lemandes. Une note officielle, conformément à cet effet, a déjà été remise le 10 février au chef diplomatique de la « Commission for relief in Belgium ». D'autre part, on a laissé le choix à l'ambassadeur américain à Bruxelles de participer à la direction centrale de l'œuvre. Au reste les autorités allemandes ont déclaré qu'elles accorderaient à l'avenir comme au passé tout appui au Comité national américain en Belgique. »

Toutefois, ce télégramme, à moitié rassurant, ne dément pas qu'on ait privé les délégués américains des moyens de transport mis d'ordinaire à leur disposition et qui leur sont indispensables pour accomplir efficacement leur mission en Belgique et dans la France occupée.



*26 Février.*

Ce qu'il y a de sûr, c'est que le Comité de secours est désorganisé, attendu que ses délégués ne viennent plus à Lille.



*27 Février.*

D'après les journaux allemands, Havas annonce de Madrid :

« Le gouvernement hollandais a télégraphié au roi qu'il s'offrait sans condition à secourir la

population civile de Belgique et des territoires occupés de la France. »



5 Mars.

Enfin, le 5 mars, nous lisons dans la *Gazette des Ardennes* datée du 4 :

*Le ravitaillement des pays envahis.* — L'Agence Radio apprend de Londres :

« La Commission de secours pour la Belgique annonce que le départ des bateaux de secours des ports d'outre-mer pour Rotterdam a été repris. Les navires suivront la route du Nord et seront munis de sauf-conduits allemands comme par le passé.

» Aucun arrangement n'a encore été pris pour le départ des navires de la Commission qui sont encore retenus dans les ports anglais.

» L'organisation des secours est assurée en Belgique et dans le Nord de la France. »

Nous mangerons !



20 Mars.

Je me suis trop pressé. Il n'est pas sûr encore que nous mangions, — du moins à notre faim. Le *Bruxellois* annonce, en effet, d'après un télégramme de Washington à l'*Associated Press* daté du 18 mars, que les Américains vont

probablement abandonner la direction du « Comité for relief in Belgium » en raison des circonstances qui, de plus en plus, les entraînent vers la guerre. Voici le texte du télégramme :

« Il est probable que l'abandon prochain de la participation de l'Amérique au Comité de secours belge est prévu au département de l'Etat à la suite de la pression de la guerre sous-marine allemande. Des journaux de New-York annoncent que les efforts pour sauver la Belgique, *paralysés entre temps*, seront continués par les Américains de New-York. Il a été publié aujourd'hui que dans le cas où les Etats-Unis interviendraient dans la guerre, l'œuvre de secours sera continuée par les représentants hollandais et espagnols. Le département de l'Etat a déclaré que l'opinion au sujet de l'avenir du Comité de secours belge n'est pas envisagé comme si l'œuvre de secours belge devait cesser d'exister. On espère que les souscriptions ne cesseront pas en Amérique... »

Tout cela est passablement trouble, mais, convenablement distillé, signifie que l'œuvre de la « Commission for Relief » va être quelque temps paralysée, que les Américains vont passer la main à des Hollandais et à des Espagnols, et que la période de transition sera dure pour la Belgique et pour le Nord.

Comme je méditais ce télégramme, je rencontre M. Labbé.

— Eh bien ! est-ce qu'il arrive des bateaux de grains à Rotterdam ?

— Pas que je sache.

— Il n'y a donc pas apparence que la ration de pain, récemment diminuée, soit ramenée à son taux normal ?

— Hélas ! non. Nous ne pourrions guère avoir des perspectives à ce sujet que vers le 15 avril.

— Mais sur quels stocks vivons-nous maintenant ? L'approvisionnement très restreint qui existait à Lille doit être épuisé ?

— Nous vivons sur les quantités de grains qui se trouvaient dans les magasins de la commission à Rotterdam.

— Et quand ces magasins seront vides ?

M. Labbé ne répond pas, mais il lève les bras au ciel dans un grand geste de résignation.

— Enfin, savez-vous, Monsieur Labbé, si des bateaux destinés à la Commission sont partis d'Amérique ?

— Oui, des bateaux sont en route, mais...

— Mais quoi ?

— Eh bien ! il y a quelque temps, un de nos bateaux, — le « Lars Kruse », danois, — était

torpillé par les Allemands. Et voici qu'à la date du 12 mars, on annonce qu'un autre bateau, norvégien cette fois, et naviguant aussi pour le compte de la Commission, — le « Storstad », — a subi le même sort que le « Lars Kruse ». Vous voyez qu'on ne peut compter sur rien...



31 Mars 1917.

Quelques jours plus tard, on pouvait lire dans les journaux cette note du *Times*, télégraphiée d'Amsterdam à la date du 27 :

« Le *Times* annonce : Depuis le commencement de l'activité du Comité américain en Belgique, il n'y a pas eu moins de 12 vapeurs de pavillons différents que le Comité avait affrétés qui ont disparu. Ils ont été détruits, malgré la promesse formelle des autorités allemandes, faite aux ambassadeurs à Bruxelles, des Etats-Unis et de l'Espagne, que la traversée des vaisseaux chargés de vivres pour les pays occupés, ne serait pas entravée. »



Juin 1917.

Dès lors, non seulement la situation ne s'est pas améliorée, mais elle s'aggrave. Nous n'avons plus de blé en magasin. L'autorité alle-

mande, qui était en retard de six mois dans la livraison des farines qui lui incombait en sa qualité d'occupante, — 180 grammes par jour et par tête, — s'est acquittée tout d'un coup. Bien entendu, elle n'a livré que de la farine de seigle, et quelle farine, de quel seigle ! La vérité, c'est qu'il y a de tout dans cet invraisemblable produit et que le seigle n'y entre que pour une infime partie. Cela donne un pain qui reste mou, gluant et dont la mie forme, dans le réceptacle d'une croûte résistante au couteau, un mastic noirâtre, aux senteurs de vieux pains d'épices, où s'embarrassent les dents les mieux exercées.

Le docteur Sockeel, conseiller municipal, a déjà constaté maints cas de diarrhée provenant de ce pain. Il a vu un boulanger qui tamisait cette farine et qui en retirait des débris de châtaignes, de la corde, des morceaux de sacs et jusqu'à du verre !

Il paraît qu'il ne faut plus compter sur d'autre pain que celui-là. Le blé américain n'arrive plus. Avec cela, le riz va manquer, le café aussi. C'est la misère dans toute son horreur.

---

## LE FROID ET LA MISÈRE

Chez les " Saint-Sauveur "*Février 1917.*

Froid et misère, cela va généralement ensemble. On échappait cependant aux froids excessifs dans notre région, où l'hiver est le plus souvent humide, mais cette année, tout est changé et il semble écrit qu'avec la guerre nous subirons tous les fléaux.

Le 13 janvier, la neige fait son apparition, mais elle se transforme rapidement en une boue glacée dans laquelle il faut patauger plusieurs jours durant. La température n'est pas encore sensiblement inférieure à 0.

Le 16, nouvelle couche de neige. Cette fois, elle ne fond pas. Le thermomètre marque quatre degrés au dessous de zéro et il va baisser chaque jour un peu plus. Le 23, on note — 9°, le 25, — 10°, le 26, — 12°. La nuit, à la campagne, il y a — 17°. La Haute Deûle est

couverte de glace sur une longueur de 50 mètres, en amont de l'écluse, auprès du bois de Boulogne.

Les derniers jours de janvier et les premiers de février sont particulièrement durs et l'on s'habitue difficilement à ce froid persistant. Le 4 février, la température tombe à  $15^{\circ}$  ; le 5, elle est à  $-12^{\circ}$  ; le 6, à  $-13^{\circ}$ . On ne s'aventure pas dans les rues sans avoir la barbe pleine de glaçons. Dans les maisons, c'est à peine si on parvient à se réchauffer. Le charbon est, d'ailleurs, très rare. La population est sévèrement rationnée. La Compagnie du Gaz fait diminuer la pression par raison d'économie. Un grand nombre de compteurs sont gelés. Le matin, lorsque j'entre dans mon bureau, il y a à peine 3 degrés au-dessus et j'obtiens difficilement 11 l'après-midi en ouvrant à pleine clef mon foyer à gaz.

Les vieux Lillois disent qu'il faut remonter à 1870 et au grand hiver 1879-80 pour trouver des exemples d'un froid aussi intense.

Des bruits alarmants commencent à courir au sujet de l'alimentation. Les canaux étant gelés, les transports par eau sont devenus impossibles. Il n'y a pas moins de 40 bateaux en panne. Qu'arriverait-il si le Comité voyait sous peu ses réserves épuisées ?... On ne pose cette

question qu'avec angoisse, car les gens bien renseignés savent qu'il n'y a plus de farine que pour 15 ou 18 jours...

Le 30, avec  $-7^{\circ}$  la neige avait fait un retour offensif. Elle était tombée par intermittences dans la journée en fine poussière et, la nuit, en assez gros flocons, si bien que le 31, au matin, elle formait un tapis de 2 centimètres d'épaisseur. Elle disparaît assez vite des trottoirs et des chaussées, grâce aux balayages publics et privés, mais elle se maintient longtemps dans les jardins, au bois, sur l'Esplanade, dans toutes les voies peu fréquentées.

Les 7, 8, 9 et 10 février, le thermomètre ne descend pas à moins de  $10$  et  $11^{\circ}$ .

Enfin, le samedi soir 10, on commence à espérer que cette crise de froid touche à sa fin : ceux de nos concitoyens qui rentrent chez eux vers 7 heures, s'aperçoivent que les trottoirs sont humides. Le dégel serait donc proche.

En effet, le dimanche 11, le thermomètre ne marque plus que deux degrés au dessous. Vers 2 heures de l'après-midi, au soleil, il s'élève jusqu'à  $16$  ou  $18^{\circ}$  au-dessus. Le lundi, temps brumeux. La température ne s'abaisse guère plus que la veille. Dans la matinée, un peu de neige aussitôt fondue et continuation lente du dégel.

Nous sommes évidemment au terme de nos inquiétudes. J'en ai pour garants les moineaux qui, si longtemps silencieux, commencent le matin à s'égosiller sous mes fenêtres, comme s'ils sentaient du printemps dans l'air.

Le 16 février, dans la soirée, tombe une pluie fine et, le 17, les dernières traces de neige disparaissent. L'hiver s'en va.



Dans les premiers jours de février j'ai voulu voir comment les pauvres gens supportaient ces jours difficiles et je suis allé rendre visite à quelques ménages de Saint-Sauveur : rue des Robleds, cour Jeannette-à-Vaches et cour des Jardins. C'est bien la misère, mais la misère bravement supportée, sans récriminations, sans pose, avec une simplicité qui n'est pas sans noblesse. Grâce au Comité hispano-américain, on se nourrit tant bien que mal et le pain ne manque pas, encore que la ration soit un peu juste là où il y a de jeunes appétits. Ce sont les logements, les habits, la literie qui laissent le plus à désirer.



Dans la première maison dont je franchis le seuil, le sol est affreusement décarrelé ; l'air entre comme chez lui à travers les planches

mal jointes qui tiennent lieu de vitres. La femme est sortie et c'est l'homme qui me reçoit. Ils ont plusieurs enfants qui, heureusement, se portent assez bien. On se chauffe à peu près. On mange du riz, — le riz est partout le plat de résistance, le plat du jour. J'avais déjà fait la même constatation dans ma visite à travers un quartier de Moulins-Lille, en compagnie de mon ami Duponchelle, le très dévoué conseiller municipal.

Mais, l'homme me dit que le secours de chômage ne suffit pas à l'entretien de la famille.

— Et alors ?...

— Alors, je ramasse des chiffons et des peaux de lapin. Seulement, ça ne va pas trop fort, par ces froids, et puis j'ai des concurrents huppés... Tenez, hier, voilà tout ce que j'ai trouvé.

Il me montre une peau de lapin toute recroquevillée, qui dégèle auprès du poêle.

— Et qu'est-ce que vous gagnez à ce métier ?

— Dans les six francs par semaine.



Dans la plupart des familles, les enfants sont nombreux et le père est au feu. Dans une petite pièce au rez-de-chaussée, qu'encombrent

le lit et la cuisinière, je distingue un berceau couvert de langes crasseux.

— Combien êtes-vous, ici ?

— Six, monsieur, répond la mère, avec le petit qui a vingt-et-un mois. L'aînée a seize ans.

— Et où couche donc tout ce monde-là ?

— Là, Monsieur, dit-elle, en me montrant le lit de fer.

— Cinq personnes dans ce lit-là !... mais comment faites-vous ?

— Les uns sont d'un côté, les autres de l'autre. Les pieds se rencontrent au milieu. C'est comme cela qu'on se réchauffe, car nous n'avons que cette méchante couverture...

Cependant je regarde la misérable toile, déjà usée, qui, à la fenêtre, remplace, si l'on peut dire, les vitres absentes, et je songe qu'il fait des nuits à 10° et 12° au dessous de zéro !

— Je croyais que le Comité tenait des vitres à la disposition des intéressés. Vous n'avez donc pas fait les démarches nécessaires ?

— Si, monsieur... mais on n'est venu prendre la mesure qu'aujourd'hui.

— Vous chauffez-vous suffisamment ?

La femme prend la pelle au charbon et me montre du poussier...

— Voilà !... Ça ne fait pas des feux extraordinaires.

— Que mangez-vous ?

— Du riz et puis des choux-raves.

Le carrelage est noir. La pièce est mal tenue. La femme, qui voit que je m'aperçois de sa négligence, s'excuse en disant que c'est samedi et qu'elle va « wassinguer ».



Voici un ménage au complet. Le mari est camionneur. Il n'a plus de travail ; d'ailleurs il est malade. La femme, assise dans un coin, blême, est malade aussi, mais elle proprement mise. Les enfants sont en classe. Parmi ces enfants, il y a deux jumelles dont les parents ne sont pas peu fiers. Elles ont fait leur première communion en juin dernier. Une dame qui s'intéresse à cette famille les a fait photographier. On me montre la photographie. Ce sont de frais minois de fillettes bien portantes.

— Elles se sont toujours bien portées, me dit la mère ; mais je m'en suis toujours beaucoup occupée. Toutes petites, je les portais à la goutte de lait et le docteur Oui, qui la dirigeait, les admirait beaucoup.

Et comme je fais : « Pauvre docteur Oui ! »  
la femme m'interroge anxieusement :

— Il est donc mort ?

— Oui, il est mort à Bordeaux, à son poste ;  
il était à la tête d'un important service sanitaire.

— Ah ! quel dommage !... Un si brave  
homme !...

Le mari a les traits creusés, avec de grands  
yeux brillants ; il regarde un peu en dessous,  
d'un regard timide de chien battu, le dos cour-  
bé comme quelqu'un qui s'attend toujours à  
recevoir quelque formidable tuile de la des-  
tinée.

Il dit que le ravitaillement suffit à peine à  
nourrir tout son monde, car on ne prend pas  
toujours toutes les denrées : ça coûterait trop  
cher. Les enfants ne boudent pas le pain noir.

Ni l'homme, ni la femme, pourtant assez  
mal en point, ne gémit outre mesure. Ils ont  
un grand fond de résignation. Ils trouvent seu-  
lement que c'est long et ils disent : « Si ça ne  
finît pas, c'est nous qui finirons. »



Dans un autre logement, où deux femmes  
causent en se chauffant à la cuisinière, je de-  
mande :

— Qu'est-ce que vous mangez ?

Une des femmes prend une cuvette de fer, dans laquelle nagent, au milieu d'un jus clair, des petits carrés jaunâtres :

— Voilà, me dit-elle. Des choux-raves, et du riz, naturellement.

— Avez-vous assez de pain ?

— Il faut bien « faire avec ». Mais on en mangerait davantage.

— Que dites-vous du pain noir ?

— Nous ne mangeons que cela en ce moment, car nous avons un voisin malade et quand nous avons du pain blanc, nous le lui donnons en échange de son pain de seigle...

Touchante solidarité des pauvres !



Et partout, des fenêtres aux vitres brisées, où des papiers, des toiles, des cartons mal cloués, des planches laissent passer la froidure. Les gens sont peu couverts la nuit, mal vêtus dans le jour, mal nourris, encore plus mal logés. Ils ont toutes les misères à la fois. C'est un problème de savoir comment ils résisteront à tant de privations combinées.

---

## LE DÉPART DE L'A. O. K. 6 ET DU PRINCE RUPRECHT DE BAVIÈRE

### Le Prince s'amuse

28 Février 1917.

Depuis plusieurs semaines, il était question du départ de l'état-major de la deuxième armée, — de l'A. O. K. 6, — comme disent les imprimés officiels. Cet état-major, à la tête duquel se trouve le prince Ruprecht de Bavière, chef d'armée, est installé depuis la fin de l'année 1914 dans les maisons du Grand Boulevard, à La Madeleine, et dans celles du Parc-Monceau, avenues Salomon, de Saint-Maur, de Chaland, etc.

Déjà, à plusieurs reprises, on avait annoncé son installation probable tantôt à Roubaix, tantôt à Ath, tantôt ailleurs. Le choix de Roubaix parut se préciser quand les officiers des logements prirent possession de divers immeubles

des environs du Parc Barbieux, où ils apposèrent le petit placard bien connu indiquant que ces immeubles étaient réservés à l'A. O. K. (Armée ober Kommando.)

Déjà les télégraphistes étaient partis pour Roubaix afin de relier entre elles les propriétés consignées.

Puis, tout à coup, les travaux sont interrompus. On déconsigne les propriétés, on rend les clefs, on renonce à Roubaix. Le bruit court que c'est décidément à Douai que se transporteront le prince Ruprecht et sa suite.

L'événement ne tarde pas à confirmer ces prévisions. Le lundi 28 février, de grand matin, d'énormes fourgons automobiles stationnent devant les maisons occupées. Des soldats y entassent des bagages et du matériel. Vers 9 heures, les camions sont bondés. Un officier paraît dans une auto découverte ; il met pied à terre ; il inspecte à l'aide de ses jumelles, d'un bout à l'autre du boulevard, les voitures bondées et bâchées : tout lui semble à point. Alors, il donne un coup de sifflet. Automatiquement, le long des camions, les soldats s'immobilisent, la main sur la couture du pantalon, le visage tourné vers l'officier qui commande la manœuvre... Second coup de sifflet : les soldats mon-

tent rapidement dans les camions et les chauffeurs saisissent les volants.... Troisième coup de sifflet : les camions démarrent et descendent en longue file le boulevard, l'officier, dans son auto découverte, ayant pris la tête du cortège.



Pendant ce temps-là, le prince, ses officiers d'ordonnance, ses agents de sûreté, son personnel domestique quittaient la maison de M. le docteur Dubar, 5, avenue Salomon, qu'ils occupaient depuis mars 1915.

La vérité m'oblige à dire que le prince, qui fut, durant son séjour, de la plus parfaite correction, ne démentit pas cette attitude le jour de son départ. Ayant fait appeler au salon les servantes, qui étaient restées là comme gardiennes de l'immeuble, il leur tint le petit discours suivant :

— « Mesdames, je ne veux pas quitter cette maison sans vous remercier d'avoir, dans la mesure où cela vous était possible, étant données les circonstances, facilité notre séjour ici. Je suis heureux que M. le professeur Dubar puisse retrouver sa belle propriété intacte. Je regretterai le magnifique jardin que j'ai fait entretenir de mon mieux. Je pense qu'il va

peut-être souffrir de mon absence et cela m'inquiète, car je l'aimais beaucoup. Adieu donc, mesdames. »

Et le prince, en souriant, tendait la main aux servantes, lorsque tout à coup, son visage se rembrunit :

— « Ah ! mais j'y songe... j'ai dit que la propriété était intacte. Ce n'est pas absolument vrai. La glace qui orne la cheminée du salon a été brisée ce matin, dans notre déménagement. C'est un malheur... »

Les servantes se retournent. Elles constatent, en effet, que la glace est fortement étoilée et que les zigzags de la brisure rayonnent dans tous les sens. Mais déjà la cuisinière, Adélaïde, répondait au prince avec à propos :

— « Ça, un malheur ?... Oh ! non, monsieur ; ce n'est pas un malheur, parce que ça se remplace. Ce qui est un malheur, c'est la guerre, car c'est irréparable... »

Le prince a écouté gravement ces derniers mots. Puis, il s'est tourné en riant vers ses officiers, dont plusieurs rient plus fort que lui. Les servantes ne comprennent plus. Le prince les tire d'embarras.

— Regardez de plus près, leur dit-il, la glace brisée.

Elles vont vers la cheminée, regardent la glace et, bientôt, se mettent à rire aussi.

L'étoilement de la glace a été simulé, — très exactement, ma foi ! — à l'aide d'un morceau de savon dont les traces jouent parfaitement les brisures.

Le « malheur » n'était qu'une farce.

---

## LXVIII

# L'APPÉTIT ET LA FAIM

*Mars 1947.*

Pourquoi avons-nous si faim ? Car il n'y a pas à dire : nous avons, en général, plus faim qu'avant l'invasion. Beaucoup de personnes goûtent régulièrement qui n'avaient pas cette habitude en temps normal.

Les physiologistes comptent parmi les circonstances favorables à l'appétit le contentement d'esprit et le travail corporel. Or, d'une part, nous travaillons beaucoup moins, même corporellement ; d'autre part, beaucoup de fa-

milles sont disloquées : les femmes sont en territoire non occupé, ou bien, si les femmes sont restées ici, les maris sont mobilisés ; enfin, nous avons vécu depuis deux ans et demi dans une atmosphère d'angoisse où les mauvaises nouvelles (les allemands ne laissent guère filtrer que ces nouvelles-là) alternent avec la crainte des pires lendemains : tout cela n'est pas fait pour donner ce contentement d'esprit qui est un si précieux apéritif.

Pourquoi donc avons-nous si faim ? Est-ce parce que, ayant plus que jamais la préoccupation du pain quotidien, — je suis sûr que jamais le « Pater » n'a été mieux récité ! — nous échangeons toute la journée sur ce sujet palpitant de mélancoliques propos ?

Est-ce parce qu'il n'est plus possible de se rencontrer, — même entre hommes, — sans se communiquer des recettes merveilleuses dont la céréaline et le riz forment la base, à moins que ce ne soit le lard rance du ravitaillement ?

Est-ce parce qu'on mange moins de viande qu'autrefois et moins de pommes de terre ?

Actuellement, la viande est toujours à 24 fr. ou 26 fr. le kilo, et quant aux pommes de terre, elles sont depuis longtemps épuisées. De

temps à autre, on entend dire qu'il s'en est vendu par-ci, par-là, un kilo dans les 4 fr. 50 ou 5 fr. C'est devenu une telle rareté, qu'hier, un ami n'a pas cru me pouvoir faire un plus grand plaisir que de m'annoncer à l'oreille :

— Je crois que dans quelques jours, je serai en mesure de vous faire cadeau de *deux* pommes de terre!...

Le plus fort, c'est que j'ai accepté avec reconnaissance et cela seul vous dira à quel point nous en sommes.

On me citait, dans les milieux très dévoués qui touchent au fonctionnement si utile des fourneaux économiques, un brave homme qui vient souvent chercher sept portions de riz — je dis : sept ! — et qui les mange tout seul.

Il y a un vieux fontainier de la Ville qui a si faim, si faim, qu'après avoir déjeuné dans l'une de ces cuisines populaires (il est autorisé à manger sur place), il s'en va dans une autre où il recommence.

— Et j'ai encore faim ! dit-il en riant.

Je pourrais citer d'autres exemples. Moi-même, en écrivant ces lignes après un repas fort convenable pour le temps, je me sens d'assez vifs tiraillements d'estomac et si j'avais à portée de fourchette quelque bon morceau

d'avant la guerre... Mais où sont les côtelettes d'antan ?...

Le phénomène n'est pas nouveau. Francisque Sarcey a remarqué que jamais les Parisiens n'eurent l'appétit plus ouvert que pendant le siège.

« Il se produisit, écrit-il (1), un phénomène bien curieux et qui serait difficile à croire si nous ne l'avions tous constaté : c'est l'appétit dévorant dont Paris tout entier fut sur-le-champ saisi. Jamais il n'avait fait si faim dans la grande ville. Jadis on y mangeait pour vivre et sans trop faire attention aux morceaux. Il eût été bien difficile de trouver un parisien qui raisonnât son déjeûner. Aussitôt le siège commencé, nous entendîmes tous nos entrailles crier d'une étrange manière. Nous contemplions en passant les vitrines des magasins de comestibles avec des yeux de convoitises.

» L'estomac parlait-il plus haut ? L'écoutait-on davantage ? Grave question et que je laisse à résoudre aux moralistes. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'en prévision des jours d'abstinence forcée chacun s'appliquait à manger plus et mieux. »

---

(1) *Le siège de Paris, impressions et souvenirs*, pages 117-118.

Je crois qu'il faut retenir cette remarque. On mange avec l'idée que peut-être on ne pourra pas toujours en faire autant. On prend des forces pour mieux supporter l'extrême disette, toujours possible.

---

## LXIX

## AU LYCÉE FAIDHERBE

Lazarett et Porcherie*Mars 1917.*

Porcherie est le mot. Même il suffit à peine pour caractériser l'état d'invraisemblable et repoussante saleté dans lequel les allemands laissèrent le Lycée lorsqu'ils évacuèrent, en mars 1917, les services du « lazarett » qu'ils y avaient installé en novembre 1914.

Il est impossible de se figurer cela quand on ne l'a pas vu, et moi, qui l'ai vu, je me demande encore si je n'ai pas rêvé et s'il y a vraiment sur la terre un peuple cultivé capable de transformer en conservatoire d'immondices cette chose sacrée qu'on appelle un hôpital.

Et le pillage s'ajoute au reste. Car tout le mobilier du Lycée indistinctement a été déménagé en même temps que le matériel spécial du « lazarett ».

L'antichambre du proviseur n'a plus ni fauteuils, ni chaises, ni tables. Le cabinet lui-même est absolument nu. Sièges, bureau, meubles petits et grands ont été enlevés.

Les dortoirs sont vides : il n'y a plus trace de lits. De la salle des bains-douches, il ne reste que les cabines en maçonnerie, qu'il n'était vraiment pas possible d'emporter ; mais le foyer, la chaudière, les canalisations, les boiserie, les appareils étaient, n'est-ce pas ? plus portatifs. Alors, ils sont partis, ainsi que les portemanteaux brutalement arrachés des murs où ils étaient scellés.

La classe de Centrale est une écurie, — mais quelle écurie ! La litière de plusieurs mois, avec ses ordures et ses souillures ; les bat-flancs dont le bois disparaît sous des crasses excrémentielles ; les mangeoires, — tables à pupitres dont on a arraché les couvercles, — encore gluants de have et, dans un coin, la bauge aux cochons où macèrent déjections et résidus, tout cela vous prend à la gorge et vous pique les yeux : c'est irrespirable.

Dans la lingerie, les armoires qui étaient fixes aux murs ont été déscellées, tirées dans l'allée centrale, puis laissées là en désordre et vides, bien entendu : manifestement on a voulu les emporter, mais la place sans doute a manqué dans les camions.

Il y a quelques années, sur les indications de M. le proviseur Sallé, on avait transformé en lavabo un vaste couloir où les élèves pouvaient, au retour de la promenade, faire de rapides ablutions. Il y avait là une trentaine de robinets. C'était une installation utile et bien comprise. Les allemands du lazarett en ont fait un énorme dépôt d'ordures. Notez que rien n'était plus simple que de jeter ces ordures dans une poubelle que le Service de la voirie eût vidée au jour le jour. Ils ont préféré les conserver en vase clos pendant des mois et des mois. J'y ai vu du crottin, des cendres, des savates, des boîtes à conserves, des chiffons, mais c'est le crottin qui domine. La salle des lavabos en est à moitié remplie jusqu'à hauteur d'homme. Il en a certainement plusieurs tombereaux.

Dans une salle voisine, les gradins, les sièges, les tables ont été brisés : on en a fait du feu. Une salle de jeu a été aménagée en salle de spectacle ; la scène a été construite avec des

portes et des boiseries arrachées ça et là, au petit bonheur, dans le Lycée. Les murs ont été décorés dans le goût allemand : lourdes guirlandes aux couleurs crues.

Le cabinet d'Histoire naturelle, véritable petit musée, a été dévasté, pillé, dispersé. Pourquoi ? Pour rien. Pour satisfaire l'original instinct de sauvage destruction qui est au cœur de la race. J'ai trouvé en bas, dans l'arrière-cuisine, un chat-tigre lamentablement râpé et, çà et là, gisant dans la poussière, des aigles déplumés, des petits oiseaux sans pattes et des écureuils tordus, comme ces fragiles petits singes en peluche et fil de fer qui se vendent dans les foires et que les enfants mécanisent.

Dans la cuisine, les marmites, les casseroles, les tuyaux, tout a été pris.

Le parloir est une infection. Ils ont emporté les meubles, mais ils ont laissé leur odeur. Odeur singulièrement forte et persistante si l'on songe que personne ne couchait là et que c'était simplement le bureau où l'on notait les entrées et les sorties.

Le Lycée, bien qu'il soit évacué, n'est pas désigné. Il reste à la disposition de l'autorité allemande. Un laboratoire y existe encore. Un jeune médecin, mince et blond, à figure distin-

guée, fils, dit-on, d'un ministre bavarois, y travaille tous les jours. Il va et vient dans cette saleté et dans ce désordre, indifférent à ce spectacle devenu pour lui banal, se frayant un passage parmi les bouteilles vides qui encombrèrent les paliers à tous les étages et marquent le souvenir d'orgies faites ici, — car je vous prie de croire que ce ne sont pas des bouteilles de pharmacie.

Mais voici le bouquet, — c'est le cas de le dire.

Dans la cour que borde le mur branlant de l'Institut électrotechnique naguère incendié, une lourde construction en planches attire le regard. C'est un abri à toit vitré que les Allemands ont installé autour des w.-c. On me signale qu'il y a là-dedans un monument curieux de la culture germanique. Il ne faut pas moins que l'immense intérêt d'une telle documentation pour m'obliger à franchir ce seuil. Allons-y !

J'entre... Tableau ! Je me trouve en présence d'un placard de 30 centimètres sur 20, — qui a donc l'importance d'une affiche officielle, — où sont tracés à la main, d'une belle écriture, ces mots :

« O mensch, bedenke dich, bewahre ünd schaü das breite Loch, ünd sch... nicht auf dem Rand ! »

Ayons le courage de traduire :

« O homme, recueille-toi, fais attention et regarde le large trou et ne... pas sur le bord ! »

Il faudra créer pour ces messieurs une Académie des sales inscriptions !...

...Quelques semaines après ce déménagement l'autorité allemande décida d'établir à la place du lazarett permanent, à présent disparu, un lazarett provisoire. Le docteur Noll, médecin de la kommandantur, vint donc visiter le Lycée pour étudier les conditions de la nouvelle installation. La vérité m'oblige à dire qu'il manifesta l'indignation la plus vive en constatant l'état des lieux.

— Mais il n'y avait donc pas d'inspecteur ? demanda-t-il à l'officier qui l'accompagnait dans ces écuries d'Augias.

L'officier n'osa pas répondre qu'il y avait bien un inspecteur, mais qu'il était toujours ivre.

Le docteur Noll envoya une équipe de quarante personnes pour opérer le formidable nettoyage qui s'imposait.

---

## LES CONFÉRENCES UNIVERSITAIRES

*Une allocution de*  
*M. le Recteur Georges Lyon*

*Avril 1917.*

M. Georges Lyon, recteur de l'Académie de Lille, eut l'heureuse idée de reprendre les conférences universitaires publiques, qui avaient eu, de 1888 à 1914, un si vif succès. On sait que la création de ces conférences procédait de cette conviction très forte dans l'esprit de M. le Recteur, « qu'une Université n'a pas rempli tout son devoir lorsqu'elle a formé aux études supérieures et entraîné à la recherche scientifique les générations de jeunes travailleurs qui se sont succédé sur ses bancs. Elle a des obligations aussi envers l'élite intellectuelle de la Cité où elle réside. »

Mais la guerre survint. Notre ville fut envahie. L'ennemi occupa tout ou partie de nos

établissements d'instruction. Un grand trouble s'ensuivit dans les services de l'enseignement. Une lourde tyrannie comprima les initiatives. Pour éviter l'intrusion, même à titre individuel, des occupants, nos professeurs se confinèrent à l'intérieur de l'Université, sanctuaire de paix que le profane hésiterait peut-être à violer.

La reprise des conférences universitaires soulevait donc, dans les premières années de l'occupation, des objections très sérieuses. M. le Recteur et ses distingués collaborateurs ont pensé qu'à mesure que s'écoulait le temps s'amoindrissait la valeur de ces objections. « Et nous convinmes, a dit M. Georges Lyon, que notre mission envers l'élite de la Cité, mission dont nous nous étions acquittés aux jours prospères, nous avons l'obligation morale de la remplir aux jours de l'adversité. »

La première de ces conférences de guerre eut lieu le 14 avril. Elle fut faite par M. Hirsch, de la Faculté des Lettres. Elle eut pour sujet : « Autour du problème balkanique. »

Avant de passer la parole au conférencier, M. le Recteur, après avoir donné quelques mots d'explication dont nous devons de faire état, prononça d'émouvantes paroles que nous nous faisons un devoir de consigner ici :

...Mais un doute s'éleva, non point sur le principe même, mais sur la modalité de cette réouverture. Nos conférences seraient-elles groupées, de façon à pouvoir être annoncées sous une même rubrique, comme correspondant chacune à une partie distincte d'un unique tout ? Ce parti était tentant ; mais il se heurtait à un obstacle insurmontable. En 1908, 1909, etc., nous avons pu composer des séries telles que : *La Renaissance*, *Le Siècle de Louis XIV*, *Le XVIII<sup>e</sup> siècle*, *Le Siècle de Périclès*, etc. Un sujet de ce genre est en quelque sorte à multiples faces dont chacune réclame une compétence spéciale. C'est dire qu'un nombre plus ou moins considérable de conférenciers était nécessaire pour que la répartition des thèmes se pût opérer rationnellement. Or, en 1917, ce nombre nous fait absolument défaut.

» Quelqu'un, il est vrai, a eu comme une inspiration : Si nous choisissons ce sujet général : « Après la guerre ! »

» Après la guerre ! Ah ! Mesdames et Messieurs, quelle perspective émouvante ouvrent devant nos imaginations ces trois mots ! Après la guerre ! Il est un *après* immédiat, que nous ne saurions entrevoir sans que tressaillent nos cœurs, un *après* qui précèdera tout, qui dominera tout, qui éclipsera tout. Cet *après* se résume en deux faits dont le premier...

» Mais ici, pour mieux me faire entendre, permettez-moi de me reporter à une page demeurée depuis longtemps gravée dans ma mémoire, une page de Stendhal. Le délicat écrivain, épris comme vous savez des choses de l'Italie, retrace ses impressions devant cette merveilleuse fresque, chef-d'œuvre du plus grand génie de la Renaissance : le *Jugement Dernier* de Michel-Ange. Il en rappelle la sublime composition. En haut, le Christ justicier, séparant d'un bras impitoyable les justes d'avec les réprouvés ; à son côté, la mère détournant le visage pour ne pas voir son Fils irrité. Plus loin des grappes de corps nus. Ce sont les pauvres ressuscités, frères, parents, amis, se tendant mutuellement les bras pour s'étreindre, tout à la fois éblouis et épouvantés

devant cette merveille de rouvrir les yeux à la lumière « et de se retrouver après un tel naufrage ! »

» Les mots ne semblent-ils pas dits pour nous, pour nous lorsque viendra l'heure tant appelée. « Et de nous retrouver après un tel naufrage », nous et nos absents chéris !

» Oui, mais il y a ceux que nous ne retrouverons pas. Oh ! ceux-là — et c'est le second fait, inséparable du premier, — leur image est trop vivante dans nos cœurs, pour que nous n'allions pas d'abord à eux, eux de qui nous pourrions dire (parole admirée par toute l'Antiquité) comme Périclès dans son éloge des guerriers morts : « L'année a perdu son printemps ! » De quel élan ne courrons-nous pas, ne volerons-nous pas porter à leurs monuments, aux lieux du moins où ils tombèrent, le tribut de nos hommages. Et là nous serons assez forts pour faire violence à nos sensibilités. C'est que leurs ombres héroïques n'accepteraient de nous d'autres larmes que des larmes d'admiration et de reconnaissance.

» Reste, il est vrai, le lendemain, les lendemains devrais-je dire de cet après immédiat. Oui, que sera, au lendemain de la guerre, la France sociale, industrielle, littéraire, artistique, etc.? Il serait bien aventureux de le prophétiser. Je sais bien qu'à Paris même, dès 1915, la question fut agitée en des séries de conférences dont les échos sont parvenus jusqu'à nous. Peut-être, si elles étaient reprises en 1917, les conclusions auxquelles leurs auteurs avaient abouti, seraient-elles singulièrement différentes, tellement l'imprévu des événements qui se déroulent de mois en mois peut modifier nos points de vue sur l'avenir. Et puis Paris est Paris. Nous, ici, hélas ! ne sommes pas dans la France libre. Maigres sont nos informations sur les choses et les hommes de notre pays. Nous habitons une cave, avec, pour donner jour sur le ciel et le pays de France, ces deux insuffisantes lucarnes : le *Bruxellois* et la *Gazette des Ardennes*.

» Et c'est ainsi que nous nous sommes arrêtés, pour nos conférences, à ce que j'appellerai l'ordre dis-

persé. Mais si discontinu que s'offre à nous le programme adopté, je ne doute pas qu'un regard un peu avisé ne leur découvre un secret lien. Oui, je serais bien surpris si le patriotisme de nos conférenciers n'avait pas l'art de faire passer dans leurs causeries, si divers qu'en soient les sujets, un discret rayon qui mette soudain en lumière notre foi commune et nos communes espérances... »

Les paroles de M. le Recteur soulevèrent de chaleureux applaudissements. Elles avaient touché l'auditoire dans ce qu'il avait de plus sensible et de plus noble.



Voici quel fut le programme des conférences universitaires :

- 14 Avril. — Autour du problème balkanique (M. Hirsch, de la Faculté des Lettres) ;
  - 21 Avril. — Le gaspillage d'un capital (M. Lambling, de la Faculté de Médecine) ;
  - 28 Avril. — Sully-Prudhomme (Mlle Raison, de la Faculté des Lettres) ;
  - 5 Mai. — Comment on doit assister les malheureux (M. Calmette, directeur de l'Institut Pasteur) ;
  - 12 Mai. — L'abbé de Saint-Pierre et le projet de paix perpétuelle (M. Collinet, de la Faculté de Droit) ;
  - 19 Mai. — Le Principe de la population de Malthus et le mouvement de la population depuis un siècle (M. Charmeil, de la Faculté de Médecine) ;
  - 26 Mai. — L'Ironie chez Pascal, P.-L. Courier et Prévoist-Paradol (M. G. Lyon, recteur de l'Académie) ;
  - 2 juin. — Les gaz rares de l'atmosphère (M. Paillet, de la Faculté des Sciences) ;
  - 9 juin. — Histoire des Noël's, avec audition (M. Bédart, de la Faculté de Médecine).
-

## LA PETITE MORTE A LA LAMPE AU SAINDOUX

*Avril 1917.*

Ils n'ont pas de cœur. Ils n'ont pas d'âme. Ils n'ont rien de ce qui fait la sensibilité vraiment humaine. Pourtant ils s'attendrissent sur les chiens, sur les oiseaux et sur les fleurs. Attendrissement stérile, façade derrière laquelle il ne se passe rien. Il y a des apaches qui pleurent au cinquième acte des mélés. Cela ne les empêche pas d'aller, au sortir du théâtre, faire à quelque « pante » attardé le coup du père François.



On m'avait raconté la triste histoire. Je ne l'avais pas crue ; on ne croit pas facilement ces choses-là. Si entraîné qu'on soit à tout attendre de certains guerriers, nous nous obstinons, nous autres Français, à ne pas séparer la guerre d'un peu de magnanimité.

Mais j'ai vu la mère qui a enduré cette inutile souffrance ; je suis entré dans la miséra-

ble chambre. J'ai eu sous les yeux le pauvre petit lit. Tout est vrai. Mais, voici la chose.



C'était pendant qu'ils allaient de maison en maison « pour les cuivres ». Vous vous rappelez cette opération. Ils arrivaient à cinq ou six, munis de sacs et suivis d'un camion. Ils envahissaient les demeures, les parcouraient de la cave au grenier, râflant les casseroles, arrachant les patères, démontant d'un tour de main les chaudières des fourneaux de cuisine, brisant à coups de talon les candélabres, démolissant au besoin les meubles, éventrant les planchers sous prétexte d'y découvrir des cachettes, saccageant les souvenirs de famille et jusqu'aux objets d'art légués par testament au Musée. De tout cela, ils remplissaient leurs sacs qui remplissaient à leur tour le camion.

Ils se rendaient si bien compte eux-mêmes de l'odieux de leur rôle que souvent, par sarcastique bravade, ils se présentaient dans les maisons en disant :

— Matame, c'est les « foleurs » de cuivre !...

Or, ils étaient arrivés à un appartement plus que modeste de l'Esplanade, composé de deux pièces, dont l'une à peu près complètement obscure.

Dans la pièce claire, il y a un lit de fer et sur ce lit une enfant pâle, oh ! si pâle qu'on distingue à peine sa figure des draps.

Elle a six ans. Elle est malade depuis longtemps déjà. Mais il y a seulement huit jours qu'elle est couchée. Le médecin a d'abord dit que c'était de l'anémie. Puis la situation s'est aggravée. Maintenant, la mère sait que c'est une méningite.

Elle est là, la mère, auprès de sa petite qui ne parle plus, mais qui se plaint. L'enfant a des douleurs dans la tête. Elle montre sa tête de sa main décharnée et ses traits se contractent. On lui met des compresses, mais elle souffre toujours.

Est-ce qu'elle a encore toute sa connaissance ? La mère le croit. Il y a un langage des yeux que les mères comprennent et sa petite lui parle. Par moment, ses yeux implorent, comme si elle demandait qu'on fasse quelque chose pour qu'elle souffre moins. Mais que faire ?...

La petite avait très peur de la visite des allemands pour les cuivres. Lorsqu'elle parlait encore, il y a cinq ou six jours, elle disait :

— Mère, est-ce qu'ils vont venir ?... Tu n'as rien « muché » au moins ?

— Que veux-tu que je « muche » ? répondait la mère. Nous n'avons rien. Et puis, ils ne

viendront sans doute pas ici. Qu'est-ce qu'ils pourraient bien prendre dans des maisons comme la nôtre ?

— C'est que je ne voudrais pas qu'ils te mettent à la Citadelle ! ajoutait l'enfant, les yeux plein de larmes.

La mère la rassurait :

— Tranquillise-toi, ne pense plus à ça. D'ailleurs, ce sont des hommes comme les autres. Ils ont des enfants aussi. Ils auront pitié...

Deux jours après, ils étaient là. Ils entraient tous dans l'appartement avec un grand bruit de bottes, bousculant tout, parlant fort, les mains fureteuses. L'enfant tournait la tête pour ne pas les voir...

Sur une commode de cerisier, il y avait deux chandeliers de métal blanc, le seul luxe, si l'on peut dire, de cet intérieur. Ils s'en emparèrent. Vainement la mère, la grand'mère implorèrent qu'on les leur laissât. C'était un souvenir du grand-père défunt dont le portrait était précieusement accroché au-dessus de la commode.

— Oui, oui, fit un des allemands avec un gros rire, tout le monde dit : souvenir de famille...

Cependant la mère s'agitait, sous le coup d'une émotion grandissante. Elle jetait constamment les yeux vers le lit de la petite ma-

lade. L'enfant, tournée vers le mur, semblait dormir. A demi rassurée, la femme s'approcha tout près des soldats et, à voix presque basse, haletante, avec des suffocations, elle parla :

— Messieurs, je vais vous dire... Ma petite fille est très malade. Elle est condamnée. Sa mort n'est qu'une question de jours, d'heures peut-être... Elle a une méningite... Alors, je voulais garder ces chandeliers, souvenir de son grand-père, pour mettre des chandelles auprès de son lit quand elle aura passé... Vous comprenez, messieurs !... Ça doit être chez vous comme chez nous... On met aussi des chandelles auprès des morts, sans doute, avec de l'eau bénite et du buis...

Et elle leur montrait le petit lit où la malade impassible reposait, comme déjà morte.

Pour toute réponse, l'allemand qui avait saisi les chandeliers, les jeta brutalement dans le sac qu'il portait avec lui et où ils tombèrent parmi tant d'autres objets de métal avec un bruit de ferraille.

Brusquement, la petite malade s'était retournée, les yeux agrandis, dans un sursaut de peur.

— Oh ! vous allez me la tuer ! gémit la mère.

L'un des allemands répondit d'une voix criarde et dure :

—Matame, en Allemagne aussi les petits enfants mourir...

Et ils partirent, mêlant aux banalités de la conversation, le train de leurs bottes ferrées...

L'enfant mourut le lendemain. Et comme les flambeaux du grand-père n'étaient plus là pour lui faire sur la table de nuit la petite chapelle qui est de pieuse tradition, la mère dut allumer une de ces affreuses lampes au saindoux, faites de morceaux de boîtes de conserve, qui furent alors d'usage populaire à Lille, et dans lesquelles brûlait, avec une insupportable odeur de graisse chaude, une grosse mèche de coton...

C'est ainsi que les fillettes de l'école des sœurs virent pour la dernière fois leur petite amie blanche, diaphane, ayant sur son lit de mort l'air recueilli d'une communiante.

---

## LXXII

### AMES DE BOURREAUX

*28 Mai 1917.*

Ils ont des âmes de bourreaux. Ils ne séparent pas l'idée de punition, même simplement

disciplinaire, de l'idée de brutalité, voire de supplice. Et cela est si bien ancré chez eux, cela fait partie si intégrante de leur personnalité qu'évidemment il y a de l'atavisme là-dessous.

C'est qu'en effet, tandis que chez nous, autrefois, le bourreau portait un costume spécial, brodé d'emblèmes destinés à souligner l'infamie de la profession; alors que pour prélever sur certaines céréales publiquement mises en vente la dîme qui constituait son émolument, il devait se servir non directement de sa main, mais d'une cuiller, en Allemagne il était comblé d'honneurs.

Dans plusieurs Etats, après un certain nombre d'exécutions bien conduites, le bourreau était gratifié de titres de noblesse. En Wurtemberg il était, dans les mêmes conditions, promu docteur.

Dans l'ancienne Bavière, c'était le dernier marié qui était chargé, pour la considération qui s'ajoutait à ce geste, de donner la mort par autorité de justice. Ailleurs, c'était le plus jeune membre de la communauté ou des corps de la ville.

Comment s'étonner dès lors que tant de coutumes odieuses persistent dans ce pays où l'on

meurt à peu près de faim en prison et où de véritables supplices sont encore en vigueur dans l'armée, ainsi qu'il appert d'une récente discussion au Reichstag ?

Ces deux ans et demi d'occupation nous en ont d'ailleurs appris sur la mentalité de nos envahisseurs en cette matière beaucoup plus qu'un long séjour d'études en Allemagne. Ce fut comme une interminable projection de rayons X qui chaque jour nous a montré plus à nu le fonds et le tréfonds de la race. Ce sont bien des tortionnaires.

Beaucoup de nos concitoyens, pour de simples désobéissances, — en conscience mille fois justifiées, — à des ordonnances violemment spoliatrices ou méchamment vexatoires, ont été condamnés à ce que les Allemands appellent de la « prison moyenne ». On les jetait, sans même leur permettre d'emporter du linge et des vêtements, à la Citadelle ou à la prison de Loos et là, pendant des semaines, voici quel était leur régime :

Le matin, mixture invraisemblable, audacieusement baptisée « café », mais qui n'avait jamais rien de commun, ni de près ni de loin, avec ce produit; à midi, soupe infecte, visiblement faite de rogatons de caserne; le soir, même mix-

ture que le matin. Il n'était pas permis de recevoir de la nourriture du dehors. Le lit n'était composé que d'une pailleasse de papier déchiqueté ou de copeaux, et d'une couverture; pas de drap. Le matin, au lever, il était plié dans un coin et il était interdit de le déplier dans la journée pour s'y reposer. On ne pouvait ni lire ni fumer. M. Leleu, conseiller municipal, condamné à 14 jours de prison moyenne, demanda vainement à faire venir du linge; il dut garder pendant toute sa détention la chemise qu'il portait lorsqu'on l'arrêta. Il sortit de là considérablement amaigri. A d'autres condamnés ou même prévenus, qui étaient malades de soif, on refusait de l'eau.

Le 10 mai 1917, le docteur Sockel était appelé auprès d'une femme qu'il trouva extrêmement affaiblie. Cette malheureuse était restée 51 jours en prison préventive à Tournai dans les pires conditions. Elle avait à peine à manger. Elle couchait sur une planche, sans couverture, par les froids si durs qui sévirent en avril. Le matin, la planche était relevée le long du mur de façon qu'elle ne pût s'y étendre le jour. Fréquemment un juge militaire la faisait comparaître devant lui, et par mille questions insidieuses, cherchait à lui tirer je ne sais quels

aveux. Or quels aveux pouvait-elle faire ? Il n'y avait rien de mystérieux dans son cas : elle avait été arrêtée pour s'être rendue à la frontière belge avec la carte d'identité de sa sœur !

La pauvre femme tomba dans un tel état de prostration que le médecin de la prison l'ayant vue par hasard lui conseilla d'écrire à la kommandantur pour exposer son cas. Elle suivit ce conseil et c'est ainsi qu'elle fut rendue à la liberté, — après 51 jours de ce supplice !...

Dernièrement, des prisonniers anglais furent amenés en manière de représailles, à quelques kilomètres du front allemand pour y travailler. Pendant plusieurs semaines, ils n'eurent la nuit qu'une chaise pour dormir; le jour, il leur était défendu de s'asseoir aux heures de repas et, pareillement, de boire.

Que dire des mauvais traitements infligés aux femmes qui refusèrent de confectionner des sacs pour les tranchées ennemies ? On les enferma dans des caves ou dans des locaux sans air; on les laissa sans manger; on leur fit entendre les plus terribles menaces; on les injuria; on se livra sur elles à des voies de fait; rien ne leur fut épargné. Après la tourmente, elles pourront parler à cœur ouvert et tout le monde saura ce qu'elles ont enduré.

Pour un geste déplaisant, pour avoir tenté d'introduire de Belgique en France quelques pommes de terre, on était mis en joue, fusillé, tué comme un chien. Tout cela était de notoriété publique, et chacun se souvient à Lille de l'émotion que causa le meurtre à Tourcoing du fils du docteur Vanheeuverswyn, de Fives, par un soldat allemand. Ce jeune homme faisait partie d'une escouade d'évacués provisoirement logés dans une usine. Parce qu'il avait allumé une nuit la lampe électrique de poche qui était en sa possession, un soldat de garde se précipita sur lui et lui enfonça sa baïonnette dans la poitrine. Ce soldat est vraisemblablement, dans le particulier, un paisible contribuable et un honnête père de famille. Doté d'une parcelle de l'autorité publique, chargé de veiller disciplinairement sur des ennemis désarmés, ce n'est plus un homme : c'est un Allemand, c'est un bourreau...

Il y a à la manufacture des tabacs, transformée en caserne, un groupe de prisonniers civils français, originaires de Maubeuge et de Saint-Quentin, que les Allemands ont voulu contraindre à travailler pour eux. Voici comment s'y prirent leurs gardes-chiourme, d'après un Maubeugeois qui porte dans ce groupe le numéro 264 :

Ils furent arrêtés en décembre 1916 et tout de suite on leur perscrivit divers travaux dans l'intérêt de l'armée allemande. Ils refusèrent unanimement de les exécuter. Un matin, on les fit mettre nus jusqu'à la ceinture et on les conduisit, vêtus de leur seul pantalon, dans les tranchées où ils restèrent jusqu'à midi. A cette heure, ils regagnèrent leur casernement. Alors, on les fit placer autour d'une grande marmite où fumait une soupe, que ces malheureux, affamés et transis, dévoraient déjà des yeux. Puis on leur posa l'éternelle question : « Voulez-vous travailler ?... » Comme ils refusaient encore, malgré tout ce qu'ils avaient souffert déjà, un soldat poussa du pied la marmite et la soupe, — cette soupe chaude, objet de leurs convoitises — se répandit à terre. Et ils n'eurent pour déjeuner qu'un brouet à l'orge, clair et fadasse. Après quoi, on les ramena aux tranchées, toujours dans le costume sommaire que l'on sait. Ce régime dura trois jours. Le quatrième jour, plusieurs, malades de froid et de faim, manquaient à l'appel. L'énergie des prisonniers était à bout. Ils consentirent — comme on consent le couteau sous la gorge, — à travailler...

Dans la première quinzaine d'août 1916, une institutrice de Thumesnil, Mlle Aimée Van-

houck, âgée de 26 ans, se rendit à Fretin pour y faire une petite provision personnelle de beurre et d'œufs. Elle portait, au retour, pour environ 40 francs de ces denrées et je vous assure que cela ne faisait pas un gros paquet. Elle eut la malchance de rencontrer un policier allemand qui l'arrêta et la conduisit à la kommandantur de Fretin. Sur l'heure, elle fut condamnée à cinq jours de prison, sans préjudice de la saisie de son beurre et de ses œufs. On la conduisit donc au local de détention des civils.

Là, en présence d'un officier, le soldat qui faisait fonctions de geôlier, annonça à Mlle Vanhouck qu'on allait lui faire coudre des sacs.

— Je suis Française, déclara l'institutrice; je ne travaille pas pour l'armée allemande !

Elle avait à peine prononcé ces paroles que le soldat la prenait à la gorge, la terrassait, la rouait de coups, la piétinait, au point qu'elle perdit connaissance.

Quand elle reprit ses sens, elle était seule, gisant à terre, tout le corps meurtri.

Le lendemain, on lui fit la même proposition, qu'elle repoussa comme la veille, ce qui lui valut quelques coups de plus.

Enfin, sa peine achevée, elle sortit de prison dans un état lamentable et se traîna tant bien

que mal jusqu'à Thumesnil, où elle prit le parti d'aller faire constater ses blessures par un médecin-major allemand, à qui elle demanda un certificat. Le médecin se refusa d'abord à croire au récit que lui fit Mlle Vanhouck ; mais bientôt, frappé par l'accent de sincérité de la jeune fille, il rédigea la pièce.

Munie de ce papier, l'institutrice déposa une plainte entre les mains du gouverneur de Lille. Grand émoi dans les bureaux. On enquêta; on contre-enquêta. On fit appeler la plaignante. On insista pour qu'elle revînt sur sa détermination. Et comme elle n'en voulut rien faire, on la congédia en lui disant qu'elle serait informée de la suite donnée à l'affaire. Il va sans dire qu'elle ne sut jamais rien par la raison péremptoire qu'il n'y eût sans doute jamais de suite.

Je cite ces faits qui me sont connus, au courant de la plume. Combien d'autres que j'ignore, mais que l'on sait ailleurs ! Il faudra les publier tous avec preuves à l'appui. Il importe que soit écrit en détail le « martyrologe de l'occupation » et que tous ceux qui le peuvent apportent leur contribution à cette œuvre vengeresse.

---

## DANS LA RUE

*Juin 1917.*

Un collaborateur me fait tenir la note suivante :

Le jeudi 7 juin, à onze heures du matin, un bon vieillard, à mine de bourgeois aisé, descendait lentement la rue Inkermann, allant vers la Place de la République. Il tenait en laisse un joli fox blanc, qui paraissait prendre quelque plaisir à la promenade, malgré la muselière que l'autorité allemande lui impose.

Au moment où l'homme et le chien passaient devant l'Hôtel des Postes, la bête, prise d'un besoin fort naturel, laissa tomber sur le trottoir les produits de sa digestion.

Dame on ne lui met pas de muselière de ce côté-là !

Or, sur la porte de l'Hôtel des Postes se trouvaient un sergent, un soldat qui flânait, et l'inévitable sentinelle.

Le sergent scandalisé interpella le promeneur avec de grands gestes pour lui faire remarquer

que l'animal avait sali le trottoir, — abomination dont un militaire impérial ne pouvait décemment supporter la vue.

L'homme tout confus répondit qu'avec la meilleure volonté du monde il n'y pouvait rien et que le grand air avait généralement sur sa bête un irrésistible effet laxatif.

Cette réponse, encore qu'empreinte d'une timidité vraiment touchante, ne fut pas du goût du sergent qui ordonna au vieillard de faire disparaître le corps du délit, et cela au grand amusement des deux autres soldats, qui ricanaient en regardant alternativement le vieillard, presque impotent, le chien et le trottoir.

Et le sergent fit apporter un balai qu'on présenta au vieillard !

Heureusement, un gamin, témoin de cette scène ridicule et inhumaine, s'empara du balai et poussa au ruisseau ce qui avait causé tout ce bruit. Il reçut, en récompense, quelques sous.

Les Allemands, sans comprendre la leçon que leur avait donnée cet enfant, continuaient à rire, en voyant s'éloigner mélancoliquement le petit vieux et son petit chien.

---

## LE RÉGIME

Les Paroles et les Actes*Juin 1917.*

Aperçu sommaire :

Hommes et femmes sont munis, à partir de 14 ans, d'une carte d'identité qu'ils doivent montrer à toute réquisition de l'autorité allemande. On ne peut même pas aller à La Madeleine sans exhiber cette carte.

Impossible d'aller à Saint-André, Lambertsart, Lomme, Loos, Haubourdin, Canteleu, etc., sans un laissez-passer, toujours très difficile à obtenir. Impossible d'aller rendre les devoirs à ses morts au cimetière du Sud ; les laissez-passer ne s'obtiennent que pour les enterrements et encore ne permet-on qu'à une dizaine de personnes de franchir la porte des Postes ;

Défense de transporter la plus minime quantité de denrées ou de marchandises, même pour son usage personnel, d'une localité à une autre ;

Obligation de rentrer chez soi à 8 heures du soir et défense d'en sortir avant 8 heures du matin. Dès que la nuit tombe, aveugler ses fenêtres et lanterneaux de telle manière qu'aucune lueur ne filtre à l'extérieur ;

Interdiction absolue de changer de domicile, de découcher, même pour aller soigner un proche parent malade ;

Interdiction d'organiser une petite fête au profit de concitoyens malheureux ou de prisonniers alliés mourant de faim à moins d'une autorisation de la police, à qui le programme doit être soumis dans ses plus minimes détails ;

Interdiction de donner du pain, des cigarettes, des douceurs quelconques aux prisonniers qui passent ;

Interdiction d'imprimer un prospectus, une lettre mortuaire sans le visa de la censure ;

Interdiction de faire parvenir une correspondance dans une localité voisine, — par exemple de Lille à Roubaix, — même pour des cas urgents ;

Les Banques sont sous séquestre, jusques et y compris les coffres loués par les particuliers ; ceux-ci ne peuvent aller à leurs coffres sans être accompagnés d'un employé militaire du contrôle des Banques qui ne permet pas d'enlever les valeurs y déposées ;

Les tramways sont fréquemment visités par des policiers et les paquets trouvés dans les voitures sont saisis. Parfois, on fait descendre tous les voyageurs, qu'on parque dans un local voisin et qu'on fait dévêtir jusqu'à la chemise ;

Les rares vaches qui restent encore dans les villages sont consignées et le lait qu'elles donnent est pour les Allemands ;

Les œufs des poules doivent être livrés à jour fixe aux « Kommandanturs » ; les poules sont tarifées à tant d'œufs par jour ; quand elles ne pondent pas assez, les propriétaires, sous peine d'une forte amende ou même de prison, doivent acheter des œufs clandestinement conservés pour parfaire le nombre d'œufs militairement prévu ; ils les paient de 0 fr. 80 à 1 fr. pièce et les « Kommandanturs » les achètent 0 fr. 20 centimes !

Les jeunes gens et les ouvriers d'état sont enlevés, embrigadés, munis d'un brassard rouge et d'une plaque de métal portant un numéro fixé à leur veston, divisés par escouades et contraints de travailler pour l'ennemi, sous la surveillance de soldats dont la réputation de brutalité est solidement établie ; ceux qui refusent de travailler sont privés de

nourriture et maltraités jusqu'à ce qu'ils consentent ;

Tout est saisi, même les choses les plus indispensables à la vie normale d'une agglomération humaine. Je citerai, notamment, outre les automobiles et les bicyclettes :

Les huiles, les graisses, les alcools, les vernis, les pétroles, les savons, les gélatines, les mastics, le verre ;

Le linoléum, les paillasses, le carton, le papier, les cornets, les déchets de papier ;

Les chiffons, les déchets de tissus, les soies, les laines, les cotons, le chanvre, le lin, le jute, toutes les matières fibreuses, ainsi que les étoffes et lingerie fabriquées avec ces produits ;

Les bâches, les sacs, les bouchons et déchets de bouchons ;

La confection en cours et la confection terminée ; les vêtements de dessous, bas, chaussettes, tricots de toute espèce ;

Les ficelles, cordages, cordons, transmissions ;

Le bois de toute espèce, y compris le bois coupé ;

Les peaux, cuirs ouvrés ou non ouvrés, ainsi que les matières de tannage ; les selleries et harnachements ;

Les objets fabriqués entièrement ou principalement d'aluminium, cuivre, nickel, étain, plomb, zinc ou d'alliages de ces métaux, notamment de laiton, de bronze, de platine, etc. Ni les casseroles ni les chaudières des fourneaux de cuisinière ne sont exceptées de cette règle ;

Les vases et caisses pour emballages, les fûts et pots de toute espèce, les coffres-forts, les machines à écrire ;

Le froment, le seigle, l'orge, l'avoine et autres grains ; les malts, radicelles, fèverolles, betteraves sucrières et fourragères ; les produits oléagineux de toute espèce ; les chicorées, sucre, mélasse, tabacs bruts et fermentés, foin, paille, trèfles et semences d'herbes ;

Enfin, le bétail de toute espèce.

A Lomme, on réquisitionne même les chats !

A la date du 6 juin, le commandant d'étape à Roubaix, le fameux lieutenant-colonel Hofmann, a pris l'arrêté suivant :

« Il est défendu, sans autorisation spéciale et écrite de la Kommandantur :

» 1° De vendre, de mettre aux enchères, de mettre au Mont-de-Piété ou de céder de toute autre manière à des tiers des meubles ou des ustensiles de ménage ;

» 2° D'enlever des meubles et autres ustensiles de ménage des habitations ;

» 3° De transporter des meubles et d'autres ustensiles de ménage ;

» 4° De garder des meubles étrangers et d'autres ustensiles de ménage.

» Les contrevenants seront punis conformément au paragraphe XVI de la Proclamation du Général commandant l'Armée en date du 25 novembre 1915, jusqu'à 3 ans de prison ou jusqu'à 6.000 marks d'amende. Sont punissables : le propriétaire ou son représentant, le transporteur et celui qui fait transporter, le gardien des meubles étrangers ou d'autres ustensiles de ménage... »



On est strictement limité quant à ses commandes de vêtements et de linge.

Un homme qui a un complet ne peut pas s'en commander un second ; une femme qui a deux robes ne peut pas s'en commander une troisième.

Si un homme possède 3 chemises de jour, 2 chemises de nuit, 3 caleçons, 4 paires de chaussettes et 6 mouchoirs, il ne peut rien acheter en fait de mouchoirs, chaussettes, caleçons et chemises.

De même, une femme ne peut pas acheter de la lingerie, si elle possède 4 chemises de jour, 3 chemises de nuit, 4 pantalons ou combinaisons. Pour acheter des bas, il faut qu'elle justifie qu'elle en a moins de quatre paires.

Dans le même ordre d'idées, on ne doit pas avoir plus de 2 draps par personne, plus de

3 taies d'oreiller, plus d'une couverture, plus de 3 essuie-mains, plus de 3 torchons et was-singues.



Un ménage n'a droit qu'à cent kilos de charbon par mois.

La pression du gaz est tellement réduite, — même aux heures où on nous la promet, soit de dix heures à midi et de 7 à 9 heures, — qu'il est à peu près impossible de cuisiner. Si on arrive tant bien que mal à cuire son modeste repas, il faut renoncer alors à faire chauffer de l'eau pour laver sa vaisselle.



A Tourcoing, a commencé vers la mi-juin l'exécution d'une mesure qui doit être étendue à tout le territoire occupé et qui a pour but d'entraver dans toute la mesure du possible la reprise des affaires et du travail : c'est la destruction systématique de l'outillage existant encore dans nos usines. Des équipes spéciales démontent les métiers et les machines et en jettent en tas les pièces qui plus ou moins se faussent...

Et l'occupation n'étant pas finie, il faudrait mettre ici la formule des feuillets en cours : « La suite au prochain numéro ».



Un rapprochement s'impose entre le régime que subissent les populations occupées et les engagements solennellement pris par l'autorité militaire allemande à son entrée à Lille. Voici donc quelques passages de la proclamation affichée par le général-major Wahnschaff :

« Aux habitants de la Ville de Lille,

» L'armée allemande ne fait la guerre qu'aux armées françaises, anglaises et belges, *pas à la population qui ne prend pas part à la guerre. Elle garantit aux citoyens toutes leurs propriétés...*

» Je désire *que la vie régulière recommence aussi vite que possible, que l'industrie et le commerce ne soient pas interrompus...*

» Les cultivateurs des environs pourront entrer librement dans la Ville comme d'ordinaire... »

On trouvera le texte de cette affiche dans le premier numéro du *Bulletin de Lille*.

---

LXXV

## SIMPLE FAIRE-PART

*Juillet 1917.*



*Vous êtes prié d'assister au SERVICE qui sera célébré dans l'église Saint-Maurice-des-Champs, à 10 h. 1/2 (les Laudes à 10 h. 1/4), le Mardi 3 Juillet 1917, pour le repos de l'âme de Monsieur*

### **Georges-Marie-Joseph BATTET**

CHEF DE BATAILLON

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

DÉCORÉ DES CROIX DE GUERRE FRANÇAISE ET ANGLAISE

Mort pour la France en Avril 1917

DANS SA 24<sup>e</sup> ANNÉE

DE LA PART DE :

Monsieur et Madame BATTET-ROGEZ, *ses Père et Mère* ;  
Messieurs Joseph BATTET (en campagne), et Charles BATTET,  
Mesdemoiselles Marie, Thérèse, Louise et Jeanne BATTET,  
*ses Frères et Sœurs* ;

Le Général Paul BATTET, Officier de la Légion d'honneur,  
Madame Paul BATTET et leurs Enfants,  
Monsieur Pierre MELCHIOR, Consul de Belgique, et ses  
Enfants,

Madame Paul ROGEZ et ses Enfants, *ses Oncles, Tantes  
et Cousins* ;

Et des Familles ROGEZ, DEPLANCK, LIÉMANCE, BATTET,  
BRULLEY DE LA BRUNIÈRE, LIBERT, BACQUET, et  
CALOINE.

R. I. P.

Ce simple faire-part rayonne d'une gloire très pure, qui dépasse la famille et la ville natale. Dans le laconisme de ses formules, c'est la France qu'il évoque aux heures les plus tragiques de son histoire. Chef de bataillon... Chevalier de la Légion d'honneur... Décoré des croix de guerre anglaise et française... 24 ans... Toute une carrière militaire, tous les honneurs militaires en moins de trois années ! Imaginez tout ce que cela suppose d'intelligence, de sang-froid, d'esprit de décision, de mépris du danger, de bravoure et d'entrain. Voilà bien un Français !

Pour nous qui sommes séparés du monde et qui ne recevons de la France libre que des nouvelles soigneusement filtrées, ce faire-part comble toutes les lacunes. Nous n'avons pas besoin de communiqués ni de journaux. Nous sommes fixés, nous savons tout, un tel document dit tout.

Un éducateur distingué nous l'affirmait, à la déclaration de la guerre : « La jeunesse française vous étonnera ; elle fera des merveilles. » Ces prévisions se sont pleinement réalisées. Notre jeunesse a été admirable. Elle a retrouvé toutes les qualités de la race ; même elles les a dépassées, elle en a montré de nouvelles. Le

maréchal de Saxe écrivait que les Français, comme les Gaulois du temps de César, étaient braves à l'excès, mais inconstants. Les Français d'aujourd'hui ont fait preuve d'une constance, d'une endurance, d'une ténacité toute romaine. Nous pouvons être fiers de nos fils. Il faudrait un Bossuet ou tout au moins un Lacordaire pour consacrer leur tranquille héroïsme.

Ce faire-part nous est garant que même, pour ainsi dire, avant d'avoir vécu, ils ont su bien mourir. Et c'est parce qu'ils ont su bien mourir que la France vivra. Comme le disait le curé de Saint-Maurice-des-Champs, en saluant la mémoire du jeune et glorieux chef de bataillon : « Un pays ne meurt pas, qui a de tels tels fils. »

---

## LXXVI

### ANGOISSES

*27 Juillet 1917.*

J'ai l'impression que nous vivons les heures les plus angoissantes de la guerre. Ni avant

la Marne, lorsque les armées allemandes allaient arriver sous Paris, ni lors du bombardement et de l'occupation de Lille, ni lors du recul des Russes en 1915, dont l'envahisseur marquait les étapes de la solennelle sonnerie des cloches, nous n'avons eu le cœur plus serré.

Que la nouvelle offensive soit arrêtée, que les armées de Brussilow abandonnent le terrain conquis, ce n'est pas cela qui nous inquiète. L'offensive, ça se reprend et le terrain, ça se regagne. Mais il entre dans les causes du recul actuel un élément nouveau et terrible, dont les effets peuvent être épidémiques : la désertion des troupes devant l'ennemi, provoquée par la trahison et la lâcheté.

Les communiqués russes ne cessent depuis plusieurs jours de nous parler de régiments qui tournent les talons, des troupes qui n'exécutent pas les ordres donnés, qui n'observent aucune discipline, qui délibèrent quand l'ennemi est sur leur dos pour savoir s'il est opportun de se battre, qui n'ont plus, enfin, ni résistance ni moral.

Quand des armées en sont là, on peut se demander jusqu'où elles iront et s'il leur sera possible de s'arrêter avant la complète dissolution.

Les défaites retentissent violemment sur la situation intérieure et Kérenski, avec une admirable vaillance, s'efforce de juguler à la fois le désordre politique et l'anarchie militaire. Réussira-t-il ? Il a le courage : aura-t-il la force ?

Cependant le ciel en France n'est pas exempt de nuages. Une propagande criminelle sème le découragement et s'efforce de diriger l'opinion dans le sens d'une paix sans victoire basée sur le « statu quo ante ».

M. Clémenceau a, pendant quatre heures, dénoncé très éloquemment le mal à la tribune du Sénat. Le mal est si profond qu'il atteindrait même les tranchées, et le ministre de l'Intérieur, M. Malvy, a cru devoir déclarer qu'il a évolué du front au pays et non du pays au front.

On peut se demander si de pareils aveux étaient bien utiles et si l'on admet qu'ils l'étaient, c'est donc que le danger est tel qu'une opération vigoureuse et publique peut seule encore en avoir raison.

Nous sommes stupéfaits, dans le petit groupe qui se réunit tous les jours à la Mairie, de l'état d'esprit que révèle ce débat.

-- Eh quoi ! s'écrie notre ami Le Goaster, nous « tenons » encore, nous qui sommes sous la botte depuis trois ans et qui manquons de tout, -- et ils ne tiendraient pas, les autres qui sont libres comme l'air et qui se ravitaillent encore convenablement !...

On s'explique maintenant que nous soyons restés inactifs pendant que les Russes reprenaient une offensive qui eût dû, semble-t-il, déclancher d'autres offensives partout.

Mais voilà : nous n'avons cessé de parler de l'unité de direction sur l'unité des fronts et jamais encore, depuis tantôt trois ans de guerre, nous n'avons pu la réaliser complètement. L'ordre dispersé est encore la méthode en vigueur. Il faut convenir que les Puissances centrales ont toujours eu sur ce point une incontestable supériorité.

Et tandis que les Russes se font battre et que M. Malvy proclame notre dépression, les allemands prennent en Champagne l'initiative de l'attaque.

Où allons-nous ? Où va la Russie ? Si la démagogie l'entraînait vers une paix séparée, comment sortirions-nous de là ?...

Certes, la situation est loin d'être désespérée et nous avons tenu tête à l'ennemi dans des

circonstances encore plus critiques. Mais elle est grave et nous attendons avec angoisse une éclaircie dans ce ciel d'orage...

---

## LXXVII

## COMMUNIQUÉS

*Juillet 1917.*

On appelle « communiqués » non pas seulement les notes quotidiennes des grands quartiers généraux sur les combats proprement dits, mais encore tout ce qui, se rapportant à la guerre, est traduit des journaux allemands, les seuls qui ont libre circulation, en dehors du *Bruxellois*, feuille méprisable.

Il y a, par exemple, le communiqué du « Crédit du Nord », le communiqué de M. de Loriol, le communiqué de la mairie qui, depuis le départ de l'excellent et bénévole traducteur M. Wœhrel, n'est qu'une copie des deux autres.

Les communiqués sont tolérés par l'autorité allemande, pourvu qu'ils soient « tapés » à la machine à écrire ; ceux du Crédit et de la Mairie ont obtenu d'être tirés au Ronéo, à la condition qu'ils soient signés d'une personne responsable et qu'un exemplaire en soit déposé au bureau du Nachrichten officier, 9, rue de Pas.

Ah ! cette littérature des communiqués !... Nous finissons par en avoir la nausée. Songez que pendant trois ans déjà, nous en avons été saturés et que nous ne voyons pas la fin de ce régime.

Gaz asphyxiants... Liquides enflammés... Explosions de mines... Camouflets... Tirs de barrage... Feux de tambour... Boyaux de communication... Grenades... Lance-flammes... Coups de main... Poussées de reconnaissance... Nous savons par cœur toute la logomachie de cette guerre bien moderne, qui a dérouté les plus calés des « experts ».

Ce n'est pas à nous qu'il faut apprendre que les attaques se « déclanchent » et que, parfois, elles « s'écroulent » ; que les pertes sont « sensibles », à moins qu'elles ne soient « lourdes » ; que les raids sont « couronnés de succès », que les objectifs sont « atteints », que les con-

tre-attaques sont « repoussées », que les rassemblements de troupes sont « pris sous un feu efficace », que l'artillerie ennemie est « contre-battue », que les vagues d'assaut « refluent vers les tranchées de départ », que les positions ont toujours un « saillant », que la pression est « continue » ou bien « énergique », que les « fourneaux » explosent et que les « entonnaires » sont occupés. Et que de formules banalisées par d'incessantes répétitions !

Il faut rendre cette justice aux Allemands que ce sont eux qui, pour exprimer certains de leurs reculs, ont trouvé les termes les plus délicats et les circonlocutions les plus habiles.

Le 17 janvier 1917, par exemple, ils écrivent :

« Des postes avancés se replièrent, selon les ordres reçus, sur la ligne de défense principale ».

Le lendemain :

« Dans la nuit du 12 au 13, nous avons évacué méthodiquement et sans être inquiétés par l'ennemi les éléments de notre position avancée, que nous tenions encore. »

Le 15 février :

« ...Il n'y eut que de petites poussées partielles contre quelques-uns de nos postes avancés

qui, d'après les ordres reçus, se sont retirés sur notre position principale de combat. »

Le 1<sup>er</sup> mars :

« Une partie de nos positions les plus avancées a été évacuée volontairement et méthodiquement, pour des raisons spéciales... » Nous pourrions multiplier les citations : il y a aussi, notamment, la retraite « sur des positions préparées d'avance ».

D'où il appert que les Allemands ne reculent jamais que quand ils le veulent et comme ils l'entendent.

De même, en dehors des cas heureusement assez nombreux où leur défaite est si retentissante qu'il serait par trop scandaleux de la nier, ils réduisent à rien dans leurs communiqués les succès de l'adversaire.

Fin janvier 1917, ils annoncent :

« Après une forte canonnade, des détachements anglais réussirent à se nicher dans un petit élément de tranchée de notre première ligne au sud-ouest de Le Transloy. »

Qu'en termes élégamment atténués ces choses-là sont dites !... « Réussirent à se nicher » Oh ! avec bien du mal !... « Dans un petit élément de tranchée... » Qu'il est donc petit, cet élément et qu'insignifiante est cette tranchée !...

« De notre première ligne... » Ne voilà-t-il pas une affaire, d'avoir conquis grand comme la main de la première ligne, — de quoi tout juste « se nicher » !

Or, voici la partie correspondante du communiqué des Anglais, justement renommés pour dire froidement la vérité, même quand elle leur est désavantageuse :

« Nous avons effectué avec succès une opération sur le front de la Somme dans la région de Le Transloy. Tous nos objectifs ont été atteints et une partie dominante de la position a été enlevée. Trois cent cinquante prisonniers, dont six officiers, sont restés entre nos mains. »

Par contre, les Allemands excellent à mettre en valeur le moindre exploit de leurs troupes. Cela va même jusqu'à la plus ridicule puérité.

On lit dans le *Bruxellois* du 17 juillet 1917, à la fin de l'article officieux : « Les combats à l'ouest », daté de Berlin :

« Une de nos troupes a ramené durant la nuit du 14 au 15 juillet... »

Vous vous attendez à une cinquantaine de prisonniers au moins, à un canon, à des mitrailleuses... Poursuivez :

« ...Un fusil à tir rapide hors de la position ennemie sur le versant du Mort-Homme ! »

Il a fallu toute une troupe et toute une nuit pour cela !

Enfin, la fantaisie la plus échevelée préside, dans les commentaires allemands, à l'interprétation des faits les plus simples.

Dans le n° 146 de la *Gazette de Cologne*, une note datée de Berlin 12 juillet 1917 dit :

« Du 1<sup>er</sup> au 10 juillet, nous avons fait 1.900 prisonniers, dont 22 officiers, dans les secteurs de Brzezany et Zbrozow. *Le nombre minime des prisonniers prouve les pertes sanglantes inouïes des Russes...* »

Dans le même numéro du même journal, à propos des opérations sur le front français, une autre note également datée de Berlin, joue cet autre air :

« Les Anglais *ont subi des pertes inouïes, ainsi qu'il résulte du grand nombre de prisonniers que nous avons faits et qui se chiffrent déjà par 1.250 hommes dont 27 officiers...* »

Ainsi donc, 1.900 prisonniers, c'est un nombre minime chez les Russes, alors que 1.250, c'est un nombre considérable chez les Anglais !

Et le nombre « minime » des prisonniers prouve là-bas les pertes inouïes, alors que

c'est le nombre « considérable » qui le prouve ici...

Il y a toujours moyen de s'arranger !

---

## LXXVIII

### LA DOULEUR D'UNE FEMME

#### Un petit Ménage

26 Août 1917.

On m'a chargé hier d'une bien triste mission, celle d'annoncer à la femme d'un de nos mécaniciens la mort de son mari, tué à la guerre. Parti le deuxième jour de la mobilisation, Léon F... n'a pas donné de ses nouvelles depuis le bombardement de Lille, il y aura bientôt trois ans. Sa femme espère contre toute espérance. Elle pense que son mari écrit, mais que ses lettres ne parviennent pas.

On nous a annoncé à nous, depuis longtemps déjà, qu'il était mort, mais on s'est bien gardé de répandre la nouvelle. Maintenant on écrit

que Léon F... est tombé bravement en Champagne, et qu'il est enterré sur ce front.

... Ce ménage était charmant. Lui, grand, blond, bien découplé, la moustache fine et les yeux volontiers souriants : un ensemble des plus sympathiques. Elle, grande aussi, née sur la côte boulonnaise, ayant gardé dans ses yeux légèrement bridés quelque chose du bleu de la mer ; des cheveux aux reflets vieil or ; mince, souple, avec un je ne sais quoi de britannique répandu dans toute sa personne. Bref, un très beau couple, où l'homme, d'une trentaine d'années, était plus fort, comme il convient, mais où la femme, un peu plus jeune, avait plus de naturelle distinction. Pas d'enfant.

Je l'ai vue aujourd'hui, cette pauvre femme. Quelle pénible chose que ces entrevues ! La conversation ne s'accroche pas. On est désespéré. Les idées sont bien là, mais les mots n'arrivent pas. Comment, après les banalités du jour, en suis-je arrivé à parler à Mme Léon F... de sa mère ?... Je ne sais ; toujours est-il que je m'entends prononcer ces paroles :

— Je voudrais bien qu'elle soit auprès de vous en ce moment, votre mère !

Ce fut l'aiguillage sur la voie douloureuse.

Elle fixa sur moi ses yeux agrandis :

— Qu'est-ce qui se passe donc ?... Vous avez de mauvaises nouvelles à m'annoncer ?... Mon mari !...

Comme j'hésite, manifestement troublé :

— Dites-vite, Monsieur, dites-vite... Il est blessé ?...

Je me rallie tout de suite à cette idée à mi-chemin :

— Oui, il est blessé.

— Grièvement ?

— Oui.

Alors, dans les pleurs qui jaillissent, la malheureuse s'écrie :

— Mon Dieu ! mon Dieu... mais je le reverrai, n'est-ce pas !... je le reverrai... Dans quel état qu'il soit, je serai heureuse de le revoir... Même infirme, même impotent, ce sera lui. Je l'entourerai de mes soins... Je travaillerai... Il a travaillé pour moi pendant sept ans... Je travaillerai pour lui le reste de ma vie... Le revoir, le revoir, tout est là, maintenant... N'est-ce pas, Monsieur, je le reverrai ?...

L'émotion me gagne. Je fais un signe de tête qui ne veut rien dire. Mme Léon F... repart fébrilement :

— Je ne peux pas ne pas le revoir. J'ai tant prié pour cela ! Ma sœur et moi, tous les soirs,

nous avons invoqué les saints que nous supposons le plus près de nous pour qu'il revienne. Je ne suis jamais passée devant une église sans entrer et je n'ai demandé au bon Dieu qu'une chose, c'est qu'il revienne... Depuis trois ans, mes économies épuisées, à bout de ressources, vivant de rien, souffrant de tout, sans jamais sacrifier quoi que ce soit de mes devoirs de femme, je me dis qu'il n'est pas possible que la Providence ne me tienne pas compte de ces souffrances-là et, par conséquent, ne me rende pas mon mari. Car, sans cela, où serait la justice ?...

... Vous ne savez pas, Monsieur, ce qu'était mon mari pour moi et ce que j'étais pour lui... Nous étions un ménage modèle, je ne crains pas de le dire. Tous les samedis, il m'apportait des fleurs ; nous ne sortions jamais l'un sans l'autre. On disait dans le quartier :

— Ce Monsieur F..., il est toujours le fiancé de sa femme !

... Et c'était vrai, Monsieur, je n'osais pas exprimer un désir, parce que, dès que j'en exprimais un, il était comblé.

... Quand il a dû me quitter, le 2 août 1914, je n'ai pas besoin de vous dire quel a été mon chagrin. J'aurais voulu le garder, mais je sa-

vais qu'il devait faire son devoir comme les autres et tout en pleurant je l'encourageais. Il m'a dit alors :

— Oui, c'est triste de se quitter, ma petite femme, mais quelle joie aussi de se retrouver ! Pense à cela. Ne pense qu'à cela. J'emporte ta photographie ; je la regarderai souvent ; elle me portera bonheur.

... Depuis la séparation, je n'ai que lui devant les yeux ; je ne pense qu'à lui ; je ne travaille que pour lui. Nous avons un petit intérieur que j'ai orné de mes mains, car je suis adroite à tous les travaux à l'aiguille... J'en ai fait de nouveaux ; j'y ai passé de longues heures, des saisons entières, en dehors des travaux d'entretien du ménage, — tellement que les voisins, me voyant toujours de la dentelle ou de la broderie en main, disent de moi :

— Elle fait de si jolies choses qu'on dirait qu'elle attend un bébé !

Et le fait est, Monsieur, que je suis un peu sa maman, tout en étant sa femme. Il a perdu sa mère à treize ans. Comme il est d'une nature très affectueuse, il a toujours beaucoup souffert de cette disparition. Je savais cela, naturellement, et je me suis faite, pour lui, maternelle.

... Quand il est parti, je lui ai donné tout ce dont il avait besoin comme linge de corps ; mais, je me suis dit que tout cela serait usé, gâché, perdu à la guerre, et je lui ai fait un trousseau pour quand il reviendra... Il peut revenir, Monsieur ! Il trouvera, dans notre armoire, de belles chemises qui l'attendent, des flanelles toutes neuves, et il n'aura qu'à se laver et à changer de linge pour se retrouver tel qu'il était au départ... Jusqu'à ses pantoufles, que j'ai mises précieusement de côté, auxquelles personne n'a touché ni ne touchera, et qu'il pourra chausser au retour, comme s'il rentrait de l'atelier !... Vous voyez bien qu'il doit revenir, qu'il n'est pas possible qu'il ne revienne pas, qu'il reviendra... N'est-ce pas, Monsieur, qu'il reviendra ?...

Je ne me suis pas senti le courage de désillusionner l'infortunée, dont les larmes tombaient comme une pluie, inondant les revers de sa jaquette, et, oubliant la mission dont on avait bien voulu me charger, je lui ai serré la main silencieusement.

---

## CIEL DE GUERRE

*Août 1917.*

De ce balcon, où j'ai goûté en famille le calme des beaux soirs, quel étrange spectacle s'offre à ma solitude !

Devant moi, à l'est, des lumières bleues se balancent, qui se divisent en menues étoiles et, peu à peu, s'atténuent et disparaissent ; ou bien ce sont des lumières rouges qui s'allument en laissant dans le ciel de longues traînées ; ou bien ce sont de petites boules qui semblent de magnésium étincelant et qui font autour d'eux une atmosphère laiteuse dans l'obscurité commençante.

Vers le Nord, dans la direction de Roubaix, de grands bras lumineux, rigides, tout d'une pièce, avec aux extrémités des mains de rayons, sillonnent automatiquement le ciel et fouillent à l'envi l'espace en décrivant des arcs de cercle.

Tout à coup, dans la voie lactée, une étoile se met à marcher. Nous sommes au milieu

d'août ; c'est sans doute une étoile filante et déjà, superstitieusement, je fais des vœux. Mais l'étoile ne s'éteint pas, ne tombe pas. Elle marche, elle marche dans la direction de l'Ouest. Maintenant, elle vrombit comme un monstrueux bourdon. Ce n'est donc pas une étoile ? Non, c'est un avion ennemi qui a son phare allumé.

Tout à l'heure, ces lumières de couleurs différentes qui se muaient en constellations éphémères, c'étaient des signaux d'avions, et ces grands bras électriques qui exploraient le ciel c'étaient des projections allemandes pour découvrir des avions alliés...

A l'Ouest, autre spectacle non moins extraordinaire, mais qui m'est devenu plus familier. Tout au bout de l'horizon, du côté de Pérenchies et de Lomme, des éclairs et encore des éclairs bientôt suivis de formidables détonations. Le ciel s'entr'ouvre, les maisons tremblent. Est-ce l'orage ? Est-ce le canon ? En cette soirée pesante d'été, on distingue à peine. Si ce n'est que le canon a des éclatements plus soudains et la foudre des roulements plus caractéristiques, on s'y tromperait toujours.

Mais on connaît si bien, après trois ans de guerre, toutes les particularités de la canon-

nade qu'il est impossible avec un peu d'attention de confondre l'artillerie d'ici bas avec celle d'en haut...

Des avions passent et repassent... Ils volent à peu de hauteur. Le ronflement des moteurs a, dans le soir, quelque chose de sinistre. On dirait des monstres, antédiluviens qui sont en chasse. Où vont-ils ? Sur quelle proie vont-ils s'abattre ?

Voici quelque chose de nouveau. Ce ne sont plus des lumières isolées. C'est un chapelet de lueurs qui partent de terre et s'élèvent jusqu'à une certaine hauteur, puis s'éteignent successivement ; en même temps retentissent des tac-tac précipités. Ce sont évidemment des projectiles envoyés par des mitrailleuses sur quelque aéro qui nous survole.

Peu à peu le ciel se couvre de nuages. Sauf quelques grandes constellations, comme la Grande Ourse, on ne voit presque plus d'étoiles. Alors, dans le lointain tout noir éclate un grand coup de lumière qui s'éteint aussitôt. On dirait un œil de feu qui, brusquement, s'est ouvert et brusquement s'est refermé. Sans doute, est-ce un obus venu des batteries d'anti-avions, postées un peu partout aux alentours de Lille.

De plus loin encore, des canonnades assourdies. Puis des lumières électriques qui montent tout droit, avec la raideur des jets d'eau « sveltes parmi les marbres », ayant autour d'elles d'immenses halos...

Cependant sur Lille, de longues projections rayonnent avec des intermittences d'une régularité mathématique — c'est le phare installé par les Allemands sur le clocher du Sacré-Cœur, qui fonctionne.

Ainsi, de quelque côté qu'on regarde, c'est la guerre aussi dans le ciel, comme si les mondes eux-mêmes prenaient part au conflit qui ensanglante la terre.

---

## LXXX

### LES POMMES DE TERRE

*Août 1917.*

Aurons-nous des pommes de terre ? Grave question. La pomme de terre est, dans le Nord plus que dans aucune autre région française,

la base de l'alimentation populaire. L'an dernier, le Ravitaillement nous en a distribué en tout et pour tout 5 kilos par tête, au prix de 0 fr. 30 cent., si je ne me trompe. Celles qui se vendaient dans le commerce se sont payées jusqu'à 3 fr. 50 et 4 fr. Si nous en sommes réduits au même régime cet hiver, alors que nous sommes certainement plus pauvres, plus affaiblis, et que nous grelotterons devant nos foyers vides, on peut se demander ce qu'il adviendra de nous.

Or, il y a beaucoup de chances, — si l'on peut dire ! — pour que les pommes de terre soient rares. D'abord, les pluies persistantes du mois d'août ont certainement fait tort à la récolte et les tubercules se conserveront difficilement. Ensuite, on les vole sans vergogne dans tous les champs et la maraude ne fait que se développer au fur et à mesure que la nuit vient plus vite.

Mais à qui sont donc imputables ces vols inquiétants ? Pas uniquement à des Français poussés par la misère, mais encore et surtout aux Allemands. Ce n'est pas un mystère que les soldats ennemis manquent de tout, principalement de nourriture. Alors, ils pillent. Dans les localités précipitamment évacuées, ils enlèvent

des habitations tout ce qui leur tombe sous la main et partout, que la commune soit évacuée ou non, ils arrachent les pommes de terre, dont ils sont, comme on sait, très friands.

En vain certains maires se sont plaints à l'autorité allemande. Celle-ci se déclare impuissante. Dans quelques communes des environs de Lille, les propriétaires des champs ont été autorisés à les faire surveiller par des gardes de nuit ; on a tiré sur plusieurs de ces gardes et on en a tué.

Il y a peu de temps, le maire de Verlinghem, M. Ghestem, conseiller général, voulut que le général logé chez lui constatât « de visu » qu'on volait les pommes de terre en plein jour. Il lui proposa donc une promenade dans les champs.

Ils n'avaient pas fait vingt pas que M. Ghestem attirait l'attention du général sur des soldats qui, à peu de distance, étaient courbés vers la terre :

— Voyez-vous, monsieur le général, ce sont des soldats qui volent des pommes de terre... Et plus loin, à gauche, en voilà encore... Et à droite aussi...

Il y en avait partout.

Le général fut bien obligé de se rendre à l'évidence. Mais il se contenta d'esquisser un vague geste de désintéressement et il prononça :

— Que voulez-vous ? Je n'y puis rien. Ils ont faim !...

Il y a mieux : le Comité local d'alimentation s'est réservé dans cette commune quelques champs de pommes de terre. On a placé à l'entrée de ces champs une belle pancarte rédigée en français et en allemand pour interdire à qui que ce soit et, notamment, aux militaires d'y pénétrer.

C'est précisément dans l'un de ces champs et tout autour du poteau portant l'affiche d'interdiction qu'on a commencé à voler.

---

## LXXXI

### DANS LES TRAMWAYS

*Août 1917.*

Depuis le début de l'occupation, Français et Allemands voyageaient côte à côte sur les tramways, dans un mélange d'ailleurs peu réjouissant pour nous, étant donnée l'insupportable odeur de fauve dégagée par les « feldgrauen ».

Dans les trams à parcours urbain, on se faisait encore à cette promiscuité parce qu'elle durait peu ; mais dans les autres, — lignes de Lille à La Madeleine et de Lille à Roubaix-Tourcoing, par exemple, — elle devenait un supplice.

Sans compter qu'il fallait surveiller sa conversation et ne pas échanger sur l'occupant des propos trop légers, sous peine d'être dénoncés par quelqu'un de ces malodorants guerriers, pour qui la dénonciation est une manière de vertu nationale.

Enfin, ils n'étaient pas seulement sales, ils tenaient de la place. Leurs bottes débordaient formidablement sur les pieds des voisins d'en face ; leurs sacs donnaient d'énergiques renforcements à ceux d'à-côté, tandis qu'indifférents à ces contingences, les « gris », tenant d'une main leur casque à la façon de Bélisaire mendiant, essayaient de l'autre leur figure congestionnée où perlaient de nobles sueurs.

Or, voici qu'à notre grande satisfaction, ces contacts héroïques nous sont épargnés depuis le 1<sup>er</sup> août. Sur toutes les grandes lignes, des séparations existent entre militaires et civils, soit qu'on ait divisé le tramway en deux parties, soit qu'on ait réservé à l'une ou l'autre catégorie des

voyageurs la remorque ou la motrice. Et c'est l'autorité allemande qui l'a voulu. Que se passe-t-il donc et quel amour immodéré des Français s'est emparé tout à coup de la susdite autorité ?

Ne nous emballons pas. Ce n'est pas du tout pour notre plaisir, mais bien dans leur intérêt que les allemands ont modifié le régime des tramways.

Les soldats devenaient trop expansifs. Avec le peu de français qu'ils avaient tant bien que mal appris, ils voulaient à toute force faire leurs confidences aux civils. Ils ne se contentaient plus des classiques formules du début :

— Malheur, la guerre !...

— Français bons, Anglais nix bons !...

Ils disaient, d'autant plus crûment qu'ils ignoraient les nuances, leur désir de voir se terminer bientôt et n'importe comment la boucherie provoquée par leur empereur ; ils racontaient la misère qui régnait en Allemagne, les lettres des femmes qui se plaignaient de la faim, les enfants sans vêtements et sans souliers, les émeutes brutalement réprimées, et la révolte qui commençait à gronder au cœur de tous.

Quelques-uns allaient jusqu'à murmurer :

— Moi, républicain !... Moi, sozial-démocrate !...

Vous comprenez que ça ne pouvait pas durer. Des officiers, — les officiers étaient durement traités par les hommes dans ces conversations, — rédigèrent des rapports et l'on résolut de faire entre soldats et civils une rigoureuse démarcation.

Mais on ne peut pas en faire partout et les confidences continuent dans les maisons où sont logés des soldats, qui parlent volontiers, le soir, à l'heure frugale de la croûte de pain KK, enduite d'un soupçon de graisse.

---

## LXXXII

### PUDIBONDERIE et CORRUPTION

#### Quelques Annonces

1917.

Leur pudibonderie est légendaire. Il n'y a guère que leur corruption qui la dépasse. Cor-

ruption soigneusement dissimulée, car l'hypocrisie semble considérée chez eux comme une vertu nationale.

Certain jour, la police de Stuttgart fut mise en émoi par une dénonciation anonyme d'une étonnante gravité. Un commerçant était accusé d'avoir épinglé chez lui deux photographies représentant un homme nu et une femme nue. Vite, on ordonna une enquête. Hélas ! la chose était vraie ! On se préparait donc à faire enlever « manu militari » les images suspectes, lorsque quelqu'un observa qu'elles pourraient bien être la reproduction d'œuvres d'art célèbres. On y regarda de plus près. En effet, c'étaient les photographies de toiles bien connues de Michel-Ange et du Giorgione. Alors on n'insista pas.

Cela se passait avant la guerre. Ce qui se passe durant qu'elle bat son plein montre à l'évidence que ces hommes bruyamment vertueux ne sont que des sépulcres blanchis.

Je ne puis pas ouvrir le *Simplicissimus*, le journal humoristique bien connu de Munich, sans y voir s'étaler de suggestives annonces proposant à la jeunesse, à moins que ce ne soit aux vieux messieurs, des livres et des gravures

qui, sous prétexte d'art ou d'éducation sexuelle, s'adressent en réalité à l'animal qui, dans le cœur de tout bon allemand, ne sommeille pas.

J'ai trop le respect de mes lectrices, voire de mes lecteurs, pour les reproduire indistinctement dans leur texte intégral. Mais ce que j'en citerai permettra de se faire une idée du reste, et je renverrai toujours au numéro du journal.

*Simplicissimus* du 24 avril 1917, page 46 :

Particulièrement intéressant : *La vie amoureuse de tous les temps* et de tous les peuples, est dépeinte par Ferd., Baron de Reitzenstein, dans son célèbre ouvrage : « *L'amour et le mariage dans les temps anciens et modernes* ». Les coutumes d'amour et de mariage des peuples primitifs brutaux de toutes les parties du monde sont dépeintes de façon saisissante et colorée, ainsi que les délicates aventures de l'époque galante. Le prix des 5 fascicules avec 170 illustrations réussies, et plus de 600 pages de texte... 6 marks. Librairie D' Schweizer Abt. 6, Berlin. N. W. 87.

Même numéro, même page :

*Les attirances contraires*, par le D' en médecine Magnus Hirschfeld. 1.100 pages. Prix, broché 12 marks, relié 14 marks. Ce livre est le seul ouvrage spécial, et le plus complet, sur l'homosexualité de l'homme et de la femme. Et surtout, c'est la première fois que la femme de ce genre est dépeinte dans toutes les particularités de sa vie et de sa nature, d'aussi concluante façon. Librairie Louis Marcus, Berlin, W. 15. Fasahenstrasse 65. b.

Même numéro, même page :

*Le Nu*, une étude critique, avec 62 gravures, traite en 120 pages de la culture du nu, de la morale naturelle, de la prostitution et de leurs suites, phthisie pulmonaire, hygiène des races, etc. 20<sup>e</sup> mille. Contre envoi préalable de 2 marks 60 pour le volume broché, de 4 marks 20 pour le volume relié. Librairie Richard Ungewitter, Stuttgart. S.

*Simplicissimus* du 22 mai 1917, page 99 :

Bibliothèque de physiologie sexuelle éditée par le D<sup>r</sup> Iwan Bloch : *Les Mémoires du comte Tilly*, 2 vol. reliés, 10 marks. — *Prostitution et criminalité à Madrid*, relié, 5 marks. — *Yorkiwara*, la ville d'amour des Japonais, relié, 5 marks. — *La femme criminelle*, relié 5 marks. — *La fin d'une société* (dernières formes de la corruption à Paris), relié 5 marks. — Se trouvent à la Librairie Louis Marcus, Berlin W. 15, Fasaneustrasse, 65 b.

*Simplicissimus* du 15 mai 1917, page 87 :

Particulièrement intéressant et d'actualité : *Histoire morale de l'Angleterre !* par Eugène Dühren (docteur en médecine Iwan Bloch). Nouvelle édition du grand ouvrage sur la « Vie de la race en Angleterre ». C'est un miroir inexorablement vrai de l'hypocrisie et de la dépravation morale de l'Angleterre actuelle. 2 fascicules de plus de 1.000 pages en exemplaires irréprochables, les deux réunis, seulement 12 marks, au lieu du prix de 21 marks, prix fait jusqu'à présent. — Expédition contre envoi de 12 marks, franco ou contre remboursement, par la Librairie médicale du D<sup>r</sup> Schweizer, Abt. 6. Berlin, N. W 87 b.

*Prospectus*, bien tourné en histoire des mœurs, gratis et franco, contre simple envoi de l'adresse.

*Simplicissimus* du 8 mai 1917, page 76 :

*La Prostitution*, par Iwan Bloch, docteur en médecine, 900 pages, prix, broché 10 marks, relié 12 marks. Ici se trouve déroulé devant nos yeux un morceau

richement peint et développé de l'histoire des mœurs, par la description des « maisons de femmes », de leur vie et de leur organisation. Se trouve à la librairie Louis Marcus, Berlin, W. 15 Fasahenstrasse, 65 B.

*Simplicissimus* du 1<sup>er</sup> mai 1917, page 60 :

Seulement pour hommes faits : *Le besoin sexuel de notre époque*. Contribution au problème de la question sexuelle, par le D' en médecine Spier Irving. Prix, port compris, 2 marks 60. Extrait des matières : La psychologie de la prostitution. Hérité. Les rapports. Amour, et mariage en Dollaria (pays du dollar). La fille du conseiller privé. L'homosexualité des femmes de notre époque, etc. Librairie Fr. Seybolds. G. m. b. H., Munich, 5.

J'arrête là mes citations, car c'est, en pareille matière surtout, qu'il faut savoir se borner.

Tout cela me remet en mémoire ce passage des pittoresques « Croquis d'Allemagne » publiés naguère par les *Marches de l'Est* et signés Panurge :

« Dans la seule ville de Munich, en une seule année, de 1904 à 1905, ont été saisies 18.000 photographies et en trois mois 2.822. Dans dix catalogues de librairies pornographiques, on a compté 40.893 stéréoscopies ou reproductions immorales. »

---

## LA MODE

1917.

Elle fut longtemps disparate. Même les femmes « qui n'avaient rien à se mettre », — ce sont toujours les mêmes, — ne voulaient d'abord rien commander. Tant pis ! elles useraient leurs vieilles nippes. Il ne serait pas dit qu'elles auraient eu, durant cette douloureuse période, de frivoles préoccupations.

Alors, on visita les garde-robes ; on dépendit les costumes surannés et, bravement, durant des mois et des mois on les arbora devant l'ennemi : robes à tuniques plissées, étroites du bas ; jupes à gros plis devant avec jaquette à ceinture piquée s'ouvrant sur une blouse ; jupes à rayures bayadère avec la veste découpée devant en boléro ; jaquettes longues, entièrement plissées, se détachant sur des jupes unies. Et toujours les jupes étroites du bas, quelques-unes encore légèrement fendues.

Les chapeaux restaient, eux aussi, stationnaires, donc réactionnaires : grandes capotes, pe-

tits tricornes, chapeaux Niniche, et des oiseaux, et des queues de Paradis, et des pleureuses, et de grands nœuds menaçant le ciel de leurs pointes rigides qui faisaient penser à cette plaisanterie de mon ami Henriot :

MONSIEUR. — Nous dinons ce soir chez les Beaupignon, tu sais ?

MADAME. — J'y pense.

MONSIEUR. — C'est-il pour mieux y penser que tu as fait un si grand nœud à ton chapeau ?...

Cependant, depuis le printemps 1914, nous nous acheminons vers les jupes larges et « *Femina* » écrivait justement dans son numéro spécial de mai :

« A n'en pas douter, nous nous acheminons vers la belle, la pleine ampleur qui fera comparer la femme à une fleur renversée sur le sol, mais nous n'y sommes pas encore. La taille, les hanches indiquent que la robe « est partie pour cela », que le renflement est généreux, immense comme sur certains atours du grand siècle, mais tout à coup, à hauteur des genoux, toute cette abondance d'étoffe se replie, rentre on ne sait où, pour envelopper les jambes et leur donner strictement de quoi n'être pas dévêtues. »

L'évolution allait-elle se poursuivre et, dans l'affirmative, la mode nouvelle passerait-elle les lignes pour venir jusqu'à Lille ?

Elle les passa, l'évolution s'étant poursuivie, et elle y vint. Mais nos gracieuses concitoyennes auraient-elles, dans ces terribles conjonctures, la liberté d'esprit qu'il faut pour penser à la toilette et aux chiffons ?

Elles l'eurent. De grâce, Messieurs, ne nous voilons pas la face ! La femme avait promis d'user ses vieilles nippes et justement elles étaient usées. Alors, comme il en fallait de nouvelles, autant valait, n'est-ce pas ? les faire faire à la mode. Et puis, la corporation des couturières, avec tout le personnel et tout le commerce qui en dépendait, avait bien le droit, pour vivre, de pousser un peu à la consommation. Et puis, enfin, la mode a par elle-même une telle force d'expansion qu'elle devait finir, coûte que coûte, par s'imposer.

Et voilà comme en 1916-1917 sévirent non seulement les jupes larges, mais aussi les jupes courtes d'où l'on voyait sortir des jambes haut gainées de bottines d'étoffe, avec un soupçon de cuir au bout, et montées sur des talons de plusieurs étages.

Les jaquettes s'adaptaient naturellement à cette coupe nouvelle. Elles rappelaient par leurs

godets soit les jaquettes de la première moitié du quinzième siècle, soit plutôt les tuniques de nos anciens chasseurs à pied.

Par malheur, les tissus étaient exceptionnellement chers. Ils montèrent rapidement de 8 à 12 francs, à 25, 30, 40, 50 fr., sans compter qu'ils étaient presque introuvables, les Allemands les ayant enlevés ou consignés.

Le prix d'un tailleur modeste pouvait donc s'établir ainsi, d'après les renseignements qui nous sont donnés :

4 m. 25 de tissus à 50 francs . . . . .	212 fr. 50
Doublure 2 m. 25 en 1 m. à 12 fr. . .	27 fr. »
Boutons, col et fournitures . . . . .	50 fr. »

---

Total . . . . . 289 fr. 50

sans compter la façon !

A côté des costumes qu'on pourrait appeler « classiques », le genre une fois admis, il y eut, comme toujours, les excentricités arborées soit par ces personnes du beau sexe qui fréquentent plus volontiers le trottoir que les salons, soit par les dames allemandes du service civil dont la jupe trop courte, en découvrant les mollets en piliers de cathédrale, soulignait le formidable arrière-train.

Les actrices des bords de la Sprée, dont quelques troupes traversaient nos rues en se dan-

dinant sur les hanches à la façon des oies, n'avaient rien à envier à leurs sœurs dudit service. Elles ajoutaient généralement à l'audace du costume l'inattendu de couleurs violemment heurtées ou d'accessoires hors de saison. C'est ainsi qu'on en put voir plusieurs se promener par les chaleurs caniculaires de juillet 1917 avec des fourrures de renard blanc sur les épaules.

Quant aux chapeaux, ce fut proprement l'anarchie ou, du moins, cet individualisme échelonné qui s'en rapproche. Aucune règle. La fantaisie personnelle dans toute sa variété. Beaucoup de petits chapeaux — paille ou velours, suivant la saison, — posés en assiettes plates sur un côté de la chevelure ; mais aussi de grands chapeaux, — tagal ou feutre, — simplement garnis d'un ruban et qui allaient assez bien, quand ils ne dépassaient pas une certaine dimension, avec le costume tailleur. Enfin, des toques qui rappelaient vaguement celles des juges ou bien certains chapeaux d'homme dans le *Courrier de Lyon*, agrémentés de beaucoup de rubans et d'une aigrette de paradis.

J'en passe, bien entendu. Et il faudrait écrire ici, comme pour les feuilletons : « la suite au prochain numéro », car la mode, même en temps de guerre, n'a jamais fini.

---

## POUR LES AFFAMÉS D'ALLEMAGNE

L'histoire que je vais rapporter m'est contée par une personne tout à fait digne de foi ; elle promet de me nommer plus tard la femme d'esprit qui en est l'héroïne. Plus tard... Car, pour le moment, c'est-ici comme à Venise du temps des inquisiteurs d'Etat ; il faut savoir se taire... Voici l'histoire :

Une dame logeait un officier allemand. C'était, à ce qu'il semble, un homme de profession libérale, voire du monde. Il avait des manières polies, où l'affectation avait sans doute un peu trop de part, mais qui le classaient tout de même comme un « monsieur ».

Le mari de la dame était soldat. L'officier demanda plusieurs fois s'il avait donné de ses nouvelles. La dame, méfiante, répondit invariablement non.

L'officier partit en permission et resta une quinzaine absent. Il revint, il avait l'air infini-

ment triste. La dame s'apitoya. L'officier entra dans la voie des confidences.

Oui, ses quinze jours de permission l'avaient profondément attristé ; car il avait vu de près la misère en Allemagne. Et quelle misère ! On commençait à manquer de bien des choses dont la privation était, certes, pénible ; mais, ce qu'il y avait de plus inquiétant, c'est qu'on manquait de pain. Et cette guerre qui n'en finit pas !... S'il y avait déjà des affamés, en Allemagne, que serait-ce donc dans six mois, dans un an ?...

La dame compatit. L'officier remercia. Bref, de politesses en politesses, il finit par demander encore si le mari avait donné de ses nouvelles.

Justement, il avait écrit pendant l'absence de l'officier et la dame, que la compassion amollissait, se laissa aller à le dire, en ajoutant qu'il se portait bien...

Quelle ne fut pas la surprise de notre naïve concitoyenne, en recevant, quelques jours plus tard, un avis de l'autorité allemande l'informant qu'elle était condamnée à 250 marks d'amende, pour correspondance illicite avec le pays non occupé !

Cependant, elle ne dit pas un mot à son hôte ; mais elle ne fut pas longue à trouver sa vengeance.

Un avis, joint au papier qui lui avait été remis, l'informait qu'elle devait payer ses 250 marks dans tel délai, à tel bureau.

Elle partit, munie de la somme et se présenta au guichet de versement où se tenait un sous-officier :

— Monsieur, dit-elle à l'Allemand de service, je viens payer les 250 marks d'amende auxquels j'ai été condamnée.

— Voyons le papier.

— Voilà, monsieur.

— C'est bien cela.

— Voici donc les 250 marks.

Et elle étale les billets sur la planche.

Puis, ayant terminé ce petit travail, elle poursuit :

— Maintenant, voici cinquante marks que j'ajoute...

— Que vous ajoutez ?...

— Oui, que j'ajoute « pour les affamés d'Allemagne ».

Le sous-officier reste bouche bée de stupéfaction, immobilisant ses mains qui, déjà, se tendaient vers les billets. Alors, rogue et d'une voix qui s'étrangle :

— Mais, madame, qu'est-ce que cela veut dire ?... Il n'y a pas d'affamés en Allemagne !... Reprenez votre argent !...

La dame, que tant de fureur laisse imperturbablement froide, maintient dur comme fer son offrande :

— Si, si, Monsieur, dit-elle, je sais de source très sûre qu'il y a des affamés en Allemagne !...

— Mais d'où tenez-vous ce bruit..... absurde ?

— Je le tiens d'un officier, de l'officier qui habite chez moi et qui revient de permission !...

Tout le bureau est en émoi. On gesticule. On échange des propos vifs dans cette langue harmonieuse qu'est la langue allemande. Finalement, on décide de faire une enquête sévère. Et gare à la dame si l'enquête tourne contre elle !

L'enquête tourna bien. L'officier mis en sa présence fut obligé d'avouer le propos sur l'Allemagne affamée.

— Mais, se hâta-t-il d'ajouter en se tournant, scandalisé, vers son hôtesse, mes paroles étaient confidentielles.

— Les miennes aussi, monsieur ! dit la dame en le fixant dans les yeux.

L'officier rougit et se tut. Et l'incident fut clos.

---

## ÇA ET LA

Des officiers logeaient chez une dame de Lille dont les fils sont au feu. Par politesse, ils demandaient, de temps à autre, de leurs nouvelles. La dame esquivait la réponse.

Enfin, un beau jour qu'elle avait reçu une lettre, — c'était, naturellement, un jour d'optimisme, — elle crut devoir leur dire que ses fils allaient bien.

On devine la suite. Dénonciation, enquête, amende. Toute la lyre de l'occupation !



Les Allemands ont tout mobilisé et tout militarisé. La religion elle-même n'a pas échappé à cette règle générale. On a pu voir se promener dans les rues de Lille non seulement des curés habillés en soldats, mais encore des capucins portant sur la robe de bure le grand manteau gris et sur leur tête largement tonsurée la

casquette plate allemande. Il ne leur manquait que le sabre !



On a remarqué qu'ils ne saluaient pas les morts. Celui qui écrit ces lignes assistait à un enterrement qui avait lieu à Saint-Maurice « extra-muros ». Sur le passage du cercueil, officiers et soldats fumaient, plaisantaient, conversaient, indifférents au cortège funèbre, qui émeut, d'ordinaire, les plus sceptiques... Tel est ce peuple cultivé.

Et pourtant les sauvages eux-mêmes ont le culte des morts !



Un sous-officier, logé dans un quartier populaire, avise un gamin qui joue dans la rue :

— Eh bien ! lui dit-il en plaisantant, tu n'es pas à l'école ?...

Le gamin ne perd pas le Nord et, dans le plus pur Saint-Sauveur :

— Eh ben ! et ti, t'es pas core à Dunkerque ?...



Dans les derniers jours de mai, le général von Heinrich, gouverneur de Lille, était à la recherche d'une maison. Ses officiers d'ordonnance découvrirent l'hôtel de Mme Boselli-

Scrive, 130, rue Royale, vaste demeure confortablement aménagée et pourvue d'un grand jardin.

Mais Mme Boselli est veuve ; elle est âgée ; on ne peut décemment pas la mettre à la porte de chez elle...

C'est, du moins, ainsi que raisonnerait un français ; or, ici nous avons affaire à des allemands.

Sur ordre du gouverneur, et en dépit d'une démarche à laquelle prit part Mgr Charost, la vénérable M<sup>me</sup> Boselli dut quitter son domicile et chercher asile chez des amis.

En attendant l'installation du gouverneur, qui ne tarda guère, un concierge allemand fut placé à l'hôtel, pour veiller à ce que pas un objet de quelque importance ne sortît.



Boulevard de la Liberté, passe un groupe de prisonniers français, très crânes dans leur tenue gris-bleu. M<sup>me</sup> V... de W... ouvre sa fenêtre et fait, de la main, un signe discret de sympathie.

Un officier la voit, la dénonce. On vient pour l'arrêter... Il fallut l'intervention d'un autre officier, logé chez cette dame, pour que l'affaire n'eût pas de suite.



On était toujours un espion...

M. P. D..., de Frelinghien, habite Lille. Il s'occupe, pour le compte du Comité d'alimentation, de contrôler le moulin de Marquette. Il part tous les matins à la même heure pour aller accomplir cette besogne volontaire.

Un jour qu'il sortait de son habitation, un policier l'arrête. Il demande pourquoi. Le policier répond :

— Vous, espionne...

Il s'indigne :

— Moi, espion ! Vous rêvez !... Voyons, il y a erreur...

— Non, non... Vous espionne... Vous partir même heure tous les jours... Vous lire journaux allemands, beaucoup journaux allemands...

— Ça, c'est trop fort !... Mais je ne sais pas un mot d'allemand !...

En dépit de ses protestations, on l'emmène à la gendarmerie. Là on l'accuse encore d'espionnage, on recueille contre lui des dépositions de soldats et de sous-officiers, on l'interroge, il s'explique...

Bref, au bout d'un assez long temps, on s'aperçoit qu'on a fait une gaffe et on le relâche.



M. N... loge des officiers allemands à Lambersart. Il est au lit, très malade et sa fille lui prodigue ses soins. Une nuit, on est obligé de lui donner un bain. Cela ne va pas sans quelque bruit. Les officiers se plaignent et menacent d'une amende.

En vain, leur fait-on observer que M. N... est malade et que si l'on a fait un bain la nuit, c'est que le médecin l'a ordonné. Ils n'acceptent pas cette explication, et M<sup>lle</sup> N... se voit infliger une amende de 30 marks.

Le lendemain, M. N... mourait.



Dans une commune de l'arrondissement de Lille, un officier est logé chez un notable. Bonne maison, bonne table : l'officier, avant de partir, remercie le propriétaire et il s'extasie sur le confortable de l'habitation qu'il exprime le désir de visiter. On accède à ce désir. Il ne tarit pas de compliments. Avisant une porte, dans un couloir :

— Et ça ? demande-t-il.

— Ça, c'est la cave.

Je puis voir ?

Certainement !

On le conduit à la cave qu'il parcourt en connaisseur :

— Oh ! Saint-Emilion, dit-il en passant devant un caveau, bonne wein, bonne wein...

Et il poursuit :

— Nuits, Corton... Très bonne wein, très bonne wein... Champagne, plus bonne wein...

Ce pèlerinage bachique accompli, l'officier prend congé.

Le lendemain, sur ses indications, l'autorité allemande faisait réquisitionner toute la cave.



Quels ferments de haine ils vont laisser ici !

On dirait qu'ils ont à tâche de poser entre les deux peuples une cloison étanche qui empêche à jamais toute communication. Et ils parlent cependant d'alliance encore possible !

Le dimanche 7 novembre 1915, à l'église de X..., le doyen faisait son prône. Il parlait sur la mort. Il recommandait aux fidèles de prier pour tous les défunts, amis ou ennemis.

A peine ce dernier mot était-il prononcé que, dans le grand silence de l'église recueillie, une voix claire retentissait :

— Non !

Ce fut si spontané, si sincère, si humain que personne ne protesta et que le prêtre lui-même continua son prône sans faire état de l'interruption.

C'était une femme qui avait crié. Combien de fils avait-elle au feu ?... Combien de morts parmi ces fils ?...



Nous n'avons, pour apaiser notre besoin de nouvelles quotidiennes, que la *Gazette de Cologne* et le *Bruxellois*. Mais le *Bruxellois* exagère tellement, à la façon des néophytes, son germanisme nouveau-né, qu'on lui préfère de beaucoup la *Gazette de Cologne*. Au moins, avec elle, il y a l'hypocrisie en moins. On la traduit et on la « tape » un peu partout et il est bien peu de bourgeois qui ne regagnent leur domicile, le soir, sans avoir en poche une bonne traduction des communiqués et des principaux articles. Il faut rendre cette justice à la *Gazette*, qu'elle est très objective et qu'elle dit à peu près tout. Il va de soi qu'ayant tout dit, elle s'efforce d'atténuer l'importance des événements qui nous sont favorables, en exagérant celle des événements qui nous sont contraires. C'est dans l'ordre.

Ses commentaires sont de deux sortes : ils affectent la forme d'un article, lorsque le journal peut accrocher, sur un quelconque détail, un semblant de discussion ; ils sont brefs et ne comportent souvent qu'une phrase lorsqu'il n'y a vraiment rien à dire et qu'il faut tout de même avoir l'air de dire quelque chose. On se fait très vite à ce procédé en partie double et le lecteur français prend naturellement l'habitude de mettre au point.

La *Gazette* nous apporte, par exemple, aujourd'hui (25 octobre 1915) des notes sur la réglementation de la consommation de la viande en Allemagne. Elle énumère toutes les mesures qui vont être prises : deux jours par semaine, interdiction de livrer de la viande ou des aliments préparés avec de la viande ; un autre jour, interdiction de la viande de porc ; interdiction aux restaurants de servir avec du gras, — c'est-à-dire avec des plats préparés au beurre ou au saindoux, — de la viande rôtie, bouillie ou étuvée, etc. ; sans préjudice de la réglementation en perspective du lait, du beurre et d'autres aliments...

Voilà, certes, des mesures qui dénotent une gêne considérable et qui montrent à quelles extrémités la prolongation de cette guerre — vou-

lue et préparée par le kaiser, — a amené l'Allemagne.

Eh bien ! la *Gazette de Cologne* termine son article par la réflexion suivante :

« Comme il faut le souligner, il ne s'agit pas dans toutes ces dispositions d'un véritable manque de viande... »

Zuze un peu, comme dit le Marseillais, si on en manquait !



Le spectacle aux portes de Lille pendant la période de suppression des laissez-passer :

Au Pont Royal où je me suis rendu par ce frais matin d'octobre, un groupe de policiers, casque en tête, fusil à l'épaule, monte la garde.

Chaque fois que le tramway passe, il fait halte, et un policier se détache pour le visiter minutieusement.

Des deux côtés de la voie, une barrière est dressée. Une tolérance dominicale s'est établie qui permet aux familles habitant la banlieue de venir échanger, au-dessus de cette barrière infranchissable, de rapides propos avec leurs parents de la ville. On se donne ainsi des nouvelles les uns des autres, on échange des poignées de main, on s'embrasse pour huit jours.

Et quand le policier juge que les expressions familiales ont assez duré, il fait signe, d'un geste impérieux, qu'on doit se séparer.

Mais il arrive que cette séparation par ordre interrompt la conversation au point le plus intéressant. Alors, on s'en va de l'un et l'autre côté de la moyenne Deûle, ceux de Lille sur le territoire de Lille, ceux de Saint-André sur le territoire de Saint-André et la conversation continue au-dessus de l'eau, ponctuée par les recommandations habituelles :

- Au revoir !... Des compliments !
- Bonjour à Malvina !
- A dimanche.
- Embrasse Narcisse !

En semaine, c'est à cette barrière que les laitiers et les jardiniers de la banlieue apportent leurs marchandises pour les transmettre, sous l'œil inquisiteur des policiers, aux clients accourus de la ville.

Et dire que les Allemands vanteront dans leurs écrits, — et vantent déjà dans leurs journaux, — le régime de sabre et de botte qu'ils ont imposé à Lille !



Sur les bords marécageux de la Moyenne-Deûle, par une belle après-midi d'octobre 1915,

un homme accroupi coupe des herbes qu'il dépose à côté de lui et dont il fait des bottes liées avec soin. Je m'enquiers de sa besogne.

— Qu'est-ce que vous coupez donc là ?

— Des iris sauvages, monsieur, des roseaux, de tout.

— Pour quoi faire ?

— De la litière, monsieur... On fait sécher toutes ces herbes et, tant bien que mal, ça remplace la paille. Vous savez qu'il n'y a plus de paille et qu'on ne sait comment faire coucher les bêtes.

En effet, il n'y a pas que les hommes et les femmes qui ont souffert de l'occupation. Les bœufs, les vaches et les chevaux, — ceux du moins que l'âge ou la maladie mit à l'abri des réquisitions, — ne mangèrent pas toujours à leur faim et durent se contenter de litières de fortune, — d'infortune, devrait-on dire.



Entre intellectuels, un jour de 1915 :

Deux intellectuels s'abordent sur la Grande-Place. La conversation s'engage. Une indiscretion me permet de la noter intégralement.

— Eh bien, mon cher, quelles bonnes nouvelles ?

— La nouvelle du jour, — et elle n'est pas fameuse, — c'est que les pommes de terre valent quinze sous le kilo. Jè viens d'en voir vendre à ce prix rue Nationale... Et vous, avez-vous enfin trouvé les œufs que réclame impérieusement votre estomac ?

— Oui, mais je les ai payés 70 centimes la pièce.

— Diable !

— Ils sont frais. C'est encore moins cher que des œufs pourris à 50 centimes... Savez-vous qu'avant-hier, les deux œufs à la coque de mon dîner m'ont coûté 3 francs ?

— Trois francs !...

— Le calcul est bien simple. On me fait cuire deux œufs : ils sont mauvais. Total : 1 fr. On m'en fait cuire deux autres : ils sont encore mauvais. Encore 1 fr. Le cinquième et le sixième se trouvent bons ; je les mange. Cela fait bien, au total, un dîner de 3 fr., essentiellement composé de deux œufs à la coque... Je néglige le beurre et le pain.

— Le pain, passe encore... Mais le beurre ne me paraît pas négligeable. Dix francs le kilo !

— Oui, et comment s'en passer ?

— Il y a le saindoux.

— Mais le saindoux lui-même est hors de prix, si vous songez que le « fonds de lard » avec lequel on le fait se vend déjà 3 fr. la livre.

— Concluons : il n'y a plus que les millionnaires qui vont pouvoir se nourrir.

— Hélas !... Allons, au revoir. Je m'en vais faire ma visite quotidienne aux devantures des boutiques d'alimentation.

— Si vous trouvez quelque chose d'avantageux, faites-moi signe.

— Entendu !

Tels étaient les propos savoureux que les intellectuels échangeaient à Lille vers la fin de décembre 1915, an II de la Grande Guerre.



Mégalomanie allemande :

Un journal qui s'est efforcé, en Belgique et dans le Nord, à de vilaines besognes de germanisation, — le *Bruzellois*, puisqu'il faut bien le nommer, — a publié dans son numéro du 21 octobre 1914, sous la signature d'un certain Pierre Hantcheff, un article qui montre naïvement quels rêves d'hégémonie hantaient les cerveaux allemands.

Le dénommé Pierre Hantcheff commence par soutenir que l'Allemagne ne voulait pas la

guerre, alors que c'est elle qui a manœuvré avec l'Autriche, de manière à la rendre inévitable.

Puis il affirme que seuls nos voisins de l'Est « pouvaient garantir le bien-être et le développement pacifique de la France *et de l'Humanité tout entière* », ce qui est déjà fort.

Enfin, il déclare, avec une solennité et une impudence qui sentent d'une lieue son Teuton :

« Mieux guidée, la France fût redevenue, *sans frais, ni risque aucun, une plus grande France*, à côté d'une grande Allemagne, réalisant enfin avec l'Autriche-Hongrie, *le groupement du Bloc germanique unifié de l'Europe Centrale.* »

Voilà l'aveu cynique des projets de domination que poursuivait l'Allemagne dans la paix. L'Europe a regimbé : la France, l'Angleterre, la Russie n'ont pas voulu se laisser faire. Alors le kaiser a voulu obtenir par la guerre ce que l'Europe pacifique lui refusait. Et il a mis le feu à l'Europe pour réaliser le « bloc germanique unifié » dont il veut être le Charlemagne.

Et les allemands ont le toupet de mettre en vente une carte postale représentant le kaiser pleurant sur une tombe de soldat et disant :

« Dieu m'est témoin que je n'ai pas voulu cette guerre... »

C'est d'une hypocrisie impériale !



Vu rue Esquermoise :

Le car X démarre. Un français et un officier allemand courent pour le rattraper. C'est le français qui est le premier. Tous deux arrivent au car presque en même temps ; cependant le français a gardé son avance ; il saute sur le marchepied, s'engouffre dans le car et s'assied.

L'officier s'engouffre à son tour. Mais au lieu de s'asseoir, il va vers le français et lui décoche un coup de poing à le renverser. Puis, satisfait d'avoir brutalisé traîtreusement un homme sans défense, il va s'asseoir dans un coin.



Discipline allemande :

Des soldats nouvellement enrôlés font l'exercice à l'Esplanade. Un sous-officier commande. Un officier à cheval observe et contrôle.

Les soldats sont plus ou moins gauches. L'un d'eux surtout manœuvre si mal son fusil qu'à chaque mouvement l'arme manque de tomber. Agacé par cette maladresse, l'officier descend

tout à coup de son cheval, se précipite sur le soldat et lui cingle la figure de coups de cravache si violents que la peau en est zébrée.

Impassible, le soldat regarde l'officier et, de ses mains toutes tremblantes, s'efforce de tenir un peu mieux son lourd fusil.



Il est venu beaucoup d'allemandes à Lille et dans le Nord pendant la durée de l'occupation. Ce devait être bien porté, là-bas, d'avoir été passer quelques jours « au front ». Tous nos concitoyens, — et surtout nos concitoyennes, — ont certainement constaté à quel point ces femmes étaient « fagotées », principalement celles qui portaient des étoffes manifestement chères. Ce n'était pas de l'inélégance, c'était la singerie de l'élégance, — ce qui est le comble de la laideur.



Il y a dans les grandes autos postales allemandes un sceau de toilette... Inutile de dire à quoi il sert exactement. Le courrier postal est pressé et l'employé n'a pas toujours le temps de descendre. Alors...

Tous les soirs, quand l'auto s'arrête devant le hall de *L'Echo* où la poste de la 123<sup>e</sup> division

est installée, on verse le contenu du seau sur les pavés de la Grande-Place.

Le lendemain le soleil distille ça et il en tire les parfums que vous devinez...



— C'est un peuple de marchandeurs, me disait un marchand d'antiquités.

Et il me citait le fait suivant :

Un officier considérablement titré, habitant l'Hôtel de l'Europe, se présente à mon magasin et me demande le prix d'un bois :

— Deux cents francs.

— Oh !... J'en offre cent.

— Très bien, je le garde.

Ahurissement de l'officier :

— Comment !... Vous ne voulez pas vendre ?

— Je ne veux pas perdre.

— Mais je croyais que vous aviez à Lille, grand besoin d'argent par ce temps d'occupation ennemie.

— Oui et non... Nous avons assez pour vivre, parce que nous réduisons nos besoins au minimum... Nous avons surtout assez pour ne pas donner nos marchandises à perte...

— Ah ! bien... Alors, j'offre cent cinquante.

— Inutile. Vous n'aurez pas l'objet à moins de deux cents francs.

— Tant pis ! je ne prends pas... mais voici mon adresse... Vous pouvez me faire porter si vous vous décidez à donner à 150.

Et l'officier dépose sa carte...

Le lendemain, un officier plus jeune, que le marchand d'antiquités avait vu souvent passer en compagnie de celui que tentait le vieux bois, vint au magasin :

— Vous avez des vieux bois ?

— Oui. En voici un qui est vraiment vieux et je le laisse à 200 francs.

Et le marchand lui montre le bois convoité la veille par l'officier titré.

Le jeune homme examine vaguement l'objet.

— Oui, c'est bien. J'offre 180.

— Vous ne l'aurez qu'à 200.

— Voyons... 190... Tenez : 195.

— Inutile. J'ai refusé hier de baisser mon prix.

— Bien. Je prends.

Le soir même, l'officier titré revenait chez le marchand et, faisant mine de constater la disparition du bois :

— Ah ! vous avez vendu... Je vous félicite.

— C'est moi, Monsieur, qui vous félicite d'avoir acheté.

Car l'acheteur, c'était lui ! Il avait envoyé à la rescousse un deuxième marchandeur de ses amis, pour tâcher de gagner cent sous sur son achat.

Et c'était un grand seigneur !



Ludwig est ordonnance d'un major. Il est Bavarois et beaucoup moins désagréable que tel Prussien de sa condition. Mais il est allemand !

Quelques jours après son installation dans la maison affectée à son major, la femme de chambre remarque à son doigt une fort jolie bague. Elle est prise d'un soupçon :

— Oh ! dit-elle à Ludwig, belle bague... Pris champ de bataille, hein ?... Coupé doigt à Français... Horreur ! horreur !

Ludwig se tait, rougit, plaisante.

Mais le lendemain, il avait enlevé la bague. On ne la lui vit plus durant l'occupation.



Ils ont la manie des pancartes, des affiches, des placards...

A *L'Echo du Nord*, qu'ils occupaient de la cave au grenier, il y en avait à tous les tournants, dans tous les couloirs, dans tous les escaliers. Si bien que les officiers allemands qui venaient dans l'immeuble pour la première fois se perdaient dans ce fouillis d'indications plus ou moins contradictoires et de flèches plus ou moins opportunes, et finissaient par demander le chemin à l'ancien concierge.



La botte caractérise le militaire allemand. Le soldat a des bottes. L'officier de terre a des bottes. L'officier de marine a des bottes. L'aumônier même a des bottes. Que de bottes !

— Il leur en manque une, disait un loustic.

— Laquelle ?

— La botte quelque part...

Ils l'auront !

FIN

## TABLE DES MATIÈRES

---

CHAPITRE I. — Lendemain de Bombardement..	3
CHAPITRE II. — Parmi les Ruines.....	5
CHAPITRE III. — A « L'Echo du Nord ».....	12
CHAPITRE IV. — Au « Crédit du Nord ».....	18
CHAPITRE V. — La Rue pendant l'Occupation....	21
CHAPITRE VI. — Dans une maison occupée....	24
CHAPITRE VII. — Réquisitions.....	35
CHAPITRE VIII. — Von Heinrich, Gouverneur de Lille.....	37
CHAPITRE IX. — Physionomie de Lille pendant l'Occupation .....	42
CHAPITRE X. — Le Communiqué du Général Beurnonville .....	50
CHAPITRE XI. — Officiers et Soldats.....	54
CHAPITRE XII. — Le 14 Juillet 1915 à Lille.....	58
CHAPITRE XIII. — A la Citadelle.....	61
CHAPITRE XIV. — Ce qu'écrivait une Enfant....	92
CHAPITRE XV. — Les Otages à la Citadelle de Lille.....	94
CHAPITRE XVI. — Correspondance « illicite »....	103
CHAPITRE XVII. — Les Femmes.....	106
CHAPITRE XVIII. — Leur Surprise.....	108
CHAPITRE XIX. — Une Fête de la Moisson.....	112
CHAPITRE XX. — Les Allemands en France.....	116
CHAPITRE XXI. — L'Obit Solennel pour les Sol- dats de Lille morts au Service de la Patrie.	119
CHAPITRE XXII. — A propos d'un Sermon.....	127

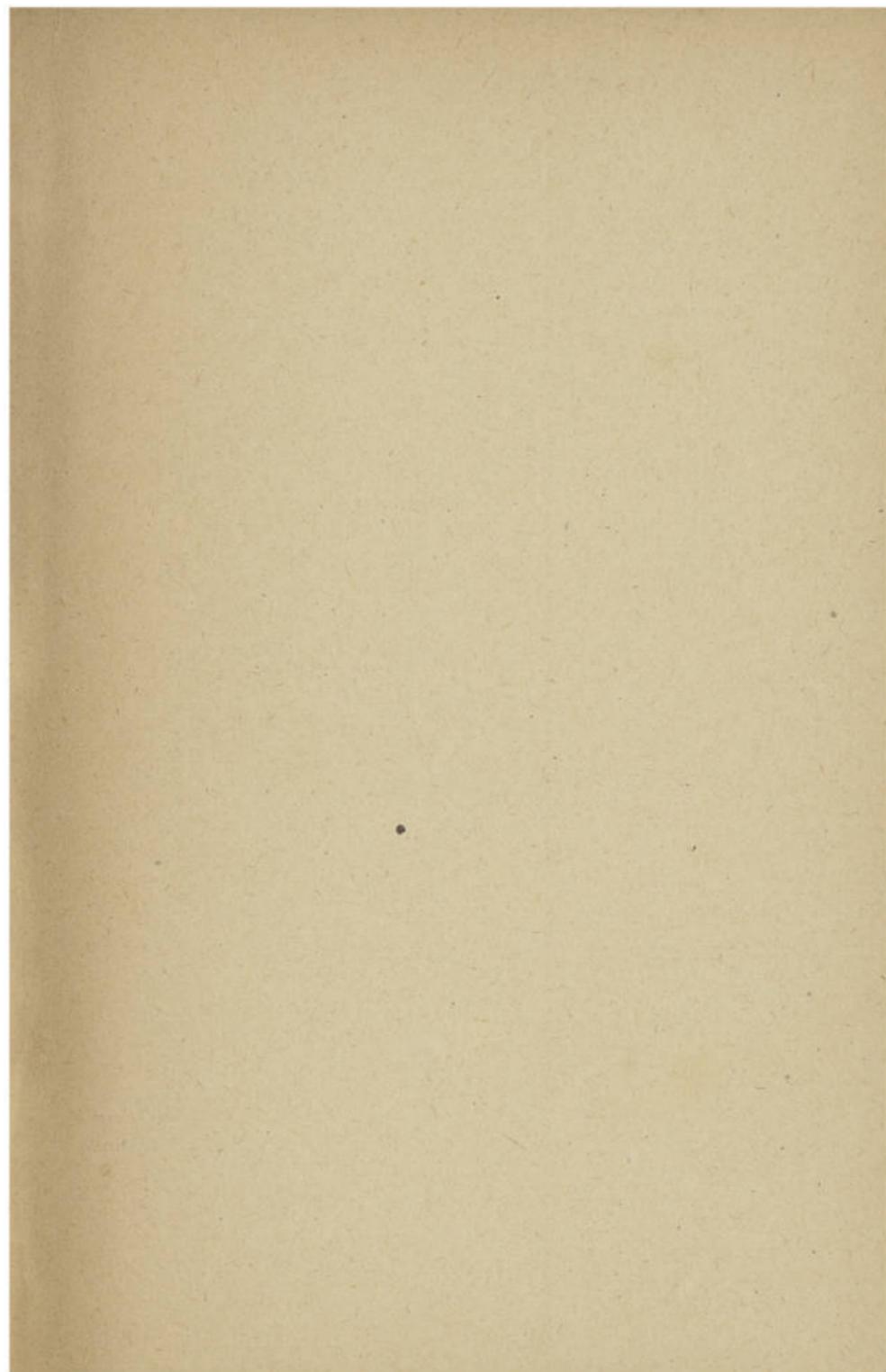
CHAPITRE XXIII. — Noël 1915. — Alsace 1.....	132
CHAPITRE XXIV. — Comme ils ont changé....	137
CHAPITRE XXV. — Tous pédants.....	139
CHAPITRE XXVI. — Les « M'as-tu vu » de la Guerre.....	143
CHAPITRE XXVII. — Le Culte de la Force brutale.	146
CHAPITRE XXVIII. — Ce qu'ils ont vu à Lille....	149
CHAPITRE XXIX. — Les Monuments et la Guerre.	159
CHAPITRE XXX. — Les Tendres.....	164
CHAPITRE XXXI. — A propos de la parade, leur Voix.....	168
CHAPITRE XXXII. — L'Exploitation de Jeanne d'Arc .....	172
CHAPITRE XXXIII. — Politesses.....	175
CHAPITRE XXXIV. — Réquisition des Bicyclettes.	178
CHAPITRE XXXV. — Une lettre caractéristique.	183
CHAPITRE XXXVI. — La Catastrophe des Dix- Huit ponts .....	187
CHAPITRE XXXVII. — La Vie en Février 1916..	205
CHAPITRE XXXVIII. — La Crise de l'Alimenta- tion .....	211
CHAPITRE XXXIX. — Recensement et Cartes d'identité en février 1916.....	251
CHAPITRE XL. — Les derniers jours d'un Con- damné .....	257
CHAPITRE XLI. — M. Hoover à Lille.....	275
CHAPITRE XLII. — Nos petits Caligulas.....	284
CHAPITRE XLIII. — Les Déportations.....	288
CHAPITRE XLIV. — En Esclavage.....	340
CHAPITRE XLV. — Les Evacués.....	349
CHAPITRE XLVI. — Obsèques de M. Hippolyte Verly .....	353
CHAPITRE XLVII. — Min p'tit Blocus.....	359
CHAPITRE XLVIII. — Petits Marchands des Rues.	361
CHAPITRE XLIX. — Un journaliste pendant l'In- vasion .....	365

CHAPITRE L. — Hypocrisie et Cynisme.....	371
CHAPITRE LI. — Les Otages du 1 <sup>er</sup> novembre 1916.	376
CHAPITRE LII. — Les Enfants.....	385
CHAPITRE LIII. — On s'arrange.....	388
CHAPITRE LIV. — Raffinement .....	390
CHAPITRE LV. — L'Œuvre des Courettes lilloises.	392
CHAPITRE LVI. — Pourquoi ils ont vidé nos bou- tiques .....	395
CHAPITRE LVII. — Maison pillées. — Propreté allemande .....	397
CHAPITRE LVIII. — De la viande à 3 francs....	401
CHAPITRE LIX. — La Campagne allemande contre les Anglais.....	407
CHAPITRE LX. — Guillaume au Ciel.....	412
CHAPITRE LXI. — Optimistes et Pessimistes.....	415
CHAPITRE LXII. — Petits Cadeaux.....	420
CHAPITRE LXIII. — Un Français occupé.....	421
CHAPITRE LXIV. — Lille le soir.....	423
CHAPITRE LXV. — L'Amérique rompt avec l'Alle- magne .....	426
CHAPITRE LXVI. — Le froid et la misère.....	440
CHAPITRE LXVII. — Le départ de l'A. O. K. 6. et du prince Rupprecht de Bavière.....	449
CHAPITRE LXVIII. — L'appétit et la faim.....	453
CHAPITRE LXIX. — Au Lycée Faidherbe.....	457
CHAPITRE LXX. — Les Conférences universi- taires .....	463
CHAPITRE LXXI. — La petite morte à la lampe au saindoux .....	468
CHAPITRE LXXII. — Amés de Bourreaux.....	473
CHAPITRE LXXIII. — Dans la rue.....	482
CHAPITRE LXXIV. — Le Régime .....	484
CHAPITRE LXXV. — Simple Faire-Part.....	492
CHAPITRE LXXVI. — Angoisses.....	494
CHAPITRE LXXVII. — Communiqués.....	498

## IV

## TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE LXXVIII. — La douleur d'une Femme.	504
CHAPITRE LXXIX. — Ciel de guerre.....	510
CHAPITRE LXXX. — Les pommes de terre.....	513
CHAPITRE LXXXI. — Dans les Tramways.....	516
CHAPITRE LXXXII. — Pudibonderie et Corruption .....	519
CHAPITRE LXXXIII. — La Mode.....	524
CHAPITRE LXXXIV. — Pour les Affamés d'Allemagne .....	529
CHAPITRE LXXXV. — Ça et Là.....	533



# CRÉDIT DU NORD

Fondé en 1848

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 125.000.000

SIÈGE SOCIAL :

4-6-8, Rue Jean-Roisin et 19, Rue Nationale

LILLE

SUCCURSALE DE PARIS

24-26, Boulevard Malesherbes

ABBEVILLE	COMINES (actuellement 2, rue du Priez, à LILLE).	LIANCOURT (Oise)
AIRE-sur-la-LYS	CREIL	LILLERS
AMIENS	CROIX	LISIEUX
ARMENTIÈRES	DENAIN	MACON
Direction : 2, rue du Priez, LILLE	DOUAI	MAUBEUGE
Bureau à ARMENTIÈRES 94, rue Nationale	DOULLENS	NŒUX-les-MINES
ARRAS	DUNKERQUE	ORCHIES
AUCHEL	ELBEUF	ROUBAIX
BERGUES	EU	ROUEN
BOHAIN	FLERS de l'Orne	SAINT-OMER
BÉTHUNE	FOURMIES	SAINT-QUENTIN
BORDEAUX	GRAVELINES	(45, rue Etienne-Marcel, à PARIS. — Bureau à SAINT-QUENTIN, 29, rue de la Caisse d'Épargne).
BRUAY	HALLUIN	SECLIN
CALAIS	HAZEBROUCK	SEDAN
CAMBRAI	HÉNIN-LIÉTARD (actuellement 78, rue du Centre à CARVIN).	SOMAIN
CARVIN	HESDIN	TOURCOING
CAUDRY	LANNOY	VALENCIENNES
CHARLEVILLE	LE HAVRE	
CLERMONT (Oise)	LENS (actuellement 2, rue du Priez, à LILLE).	
CORBIE		

## AGENCES DANS PARIS

20, Boulevard Voltaire.	45, Rue Etienne-Marcel
103, Rue Lafayette.	52, Boulevard M
252, Rue Saint-Martin.	26, Boulevard R
47, Rue Saint-Antoine,	15, Avenue des

## CRÉDIT DU NORD BE

BRUXELLES, 23, Rue Léopold.

GAND, 12, Rue du Marché-aux-Oiseaux

NAMUR, Rues Pepin et Emile-Cuvelier